

Université de Franche-Comté

François MARCOT
Résistance et population (1940-1944)

Mémoire pour l'Habilitation à Diriger les Recherches

Présenté sous la direction du Professeur Janine PONTY

Membres du jury :

Madame Janine PONTY
(Professeur d'Histoire contemporaine à l'Université de Franche-Comté)

Monsieur Guy PÉDRONCINI
(Professeur émérite à l'Université de PARIS I)

Monsieur André KASPI
(Professeur d'Histoire contemporaine à l'Université de PARIS I)

Monsieur Robert FRANK
(Directeur de l'Institut d'Histoire du Temps Présent, CNRS)

Monsieur Jean-François SOLNON
(Professeur d'Histoire moderne à l'Université de Franche-Comté)

Juin 1994

François MARCOT

Résistance et population (1940-1944)

Liste des travaux présentés

I - Ouvrage

- *Les voix de la Résistance. Tracts et journaux clandestins francs-comtois*, Besançon, Cêtre, 1989

II - Articles et communications

1. Résistance et société

- Formes d'action et valeurs d'une contre-société : la Résistance des débuts
- Les ouvriers de Peugeot, le patronat et l'État
- L'Université de Besançon à l'époque de l'Occupation
- Entre les études et l'engagement : le monde universitaire bisontin sous l'Occupation
- Les Italiens et les Espagnols dans la Résistance franc-comtoise : intégration et particularismes
- Les étrangers dans la Résistance en France : présentation générale
- Les Français et Vichy : le poids du quotidien

2. Mémoire de la Seconde Guerre mondiale

- Quarante ans de commémorations de la Seconde Guerre mondiale : rites et pratiques
- Les musées et le génocide des Juifs : l'histoire face à la mémoire officielle et à la mémoire sociale
- Histoire et muséographie de la Résistance

Introduction

J'appartiens à une génération qui entretient des relations bien particulières avec la Résistance. Né au lendemain de la guerre, j'en suis doublement l'héritier, comme membre de cette génération dont les parents ont subi l'Occupation et ont eu à reconstruire un monde meilleur, qui devait être le mien, et comme fils d'un père résistant, mort dix-huit mois après ma naissance. Mon enfance a été imprégnée par le culte d'un père que je n'avais pas connu mais dont je me suis efforcé de reconstituer la personnalité en rassemblant, au hasard des récits familiaux, des souvenirs susceptibles de nourrir mon imagination.

Ma génération est également celle qui, en mai 1968, a cru qu'elle pouvait changer le monde. Elle s'est aperçue en juin que le monde - ou à tout au moins les Français - n'y tenait pas vraiment. Je n'en étais pas encore là en 1971, lorsque j'ai vu le film *Le chagrin et la pitié*. Je l'ai regardé sans guère d'esprit critique¹ et je me souviens des sentiments que j'ai alors éprouvés, un seul mot les résume parfaitement : la jubilation. Ainsi donc, cette « majorité silencieuse » qui, par ses bulletins de vote, nous avait désavoués quelque temps plus tôt, nous opposant l'image d'une population héroïque au temps où la liberté était menacée, cette population n'avait traversé cette période que dans l'aveuglement — celui d'un coureur cycliste populaire qui ne se souvenait pas avoir vu d'Allemands à Clermont-Ferrand —, dans la compromission — celle d'un commerçant qui voulait rassurer sa

¹ Par ses recherches, John Sweets allait apporter, quelques années plus tard, une grande leçon d'esprit critique sur ce qu'était la vie à Clermont-Ferrand — et ailleurs.

clientèle sur son aryanité —, dans l'attentisme — celui d'un pharmacien qui pensait principalement à bien nourrir ses enfants —, et finalement dans l'oubli des valeurs et des sacrifices — celui de ces deux professeurs qui ne se rappelaient même pas l'exécution de leurs élèves par les occupants ! En cette année 1971, je commençais justement un travail sur la résistance. Une lecture, plus que toute autre m'a marqué, celle de *l'Apologie pour l'Histoire ou métier d'historien* de Marc Bloch, l'historien résistant. Marc Bloch y explique que l'on doit « comprendre le présent par le passé » et « le passé par le présent », mais il montre aussi que tout déplacement dans le temps historique, en « perpétuel changement », suppose que le voyageur soit capable de prendre en compte l'évolution des structures mentales. « Jamais, en un mot, un phénomène historique ne s'explique pleinement en dehors de l'étude de son moment. [...] Le proverbe arabe l'a dit avant nous : “Les hommes ressemblent plus à leur temps qu'à leurs pères.” Pour avoir oublié cette sagesse orientale, l'étude du passé s'est parfois discréditée. »²

Ces propos furent pour moi une mise en garde : mon travail d'historien ne devait pas plus me servir à régler des problèmes personnels avec un « père-héros » qu'à tenter de régler des comptes avec mes concitoyens. Ils m'invitaient même explicitement à me méfier de l'air du temps : si les fils ne ressemblaient pas à leurs pères, les pères ne devaient pas ressembler à leurs fils non plus. En tant qu'historien, je devais donc tenir en suspicion une vision dominante, celle de la « mode rétro »³ qui reconstruisait le passé en fonction d'un présent nourri de désillusions, marqué par l'effondrement des idéologies, désorienté par la perte des repères traditionnels. Je devais me méfier de la relecture du passé à travers le prisme des « droits de l'homme », l'une des rares valeurs qui ait alors survécu et m'interroger sur la fonction passée de cette notion qui n'appartenait pas, elle, au système de références de ma génération, le patriotisme. Je devais apprendre, sinon à déconstruire mon système de valeurs, du moins à le relativiser pour aller à la découverte d'autres structures mentales que les miennes. Décidément, Marc Bloch avait raison, l'histoire est un métier.

² BLOCH (Marc), *Apologie pour l'Histoire ou métier d'historien*, Préface de Georges Duby, Armand Colin, 1974 (p. 41)

³ Cf. ROUSSO (Henry), *Le syndrome de Vichy*, Le Seuil, 1990 (p. 149)

Nous avons voulu, dans cet ouvrage revenir sur la notion de résistance⁴ en proposant dans un premier temps une série de réflexions sur l'adversaire que combat la Résistance (car elle se définit d'abord comme un mouvement de « lutte contre »), la nature de son engagement (une action et non pas l'expression d'une idée ou d'un sentiment) et les valeurs au nom desquelles on accepte de beaucoup risquer pour elle. Puis, nous avons étudié le développement de la Résistance à travers l'évolution de ses relations avec la population (nous reviendrons, en conclusion, sur notre choix du terme population de préférence à celui d'opinion). Nous avons largement utilisé les tracts clandestins de la Résistance comtoise, source qui dans notre problématique nous semble féconde pour deux raisons. La première tient évidemment à sa nature même : c'est par sa presse que la Résistance s'adresse à la population. Bien évidemment nous ne devons pas nous en tenir à cette seule approche : les notes intérieures de la Résistance et plus encore ses actions traduisent aussi ses idées et ses pratiques. La seconde raison tient à la qualité des auteurs de ces tracts et journaux. Ce ne sont pas des personnalités dominantes de la Résistance française, tous se situent à un niveau beaucoup plus modeste, plus près de la « base ». Ils entretiennent des liens étroits avec la population dont ils sont issus et à laquelle — c'est une évidence que nous devons avoir toujours présente à l'esprit — ils appartiennent pleinement, le résistant n'étant pas un Français à part. La presse clandestine locale reprend pour partie ce que dit la presse nationale mais elle y ajoute ce que celle-ci n'est pas en mesure d'exprimer : les problèmes spécifiques d' « embrayage » des responsables locaux avec la population. Elle témoigne que la Résistance, mouvement dont seule l'ampleur nationale permet de répondre à l'exigence d'indépendance de la patrie, n'est pas une réalité lointaine ou abstraite mais qu'elle existe *hic et nunc*, qu'elle est l'expression du refus de Francs-Comtois désireux de mobiliser, pour ce qui les concerne, les gens de leur région. Elle montre que la Résistance est présente partout puisqu'elle se manifeste aussi chez eux. Nous avons, évidemment, utilisé bien d'autres sources, rapports des services de police français et allemands, rapports des préfets et des Feldkommandant, journaux personnels tenus à l'époque comme mémoires rédigés *a posteriori* afin d'analyser les engagements de la Résistance, l'évolution des représentations et des comportements de la population française, des Allemands ou de Vichy. Nous nous sommes placé tantôt du point de vue de la Résistance, en nous demandant quelle vision elle avait de la population et ce qu'elle attendait d'elle, tantôt du point de vue de la population en nous interrogeant sur la représentation qu'elle avait de la Résistance et en analysant ce qu'avaient été ses

⁴ Nous avons choisi les orthographes de *résistance* pour désigner l'activité et de *Résistance* pour dénommer le mouvement, l'organisation, l'entité.

comportements à son égard. La chronologie nous a amené à distinguer trois moments différents.

- Le premier nous conduit de 1940 à la fin de 1942. La Résistance se présente alors, non seulement comme un mouvement minoritaire (il l'est du début à la fin), mais comme celui d'une minorité, sinon coupée de la population (comment saurait-elle l'être puisqu'elle en est une composante à part entière ?), du moins n'entretenant avec elle que des liens ténus, ne parvenant pas à l'entraîner et ne cherchant pas vraiment à le faire. La population voit alors la résistance comme une activité inutile, voire nuisible : voulant réintroduire la France dans la guerre, la Résistance est susceptible d'accroître les malheurs de la population pour un objectif chimérique. Si la Résistance ne doute pas de sa légitimité patriotique, elle est à la recherche d'une véritable légitimité populaire qu'elle ne conquiert pas encore à la fin de la période, alors que le régime de Vichy a, pour l'essentiel, perdu la sienne.

- La rupture nous semble intervenir dans le courant du premier semestre 1943. A cette époque, l'instauration du STO permet à la Résistance d'établir d'autres liens avec la population en lui offrant l'occasion de proposer à la population un terrain et des formes d'actions nouvelles qui correspondent à un besoin immédiat, urgent. Dans la lutte contre le travail en Allemagne, elle apporte des solutions que nul autre qu'elle ne pouvait proposer : des moyens concrets et une caution morale pour se soustraire à la « déportation des travailleurs ». La Résistance appelle la population à une désobéissance civile qui, paraissant justifiée, légitime, par là-même, la Résistance. Nous avons cru devoir longuement analyser ce tournant décisif, en nous intéressant à cette notion de légitimité, ce qui nous a conduit, parfois, à déborder d'un cadre chronologique qui ne pouvait être trop strict, sous peine de restreindre notre horizon.

- De l'été 1943 à la libération, la Résistance ayant largement conquis sa légitimité, les relations qu'elle entretient avec la population n'en sont pas simplifiées pour autant. Nous avons voulu les appréhender dans la diversité des comportements et des représentations réciproques de la population et d'une Résistance partagée entre les exigences contradictoires de l'« ordre » et du « mouvement ».

En étudiant les relations de la Résistance avec la population, nous n'avons pas abandonné notre première direction de recherche, la réflexion sur la notion de résistance, car une interrogation sous-tend notre travail : peut-on « penser la Résistance » sans penser ses liens avec la population ? Interrogation qui en suscite d'autres : comment appréhender

ces liens dans leur complexité ? Quel est leur contenu : rejet, neutralité, caution morale, légitimité, solidarité ? Quelle est la nature de ces liens : la légitimité est-elle compatible ou non avec l'existence d'un rapport de force ? Quels instruments utiliser pour les appréhender : comment combiner l'approche par les « représentations » avec l'étude des comportements ? Comment évaluer la participation des différents groupes sociaux à la Résistance ? Que peut apporter cette étude à notre connaissance de l'évolution de l'opinion française sous l'Occupation ?

Tout historien a un territoire de recherche et la Franche-Comté est le nôtre. Pourtant, nous ne souhaitons pas faire œuvre d'histoire locale. Nous avons tenté, en nous plaçant sur le territoire franc-comtois, d'alimenter notre réflexion sur la nature de la Résistance en France, d'où nos fréquentes références au contexte et aux enjeux nationaux. Nous avons suivi, en cela, d'autres historiens de la période auprès desquels nous proclamons notre dette de reconnaissance : Jean-Marie Guillon, Pierre Laborie, Jacqueline Sainclivier Christian Bougeard et John Sweets, entre autres⁵. Ce faisant, nous avons fait un choix qui ne présente pas que des avantages. S'il permet d'ouvrir à des problématiques plus générales, il nous a empêché de préciser la place de la Résistance dans l'histoire de la Franche-Comté et de l'inscrire dans son long terme. Mais n'est-ce pas le lot, et la limite, de tout travail historique ?

Nous reconnaissons volontiers qu'une telle démarche suppose que l'histoire de la Franche-Comté sous l'Occupation ne constitue pas une exception, un phénomène à part, interdisant toute généralisation. Ce que nous connaissons de l'histoire de l'Occupation dans d'autres régions par les travaux d'historiens que nous avons cités, montre que sur le territoire français les éléments de continuité l'emportent sur les facteurs de rupture et que le poids du national et de l'international vient relativiser les particularismes locaux. La nature de ceux-ci fait d'ailleurs bien souvent illusion, surtout dans une région aussi diverse que la Franche-Comté qui peut être considérée comme un microcosme français. Son territoire est partagé par les trois zones d'occupation, zone « libre », zone occupée simple et zone interdite⁶ ; les activités sont diverses, tertiaires, agricoles et industrielles ;

⁵ GUILLON (Jean-Marie), *La Résistance dans le Var. Essai d'histoire politique*, Thèse d'État, Université de Provence, Aix, 1989 ; LABORIE (Pierre), *L'opinion française sous Vichy*, Le Seuil, 1990 et LABORIE (Pierre), *Résistants, Vichyssois et autres. L'évolution de l'opinion et des comportements dans le Lot de 1939 à 1945*, CNRS, 1980 ; SAINCLIVIER (Jacqueline), *La Résistance en Ille-et-Vilaine*, Rennes, PUR, 1993 et, SWEETS (John F.), *Choices in Vichy France. The French under nazi occupation*, New York, Oxford, Oxford University Press, 1986.

⁶ Cf. la carte de l'occupation de la Franche-Comté in : MARCOT (François) *Les Voix de la Résistance*, Besançon, Cêtre, 1989 (p. 17)

l'influence des villes, mêmes petites⁷, contrebalance un puissant secteur rural ; tous les courants politiques sont représentés, même si le parti communiste est très minoritaire et la droite dominante ; au cœur d'un pays majoritairement catholique, les autres religions sont pratiquées, juive dans les communautés du Pays de Montbéliard, de Belfort et de Besançon, protestante chez les luthériens du Pays de Montbéliard ; les étrangers y sont présents dans les même proportions qu'en France... Si toutes les autres régions ne lui ressemblent pas — loin de là — les mêmes forces sont à l'œuvre, les mêmes schémas de représentations, les mêmes types de comportements se manifestent, mais dans des configurations différentes. Dans une certaine mesure, les « particularismes locaux » ne sont-ils pas, pour une part, faits de la combinaison particulière d'éléments presque partout présents ? Ce n'est certes pas la propagande clandestine franc-comtoise qui nous démentirait. Certes, ses références « régionales » sont nombreuses, il suffit de lire ses titres : *La Franche-Comté Libre*, *Le Peuple comtois*, *Franche-Comté Libération*, *La Libre Comté*, ou d'énumérer ses allusions aux Francs-Comtois, illustres ou non : Victor Hugo, Denfert-Rochereau, Rouget de Lisle, Joliclerc (volontaire jurassien de l'An II) ou Lacuzon (héros de la résistance contre l'occupant français au temps de la conquête par Louis XIV). Mais toutes ces références, loin de présenter la Franche-Comté comme une terre à part, veulent montrer que la Résistance y est présente comme partout ailleurs. La Résistance ne cherche pas à faire de la Franche-Comté une exception et, le constant rappel des enjeux nationaux et internationaux le montre bien, elle veut donner l'image d'une région partie prenante, et agissante, du drame national. Tel a été notre point de vue.

⁷ Besançon n'a que 65 000 habitants

Première partie

Réflexions sur la notion de résistance

Il nous paraît nécessaire de commencer cet essai sur les relations entre la Résistance et la population par une réflexion sur la définition de la notion même de résistance, tant son utilisation s'est banalisée, au point d'en obscurcir les contours. Nous souhaitons non partir d'un idéal-type défini par Max Weber et brillamment appliqué à la notion de résistance par François Bédarida au colloque de Toulouse en décembre 1993⁸, mais proposer un concept opératoire permettant de préciser quel type d'activité relève de la résistance et de répondre aussi souvent que possible à la question : qui est résistant et qui ne l'est pas ?

I - Quel est l'adversaire ?

Dans un premier temps, il nous faut partir de cette idée très simple que la résistance se définit par une réaction contre un adversaire. Mais quel est-il ? Dans toute l'Europe occupée, le mot et la notion apparaissent comme définissant une résistance à l'occupant sous la Deuxième Guerre mondiale. Cela ne va pas de soi en France du fait de la présence du gouvernement légal de Vichy. La résistance inclut-elle nécessairement une opposition radicale et consciente au régime de Vichy ? Est-ce un attribut déterminant de la qualité de résistant ? Il semble évident que non. Cette opposition à Vichy peut, selon les cas, être ou non clairement manifestée par des résistants. Il s'agit d'un attribut, souvent associé à la résistance, mais ni déterminant ni nécessaire. Nous ne voyons pas au nom de quoi on devrait a priori refuser la qualité de résistant à une personne ou à un groupe qui proclament leur fidélité au Maréchal. Que les historiens⁹ doivent estimer, documents à l'appui, que le maréchal Pétain a délibérément choisi la voie de la collaboration est une chose ; que les résistants en aient eu une claire conscience en est une autre.

Les prises de position de deux mouvements de résistance comme Défense de la France ou le Mouvement de Libération Nationale peuvent être mises en parallèle, car elles montrent bien l'ambiguïté de leur fidélité à Pétain sur la question de la collaboration. Les

⁸ François BÉDARIDA, *Approche comparée de la notion de Résistance*

⁹ Argument essentiel de PAXTON (Robert O.), *La France de Vichy 1940-1944*, Le Seuil, 1973 et développé avant lui par des historiens français comme DURAND (Yves), *Vichy (1940-1944)*, Bordas, 1972 et MICHEL (Henri), *Vichy, Année 40*, Robert Laffont, 1966

deux organisations comprennent que le gouvernement puisse collaborer. « Cette collaboration qui nous était instamment demandée profitait au Reich. Elle [sic] avait les mains plus libres pour continuer la lutte contre l'Angleterre. Elle pouvait aussi nous profiter. Elle nous profite. Ce mal nécessaire nous a permis de conserver une partie de nos libertés, de commencer le Redressement National. Il nous a permis surtout de gagner du temps. Le Mouvement de Libération Nationale l'utilisera. Voilà pourquoi, une fois encore, nous sommes derrière le Gouvernement qui l'a contresigné. » (*manifeste* de Henri Frenay de novembre-décembre 1940¹⁰) « Il faut, quand on est au Gouvernement, savoir céder aux circonstances. Et si le Gouvernement, le couteau sous la gorge, doit maintenant collaborer, qu'il collabore ! Mais on peut collaborer d'une main et résister de l'autre. Et agir en sorte que la main droite ignore ce que fait la gauche. » (*Défense de la France*, n° 2, 10 septembre 1941, article de Robert Salmon¹¹)

Mais au principe d'une collaboration d'État nécessaire, dans laquelle ils ne voient qu'une ruse destinée à préparer la reprise de la guerre, les deux mouvements opposent l'attitude du peuple qui, lui, doit résister. Robert Salmon poursuit en ces termes l'article cité : « C'est ici que les Français s'adressent au Gouvernement. Ils veulent savoir ses véritables intentions. Ils veulent savoir et ils ont le droit de savoir, car la France c'est eux-mêmes. [...] Nous voulons savoir si, oui ou non, toute la politique de la France est bâtie sur une éventualité de plus en plus problématique d'une victoire allemande. Nous voulons qu'on nous dise que c'est contraint et forcé que Vichy collabore. Nous exigeons que les alliances de la France ne soient pas des esclavages. » L'article commence d'ailleurs par une position de principe sans concession : « Les Français ont au cœur une haine de l'ennemi. Une haine qui grandit chaque jour. Quelles que soient leurs anciennes dissensions, tous sont unis aujourd'hui par un idéal commun : Résister. [...] Résister c'est avant tout démontrer à l'envahisseur qu'il se heurte à une civilisation supérieure qu'il ne pourra pas absorber. »

¹⁰ Texte publié par : CORDIER (Daniel), *Jean Moulin. L'inconnu du Panthéon. Tome 3*, J.C. Lattès, 1993, (pp. 1286-9). Pour la datation de ce texte qui a soulevé tant de polémiques, nous suivons Daniel Cordier (p. 962).

¹¹ L'équipe de *Défense de la France* fait entendre des voix quelque peu discordantes sur son appréciation de Pétain, mais elles ne s'éloignent guère de celle de Robert Salmon, par ailleurs moins "pétainiste" que Philippe Viannay. Cf. GRANET (Marie), *Défense de la France. Histoire d'un mouvement de résistance (1940-1944)*, PUF, 1960 ; et WIEVIORKA (Olivier), *Destins d'un mouvement de Résistance : "Défense de la France"*, Thèse d'État, 1992.

Henri Frenay est tout aussi explicite :

« Le Gouvernement doit donc conserver une attitude imposée par les circonstances. Voudrait-il s'en départir par ses paroles ou par ses actes, que le Pays en subirait le châtement. Le plus rude de tous les devoirs de notre Maréchal est d'accepter cette servitude, d'ailleurs pleine de grandeur. [...] Mais nous, nous le peuple de France, nous n'avons rien promis ni signé. Nous comprenons la politique de notre Gouvernement car nous savons qu'il ne peut en suivre d'autre. Mais ce que le Gouvernement ne peut dire, nous voulons le crier : *L'ennemi d'aujourd'hui est le même que celui d'hier*. Si nos Armes ont cédé devant les siennes, nous ne plierons pas nos âmes. »

Nous reviendrons plus loin sur la position de ces deux organisations vis-à-vis de la Révolution Nationale, mais on voit qu'en ce qui concerne la collaboration, le soutien au Maréchal n'est accordé que dans la limite d'une interprétation du double jeu, d'une politique d'attente et surtout, elle n'est admise que comme une stratégie de gouvernement qui n'implique pas le peuple français.

Cette politique de Vichy allait, pour les deux mouvements, se révéler illusoire quelque temps après. Pour Henri Frenay ce sera en mai 1942, lorsque dans *Combat*, il s'adresse à Pétain : « Tout est clair maintenant. Le mythe Pétain a vécu. Vos étoiles s'éteignent. [...] La France entière contre Laval est désormais contre vous. Vous l'avez voulu. » *Défense de la France* rompt implicitement avec Pétain encore plus tard, en novembre 1942, lorsque par un éditorial signé *Indomitus* (Philippe Viannay) le 1er novembre, puis dans un communiqué commun à plusieurs mouvements de résistance (dont *Combat*), le 11 novembre, il proclame sa fidélité à Giraud et à de Gaulle¹². On peut donc proclamer pendant près de deux années sa fidélité au Maréchal et au régime de Vichy¹³ tout en étant résistant, à condition de s'engager dans une forme d'action contre l'occupant qui soit en rupture avec la politique de l'État Français. Le caractère conditionnel du soutien accordé au régime révèle du même coup la nature profonde de la résistance : un engagement libre de citoyens qui veulent se mêler des affaires de la nation, quoi que fasse l'État.

¹² Avant de se prononcer pour une entente de Gaulle-Giraud, laissant à de Gaulle la responsabilité politique et à Giraud le commandement militaire (*Défense de la France* du 20 janvier 1943).

¹³ Mais pas à toute l'équipe de Vichy. Pour les résistants comme pour la majorité des Français, Laval est un traître, et son renvoi par Pétain, le 13 décembre 1940, est interprété comme une preuve du double jeu du Maréchal.

On sait que certaines définitions de la résistance invitent à considérer comme acte de résistance toute entreprise luttant soit contre Vichy, soit contre l'occupant ; par exemple celle de Michel Debré, à laquelle se rallie Jean-Marie Guillon, pour qui la résistance « englobe toute action de lutte, quelle qu'elle soit, dirigée contre l'envahisseur, contre le régime de Vichy et contre les Français qui furent à ses ordres. »¹⁴ Mais peut-on être résistant en ne s'opposant qu'au seul Vichy et non pas à l'occupant ? Cas de figure dont on sait qu'il se réalise jusqu'au printemps 1941 pour de nombreux communistes. *L'Humanité* et de nombreux tracts de province - ceux de Franche-Comté entre autres - développent des attaques en règle contre Vichy sans s'en prendre directement à l'occupant et, souvent, sans même en faire mention.

Les représentations que les communistes se font de la réalité relèvent d'une analyse en termes de luttes des classes directement fournie par l'idéologie marxiste-léniniste. La stratégie de la guerre impérialiste conduit à défendre l'attachement à la paix comme valeur essentielle, le plus souvent de façon ambiguë comme dans l'appel *Peuple de France* de Duclos et Thorez (dit du 10 juillet 1940) : « Le peuple français, qui paie si cher les crimes des fauteurs de guerre, veut de toutes ses forces la *Paix* dans l'indépendance complète et réelle de la France. » Formulation ambiguë, car contradictoire dans ses termes, puisque la France ne pouvant recouvrer une complète et réelle indépendance que par la reprise de la guerre. Vichy fait figure d'ennemi principal : « A la porte le gouvernement de Vichy ! A la porte le gouvernement des ploutocrates et des profiteurs de guerre !... Vive la France libre et indépendante... Vive le gouvernement du Peuple, au service du Peuple ! » Autant de termes repris, avec plus ou moins de nuances, par la propagande de la direction communiste jusqu'au printemps 1941.

Jusqu'alors, la stratégie du parti communiste ne s'inscrit nullement dans une perspective de résistance à l'occupant ou à l'occupation, ce qui n'autorise pas pour autant à voir en elle une politique de collaboration, ni même de complicité avec les Allemands - encore qu'avec la demande de réparation de *L'Humanité*, on soit allé assez loin dans cette direction¹⁵. Cela ne signifie pas non plus que le parti ait renoncé à tout sentiment patriotique, comme l'observe Stéphane Courtois qui dans l'appel *Peuple de France* a relevé une série d'expressions allant dans ce sens : « Le peuple de France connaît

¹⁴ GUILLON (Jean-Marie), *op. cit.*.

¹⁵ Dernière mise au point sur cette question : COURTOIS (Stéphane), "Un été 1940. Les négociations entre le PCF et l'occupant allemand à la lumière des archives de l'Internationale communiste" in *COMMUNISME*, n° 32-33-34, 1993, n° spécial : Les archives du communisme (pp. 85-128).

l'humiliation de l'occupation et ne se sent pas chez lui », « la France encore toute sanglante veut vivre libre et indépendante »... D'où cette conclusion de Stéphane Courtois : « Il [l'appel *Peuple de France*] réclame la paix et sollicite dans ce but le soutien de l'URSS. Néanmoins, l'ensemble du texte résonne d'un ton nouveau. Par certains endroits, il flamboie d'appels à l'indépendance nationale et révèle quelques faits qui ne peuvent que gêner l'occupant. »¹⁶ Daniel Cordier met à juste titre en valeur l'originalité des textes de la direction communiste de cette période : « Comparés au silence des “républicains » et des patriotes de tous bords, ils brisent en tout cas le consensus béat et contrit autour du Maréchal et de son gouvernement. En appelant les Français à prendre leur destin à bras-le-corps en livrant la bataille des revendications sociales, ils les arrachent à leur apathie et les dressent contre le *mea culpa* et la résignation générale prônés par Pétain. »¹⁷

C'est une politique ambivalente car elle utilise l'idée d'« indépendance nationale » et de « libération sociale » pour condamner Vichy et les conséquences matérielles de l'occupation : « vie chère, restrictions... » mais sans jamais s'en prendre directement aux Allemands.

Cette ambivalence permet de comprendre que la direction communiste puisse évoluer progressivement vers une attitude de résistance clairement exprimée, dès lors que l'objectif de libération nationale prend le pas sur celui de libération sociale. Stéphane Courtois et Denis Peschanski ont proposé une chronologie de l'évolution de la stratégie communiste :

« Le thème de la libération nationale disparaît durant l'été 1940, réapparaît en sourdine en septembre pour croître et s'intégrer, les premiers mois de 1941, dans un mot d'ordre qui allie significativement “libération sociale et nationale de la France”. Il s'impose en mai 1941 dans l'appel au Front national, même si la stratégie et les formes d'actions qu'elle engendre ne se modifient fondamentalement qu'après le 22 juin 1941. »¹⁸

L'ambivalence de la ligne politique de la direction du parti communiste explique aussi que puissent coexister avec elle des orientations différentes, comme celle de Charles

¹⁶ COURTOIS (Stéphane), *Le PCF dans la guerre*, Ramsay, 1980 (p. 139)

¹⁷ CORDIER (Daniel), *op. cit.* (p. 172)

¹⁸ COURTOIS (Stéphane) et PESCHANSKI (Denis) "La dominante de l'Internationale et les tournants du PCF" in AZÉMA (Jean-Pierre) PROST (Antoine), RIOUX (Jean-Pierre) [dir.], *Le parti communiste français des années sombres 1938-1941*, Le Seuil, 1986 (p. 270).

Tillon à Bordeaux. Celui-ci, dans son « manifeste » du 18 juillet 1940¹⁹, reprend bien des éléments de l'analyse de la direction du parti communiste : « guerre impérialiste », « 200 familles », « trahison de classe la plus formidable » de l'histoire de France. Mais l'orientation anti-hitlérienne du texte est dépourvue de toute ambiguïté : « En territoire occupé par Hitler, comme en territoire occupé par la 5^e colonne vendue à Hitler, c'est une même lutte de libération nationale que nous mènerons ensemble avec courage, sans répit, en unissant toutes les forces du peuple pour mettre fin au régime capitaliste et réaliser une France libre, forte et heureuse. Union pour la libération de notre pays. »²⁰ Qu'on puisse repérer des contradictions entre les deux termes de l'analyse ne change rien au fait que cette orientation est résolument hostile à l'occupant désigné comme ennemi à combattre, ce qui, pour nous, détermine la nature, résistante ou non, d'une opposition.

Comment caractériser dans ces conditions la position officielle du parti communiste ? Nous la considérons comme une politique d'opposition au régime de la Révolution nationale et d'insoumission à sa prétention de contrôler les esprits, politique fondée sur une condamnation en termes de luttes de classes mais intégrant une certaine dimension patriotique qui permet le passage progressif à une attitude de résistance quand la composante patriotique s'affirme clairement.

II - Résister, c'est agir

Pour qu'une opposition soit qualifiée de « résistance », elle nous semble devoir posséder une autre qualité, celle de se manifester par une action. Résister, c'est *réagir*. On ne peut qualifier de résistance un sentiment ou une réflexion intellectuelle, la résistance commence avec leur manifestation extérieure, quelle qu'en soit la forme : réunion pour envisager de « faire quelque chose », inscription de graffitis, distribution de tracts, participation à une grève, lutte armée... Tout ce qui vient avant l'action fait partie du champ de la réflexion historique parce que son étude permet de comprendre les cheminements personnels ou collectifs. Mais tout cela, doutes, angoisses, réflexions, nous

¹⁹ CORDIER (Daniel), *op. cit.* (pp. 1081 sq.)

²⁰ Cité in NOGUÈRES (Henri), *Histoire de la Résistance en France, t. 1*, 1968 (pp. 528-529)

paraît se situer en amont de ce qu'il convient de considérer comme résistance. On ne résiste pas « moralement » ou « dans sa tête », la résistance est une action.

Souhaiter la victoire des Alliés - ce qui est le cas d'une majorité de Français -, ne pas croire que la collaboration soit une bonne solution pour la France, condamner la rencontre de Montoire, s'offusquer de la législation antisémite de Vichy, c'est faire preuve de sentiments patriotiques, manifester une réelle indépendance d'esprit, témoigner d'un sincère attachement aux droits de l'Homme, mais ce n'est pas résister, même si cela y prédispose.

Mais pas nécessairement, comme en témoigne le cas d'André Malraux que Claude Bourdet est venu solliciter, fin 1941-début 1942. Croyant « que Malraux, qui pensait exactement comme nous, ne pouvait pas refuser de travailler avec nous »²¹, Claude Bourdet va trouver celui qui s'était illustré par son action en faveur de la République espagnole. Malraux s'enquiert des moyens dont dispose le résistant, puis donne sa réponse : « Revenez me voir quand vous aurez de l'argent et des armes. »²² A la même époque, il reçoit Sartre, venu lui parler de son groupe Socialisme et Liberté, de la même manière : « Malraux écouta Sartre avec politesse mais, pour l'instant, aucune action ne lui paraissait efficace : il comptait sur les tanks russes, sur les avions américains pour gagner la guerre. »²³ Cet exemple démontre à lui seul la nécessité d'opérer la distinction entre « refus intellectuel de se soumettre » et « résistance »²⁴. Il nous faut éviter tout manichéisme et admettre que tout ce qui n'est pas collaboration ou soumission ne devient pas ipso facto résistance.

Nous rejoignons ici les analyses de Jacques Semelin qui oppose « résistance » et « dissidence » :

« Il convient ici de distinguer résistance et dissidence. En effet, ce qu'on appelle conventionnellement la "résistance" n'est bien souvent que la phase avancée d'une opposition sociale ou politique intérieure qui a réussi à s'organiser et à se fixer des objectifs. En amont de ce processus ou conjointement à lui, on peut repérer toutes sortes d'attitudes, de

²¹ BOURDET (Claude), *L'aventure incertaine. De la Résistance à la Restauration*, Stock, 1975 (p. 72)

²² *Id.* (p. 73)

²³ BEAUVOIR (Simone de), *La force de l'âge*, Gallimard, 1980 (p. 509)

²⁴ Malraux rejoint finalement la résistance en septembre 1943, cf. : PENAUD (Guy), *André Malraux et la Résistance*, Périgueux, Pierre Fanlac, 1986 (p. 43).

comportements et même d'actions qui sont les marques d'un esprit d'indépendance - de dissidence - à l'égard du nouveau régime. »²⁵

Jacques Semelin cite comme exemple de « dissidence » : la recherche d'informations différentes par l'écoute des radios étrangères, le port de signes, l'attitude de distance et de retenue à l'égard des occupants. Disons toutefois que nous ne sommes pas vraiment satisfait par l'emploi qu'il fait du terme de dissidence qui, dans les pays de l'Est, a revêtu une tout autre signification. Le terme d'insoumission (au sens le plus large, intégrant les réactions passionnelles) ne serait-il pas plus adéquat ? Il suggère le refus de se soumettre à une idéologie dominante, à un conformisme ambiant, à des comportements autorisés.

Dans le même ordre d'idée, le réfractaire qui ne se « soumet » pas au Service du Travail Obligatoire n'est pas, en cela, un résistant. A l'époque, nous y reviendrons, la Résistance elle-même a bien opéré la distinction : le Comité d'Action contre la Déportation s'est donné comme mission de transformer les « réfractaires » en « résistants ». L'expression d'« insoumis » utilisée par les services de police de Vichy nous semble tout à fait adéquate puisque le réfractaire n'entreprend aucune action positive, il se protège. De même, le Juif qui s'enfuit et se cache pour se soustraire aux rafles n'est pas un résistant. Par contre, les organisateurs de la lutte contre le STO (qui fournissent les faux-papiers, recherchent des « planques ») sont des résistants, de même que les rédacteurs de la presse clandestine juive dénonçant l'existence de la solution finale ou ceux qui combattent sa mise en œuvre.

La résistance doit être distinguée de l'opposition par son caractère interdit et par conséquent illégal et clandestin. Pour mieux définir ce que l'on entend par action dans la résistance nous croyons, avec Robert Frank²⁶, qu'il faut y intégrer la notion de risque. La résistance peut revêtir différentes formes, nous y reviendrons, mais elle doit avoir pour but de lutter contre l'occupation et, pour reprendre la formule de Dominique Veillon, de « nuire à l'occupant et à la réalisation de ses desseins, quelle qu'en soit la nature, objectifs militaires, exploitation économique, mise en place de la solution finale... »²⁷

²⁵ SÉMELIN (Jacques), *Sans armes face à Hitler. la résistance civile en Europe 1939-1943*, Payot, 1989 (p. 58)

²⁶ Intervention au colloque de Toulouse, *La Résistance et les Français, Histoire et Mémoire*, décembre 1993

²⁷ Intervention au colloque de Toulouse, *La Résistance et les Français, Histoire et Mémoire*, décembre 1993

La résistance peut s'en prendre soit à l'occupant directement soit à ses collaborateurs ou alliés (État, groupement ou individu). Toute opposition à Vichy à un autre titre que celui d'allié de l'occupant et servant ses buts de guerre ne relève pas, en elle-même, de la résistance mais de l'opposition au régime de Vichy. Dans le cadre de la politique de Vichy, toute défense des intérêts nationaux ou tout refus de certaines concessions à l'occupant : entrée dans la collaboration militaire en 1941²⁸, refus de rendre obligatoire le port de l'étoile jaune en zone sud en 1942²⁹... relèvent, non pas de la résistance, mais de la marge de latitude du gouvernement de Vichy, dont il a d'ailleurs si peu usé³⁰.

En quels termes se pose la question de « l'individuel » et du « collectif » dans toute approche de la résistance ? Pour Jacques Semelin, il n'y a de résistance que collective :

« Le terme de résistance renvoie à des actes par lesquels une volonté de refus s'exprime collectivement. Résister, c'est d'abord trouver la force de dire "non" sans nécessairement avoir une idée très claire de ce à quoi on aspire. [...] Si la résistance débute donc par une rupture, il faut ajouter qu'elle ne devient vraiment telle que si elle s'exprime collectivement. Dans le cadre d'une action purement individuelle, les notions de "dissidence" ou de "désobéissance" semblent plus adéquates. »³¹

Convenons, avec Jacques Semelin, que le passage d'une action « individuelle » à une action « collective » désigne, plus qu'une différence de degré, un changement de nature. La dimension collective introduit une prise de conscience sociale qui seule confère à la résistance sa dimension de « mouvement » ; des citoyens reconstituent une nouvelle société³² et prétendent incarner la nation. Mais ces principes décrivant la nature de la résistance étant avancés, en quoi cette notion est-elle opératoire ?

Évoquer la dimension collective de l'action ne doit pas conduire à réduire la résistance aux seules organisations constituées (mouvements, réseaux, partis ou syndicats) mais tout simplement à rappeler que la plupart des actes s'inscrivent, de fait, dans une

²⁸ Cf JÄCKEL (Eberhard), *La France dans l'Europe de Hitler*, Fayard, 1968 (p. 250)

²⁹ Cf. KASPI (André), *Les Juifs pendant l'Occupation*, Le Seuil, 1991 (p. 102) et MARRUS (Michael R.), PAXTON (Robert O.), *Vichy et les Juifs*, Calmann-Lévy, 1981 (p. 219)

³⁰ Cf PAXTON (Robert O.), *La France de Vichy 1940-1944*, Le Seuil, 1973 (p. 332)

³¹ SÉMELIN (Jacques), *op. cit.* (p. 50)

³² Nous renvoyons à ce que nous avons dit de cette "contre-société" dans notre communication "Formes d'action et valeurs d'une contre-société : la Résistance des débuts".

perspective collective. Qui peut nier que bien des actions opérées par un membre d'une organisation de résistance relèvent de sa seule initiative individuelle (action civile ou armée) ?

Mais la dimension collective de l'action s'inscrit dans un cadre qui dépasse l'individu : ainsi le rédacteur anonyme d'un tract clandestin de 1940 espère bien que son message sera lu et reçu par d'autres. L'auteur de graffitis sur les murs de sa ville ou de son village sait qu'ils seront vus et, si son geste s'inscrit dans la campagne des « V » lancée par la BBC en mars 1941, sa dimension collective est encore plus évidente. Même lorsqu'ils entreprennent des actions dont la nature même est de passer inaperçue, le cheminot de Dole qui met du sable dans les boîtes de graissage des locomotives, l'ouvrier de Peugeot qui sabote astucieusement la production en multipliant les « loupés » effectuent des actes « individuels » qui pourtant s'inscrivent dans le cadre d'une action collective de freinage de l'exploitation du pays.

Peut-on prendre comme seul critère de résistance l'appartenance à une organisation ? Sur ce point encore, l'opposition de l'individuel et du collectif est bien peu opératoire car, dans la résistance, les limites entre ce qui relève de l'organisation constituée et ce qui lui échappe sont floues. La Résistance est plastique, dynamique, en permanente gestation et recomposition ; elle est, au sens propre, un mouvement, qui ne se réduit pas aux organisations qui la composent. Pour certains, l'adhésion revêt un caractère formel évident (prestation de serment d'un militant de Combat, immatriculation d'un combattant FTP, adoption d'un pseudonyme), mais pour de nombreux résistants il n'y a pas de date d'entrée en résistance, pas de lieu, pas d'action précise. Après un certain nombre de rencontres, une fois des actes accomplis, ils sont dans la Résistance. Dans les premiers temps surtout, on n'entre pas dans la Résistance comme on adhère à une organisation dûment constituée, on fait de la résistance et, par là même, on fait la Résistance.

Pour toutes ces raisons, la distinction entre actions individuelles et collectives nous semble receler un fort pouvoir heuristique sur ce qui constitue la nature de la résistance, son aspiration à représenter une légitimité face à l'occupant, mais elle ne nous paraît pas opératoire pour définir ce qui relève ou non de la résistance.

Dans sa réflexion sur la notion de résistance, François Bédarida insiste à juste titre sur ce point : la résistance est d'abord un combat volontaire. Il ne peut y avoir résistance que là où il y a liberté d'engagement et de choix. Cette idée de choix est essentielle, quels

qu'aient été le degré de conscience qui l'a accompagné, les valeurs qui l'ont justifié et les motivations qui l'ont fondé. Pour les victimes des persécutions et de la répression, Juifs, étrangers, francs-maçons, communistes ou requis au STO, la riposte par l'action a bien été un choix, parmi d'autres possibles, choix toujours minoritaire. Ceci mérite qu'on réfléchisse aux valeurs qui fondent l'entrée en résistance. Puisque la résistance est tout à la fois refus et rupture, il faut se demander au nom de quoi se fonde le refus puis, sous quelles formes s'opère la rupture.

III - Quelles sont les valeurs qui fondent la résistance ?

Il nous a paru intéressant, dans notre communication « Formes d'action et valeurs d'une contre-société : la Résistance des débuts », de réfléchir aux valeurs qui fondent ou qui justifient l'engagement dans la résistance. Nous précisons bien les valeurs au nom desquelles on agit, et non pas des motivations personnelles qui poussent à l'action. Une étude des motivations qui conduisent des individus à faire de la résistance ne manquerait certainement pas d'intérêt.

On trouverait pêle-mêle, outre bien évidemment la volonté de se battre pour des valeurs auxquelles on croit, le goût de l'aventure, l'attrait du commandement, le besoin de se conformer à une attitude de groupe, ou à l'inverse celui de se singulariser, la compensation de frustrations personnelles, le désir de vengeance, la réponse à la répression, une stratégie de conquête du pouvoir, sans oublier l'intérêt personnel. On voit que l'échantillonnage est varié et l'on pressent qu'il sera bien difficile d'y mettre de l'ordre, d'évaluer le poids respectif des motivations : si le champ d'investigation ne manque pas d'intérêt, l'historien se heurte à de sérieuses difficultés.

Les déclarations personnelles et introspectives des acteurs de l'histoire sont bien peu fiables : celles, bien rares, qui sont formulées à chaud tout autant que celles qui sont livrées après-coup, lorsque le travail de reconstruction de la mémoire, qui s'exerce dans ce domaine des motivations plus que dans tout autre, est à l'œuvre. La plupart des mémoires publiés valorisent et - qui s'en étonnera ? - la motivation par les seules valeurs : « j'ai fait de la résistance au nom de l'honneur national, par patriotisme », ou « j'ai fait de la résistance par antifascisme au nom des valeurs républicaines apprises à l'école ou dans ma

famille »... La résistance résulte d'un choix, impliquant l'être humain dans ce qu'il a de plus personnel, pour ne pas dire de plus intime. Ne nous dissimulons pas qu'il y aura toujours là quelque part de mystère et que nous ne comprendrons jamais vraiment pourquoi des hommes sortent de leur inertie naturelle.

Seule une approche plus complète et plus profonde de l'être humain, sachant utiliser les outils de la psychanalyse et disposant de sources fiables, permettrait une véritable analyse des motivations. Celle-ci ne peut en aucun cas se réduire à une étude des « déclarations de motivation » des acteurs et encore moins se confondre avec elles. Pour qu'une telle étude produise du sens historique, il faudrait comparer ses résultats avec ceux obtenus pour d'autres engagements : collaboration ou pétainisme et, d'une manière générale, toute forme de militantisme politique, syndical, religieux ou associatif. Dans l'immédiat on devra sans doute se contenter de quelques biographies.

Dans l'attente d'une éventuelle - et problématique - investigation historique sur les motivations, nous croyons plus fécond de nous interroger sur les valeurs au nom desquelles s'engagent les résistants. Nous reconnaissons d'ailleurs bien volontiers qu'une telle approche est fondée sur une hypothèse implicite : que les relations entre motivations et valeurs ne soient pas trop distendues et que les valeurs proclamées ne fonctionnent pas comme de simples alibis masquant des motivations fondées elles-mêmes sur de tout autres justifications, plus ou moins dissimulées à la conscience des acteurs. Est-ce faire preuve de candeur ou d'un optimisme exagéré que de croire que dans la résistance les valeurs jouent un rôle sincère et mobilisateur des énergies humaines dans les motivations de ceux qui se lancent dans « l'aventure incertaine »³³ qui met leur vie en danger ?

En 1970, après plus de deux décennies de recherches sur cette période, Henri Michel définit la résistance comme « une lutte patriotique pour la libération du sol national... [et] une lutte idéologique pour la dignité de l'homme. »³⁴ En 1986, François Bédarida, après avoir analysé les définitions des autres historiens, propose la sienne³⁵ :

« L'action clandestine menée au nom de la liberté de la nation et de la dignité de la personne humaine par des personnes volontaires s'organisant

³³ Pour reprendre le beau titre des mémoires de Claude Bourdet

³⁴ MICHEL (Henri), *La guerre de l'ombre. La Résistance en Europe*, Grasset, 1970 (pp. 15-16)

³⁵ BÉDARIDA (François), "L'histoire de la résistance, lectures d'hier, chantiers de demain", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1986, n° 11

pour lutter contre la domination (et le plus souvent l'occupation) de leur pays par un régime nazi ou fasciste ou satellite ou allié. »

Précisons que sa réflexion porte sur la notion de résistance comprise comme un phénomène mondial « applicable à l'Asie aussi bien qu'à l'Europe »³⁶. Il insiste sur « la double motivation des résistants : réflexe patriotique et défense de l'homme ».

En nous ralliant à cette définition³⁷, nous voudrions expliquer quel sens nous donnons à la composante « défense de l'homme » (que nous n'interprétons pas comme étant la « défense des droits de l'Homme », « antifascisme » sous d'autres plumes) et quelle place particulière nous accordons à la composante « patriotique », bien que l'utilisation de la notion de patriotisme ait été mise en cause par Harry R. Kedward, nous y reviendrons³⁸.

Rappelons, au préalable, qu'il y a quelque danger à limiter l'étude des valeurs fondant l'engagement dans la Résistance aux seules publications clandestines. D'abord parce que c'est un a priori de considérer qu'elles expriment une « opinion » et plus encore une opinion générale ; le premier numéro de *Libération-Sud* l'affirme d'emblée : plus qu'une feuille de papier, un journal est un « acte ». D'ailleurs les mêmes personnes diffusent couramment *Témoignage Chrétien*, *L'Humanité* et bien d'autres titres. Il n'est guère de régions où les distributeurs de presse clandestine n'aient assuré la diffusion de presque tout ce qui se présentait à eux, sauf dans les cas et les périodes de rude concurrence. Nous l'avons nous-même observé dans notre histoire de la Résistance dans le Jura, comme dans notre étude de la presse clandestine franc-comtoise. Cela suppose bien évidemment, à la base, une certaine indifférence au contenu spécifique de chaque titre et, par contre, une forte adhésion à leurs thèmes communs : l'hostilité à l'occupant, le patriotisme, la nécessité de « faire quelque chose ».

Par ailleurs, tous les résistants ne croient pas aux vertus de la propagande. Maxime Blocq-Mascart juge dangereuse et inutile pour l'OCM la création d'un périodique clandestin : pas besoin de propagande, dit-il, car « les Allemands s'en chargeaient »³⁹.

³⁶ Ce qui pose la question de savoir si la Résistance allemande au nazisme, ou italienne au fascisme, pour ne parler que de ces cas, est de même nature que les résistances nationales aux occupants.

³⁷ Nous avons notablement modifié l'analyse présentée au colloque de Toulouse, principalement afin d'intégrer la "résistance humanitaire".

³⁸ KEDWARD (Harry R.), *Naissance de la Résistance dans la France de Vichy*, Champ Vallon, 1989, (pp. 95 sq.)

³⁹ CALMETTE (Arthur), *L'O.C.M. Organisation Civile et Militaire. Histoire d'un Mouvement de Résistance de 1940 à 1946*, PUF, 1961 (p. 24)

Évidemment, une telle conception n'est pas neutre politiquement et tend à tenir la population à l'écart de l'action de la Résistance (nous évoquerons plus loin les conceptions élitistes de l'OCM).

Pour beaucoup de patriotes, le refus de la défaite est une question d'honneur et ne peut s'exprimer par des mots. Révélatrices à cet égard sont les justifications aussi sommaires que fortement ressenties d'un officier comme Loustaunau-Lacau : « La direction à prendre en ce qui me concernait, la résistance à l'envahisseur, cela parfaitement clair dans mon esprit, ne souffrait aucune ombre », ou le récit de ses premières rencontres, avec Faye : « Je ne vous ferai pas l'injure du laïus d'introduction », ou avec Fourcaud : « Nous fûmes d'accord en trois mots. »⁴⁰ On ne sera pas surpris de voir ces « patriotes du cœur », tantôt indifférents à la « politique », tantôt plutôt méprisants à son endroit, s'engager en masse dans l'action militaire et dans les réseaux.

L'historiographie de la résistance est victime d'un lourd handicap, sa méconnaissance des réseaux de renseignements⁴¹. Elle s'explique pour partie par la spécialisation des historiens qui, pour beaucoup d'entre eux, sont davantage attirés par l'étude des faits politiques et sociaux que par l'histoire « militaire » et, bien plus encore, par la fermeture des archives des réseaux récupérées ensuite par les services spéciaux.

Or, les résistants des réseaux, Claude Bourdet l'observe très finement, ne poursuivent pas les mêmes buts que ceux des mouvements. Ils effectuent un travail militaire précis (évasion et surtout renseignement) qui les place dans un cadre hiérarchique contraignant. Ils n'ont aucune vocation à mobiliser la population : « Un réseau, pour réussir, doit être hiérarchisé militairement ; la nature de ses tâches, le caractère de cette hiérarchie font qu'on peut utiliser toute personne ayant les qualités morales et psychologiques requises. »⁴² Ajoutons qu'ils se recrutent aussi naturellement et de façon privilégiée chez ceux qui n'ont pas de conceptions politiques supposant une mobilisation « idéologique » des citoyens. La valeur du pur patriotisme incluant une acceptation naturelle de l'autorité y est sur-représentée.

Définissant les valeurs des résistants dans leur ensemble, les historiens ont, à notre sens, trop souvent tendance à réduire le champ de leur réflexion à la seule étude des

⁴⁰ LOUSTAUNAU-LACAU (Georges), *Mémoires d'un Français rebelle*, R. Laffont, 1948 (cf. pp. 201, 220, 230)

⁴¹ On se reportera à l'excellente mise au point de VEILLON (Dominique) "Les réseaux" in AZÉMA (Jean-Pierre), BÉDARIDA (François) [dir.], *La France des années noires*, Le Seuil, 1993.

⁴² BOURDET (Claude), *L'aventure incertaine. De la Résistance à la Restauration*, Stock, 1975, (p. 96).

résistants des mouvements. Pourtant, si l'on suit Jean-Pierre Azéma, les forces de la Résistance organisée auraient représenté au printemps 1944 quelque 500 000 hommes et les réseaux de renseignements 150 000 personnes (agents occasionnels non compris)⁴³. Il s'agit donc d'une composante qu'il faut absolument intégrer à toute réflexion sur les valeurs qui fondent l'action des résistants, surtout ceux des origines puisque les réseaux de renseignements connaissent un développement très précoce⁴⁴. Enfin, à l'autre bout de la période, nombreux sont parmi les jeunes maquisards de l'été 1944 ceux qui n'ont d'autre référence qu'un patriotisme sentimental et qui relèvent de ce que Jean-Marie Guillon a dénommé la « résistance juvénile »⁴⁵.

Puisque résister c'est lutter contre un adversaire, le contenu et la signification de cette action dépendent largement de la représentation que l'on se fait de lui. La notion de représentation, chère à Pierre Laborie⁴⁶, est essentielle à la compréhension du sens des engagements. Ce qui est refusé c'est un fait, la défaite du pays et son occupation, analysé par chacun en fonction de ses propres représentations, de la grille de lecture fournie par son éducation et sa culture politique, des sentiments qui tissent ses liens de solidarité avec la communauté. Ainsi les valeurs qui fondent, implicitement ou explicitement, l'engagement dans la Résistance dépendent des systèmes de représentation. Nous nous proposons de décrire un certain nombre d'entre eux.

Les patriotes intransigeants

Pour certains, le patriotisme intransigeant constitue le socle de toute conviction. Il y a ceux qui ne s'embarrassent guère de considérations idéologiques, les sentiments (dont parfois la germanophobie) tenant lieu de guide pour l'action. Ils sont légion à la base, jeunes non formés politiquement ou anciens combattants de la Grande Guerre, qui entendent rester sur un terrain proprement patriotique. Ainsi ce tract diffusé dans le Pays de Montbéliard au printemps 1941 qui, après avoir stigmatisé les responsables de la défaite, proclame : « De Gaulle n'a pas été à l'école des traîtres ! Il aime sa patrie » et conclut en refusant de se situer sur le terrain des réformes de la société française : « Plus tard, quand la France sera libérée des mains de ses oppresseurs (car ce jour heureux

⁴³ AZÉMA (Jean-Pierre), *De Munich à la Libération, 1938-1944, op. cit.* (pp. 310 et 249).

⁴⁴ Cf. VEILLON (Dominique), "Les réseaux" *op. cit.*

⁴⁵ GUILLON (Jean-Marie), *op. cit.* (p. 906)

⁴⁶ LABORIE (Pierre), *L'opinion française sous Vichy*, Le Seuil, 1990

viendra !) nous reparlerons de cet ordre nouveau qui actuellement tient tant au cœur de notre gouvernement. Français, hauts les cœurs ! Vive la France ! Vive de Gaulle ! »

Des conservateurs nationalistes, rejetant d'abord l'armistice, rompent avec la tradition de l'ennemi intérieur comme adversaire privilégié qui caractérise le « nationalisme fermé » tel que l'a défini Michel Winock⁴⁷. Ils condamnent Vichy sans ménagement, au nom de l'honneur et d'une conception intransigeante de la liberté de la patrie, ils font taire leurs idées personnelles et renoncent à tout projet de reconstruction de la France - avec les risques de division qu'elle comporte - tant qu'elle ne sera pas libérée. Le général de Gaulle lui-même en est un bon exemple ou, en France occupée, Raymond Deiss qui, dans *Pantagruel* d'octobre 1940, appelle les Français à se rallier « moralement au général de Gaulle, qui seul maintient à la face du monde les traditions françaises d'héroïsme et de respect à la parole donnée. »

On peut formuler l'hypothèse que ce groupe des patriotes intransigeants, peu enclins à des considérations idéologiques, est dominant au sein des réseaux de renseignements. C'est en tout cas la conclusion à laquelle parvient Alya Aglan au terme de son étude du réseau de renseignements Jade-Fitzroy : « Ce patriotisme instinctif, viscéral, se révèle en effet être la caractéristique essentielle des agents de Jade-Fitzroy. »⁴⁸ Elle insiste fortement sur l'apolitisme de l'engagement des membres du réseau : « Les agents du réseau Jade-Fitzroy affirment avec véhémence un apolitisme sans faille. [...] L'apolitisme dont ils parlent concerne la Résistance ; pour eux, il est clair que ce sont deux choses incompatibles. Et il est vrai que les débats politiques sont totalement absents des préoccupations des agents pendant la guerre. Même les communistes ou anciens communistes décrivent leur collaboration avec le réseau Jade-Fitzroy comme dénuée de tout contenu politique. [...] L'apolitisme des agents tient souvent dans l'affirmation qu'ils auraient travaillé pour n'importe quelle formation, même communiste, pourvu qu'il s'agît de « chasser les Allemands du territoire ». »⁴⁹

Les réactionnaires patriotes

⁴⁷ WINOCK (Michel), *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Le Seuil, 1990

⁴⁸ AGLAN (Alya), "Un réseau français de l'Intelligence Service « Jade-Fitzroy »", in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, Tome 40-2, avril-juin 1993 (p. 297)

⁴⁹ AGLAN (Alya), *Mémoires résistantes. Histoire du réseau Jade-Fitzroy 1940-1944*, Les éditions du Cerf, 1994 (p. 79)

Irréductiblement opposés à toute idée d'acceptation de la défaite et prêts à reprendre le combat, certains réactionnaires ne renoncent pas pour autant au « front intérieur ». L'exemple le plus radical est fourni par Marcel Ripoche dans son manifeste d'octobre 1940, *Français, nous serons ceux de la libération*. Après avoir appelé à « libérer le sol français de la botte étrangère », il invite à « compléter l'œuvre de libération en débarrassant la Nation des politiciens bavards et incapables (bons ou mauvais), des Juifs sans Patrie... » et se prononce en faveur d'un « ordre nouveau français reposant sur l'autorité, l'ordre, la responsabilité, la compétence, le travail, l'honnêteté ».

Se rattachent dans une certaine mesure à la même veine les chroniques et cahiers de l'OCM de Maxime Blocq-Mascart. Le premier cahier, de juin 1942, véhicule les thèmes traditionnels de l'antisémitisme :

« Pourquoi les Juifs n'ont-ils pas été assimilés en France ? D'abord, leur intégration est récente ; elle date de 150 ans environ. Ils sont mêlés depuis peu à la vie du pays. [...] Il y a entre les Juifs un lien religieux qui s'oppose à l'assimilation. [...] L'antisémitisme est provoqué aussi par la concurrence qu'ils apportent dans les professions libérales et commerciales. L'encombrement par les Juifs y est rendu sensible par les statistiques. [...] Il y a eu aussi la constitution du gouvernement Léon Blum. Il était le premier président du Conseil socialiste et Juif. De plus, lui qui pouvait passer pour assimilé, s'est entouré de nombreux Juifs. [...] La question se pose donc : comment franciser les Juifs ? Deux mesures principales à prendre : arrêter l'immigration juive, et, comme pour les autres minorités, “éparpiller” les Juifs, pour éviter le survivance du groupe minoritaire et faciliter l'assimilation. »⁵⁰

La chronique *La lutte pour la libération* de janvier 1941 expose les réflexions technocratiques de Maxime Blocq-Mascart concernant les réformes à promouvoir : « Que savent les Français de l'ordre nouveau qu'ils souhaitent ? [...] Ce n'est pas aux masses à établir l'ordre nouveau. C'est aux chefs à sortir l'opinion publique du désarroi de pensée dans lequel elle s'énerve. »⁵¹

⁵⁰ Article non reproduit dans les chroniques publiées en 1945 par Maxime Blocq-Mascart, mais publié in CALMETTE (Arthur), *L'OCM Organisation Civile et Militaire. Histoire d'un Mouvement de Résistance de 1940 à 1946*, PUF, 1961, (pp. 53-4)

⁵¹ BLOCC-MASCART (Maxime), *Chroniques de la Résistance*, Corrêa, 1945 (p. 18)

Appartiennent aussi rattacher à cette catégorie les résistants, obnubilés par la notion de « décadence française », qui ne sont pas indifférents aux appels de la Révolution nationale qu'ils soutiennent en termes plus ou moins mesurés, comme le général Cochet, dans ses « appels », notamment celui du 26 septembre 1940 : « Toutes les réformes qui ont vu le jour sont absolument conformes à ce que je souhaitais du fond du cœur, et je crois que, seules, elles peuvent préparer le renouveau de la France. »⁵² Ou comme Henri Frenay qui, dans son *manifeste* de novembre-décembre 1940, proclame : « Nous souscrivons à l'ensemble des grandes réformes qui ont été entreprises. »

Ces résistants participent bien de l'ambiance du temps, ainsi caractérisée par Pierre Laborie : « Si l'adhésion massive qui entérine la liquidation de la République relève bien du politique, elle est pourtant en partie étrangère au monde des idées politiques, elle renvoie directement à l'univers des symboles et de l'irrationalité, avec toutes les équivoques qui s'y rattachent. »⁵³ Ce qui relève du politique c'est l'éloignement des valeurs républicaines, ce qui relève de l'imaginaire social c'est la réelle fascination exercée par Pétain et les illusions sur le double jeu.

Avec une différence fondamentale, dans laquelle réside toute l'opposition entre pétainistes et résistants : ces derniers subordonnent la réforme de la France à sa libération. Henri Frenay l'affirme sans ambiguïté dans son *manifeste* :

« L'œuvre de redressement, si rapidement amorcée, peut-elle dans les circonstances présentes être menée à bien ? Nous ne le pensons pas et voici pourquoi : [...] Pouvons-nous légitimement espérer que le Führer laissera s'accomplir cette Révolution sous ses yeux, pour risquer de voir, un jour, le fruit de sa victoire lui échapper ? Illusion pensons-nous. [...] La Révolution nationale nécessaire ne se fera pas tant que l'Allemagne sera à même de dicter sa volonté. Dans l'ordre chronologique, cette Révolution Nationale viendra après la Libération Nationale laquelle vise à bouter le boche hors de France. »

C'est exactement la même position que défend Philippe Viannay dans un article de *Défense de la France* (n° 4, début décembre 1941) : « Tout ce que le Gouvernement peut

⁵² Cité in CORDIER (Daniel), *op. cit.* (p. 194) En publiant les textes originaux des Appels du général Cochet, Daniel Cordier nous laisse entrevoir une adhésion de celui-ci aux principes de la Révolution nationale qui va bien au-delà du simple maréchalisme d'opportunité que l'édition expurgée de ses discours laissait supposer.

⁵³ LABORIE (Pierre) *op. cit.* (p. 229)

construire actuellement est mort-né. Tout ce qu'il apporte sera dit plus tard amené dans « les fourgons de l'étranger ». Et ainsi, de bonnes choses seront répudiées tandis que de mauvaises ressusciteront. »

Tout ceci va à l'encontre de l'analyse de Pétain exprimée sans ambiguïté dès sa déclaration lue à Cangey au conseil des ministres du 13 juin 1940 : « Le renouveau français, il faut l'attendre en restant sur place plutôt que d'une conquête de notre territoire par des canons alliés, dans des conditions et un délai impossible à prévoir [...] L'armistice est à mes yeux la condition nécessaire de la pérennité de la France éternelle. »

Ce qui distingue le résistant du vichyssois dont il peut éventuellement partager les valeurs réactionnaires, c'est l'inversion des priorités. Même s'il souscrit à la Révolution nationale, même s'il s'illusionne sur la réalité du double jeu de Vichy et croit que Pétain prépare la « Libération nationale », le résistant agit d'abord pour hâter une reprise de la guerre quitte à penser qu'il faudra ensuite rebâtir la France en suivant tout ou partie des principes de la Révolution nationale. Nous avons bien dit « agit », car il fait « quelque chose » qui entre en rupture avec l'armistice et l'acceptation de la défaite. C'est bien ce que font Henri Frenay ou Philippe Viannay en créant Le Mouvement de Libération Nationale ou Défense de la France.

Les défenseurs du modèle républicain

Pour d'autres, souvent trempés aux luttes antifascistes des années 30, le « modèle républicain »⁵⁴ fournit dès le départ une grille de lecture qui conduit à condamner dans le même temps l'occupant nazi et le collaborateur antidémocrate vichyssois. Ainsi, *L'Homme Libre* d'octobre 1940, publié par les socialistes du Nord, se réclame de la tradition socialiste, des luttes ouvrières et plus largement de l'idéal républicain : « Les Français veulent une République Démocratique où les mots de Liberté-Égalité-Fraternité ne sont pas vains. »

La même fibre républicaine inspire les animateurs de Libération-Sud, venus pourtant d'horizons si différents, comme en témoigne en août 1941 le n° 2 de *Libération* : « [Pétain] se déshonore par des lois infâmes, un statut des Juifs, les camps de

⁵⁴ Cf BERSTEIN (Serge), RUDELLE (Odile), *Le modèle républicain*, PUF, 1992, en particulier le texte de Serge Berstein : "La culture républicaine dans la première moitié du XXème siècle".

concentration, la Légion des mouchards. [...] Le tricolore dont il se drape est une teinture ersatz, il a bien fait d'abolir la République, le monde ne reconnaît pas Vichy. »

Nul mieux que Marc Bloch n'a illustré l'indéfectible attachement des républicains à leur patrie. Ses réflexions « Pourquoi je suis républicain » (publiées dans *Les Cahiers politiques* n° 2 de juillet 1943), son témoignage de juif, d'historien, de soldat et de citoyen (publié dans *L'étrange défaite*) sont avant tout ceux d'un patriote. On pourrait multiplier les citations où il exalte un patriotisme ardent. Retenons celle-ci :

« Je n'ai jamais cru qu'aimer sa patrie empêchât d'aimer ses enfants ; je n'aperçois point davantage que l'internationalisme de l'esprit ou de la classe soit irréconciliable avec le culte de la patrie. »⁵⁵

Stanley Hoffmann, dans la préface qu'il a rédigée pour l'édition de 1990, formule à l'encontre de tous ceux qui, comme Michael Marrus, veulent soit minimiser, soit railler le patriotisme de Marc Bloch une objection qui situe parfaitement celui-ci dans la culture républicaine française :

« Le noble testament de Marc Bloch, où il s'affirme Juif mais se proclame “avant tout et très simplement Français” exprimait-il, comme l'a écrit Michael Marrus, un “patriotisme démodé (old fashioned) et une foi mal placée dans le mythe historique” ? La critique a de la force ; mais elle est quelque peu a-historique. Le fait est que, dans la tradition du civisme républicain, il n'y a pas de place pour deux allégeances publiques : l'allégeance à la France l'emporte sur les autres solidarités. »⁵⁶

Dominique Veillon a montré que, dès l'origine, le groupe qui se retrouve régulièrement au Café de la Poste, à Lyon, à partir de l'automne 1941, et qui est à l'origine de Franc-Tireur est animé par des préoccupations essentiellement démocratiques : « Entre tous ces hommes de milieux professionnels divers (commerçants, employés, industriels, professeurs), d'appartenance politique variée (communistes, radicaux, socialistes, Jeune République), un même lien se tisse : le désir de lutter contre la propagande vichyste et de rétablir la République. »⁵⁷

⁵⁵ BLOCH (Marc), *L'étrange défaite. Témoignage écrit en 1940 (préface de Stanley Hoffmann)*, Gallimard, 1990 (p. 173)

⁵⁶ *Id.* (p. 22)

⁵⁷ VEILLON (Dominique), *Le Franc-Tireur. Un journal clandestin, un mouvement de résistance (1940-1944)*, Flammarion, 1977 (p. 48)

L'évolution de Henri Frenay le conduit à adopter une attitude particulièrement intransigeante en matière de défense de l'idéal démocratique qui est devenu le sien. Ainsi justifie-t-il, dans sa note sur l'Armée Secrète du 20 mai 1943, l'impossible cloisonnement entre les activités « militaires » et « politiques », en utilisant un vocabulaire très « Révolution française » :

« Vouloir, comme le dit *Duclos*⁵⁸, faire de l'AS une armée apolitique encadrée par des officiers dont l'orientation politique est sujette à caution est une folie à laquelle les cadres supérieurs de la Résistance ne sauraient souscrire. [...] Les militants de l'AS, pas plus que ceux de l'action politique, ne se désintéressent du sort de la France après la guerre. Si le combat est pour eux le moyen de libérer le pays, il est aussi le moyen de forger la France nouvelle selon le vœu de la majorité de la nation. [...] Ce n'est pas une armée que nous avons forgée. [...] Nous avons en réalité créé des bandes partisans qui veulent se battre plus encore pour leurs libertés intérieures que contre l'envahisseur. »⁵⁹

Rappelons, pour finir, deux caractéristiques essentielles de l'engagement républicain. La culture républicaine n'est que l'une des valeurs qui fondent l'engagement dans la résistance. Sans doute dominante dans la presse clandestine à partir de 1942, elle a, durant les premiers mois, moins compté que des réflexes passionnels mêlant confusément patriotisme, foi religieuse, culte du Sauveur et haine des boucs émissaires chargés de la responsabilité de la défaite.

Ce rejet des partis et du système républicain exprime alors moins une « opinion » qu'il ne traduit un sentiment, l'état de choc laissant plus de place à l'irrationnel qu'au raisonné, comme l'a amplement démontré Pierre Laborie. C'est pourquoi, venu le temps des désillusions vichyssoises et de la réflexion personnelle, la culture républicaine pourra à nouveau structurer les systèmes de références politiques et moraux et « justifier », a posteriori, une démarche fondée sur une opposition plus sentimentale. Le deuxième temps (le plus souvent en 1942 comme pour Henri Frenay et *Défense de la France*) s'est imposé si fortement à la mémoire des acteurs qu'ils ont occulté ce qu'ils ont ressenti, pensé et écrit en 1940. La force de cette occultation et de ce rejet explique la violence de la campagne menée par les amis de Frenay contre Daniel Cordier à la suite de sa publication du

⁵⁸ Le général Delestraint

⁵⁹ Cité in FRENAY (Henri), *La nuit finira*, Robert Laffont, 1973, (p. 592-3)

Manifeste de Henri Frenay. Ils en ont nié l'authenticité et l'ont qualifié d'« aberrant » (Claude Bourdet), de « délire » et de « monstruosité » (général Chevance-Bertin)⁶⁰.

Insistons d'autre part sur le fait que cette culture républicaine au sein de la Résistance se présente comme un modèle français, même si ses principes sont proclamés universels. Mieux même, l'universalisme des valeurs républicaines ravive une fierté patriotique qui fait partie intégrante de cette culture républicaine analysée par Serge Berstein qui rappelle que : « Les républicains voient dans la France le phare de l'humanité. »⁶¹

Les résistants chrétiens

Des chrétiens puisent dans leur foi des arguments pour contester toute tolérance envers le régime nazi. Ainsi Michelet diffusant à Brive, le 17 juin 1940, *Quelques textes de Péguy* : « La France a deux vocations dans le monde... de chrétienté et... de liberté. » Ou l'auteur⁶² du tract *Message aux catholiques*, distribué dans le Jura en décembre 1941 :

« Nous avons, nous autres catholiques, une grande responsabilité en ces jours si graves. Si nous ne voulons pas trahir le Christ, nous devons être pour la vérité... Pourquoi le nazisme condamné par l'Église est-il prôné, favorisé par Vichy?... Catholiques, méfions-nous ! Le manque d'information nous conduit insensiblement à penser et agir païen. [...] L'expression "Pétain chef providentiel" n'est que du verbiage de propagande. Au sens qu'il faut entendre ces mots on pourrait aussi bien dire "De Gaule [sic] chef providentiel". »

A Lyon, le Père Chaillet écrit dans *Vérités* : « Chrétiens, nous savons qu'il n'y a pas le choix, dans l'ordre nouveau dont rêve Hitler : nous refusons l'alignement totalitaire [...] Les Chrétiens de France ne trahiront ni l'Évangile ni la France. »⁶³ Les uns et les autres invoquent les valeurs chrétiennes et patriotiques comme fondatrices de leur engagement ; tel est d'ailleurs le sens du premier *Cahier du Témoignage Chrétien*, au titre

⁶⁰ Cf. CORDIER (Daniel), *op. cit.* (pp. 1310 et 1318)

⁶¹ BERSTEIN (Serge), *op. cit.* (p. 169)

⁶² Pierre Larceneux, séminariste, futur responsable de la diffusion de *Combat* dans le Jura.

⁶³ Cité par BÉDARIDA (Renée), *Les armes de l'Esprit. Témoignage chrétien (1941-1944)*, Les Éditions ouvrières, 1977 (p. 38)

révéléateur : « France, prends garde de perdre ton âme ! » (novembre 1941) Son auteur, Jacques Maritain, dans la préface à l'édition américaine des Cahiers publiée à New York en 1943, parle de ces hommes qui « ont été les témoins véritables de l'esprit du Christ et de la mission de la France. »⁶⁴ Le Père Chaillet lui-même devait écrire :

« Devant le fait brutal de l'occupation et le dessein hitlérien de changer notre âme, les raisons chrétiennes de ce refus se révélaient les plus indiscutables, les moins sujettes aux fluctuations de la politique ; elles soutenaient en profondeur les requêtes impérieuses de bien commun, à la fois temporel et spirituel, de la patrie opprimée. »

On voit que la foi chrétienne et le patriotisme sont étroitement associés.

Il est vrai que les enquêtes, effectuées quelques décennies plus tard auprès des survivants aboutissent à des conclusions parfois diamétralement opposées. Pour Renée Bédarida, qui a enquêté auprès des anciens militants du Témoignage Chrétien : « Il est très net que la plupart des militants du TC se sont engagés dans la résistance d'abord pour des motivations religieuses et spirituelles, et par fidélité à leur foi chrétienne. Ce faisant, ils laissent loin en arrière les facteurs patriotiques et militaires. »⁶⁵

Au contraire, Robert Vandebussche, qui a utilisé une enquête effectuée auprès des Chrétiens du Nord-Pas-de-Calais affirme : « Enquêtes et interviews montrent une caractéristique commune de tous les résistants : le patriotisme puis l'antigermanisme. [...] Plus surprenantes encore apparaît l'absence de références répétées à la foi. »⁶⁶ Est-ce parce que l'enquête ne concerne pas le même public (les militants de Témoignage Chrétien dans un cas, tous les catholiques dans un autre) ? C'est possible. Nous inclinerions davantage à penser qu'on retrouve ici les aléas propres à toute enquête effectuée a posteriori sur les valeurs et les motivations : elles ont la particularité de révéler l'état d'esprit du témoin au temps de l'enquête plus que celui qui était le leur à l'époque concernée.

⁶⁴ Cité par le Père Chaillet in préface de : *Cahiers clandestins du Témoignage chrétien*, Édition du Témoignage chrétien, 1946 (p. 7)

⁶⁵ BÉDARIDA (Renée), "Témoignage Chrétien dans la région Rhône-Alpes : le développement d'un réseau" in *Églises et chrétiens dans la IIème guerre mondiale : la région Rhône-Alpes*. Actes du colloque tenu à Grenoble en octobre 1976, sous la dir. de Xavier de Montclos, Monique Luirard, François Delpech, Pierre Bolle, Myon, PUL, 1978 (p. 249)

⁶⁶ VANDENBUSSCHE (Robert), "Opinions et attitudes des chrétiens pendant la Seconde guerre mondiale" in *Actes du colloque Églises et Chrétiens pendant la Seconde Guerre Mondiale dans le Nord-Pas-de-Calais*, Lille Université, Revue du Nord, n° 237 avril-juin 1978 et n° 238 juillet-septembre 1978. (p. 531 et 534)

Les résistants communistes

Nous nous sommes déjà longtemps attardé sur le cas des résistants communistes et nous ne pouvons par ailleurs que renvoyer à la production abondante et de qualité concernant le parti communiste « des années sombres »⁶⁷. Nous avons vu que les communistes ont puisé dans l'arsenal composite de l'analyse de la « guerre impérialiste » une lecture en termes de lutte de classes dans laquelle la composante patriotique n'est certes pas absente mais, jusqu'au printemps 1941, reléguée au second plan - avec une infinie variété de nuances.

On peut avancer que, dans un premier temps, la plupart des communistes s'opposent plus à la réalité de l'occupation et à certaines de ses conséquences (la misère des travailleurs, le régime de Vichy...) qu'à l'occupant lui-même. On a vu que, dans les régions et au sein de la direction du parti, la dimension patriotique finit par s'affirmer et par submerger le champ des valeurs communistes⁶⁸. Nous retrouverons cette évolution dans notre étude de la propagande communiste comtoise. Cela ne signifie évidemment pas que les militants communistes aient renoncé à leur idéal « révolutionnaire », mais que celui-ci se combine à d'autres valeurs (patriotisme, exigence de justice sociale) et que, singulièrement pour les nouvelles recrues, le thème patriotique mis en avant par le Parti a plus de poids que les autres.

La place spécifique du patriotisme

Nous ne prétendons pas que la typologie proposée jusqu'ici soit rigide, bien des types se chevauchent et ils évoluent, pour les groupes comme pour les individus, ainsi pour Défense de la France ou le Mouvement de Libération Nationale qui rallient la culture républicaine. Notre classification n'a qu'une vertu descriptive et non pas fonctionnelle. Elle prétend repérer les valeurs et non pas suggérer leur fonctionnement dont nous sommes persuadé qu'il est d'une grande complexité.

⁶⁷ Cf. COURTOIS (Stéphane), *Le PCF dans la guerre*, Ramsay, 1980 ; AZÉMA (Jean-Pierre), PROST (Antoine), RIOUX (Jean-Pierre) [dir.], *Le parti communiste français des années sombres 1938-1941*, Le Seuil, 1986 ; RIOUX (Jean-Pierre), PROST (Antoine), AZÉMA (Jean-Pierre) [dir.], *Les communistes français de Munich à Châteaubriant (1938-1941)*, PFNSP, 1987

⁶⁸ Nous laissons ici de côté la question de savoir quel est le poids respectif des facteurs internes (prises en compte des réalités nationales) et externes (mots d'ordre de l'Internationale) comme facteurs explicatifs de cette évolution.

Pour un individu, comme pour un groupe, elles ne peuvent pas être isolées les unes des autres. C'est notre regard historique qui, par commodité, les sépare. Si l'on veut comprendre un être humain, pareille approche est dépourvue de sens. Nous sommes très sensible à des réactions comme celle de Jean Catrice, répondant à Robert Vandebussche, dans son intervention au colloque *Églises et Chrétiens pendant la Seconde Guerre Mondiale dans le Nord-Pas-de-Calais* :

« Vous avez dit, parlant ensuite de la résistance, que l'on y entrait presque essentiellement par patriotisme. Bien entendu, ceux qui sont entrés dans la résistance active, comme ceux qui sont entrés dans la résistance passive y sont venus par patriotisme, mais je vous assure que certains y sont entrés en plus parce que chrétiens. L'ACJF nous avait appris qu'il fallait être sociaux parce que chrétiens, c'est dans le développement de la même pensée sociale et de la même pensée chrétienne que beaucoup d'entre nous, catholiques, sommes entrés dans la Résistance. »⁶⁹

Dans les têtes, nul doute que les valeurs ne soient mêlées comme ici le patriotisme, la foi et les préoccupations sociales, car, rares sont ceux qui ne fonctionnent qu'à l'intérieur d'un seul système de références et toute hiérarchisation des valeurs ne relève, bien souvent, que de critères a priori. Mais, dans leur diversité, tous les systèmes de valeurs décrits ont un point commun : le patriotisme⁷⁰.

Nous ne suivons pas Harry R. Kedward dans ses réticences à utiliser la notion de patriotisme. En quels termes les formule-t-il ? :

« Nombre de ceux qui l'utilisent sans réflexion suffisante oublient que le patriotisme a servi de justification en 1940 à de nombreuses prises de position, y compris au soutien au Maréchal. [...] Néanmoins, il n'y a aucune nécessité à contester, ou à tenter de nier, que le patriotisme fut un motif de résistance, car c'est un sentiment d'une grande puissance affective chez la plupart des résistants. Ce qu'il y a d'inacceptable dans cette explication de la Résistance par le patriotisme, c'est la façon dont on l'a

⁶⁹ *Actes du colloque Églises et Chrétiens pendant la Seconde Guerre Mondiale dans le Nord-Pas-de-Calais, op. cit.* (p. 557-8)

⁷⁰ Y compris pour les étrangers luttant en France pour leur propre patrie.

utilisée pour définir le concept de Résistance comme un phénomène quasi mystique ou une essence aristotélicienne. »⁷¹

Pareille prise de position semble supposer que, par nature, la résistance doit s'opposer en tout point à d'autres engagements, par exemple en faveur de Vichy. Comme si résistants et vichyssois ne pouvaient avoir aucune valeur commune. La complexité des représentations et des engagements contredit de toute évidence un tel présupposé. Stanley Hoffmann a depuis longtemps montré que Vichy et la Résistance ont en commun un certain nombre de valeurs. Il parle de « deux révolutions : Vichy et la Résistance ». Il met en relief, dans les deux cas, le « renouveau nationaliste » : « Après l'orgie d'autocritiques et d'auto-lacérations durant les années trente, les forces de la Résistance comme les éléments non fascistes de Vichy promurent un renouveau nationaliste. »⁷² Il souligne leur volonté partagée de resserrer les liens de la communauté française et leur condamnation de l'individualisme. Il décrit « l'essor de l'influence catholique »⁷³ sur la société française dont Vichy et la Résistance furent les vecteurs. Notons à ce propos que, lorsque Harry R. Kedward relevant l'influence des catholiques dans la Résistance française y voit un facteur déterminant d'entrée en résistance, il ne semble pas gêné par le fait que la foi chrétienne puisse fonder dans le même temps des engagements vichyssois.

Force est tout simplement de constater que les mêmes valeurs peuvent fonder des engagements non seulement différents mais opposés. S'il est une période qui prouve que l'on peut se combattre au nom des mêmes valeurs, c'est bien celle de la France sous l'Occupation. Les valeurs fournissent des cadres moraux et pas des lignes de conduite. Que des valeurs puissent fonder des engagements contradictoires s'explique très naturellement : ceux qui s'engagent ont des intelligences très différentes de la réalité, en fonction de leurs informations, de leurs capacités de compréhension et du réseau de leurs valeurs qui se combinent, se contredisent et se hiérarchisent de façon complexe, ainsi l'ordre, la liberté et le patriotisme pour ne citer que celles-là⁷⁴.

Harry R. Kedward se gausse des témoins qui présentent leur entrée en résistance comme le simple produit de leur patriotisme qualifié de « catégorie aristotélicienne »

⁷¹ KEDWARD (Harry Roderick), *Naissance de la Résistance dans la France de Vichy. 1940-1942. Idées et motivations*, Champ Vallon, 1989 (p. 95)

⁷² HOFFMANN (Stanley), *Sur la France*, Le Seuil, 1976 (p. 73)

⁷³ KEDWARD (Harry Roderick) *op. cit.* (p. 75)

⁷⁴ Nous avons vu par ailleurs que les valeurs attachées à la libération nationale et à la libération sociale se combinaient, pour les communistes, de façon complexes, et cela de la défaite à la Libération.

(pourquoi lui refuser le statut de sentiment profond ?). Cela le conduit à atomiser tous les engagements en autant de cas personnels :

« Ceux qui, sous l'effet d'une indignation de caractère affectif ou intellectuel, ont protesté contre la défaite et l'armistice, et qui, en 1940, ont pris l'initiative d'actes d'opposition, l'ont fait pour des raisons qui leur étaient largement personnelles, et qui restent encore au-delà de tout classement par catégories. »⁷⁵

Harry R. Kedward confond évidemment deux niveaux différents, celui des valeurs au nom desquelles on agit et celui des motivations psychologiques qui poussent à passer à l'acte. Que les motivations soient multiples nous n'en doutons pas (sont-elles vraiment toutes irréductibles les unes aux autres ?), mais c'est le lot de tout engagement humain. La pluralité des motivations individuelles remet-elle en cause l'existence de grandes valeurs collectives ? Les motivations personnelles qui poussent un homme à devenir prêtre sont diverses, cela remet-il en cause la réalité de la foi ?

C'est donc, selon nous, autour du patriotisme que l'unité de la Résistance française pourra se faire. Il est vrai que l'union des forces politiques qui se réalise en 1943 instaure comme dominante la défense des valeurs républicaines qui inspirent fortement le programme du CNR, avec ses promesses de progrès démocratique et social. Cette culture républicaine est assez radicale pour s'opposer au régime de Vichy, dont le discrédit va croissant, et assez large pour accueillir beaucoup de monde.

Peut-on dire que les résistants ont défendu les « droits de l'Homme » ? Cette défense est-elle universelle ? Quelle est sa place dans le champ des valeurs républicaines ? Quel critère utiliser pour l'estimer ? Si l'on prend en considération, outre les déclarations d'intention de leurs auteurs au temps de la clandestinité, les engagements dans la vie politique d'après-guerre, certaines attitudes font problème : pour un Claude Bourdet, pour un journal comme *Témoignage Chrétien*⁷⁶ qui dénoncent les guerres coloniales, combien de résistants ont soutenu la guerre française en Indochine puis en Algérie ? Combien se sont tus face à la torture en Algérie, quand ils n'en ont pas couvert la pratique ? Combien de Mollet, de Lacoste, de Pineau, de Bourgès-Maunoury, de Debré, de Soustelle, de Bidault ? Combien, à la base, ont servi de relais aux réseaux de l'Algérie française ?

⁷⁵ KEDWARD (Harry Roderick) *op. cit.* (pp. 96-7)

⁷⁶ Nous avons été frappé par le nombre de militants de TC qui se sont désabonnés de *Témoignage Chrétien* durant la période de la guerre d'Algérie.

Disons-nous qu'ils ont trahi leur idéal « démocratique » de la Résistance ou qu'ils ont été fidèles à leur « patriotisme », un patriotisme proche du « nationalisme fermé » défini par Michel Winock ? Il y a là un beau champ de recherche.

La place occupée par le patriotisme n'est, de nos jours, plus la même. Le rapport que les Français entretiennent avec leur patrie s'est profondément modifié, mais dans la France de la première moitié du XX^{ème} siècle, il n'est, dans le champ de l'engagement sociétal, guère de systèmes de valeurs où le patriotisme ne joue un rôle essentiel. Il est non seulement le plus grand dénominateur commun, mais encore le creuset dans lequel viennent se fondre toutes les autres valeurs, ou presque.

La défense de l'homme

Convenons, en effet, que le patriotisme est absent de certains engagements. Nous pensons d'abord aux trotskistes et aux révolutionnaires internationalistes. La « question nationale » n'est pas étrangère à leurs préoccupations, mais elle divise des mouvements trotskistes déchirés entre une participation au mouvement national de résistance (elle est prônée dans les « thèses sur la question nationale » adoptées, en juillet 1942, par des sections européennes de la IV^{ème} Internationale) et le refus de se compromettre avec les contre-révolutionnaires au nom du « front ouvrier révolutionnaire »⁷⁷. Mais on admettra aisément qu'il s'agit de groupuscules ultra-minoritaires !

La difficulté est déjà plus grande lorsque l'on envisage le cas de la « Résistance juive ». Nous la distinguons clairement de celle des Juifs dans la Résistance française, qui, comme Marc Bloch, Léo Hamon, Daniel Mayer et bien d'autres, loin de revendiquer des valeurs spécifiquement juives, veulent marquer, par leur intégration dans la Résistance, leur totale intégration dans la société républicaine française. André Kaspi a clairement défini le sens de leur engagement :

« Ils sont entrés dans la résistance parce qu'ils ont une “certaine idée de la France” [...] Pour eux, la notion de “résistance juive” n'a pas de sens. »⁷⁸

⁷⁷ Sur cette question, cf : DREYFUS (Michel), "Les trotskistes français et la question nationale pendant la Seconde Guerre mondiale" in *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, n° 103, 1976 ; et PLUET-DESPATIN (Jacqueline), *Les Trotskistes et la guerre*, Anthropos, 1980

⁷⁸ KASPI (André) *op. cit.* (pp. 301 et 308)

Des Juifs ont suivi une autre voie que celle de l'intégration, celle de la défense de l'identité juive et de la spécificité de la situation des Juifs face à la Shoah. Comment caractériser, du point de vue qui nous préoccupe, celui des valeurs qui fondent l'engagement, ce que l'on appelle, au sens propre, la Résistance juive, celle qui s'est fixé comme objectif la lutte contre la solution finale et pour la survie des Juifs ? Dans ce cas, on ne peut évoquer le patriotisme, mais on peut parler de volonté de défense de la communauté, d'affirmation de ses valeurs ; on voit à l'œuvre un processus d'identification communautaire qui, sans pouvoir se confondre avec le patriotisme, n'en est tout de même pas très éloigné, du point de vue qui nous occupe.

La vraie difficulté réside dans la caractérisation de l'action « humanitaire » comme la dénomme François Bédarida qui distingue résistances civile, militaire et humanitaire⁷⁹. Il définit cette dernière comme consistant en une « aide aux juifs et aux victimes de la répression ». Elle pose en effet un problème quant à la définition des valeurs qui la fondent. Nous ne pensons pas solliciter artificiellement les événements de notre temps, en rappelant que c'est le cas de toute « action humanitaire ». Dans l'ex-Yougoslavie, pour ne prendre que cet exemple, on a vu que l'humanitaire n'était pas une « politique », ou plus précisément ne pouvait pas se substituer à une politique fondée sur des valeurs claires d'où pouvaient découler des actions diplomatiques et militaires. Sous l'Occupation, il en va de même de tout ce qui touche à l'aide aux victimes. Le sauvetage des Juifs est une notion qui, certes, mériterait d'être précisée (clarté du projet, nature clandestine de la lutte...) mais il est évident qu'il peut être une forme de résistance. Par exemple, lorsqu'il permet de cacher et de sauver des enfants, en organisant leur hébergement, en fabriquant des faux-papiers, « Toutes choses, dit André Kaspi, qui relèvent, on en conviendra, de la résistance, non pas de la résistance armée, mais de la résistance à l'ordre nazi. »⁸⁰

Toutefois, dans son aspect d'aide aux victimes, la résistance humanitaire (à laquelle ne se réduit pas la Résistance juive) se distingue dans son principe, mais pas toujours dans sa logique organisationnelle des deux autres formes de résistance, politique et militaire, la solidarité à l'égard des victimes de la répression ou de l'exclusion s'inscrivant bien souvent dans une logique d'ensemble de la Résistance. La distinction des formes de la résistance nous paraît pertinente pour décrire des modes d'action différents mais non pour saisir des logiques stratégiques ou organisationnelles, qui nécessairement combinent des modes d'actions différents. La résistance « humanitaire » peut s'inscrire

⁷⁹ BÉDARIDA (François), article cité

⁸⁰ KASPI (André) *op. cit.* (p. 347)

dans un champ de valeurs très riche, comme elle peut aussi ne traduire qu'une solidarité très sentimentale envers les victimes. Pour ces raisons, nous préférons l'appeler « résistance de solidarité », par opposition à la résistance d'engagement (politique ou militaire) à l'instar de Jean-Marie Guillon et Pierre Laborie⁸¹.

Nous ne voulons en rien diminuer la noblesse de ces sentiments ou réduire leur portée, puisqu'ils ont permis de sauver des vies humaines et que l'essentiel est bien là. Nous voulons simplement indiquer que ces réactions sentimentales, inspirées par la pitié et la volonté de défendre la vie d'autres hommes, peuvent se combiner avec toutes autres formes de valeurs, y compris, à l'extrême, une certaine forme d'antisémitisme comme le rappelle Asher Cohen : « Il est évident qu'on ne peut qualifier de philosémites tous ceux qui, ouvertement, condamnèrent les rafles. Les expressions telles que : « je n'aime pas les Juifs mais... » se retrouvent souvent. Que peut-on dire dans ce cas du monsieur qui n'aime pas les Juifs, mais proteste contre la déportation, ou d'une personne qui a sauvé un gosse juif pendant une rafle, par simple pitié ? Mais ce furent ces gens-là qui contribuèrent effectivement à l'échec partiel de la rafle. »⁸²

⁸¹ GUILLON (Jean-Marie), LABORIE (Pierre), *Mémoire et Histoire : la Résistance, Toulouse*, Ed. Privat, 1995, p. 18

⁸² COHEN (Asher), *Persécutions et sauvetages. Juifs et Français sous l'Occupation et sous Vichy*, Le Cerf, 1993 (p. 314)

La résistance de solidarité pose toujours des questions particulières. Fondée sur une solidarité envers les victimes, elle ne se place pas ipso facto dans un système de valeurs claires contre les bourreaux. Renée Poznanski estime que « prendre le peuple juif comme cadre de référence est tout aussi légitime que d'opter pour le cadre français. A condition toutefois d'intégrer dans chacune de ces perspectives les questions posées par l'autre. » Lorsque c'est la Résistance juive à la Shoah qui est choisie, elle invite à prendre en compte « la fracture politique fondamentale qui distingue la gestion d'une situation à l'intérieur d'un cadre politique donné du refus originel, et fondateur, de tout accommodement avec ce cadre politique. »⁸³ Ce problème, nous le retrouverons en évoquant une autre forme de résistance de solidarité, les réseaux informels d'aide à ceux qui veulent franchir la ligne de démarcation.

*

* *

Revenons à la définition de la résistance : un combat clandestin volontaire pour la libération de la patrie ou la survie des peuples et des hommes. En France, comme en Europe, la domination des nazis obéit à une double logique, celle de l'occupation et de l'asservissement des autres nations d'une part, celle du génocide des Juifs d'autre part. A la globalité du projet nazi correspond une solidarité de la résistance nationale et de la Résistance juive, mais, sans que les conditions de vie, les possibilités de lutte et, tout simplement, l'enjeu (asservissement pour les uns, extermination pour les autres) soient les mêmes. Ajoutons : sans que tous les résistants aient eu conscience de la spécificité du sort des Juifs. D'où des valeurs de référence différentes, essentiellement le patriotisme pour les uns, le droit de vivre pour les autres et la solidarité avec les victimes, quelles qu'elles soient, pour tous.

Après avoir envisagé les valeurs au nom desquelles sont opérés la rupture avec l'ordre établi et le refus de l'occupation, il nous faut maintenant étudier quelles ont été concrètement les premières formes de résistance en nous efforçant de montrer la complexité de leur signification.

⁸³ POZNANSKI (Renée), "Résistance juive, Résistants juifs : retour à l'histoire" in : *La Résistance et les Français. Histoire et mémoires. Le Midi de la France. Pré-actes*, Université de Toulouse-le-Mirail, 1993 (p. 264)

Deuxième partie

Les résistants à la recherche d'une légitimité 1940-1942

Nous pensons à la suite de Claude Bourdet que la Résistance se partage en deux branches radicalement différentes qui recouvrent approximativement la résistance des réseaux et la résistance des mouvements au sens large (en incluant en son sein les organisations militaires qui en sont issues et qui vont progressivement acquérir leur autonomie propre : AS, FTP et FFI). Les réseaux, qu'ils soient d'évasion, d'action et les plus nombreux d'entre eux les réseaux de renseignements, n'aspirent pas à mobiliser la population et à conquérir une légitimité populaire. Ils sont non seulement clandestins, mais secrets et aspirent à le demeurer. L'idéal d'un réseau de renseignements n'est-il pas de passer totalement inaperçu des occupants comme de la population ?

La résistance des mouvements poursuit des objectifs radicalement opposés et veut, elle, constamment affirmer son existence, non seulement la rendre aussi visible que possible, mais encore faire croire qu'elle représente plus de forces qu'elle n'en rassemble en réalité. Alban Vistel a bien montré que cette « intoxication » est générale et qu'elle est d'abord destinée aux premières recrues : « Pourtant, on ment parce qu'il faut bien mentir, sans quoi tout se déferait dans un désespoir cette fois irrémédiable. [...] Vous vous dites que sans ce mensonge les maigres phalanges se disperseraient, qu'il est donc nécessaire à la poursuite d'une fin qui dépasse trompeurs et trompés, et puis qu'au fond il n'est qu'une anticipation sur l'événement. »⁸⁴ Claude Bourdet a magistralement défini les objectifs des résistants des mouvements, dans des termes qui vont nous servir de guide pour saisir l'évolution de la Résistance et la réalisation de son objectif de conquête de la légitimité populaire puis de contrôle de la population :

« Un *mouvement*, au contraire, a pour premier objectif de sensibiliser et d'organiser la population de la manière la plus large possible. Bien entendu, il a aussi des objectifs concrets ; plus il est vaste, plus il est à même de récolter les renseignements, et de les transmettre ; il organise aussi des actions punitives et des actes de sabotage ; il participe le cas échéant au sauvetage des militaires amis ; il prépare la participation de la population à l'assaut final en organisant des forces clandestines, en noyant l'administration. Mais au fond, on pourrait presque dire qu'il remplit ces tâches *par surcroît*, parce qu'il serait absurde de ne pas utiliser ainsi ces moyens, et parce que chacun de ses adhérents a besoin de se sentir concrètement engagé. C'est avant tout *par rapport à la population* qu'il entreprend ces tâches, c'est *elle* qui est son objectif et sa préoccupation principale. De même

⁸⁴ ALBAN VISTEL, *op. cit.* (p. 38)

les liaisons avec l'état-major, avec les organes dirigeants de l'effort de guerre sont utiles, voire même indispensables, mais surtout pour des raisons pratiques. Elles ne sont pas une *condition sine qua non* ; les mouvements de résistance peuvent naître d'eux-mêmes dans le pays occupé et n'avoir pendant longtemps aucune liaison avec les états-majors : c'est ce qui s'est produit en France et ailleurs. »⁸⁵

D'une certaine manière, l'histoire de la Résistance n'est rien d'autre que celle de la conquête de sa légitimité populaire.

I - Les premiers actes de résistance

Si la résistance est d'abord une action, il faut accorder une importance toute particulière aux formes qu'elle revêt. On *n'est* pas résistant, on *fait* de la résistance et par là-même on fait la Résistance.

Les réseaux d'évasion, une résistance de solidarité ?

Dès l'été 1940 se mettent en place des chaînes d'évasion permettant le franchissement de la ligne de démarcation qui traverse le département du Jura. Pour l'occupant, cette activité est considérée comme répréhensible aux yeux de la loi allemande. Vichy, lui, n'a jamais considéré comme illégal le franchissement clandestin de la ligne, estimant qu'elle avait été transformée en frontière en violation de la convention d'armistice⁸⁶. La surveillance de la ligne ne vise qu'à refouler les indésirables et à régler l'accueil des « récupérés ». Jamais les forces de police ou de gendarmerie n'ont arrêté les passeurs dont elles ont au contraire facilité les activités. Le centre d'accueil de la 9^e compagnie du 151^e Régiment d'Infanterie, installé à Poligny (zone sud), reçoit les prisonniers de guerre évadés qu'il enrôle officiellement pour l'Armée d'Afrique du Nord

⁸⁵ BOURDET (Claude), *op. cit.* (p. 96)

⁸⁶ Cf. les nombreuses récriminations de la Délégation française auprès de la Commission allemande d'armistice

tandis qu'il rétribue les services des passeurs⁸⁷. Un rapport officiel de gendarmerie de Poligny, du 16 septembre 1941⁸⁸, décrit en termes fort élogieux l'activité de Fernand Valnet, « d'une honnêteté scrupuleuse, patriote convaincu et ardent » qui « aurait passé environ 10 000 personnes... dont 600 prisonniers de guerre évadés », et conclut que « l'attitude remarquable de ce Français mérite d'être connue... [et] vaut d'être signalée aux autorités compétentes. » Passeur installé à Poligny, Paul Koepfler, capturé par les Allemands, condamné à mort à Besançon, réfugié à Lyon après son évasion le 2 mai 1941, reçoit une lettre de félicitations du général Frère, alors gouverneur militaire de Lyon, et un chèque de 3000 francs du Dr Ménétreel accompagné de ces mots : « Le Maréchal a su votre admirable conduite et tient à vous féliciter. »⁸⁹

Qu'en est-il des passeurs et des nombreuses personnes qui, à proximité de la ligne de démarcation ou plus loin, hébergent les fugitifs ? Disons d'abord que c'est pour beaucoup une activité professionnelle à plein temps. Moyennant d'assez gros risques, elle assure un bon revenu. Les relations avec l'argent sont diverses : spoliation en cours de passage, taxation avant le départ, « quête » après service rendu ou pur désintéressement. Tant qu'il n'appartient pas à un réseau constitué dont il passe les agents et le courrier, le passeur ne se considère pas lui-même, à l'époque, comme « résistant »⁹⁰, qualité que ne lui reconnaissent d'ailleurs pas toujours les résistants, comme le rappelle un passeur en 1990 : « Nous avons été oubliés dès 1942... Personne ne savait que *sans le vouloir, ni le savoir*, nous avons été parmi les premiers résistants. »⁹¹ Forte est l'ambivalence des activités liées au passage.

Voyons rapidement l'aspect lucratif - qui n'est d'ailleurs pas simple - et rappelons cette vérité d'évidence : ceux qui ont fait du passage une source de revenu ne sont pas des résistants, ils ne cherchent pas à nuire à l'occupant mais à gagner de l'argent d'une manière certes risquée mais franchement malhonnête surtout quand de surcroît ils n'hésitent pas à abandonner ou à livrer leurs « clients ». Pour les autres, quelle signification donner à leur activité de passage ? Sollicités par des gens en pleine détresse, passeurs et logeurs leur portent un secours qui, tant qu'il est désintéressé, peut être considéré comme un acte de résistance de solidarité avec ses limites évidentes : il triche avec la loi allemande, mais il

⁸⁷ Cf. Carnet de versements (arch. Musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon)

⁸⁸ Cité in MARCOT (François), *La Résistance dans le Jura*, Besançon, Cêtre, 1985 (p. 27)

⁸⁹ Archives du Musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon

⁹⁰ Certains ne le pensent toujours pas, "je n'ai jamais fait de résistance, je n'ai fait qu'aider des pauvres gens" nous dit Mme Michèle B.

⁹¹ PRETOT (Gaston), *Le Rat Blanc*, Belfort, France Régions, 1990 (p. 131, souligné par nous)

ne remet pas en cause la défaite ni le statut de la France dans l'Europe nouvelle - d'où son acceptation par l'État Français. Au sein de la même activité on doit opérer une distinction. Le lieutenant Ménie qui, au centre d'accueil de la 9^e compagnie du 151^e Régiment d'infanterie de Poligny, réceptionne les réfugiés, tente d'en enrôler pour l'Armée d'Afrique et rétribue les passeurs ne fait pas de résistance. Il ne court aucun risque, il ne mène aucune action clandestine, il obéit tout simplement à ses chefs qui suivent les ordres du gouvernement attaché à une stricte application de la convention d'armistice.

Toute une littérature de témoignages et de récits journalistiques a entretenu à ce sujet de romanesques confusions.⁹² Par contre les passeurs et peut-être plus encore les « logeurs », souvent paysans ou hôteliers qui, habitant la zone occupée, acceptent d'héberger les fugitifs et demeurent sur place exposés à l'arrestation, courent les risques authentiques du résistant volontaire et clandestin. Il faut relever que seule une infime partie de ceux qui ont été impliqués dans les chaînes d'évasion a ensuite participé à d'autres formes de résistance. C'est surtout le cas chez les passeurs et les logeurs. C'est moins vrai chez les organisateurs de réseaux plus ou moins spécialisés dans la prise en charge des prisonniers de guerre ou d'aviateurs alliés, comme le réseau qui se constitue autour de René Moreau, responsable d'une association de Mutilés de Guerre à Besançon et que nous retrouverons à l'origine de l'ORA. Tout se passe comme si davantage d'implications « organisationnelles » facilitait une plus grande disposition à passer à une forme plus engagée de résistance⁹³. Chez les autres, le sentiment de solidarité n'a pas toujours été dépassé et n'a pas été fondateur d'autres formes d'engagements remettant en cause l'acceptation du fait de l'occupation. Il n'en demeure pas moins que passage et évasion créent une accoutumance à la désobéissance à l'occupant. Celui-ci ne se fait d'ailleurs guère d'illusions sur l'efficacité de son contrôle. Le Kreiskommandant de Dole estime que : « Les contrevenants interceptés représentent peut-être 10% du total des passages clandestins. »⁹⁴ Le passage développe une pratique de la solidarité (chez les cheminots par exemple), il accélère la dégradation de l'image de l'occupant en provoquant une répression très visible (500 arrestations dans le Jura occupé pour le seul mois d'août 1941⁹⁵). Il contribue à forger quelques futurs résistants comme le cheminot Jean

⁹² Cf. par exemple, le chapitre consacré à Gilbert Ménie in VARTIER (Jean), *Histoires secrètes de l'Occupation en zone interdite*, Hachette, 1967 (p. 181 sq.)

⁹³ Nous rejoignons tout à fait les analyses de Jacqueline Sainclivier dans sa communication au colloque de Toulouse (*op. cit.*) "Les débuts de la Résistance en zone occupée : essai de typologie". Sa typologie classe justement les premières formes de résistance en fonction de leur degré d'organisation.

⁹⁴ Rapport des mois de janvier-février 1942 [Arch. Nat. AJ 40 947]

⁹⁵ Rapport du Kreiskommandant de Dole du 9/9/1941 (Arch. Nat. AJ 40 946)

Gautheron de Dole qui deviendra chef de détachement FTP ou le passeur Fernand Valnet, futur responsable des liaisons de l'ORA en Franche-Comté.

Qu'est-ce que la résistance militaire des débuts ?

En zone occupée, les premières actions contre l'occupant apparaissent, dès l'été 1940, sous les formes les plus diverses allant des coupures de câbles téléphoniques aux coups de feu tirés sur des soldats allemands. Le phénomène est observable d'un bout à l'autre de la Franche-Comté occupée (et dans toute la France comme le montre Henri Michel⁹⁶), dans les villes et dans les campagnes : coups de feu tirés sur des Allemands à Vy-les-Filain en Haute-Saône (1er juillet 1940) ou près de Nancray dans le Doubs (21 juillet 1940), coupures de câbles téléphoniques à Besançon et à Belfort (25 juillet et 13 août 1940). Mais le rythme de ces actions se ralentit considérablement à la fin de l'année et ne reprend, en Franche-Comté en tout cas, qu'en 1942. Les punitions collectives (couvre-feu, amendes...) et l'arrestation des coupables ou celle de notables à titre d'otages ont vite fait de calmer les ardeurs des auteurs de ces actes individuels. Cette révolte individuelle traduit un refus instinctif de la défaite et nous dit que tous ne s'y sont pas résignés.

Pourtant, en attirant une répression qui s'ajoute aux épreuves morales et matérielles, elle contribue sans doute au repliement sur eux-mêmes des Français qui désapprouvent ces actes. Ces gestes spontanés nous semblent encore, pour partie, appartenir à la guerre de 40 dont ils ne constituent qu'une prolongation hors du temps. D'ailleurs, pratiquement, ils ne sont jamais directement fondateurs de quelque chose de nouveau et sont suivis d'un grand vide. Il est du reste rare de retrouver leurs auteurs ultérieurement engagés dans la Résistance. Pour que l'action armée reprenne, il faudra qu'elle passe par un projet « politique », une réflexion intégrant toutes les dimensions de la lutte : portée des dommages matériels et moraux qu'elle provoque chez l'ennemi, processus de radicalisation des relations qu'elle enclenche, effet de mobilisation qu'elle doit avoir sur la population française. C'est dans ce cadre nouveau que les FTP du Doubs, la « compagnie Valmy » de *Fabien*, entament en avril 1942 une longue série d'attentats visant pylônes électriques, usines, collaborateurs, Allemands... et qu'en zone sud, dans le Jura, en juillet 1942, le Groupe Franc de Combat fait éclater une charge de plastic au local

⁹⁶ Cf. MICHEL (Henri), *Vichy, Année 40*, Robert Laffont, 1966 (p. 422)

du SOL de Lons-le-Saunier, première des « kermesses » chères à Pierre Renouvin. Dans les deux cas, la lutte armée est désormais intégrée dans une stratégie politique délibérée ; elle ne cessera plus jusqu'à la Libération.

Le renseignement, qui a suscité tant de mémoires d'anciens agents et bon nombre de récits journalistiques, est, nous l'avons vu, un terrain peu défriché par les historiens, ce qui est regrettable à plus d'un titre. D'abord parce que cela nous prive d'une meilleure appréhension de ce que sont les débuts de la Résistance, puisque nul ne contestera que le renseignement est une des toutes premières formes d'action. Or l'activité d'un réseau de renseignement de la résistance se distingue d'un service de renseignement traditionnel par le nombre exceptionnellement plus important de ses informateurs et la nature de leurs motivations. Ensuite, parce qu'elle fausse notre vision de ce que fut la société des premiers résistants : c'est dans ce milieu que l'on retrouve de façon privilégiée officiers d'active ou de réserve, hommes de droite ou d'extrême-droite, patriotes sentimentaux n'obéissant qu'à leur cœur.

Les premiers tracts clandestins et les débuts de la résistance civile

L'apparition des premiers tracts manuscrits, dactylographiés et parfois très tôt imprimés constitue souvent l'un des premiers actes de résistance. Elle doit retenir notre attention parce qu'elle se situe au cœur même du processus qui amène les individus à sortir de leur isolement, à vaincre leur solitude, à créer une nouvelle société de citoyens. Nul mieux qu'Alban Vistel n'en a décrit la portée :

« A l'origine de la démarche, il y a un examen de conscience au terme duquel surgit la volonté d'engagement. Un examen d'honneur envers soi-même, un examen de fidélité envers la continuité française, un engagement de confiance envers le compagnon, hier inconnu, presque toujours anonyme. Ceux qui avaient conquis l'initiation devaient conduire vers une manière d'Éleusis ceux que le sommeil engluait encore, ou qui, simplement attendaient. Il fallait donc établir la communication. La bouche n'y suffisait pas, la parole fut écrite, multipliée, portée de rue en rue, de maison en maison, transmise le long d'un secret réseau. »⁹⁷

⁹⁷ ALBAN VISTEL, *La nuit sans ombre*, Fayard, 1970 (p. 123)

Rien n'indique mieux l'importance des premiers écrits clandestins⁹⁸ que les itinéraires de quelques-uns de ceux qui en furent les propagateurs : Jules Carrez, qui diffuse en 1940 des prédictions de victoire basées sur des calculs arithmétiques, fonde en 1944 *Libération du Pays de Montbéliard* ; André et Jean Mollard, qui propagent *La prière à de Gaulle*, rejoignent le groupe FTP Marius Vallet puis les FFI bisontins ; Jacques Delavelle, qui colporte *La Marseillaise italienne*, ralliera le maquis de Saligney ; Roger Robbe, qui recopie en 1941 des pastiches de Villon et Hérédia, deviendra en 1944 chef FFI du Jura-Nord, Pierre Larceneux qui rédige le *Message aux catholiques* en décembre 1941, deviendra un responsable de Combat puis du SOE...

Il est certain que seule une minorité de ceux qui ont jeté ces bouteilles à la mer se lance dans d'autres formes de résistance. Mais il n'en demeure pas moins que la Résistance a trouvé là un vivier pour ses cadres et pour ses troupes. Nous sommes à l'origine du processus de prise de conscience individuelle qui se traduit par une volonté de faire quelque chose, et d'abord, sinon de convaincre (nous verrons plus loin que ces premiers tracts argumentent très peu), du moins de sortir de l'affreuse solitude pour ceux qui, contre toute raison et contre la majorité de la population, veulent alors espérer. C'est bien ainsi que commence le plus souvent la résistance et qu'opère le processus de cristallisation qui amène à se rencontrer ceux qui n'acceptent pas l'état d'occupé. Ces rencontres peuvent survenir dans un autre contexte que celui de la diffusion de tracts. Elles interviennent souvent dans le cadre de réseaux de sociabilité préexistants : les jeunes de Larnod (Doubs), sous l'impulsion de l'un d'entre eux, Marcel Simon, responsable de la JAC, ont appris à se connaître en fréquentant les cours de catéchisme de leur curé ; ils ramassent, dès juin 1940, un armement qu'ils dissimulent, apprennent à manier puis utilisent lors d'un premier attentat en septembre 1942 avant de rallier les FTP au début de 1943⁹⁹ ; les apprentis cheminots du dépôt de Dole hissent le drapeau tricolore, échangent des propos antidéfaitistes avant de s'engager dans les FTP ; à Besançon les socialistes, autour de Jean Minjoz et d'Adrien Jeannin, les catholiques proches des démocrates populaires autour d'Émile-Louis Lambert et Louis Convers se rencontrent chacun de leur côté dès 1941, avant de créer ensemble, en septembre 1942, le mouvement Libération-Nord dans le Doubs et de se retrouver au CDL... Le colonel Maurin, nommé au début de 1943 responsable de l'ORA de Franche-Comté avant de devenir le chef FFI de la Sous-Région

⁹⁸ La plupart ont été publiés dans MARCOT (François) *Les Voix de la Résistance*, op. cit. Pour tous les tracts clandestins cités nous renvoyons désormais à cet ouvrage.

⁹⁹ Cf. TOURRAIN (Raymond), *L'histoire du groupe Guy Mocquet*, Imp. Éblé, Besançon, 1974.

D2¹⁰⁰, a recruté principalement chez les officiers du cadre de réserve, sans avoir jamais, selon son témoignage, vu un seul tract clandestin sous l'Occupation.

II - Une poignée d'hommes qui affirment leur foi (1940-1941)

Une forme de résistance mérite plus que tout autre qu'on s'y arrête plus longtemps : la propagande clandestine, parce que les premiers résistants s'y adressant à la population y expriment, explicitement ou implicitement, quelles conceptions ils se font de leurs relations avec la population. Tout au long de cette étude nous aurons à distinguer la propagande communiste de celle qui ne l'est pas, mais c'est sans aucun doute au début de l'Occupation que cette différence est la plus marquée. Nous regroupons sous la dénomination de communistes les tracts du Parti et ceux qui émanent des organisations qu'il a créées, « Front national », « Un comité de ménagères » ou « Forces Unies de la Jeunesse Patriotique »..., non seulement parce que l'inspiration est la même, mais tout simplement parce que, comme l'écriture des exemplaires manuscrits en témoigne, les rédacteurs sont les mêmes. Parmi les tracts des premiers mois de l'Occupation, les tracts communistes sont signés en tant que tels et ils sont pratiquement les seuls à être revendiqués. Les autres appartiennent à ce que nous pourrions dénommer une propagande spontanée, émanant de personnes plus ou moins isolées qui ne se réclament d'aucune organisation. Une troisième catégorie apparaît en 1942 : celle qui émane des mouvements de résistance communiste.

La propagande communiste est la seule à se placer sur le terrain de la « raison », tout simplement parce que les communistes sont les seuls à avoir des certitudes. Au début, la propagande communiste comtoise obéit sans nuances à la stratégie de la guerre impérialiste du parti. Elle reprend systématiquement les slogans de *L'Humanité*, comme le premier tract communiste que nous avons découvert, distribué à Belfort en septembre 1940. Inspiré de l'appel dit « du 10 juillet 1940 », signé Thorez et Duclos, il reproduit son titre, *Peuple de France*, et son analyse : « Notre pays connaît maintenant les effrayantes séquelles de la criminelle politique d'indignes gouvernements qui sont responsables de la guerre, de la défaite, de l'occupation et de la famine qui nous menace. » Il mêle, en

¹⁰⁰ C'est-à-dire la partie de la Franche-Comté située en zone nord, donc à l'exclusion du Jura-Sud

hiérarchisant la seconde à la première, les deux lignes « nationale » et « sociale » : « Assez de trahison et de mensonge ! La France veut vivre libre et indépendante ! » Il appelle à la formation d'un « gouvernement du peuple ». Ce tract et les suivants émanent des militants ayant participé à la reconstitution du parti clandestin depuis l'automne 1939. Jusqu'en avril 1941, aucune allusion n'est faite à la présence allemande. Les communistes dénoncent la trahison au profit du « capitalisme pourri » mais ne font même pas mention de l'occupant. Les tracts ne s'adressent d'ailleurs pas à la population française dans son ensemble, mais au seul « peuple », compris au sens marxiste, « les travailleurs », appelés à former un « gouvernement du peuple » pour sortir de leur condition d'exploités, celle de tous les temps, aggravée par les circonstances de l'époque. Ils défendent une ligne essentiellement revendicatrice et dénoncent les conditions de vie et non pas l'occupation du pays en elle-même. Les efforts des historiens communistes¹⁰¹ pour expliquer que la mobilisation populaire contre l'occupant passait d'abord par les revendications matérielles nous paraissent plutôt méprisants (le peuple ne vit-il que de pain ?) et absolument sans objet : si les Allemands avaient pu assurer de meilleures conditions de vie, l'occupation en serait-elle devenue plus tolérable ?

La rupture intervient progressivement. Nous en apercevons les premiers signes dans *Le Semeur*, rédigé fin avril 1941, puisque saisi par la police dans les derniers jours du mois. On sait par les rapports de police que *L'Humanité* clandestine est régulièrement diffusée - et saisie - en Franche-Comté. Or, si l'on y regarde de près, on observe une différence de tonalité évidente entre la presse clandestine nationale et celle de Franche-Comté. Si l'on compare *Le Semeur* destiné à célébrer le Premier-Mai en Franche-Comté au numéro spécial de *L'Humanité* de ce même Premier-Mai, on observe que le journal national a bien inspiré le journal régional, (ordre nouveau de Vichy, marché noir qui profite aux capitalistes, Premier-Mai ouvrier qui doit être opposé au Premier-Mai de la Saint-Philippe, situation des prisonniers de guerre, envoi de travailleurs en Allemagne, appel à la formation d'un « gouvernement du peuple ») mais la tonalité est différente et beaucoup plus antihitlérienne dans le journal comtois. Prenons trois exemples. Parlant de « La déportation des chômeurs », *L'Humanité* dit que « les capitalistes français et les occupants... envoient des ouvriers français en Allemagne », puis dénonce leurs conditions de vie et compare leur situation à celle « d'autres chômeurs... déportés en province pour des salaires dérisoires » par Vichy et pour le profit des « capitalistes qui tirent ainsi profit

¹⁰¹ Cf. entre autres, l'officielle et monolithique histoire du parti, *Le parti communiste français dans la résistance*, Éditions sociales, 1968 ; ou de plus subtiles productions comme BOURDERON (Roger), WILLARD (Germaine), *La France dans la tourmente 1939-1945*, Éditions Sociales, 1982

de la misère des travailleurs ». *Le Semeur* a gommé toute allusion à Vichy et aux capitalistes français, il dénonce le projet spécifiquement allemand d'exploitation : « C'est ainsi que, sous le signe du fameux *nouvel ordre européen*, on traite les travailleurs du XXème siècle comme on traitait les serfs au Moyen Age. »¹⁰² Évoquant le sort des prisonniers de guerre français, *L'Humanité* écrit : « Près de deux millions de Français sont indignement traités dans les camps de France et d'Allemagne et l'ambassadeur Scapini, abject profiteur de la défaite, vante sans cesse la générosité du Troisième Reich en ce qui concerne les prisonniers de guerre. » *Le Semeur* supprime à nouveau toute référence à Vichy et parle des « deux millions de prisonniers de guerre qui se morfondent dans les camps hitlériens. » Enfin, alors que *L'Humanité* caractérise clairement la guerre comme impérialiste : « Les impérialistes rivaux sont animés du même souci d'assassiner la liberté et, quand les propagandistes anglais présentent la mouvement gaulliste comme un mouvement démocratique, ils mentent effrontément », *Le Semeur* suggère que cette stratégie est dépassée : « Ce parti, votre parti, lutte pour vous ; comme il a lutté *hier* contre la guerre impérialiste, il lutte *aujourd'hui*, il luttera *demain* avec vous, pour vous, pour imposer un véritable gouvernement du Peuple, contre les affameurs, contre tous ceux qui voudraient asservir notre beau pays, la France. »¹⁰³

Certes, le discours est ambigu : il propose comme premier objectif la formation d'un gouvernement du peuple, donc un clivage social s'opposant à l'unité nationale requise par le second objectif, lutter contre « ceux qui voudraient asservir notre beau pays, la France » - qui ne sont d'ailleurs pas nommément désignés. Mais la tonalité et le vocabulaire anti-hitlériens ne font aucun doute. La lutte contre la guerre impérialiste est présentée comme un combat « d'hier » annonçant une nouvelle étape pour « aujourd'hui et demain ». Il nous semble qu'on peut repérer là une évolution propre de la base du parti, en contradiction avec la ligne de la direction. Les militants communistes de la région du Pays de Montbéliard (autour de la famille Lana) et de Belfort (avec Charles Groperrin) ont pris en compte l'impasse de la stratégie communiste. Si les premiers tracts appartiennent encore à l'opposition au régime de Vichy, *Le Semeur* relève, lui, de la résistance. Dans la presse clandestine comtoise, le tournant se transforme en fracture après le 22 juin 1941, comme l'atteste le tract sorti au lendemain de l'attaque de l'Union soviétique : « Hitler et sa horde viennent d'agresser l'Union soviétique... Il faut nous libérer, pour cela il faut nous unir, il faut que tous ceux - et ils sont nombreux - qui pensent français se joignent à

¹⁰² Souligné dans le texte

¹⁰³ Souligné par nous

nous pour constituer partout notre Front national pour la libération de la France.» L'ennemi est clairement dénoncé, la stratégie sans ambiguïté.

Au contraire des rédacteurs communistes qui « savent » et énoncent des vérités premières, même s'ils en changent, les rédacteurs des autres tracts clandestins doutent. Nous avons qualifié ces tracts de « spontanés » parce que leurs auteurs n'appartiennent à l'époque à aucune organisation et qu'ils parlent en leur propre nom. Comme la majorité des Français, ils n'ont pas de vision claire de la réalité, mais ils s'en distinguent par le fait qu'ils espèrent contre toute évidence et rêvent d'un monde meilleur, c'est-à-dire libéré. Ils ne conçoivent pas qu'ils puissent agir de quelque manière que ce soit sur le cours des événements, d'où leur invocation de trois puissances extérieures à eux : Dieu, l'Angleterre et de Gaulle. Sur vingt tracts clandestins spontanés de cette période, on en dénombre cinq qui invoquent Dieu ou expriment une croyance religieuse dont la superstition n'est pas absente. Ainsi apparaissent les prédictions et prophéties de toute nature dont celles de sainte Odile fournissent le meilleur exemple : « Le pays du conquérant sera envahi de toute part, ses armées seront diminuées par un grand mal et tous diront : le doigt de Dieu est là. » Il en est sept qui placent leurs espoirs dans une victoire britannique, alimentés par les quelques succès anglais, comme le tract *Occupation de Tripoli*, (Doubs, fin de 1940) qui prophétise les futures victoires anglaises dans le monde, devant conduire à la signature de la paix le 21 janvier 1942. Un autre, *Résumé d'une audience accordée par le Maréchal Pétain* (Doubs, fin 1940), est typique de cette croyance au double jeu de Pétain auquel il fait dire : « La guerre sera terminée avant [l'hiver prochain] et par la victoire des armées anglaises. » Cinq tracts se réfèrent à de Gaulle, le plus surprenant étant sans doute la *Prière à de Gaulle* : « Notre de Gaulle qui êtes au feu, Que votre nom soit glorifié, Que votre dictature arrive, Que votre volonté soit faite... » A défaut de rigueur dans le choix de son vocabulaire, il ne manque pas d'humour. D'ailleurs, souvent passionnel, le ton est volontiers humoristique : n'est-il pas révélateur que 12 des 20 tracts de ceux qui doutent manient l'humour, contre un seul des 10 tracts des communistes ! Pastiche des poèmes de Villon et d'Hérédia, ou traitement par la dérision de cette maladie contagieuse qu'est l'hitlérisme (« une distribution à doses massives et répétées de pruneaux du docteur RAF ») ils combattent la force allemande ou raillent la faiblesse italienne par « l'esprit français ».

Notons que la propagande de la BBC exerce une réelle influence sur les Comtois comme l'atteste le succès de la campagne, lancée le 22 mars 1941, appelant à inscrire des « V » sur les murs des villes et villages de France. L'action est limitée, mais d'une ampleur suffisante pour inquiéter les autorités, comme le montrent les rapports provenant des

quatre départements comtois¹⁰⁴. Si les autres campagnes de la BBC ne rencontrent pas le même succès, il en est une qui parvient à mobiliser au moins quelques ouvriers : la grève de protestation contre l'exécution de 99 otages perpétrée à Châteaubriant le 22 octobre 1941. Répondant à l'appel lancé à la BBC le 27 octobre par Maurice Schumann, des grèves éclatent à Vesoul, Pontarlier, Besançon et Sochaux. L'enquête de police menée aux Usines Peugeot conduit à l'arrestation d'un militant communiste, Joseph Piova, ce qui semble indiquer que le Parti a dû s'impliquer dans ce mouvement. Probablement limité, il montre néanmoins que la Résistance commence à être capable, au moins en milieu ouvrier, de mobiliser, pour une action ponctuelle, des forces au-delà de ses propres troupes.

Jusqu'en 1942, les appels à une quelconque action en France sont encore limités. *Pour la France toujours* (fin 1940, Doubs) propose « organisation », « discipline » et « instructions » car : « L'armée de libération se lève. A Paris, 100 000 hommes sont prêts. Nos chefs vous demandent de vous organiser. » Ce document, plus que d'autres, tente de fournir une analyse en termes militaires (en évoquant les événements d'Albanie, de Libye, et le rôle de l'Angleterre) et il est le seul des tracts spontanés de cette période à appeler les Français à une prochaine mobilisation pour la libération et des actions immédiates : diffuser les nouvelles des victoires alliées, recueillir des renseignements sur les collaborateurs pour un futur châtiment et... recopier cette lettre sept fois. *Le Message aux catholiques* (Jura, décembre 1941), rédigé par un animateur de Combat, le séminariste Pierre Larceneux, présente la particularité de critiquer l'antisémitisme ambiant : « Catholiques méfions-nous. Le manque de lumières nous conduit insensiblement à penser et à agir païen. (Combien de catholiques sont déjà en opposition radicale avec la doctrine chrétienne sur les Juifs etc...) Catholiques, soyez calmes. Pas d'exaltation inconsidérée et d'enthousiasme à vide derrière Pétain. » C'est la seule mention faite par la presse clandestine comtoise à la politique antisémite de Vichy en dehors d'un tract de 1942 dont nous reparlerons.

Les tracts spontanés de 1940-41 révèlent une tonalité plutôt antipétainiste : « La France Libre tu écouteras, même si Vichy te le défend », (*Les dix commandements du vrai Français*, décembre 1940, Haute-Saône), mais sans faire de Vichy leur ennemi principal. Ils sont d'abord anti-allemands ou plus précisément « anti-occupationnistes ».

¹⁰⁴ Cf. *Les voix de la Résistance*, (pp. 41-42)

Les propos émotionnels et mystiques, dominants jusqu'au printemps 1941, sont progressivement remplacés par un discours plus construit et plus pédagogique. Dans la première période on s'interpelle d'homme à homme, dans la seconde on raisonne et on argumente. On s'adresse aux citoyens comme *Le Vengeur* (Besançon, août 1941) qui dénonce les collaborateurs du RNP et appelle les Français à réfléchir : « Depuis que l'ennemi occupe notre territoire, nous sommes soumis à une propagande menteuse, insidieuse, cynique, mais, malgré tout, ayez confiance ! L'ennemi nous flatte ; prenez garde ! [...] Réfléchissez et concluez ! » *Le Message aux catholiques* en appelle aussi à la réflexion : « Nous voulons attirer votre attention sur des faits qui éveilleront votre conscience. Sachez que le gouvernement de Vichy interdit les informations susceptibles d'éveiller des soupçons dans le monde catholique. » Il s'attire, dans *La Croix du Jura* du 17 janvier 1942, cette réponse de l'Évêque de Saint-Claude : « L'Évêque seul est constitué, de droit divin, gardien de la foi dans son diocèse. Seul il a le droit de juger des choses qui touchent, de près ou de loin, la doctrine de l'Église ; seul, il a mandat pour éclairer les consciences. » Bel échange entre un résistant et un prélat pétainiste. Belle illustration du rapprochement entre l'Église et Vichy dont un des slogans proclame : « Pensez français, pensez Pétain. » Le résistant, lui, veut penser par lui-même.

Cette évolution de la propagande clandestine est à replacer dans le contexte des premiers craquements du régime de Vichy et de l'extension de la guerre à l'Est, mais aussi de l'existence de liens tissés entre ceux qui cherchent à sortir de la solitude. Les résistants comtois trouvent le contact avec des organisations nationales. Jean-Marie Bressand, le rédacteur du *Vengeur*, entre au réseau de renseignements Kléber au printemps 1941, les distributeurs de *Pour la France toujours* (probablement Pierre Oswald) de Montbéliard s'affilient fin 1941 à CDLR. Ils s'identifient désormais à une cause qui les dépasse : la Résistance.

Communistes ou spontanés, faisant appel à l'idéologie ou à l'espoir, au raisonnement ou à l'humour, les tracts des commencements visent à sortir les Français de leur torpeur. Tous, à leur manière, ont quelque chose à proposer à la population. Jusqu'au printemps 1941, les communistes ne s'adressent pas à tous, mais seulement au « peuple » compris dans son sens marxiste-léniniste : ceux qui, opposés à la bourgeoisie, sont appelés à former un « gouvernement du peuple ». Puis, en des termes très généraux, ils convoquent tous les Français à une lutte nationale qui, par ailleurs, va dans le sens de la défense des intérêts de l'Union soviétique, la « patrie du socialisme » attaquée par l'ennemi commun.

Les tracts spontanés, même lorsqu'ils n'envisagent aucune action concrète, tissent des liens de solidarité entre citoyens qui partagent la même espérance. Ce faisant, ils mettent à nu certaines des fonctions essentielles de cette presse clandestine : sa rédaction et sa diffusion constituent d'abord des « actes » susceptibles de faire passer la résistance à une forme plus élaborée d'organisation comme l'attestent les engagements ultérieurs de leurs auteurs et diffuseurs. Ils contraignent les premiers résistants à travailler ensemble et à s'organiser pour rédiger des textes, trouver du papier et du matériel de reproduction, assurer la distribution de leurs écrits¹⁰⁵. En ce sens, le destin de bien des premiers rédacteurs de la presse clandestine confirme les propos lyriques d'Alban Vistel : « Comme à l'aube de toutes les genèses, le premier et le seul recours est le Verbe. Il faut sortir de sa déréliction solitaire pour aller vers les autres. Il n'est pas possible que d'autres n'entendent pas les mots qui créeront un autre univers. »¹⁰⁶

III - Une minorité qui affirme son existence (1942)

L'année 1942 est caractérisée en Franche-Comté par la prédominance de la presse communiste qui représente 22 des 28 tracts retrouvés. Il convient tout d'abord de réfléchir à l'effacement relatif des tracts spontanés, ces messages très personnels qui ont fleuri jusqu'en 1941 avant de se raréfier¹⁰⁷.

Peut-être est-ce dû, pour quelques uns, à une certaine désespérance liée à la prise de conscience que la guerre sera de longue durée ; l'espoir très sentimental d'une issue prochaine, attestée par les nombreuses prédictions, cède alors le pas à la résignation et à la nécessité de vivre, sinon avec la défaite, du moins avec l'occupation.

¹⁰⁵ Nous rejoignons en tous points l'analyse que fait Laurent Douzou de la fonction de la presse clandestine dans les débuts du journal Libération-Sud : DOUZOU (Laurent), *Le Mouvement de résistance Libération-Sud (1940-1944)*, Thèse de Doctorat d'État, 1993.

¹⁰⁶ ALBAN VISTEL, *op. cit.* (p. 28)

¹⁰⁷ 20 en 1940-41 puis 4 en 1942, 7 en 1943 et 2 en 1944. On ne peut exclure que les services de police y aient prêté une moindre attention, ce qui signifierait qu'à leurs yeux ces écrits présentaient un moindre danger que les tracts signés d'organisations. Interprétation que l'historien ne peut qu'approuver !

On peut avancer une autre hypothèse qui concerne, elle, ceux qui n'ont pas perdu la foi : les premiers appels auraient rempli leur mission en leur permettant de se retrouver. Désormais ils ont constitué des groupes et se rencontrent plus ou moins périodiquement. En zone sud, dans le Jura non occupé, le lien s'établit au début de 1942 entre les premiers résistants et le mouvement Combat dont le journal est désormais diffusé dans le département. En zone nord, le parti socialiste se reconstitue au début de 1942 autour de Jean Minjot, Francis Clerc et Adrien Jeannin à Besançon et de Jules Carrez dans le Pays de Montbéliard ; avec les démocrates chrétiens (Émile-Louis Lambert et Louis Convers à Besançon, Marcel Compagne à Montbéliard) ils se rattachent à Libération-Nord à l'automne 1942. A Besançon, à Salins et à Pontarlier Pierre Armand, son beau-frère Roger Robbe et Jules Pagnier distribuent *Les Volontaires de la Liberté* puis *Défense de la France*.

On peut supposer que les rencontres et la diffusion des journaux nationaux qu'ils distribuent, même en nombre limité (quelques centaines d'exemplaires), suffisent à étancher leur soif de réconfort et d'action. La diffusion d'un « grand » périodique répond alors pleinement à leur exigence présente : montrer qu'une force existe et qu'elle est de dimension « nationale ». Qu'est-ce que des tracts régionaux pourraient leur apporter de plus, puisqu'ils n'ont pas d'actions concrètes à proposer à la population ? Ils sont pleinement ralliés à une stratégie « attentiste » et veulent se préparer pour un avenir qui semble lointain. Dès lors, à quoi bon recruter en masse des adhérents à qui l'on n'a rien d'autre à proposer que de se tenir prêts ?

Au contraire, la propagande communiste connaît une incroyable diffusion, y compris les journaux et tracts nationaux : 28 400 tracts communistes sont, par exemple, découverts par la police française à Audincourt le 28 février 1942 ! La nouvelle stratégie de Front national veut que ces tracts ne portent plus, dans la plupart des cas, une signature communiste. C'est alors que prolifèrent les appellations « Un groupe de ménagères », « Les Comités féminins de Franche-Comté », et bien sûr « Front national ». Les communistes s'adressent désormais à toutes les couches de la population. Dans le langage communiste, le mot peuple n'est plus entendu dans sa signification marxiste-léniniste, il revêt le sens que lui a donné la Révolution française : la nation. N'en sont exclus que les traîtres à la patrie. « paysans..., ouvriers..., femmes..., intellectuels, fonctionnaires, patriotes de toutes conditions sociales, de toutes opinions » sont exhortés par *Le Franc-Comtois*, édité par le PCF en juin 1942, à se regrouper « sous le drapeau du Front national ».

Les tracts communistes suivent à partir de 1942 une rhétorique qui n'évoluera plus guère jusqu'à la Libération. Presque tous sont construits sur le même modèle. Son repérage offre d'ailleurs le plus sûr moyen d'identifier comme communiste un tract à la signature banalisée.

Dans un premier temps, le tract communiste dénonce une situation insupportable, parfois l'occupation en général, mais plus souvent un fait qui crée un état d'urgence : le ravitaillement, la répression, l'envoi des travailleurs en Allemagne, les méfaits des collaborateurs. Si le contexte immédiat ne procure pas d'occasion évidente, celle-ci est fournie par les événements historiques qui procurent leurs contingents d'anniversaires à célébrer, 20 en tout dans *L'Humanité* en 1942 ! Ces anniversaires présentent en plus l'avantage de rappeler la guerre (Munich, invasion de la Pologne - par les Allemands, évidemment !) et d'ancrer la Résistance dans la mémoire nationale (11-Novembre, Jeanne d'Arc), républicaine (14-Juillet, Valmy) et ouvrière (le Premier-Mai ; la mort des trois « L », Lénine, Liebknecht, Luxemburg ; la révolution socialiste d'octobre).

Dans un deuxième temps, on cite en exemple les actions engagées partout en France, et si possible dans la région, contre les communistes et les collaborateurs. On met en valeur presque exclusivement les exploits des FTP - avec des nuances sur lesquelles nous reviendrons - ou les manifestations de masses obéissant à des mots d'ordre communistes. On n'oublie pas les faits d'armes des Alliés, les opérations de la « vaillante Armée rouge » étant toujours inscrites au tableau d'honneur.

Dans un troisième temps, la vertu exemplaire des luttes menées ailleurs justifie l'appel à l'action « ici et maintenant ». « Aidons l'héroïque Armée rouge, aidons les aviateurs anglais ; créons ce second front que les Boches redoutent tant » proclame *Le Franc-Comtois* du 7 août 1942 ; « 150 ans après Valmy, les Français de Luxeuil, Besançon, Gray, Lure, Belfort, Montbéliard se rappelleront l'action de leurs aïeux » assure *Le Peuple Comtois* de septembre 1942.

Révélation de l'urgence de la situation, énonciation des luttes exemplaires, exhortation à l'action immédiate, tels sont les trois temps d'une rhétorique tout entière au service d'un objectif unique : mobiliser les Français. Elle n'évoluera pas jusqu'à la libération.

Quelles formes peut revêtir cette mobilisation ? Deux essentiellement. D'abord, la plus familière aux communistes, l'action revendicatrice. Jusqu'au printemps 1941, la ligne du parti communiste est une ligne de classe. Au nom de cette position de classe, *Le*

Semeur d'avril 1941, ironisant sur l'ordre nouveau, dénonce tous les patrons, protestants (Japy), catholiques (Viellard) ou juifs¹⁰⁸ : « Les hommes de paille du “juif multimillionnaire Weil” n'exploiteront plus, paraît-il, les ouvriers du textile et du vêtement. [...] Grâce à l'ordre nouveau vichyssois, plus d'injustices dans le ravitaillement. Le riche supportera au même titre que le plus pauvre d'entre nous les restrictions et la mauvaise répartition des vivres. » Cette argumentation pour classique qu'elle soit n'en appartient pas moins à une veine populiste qui oppose volontiers le « gros » au « petit ».

Elle nous conduit à nous arrêter quelques instants sur la perception que l'opinion publique peut avoir de la vie quotidienne telle que nous l'avons étudiée dans notre communication au colloque *Le régime de Vichy et les Français* : “Les Français et Vichy : le poids du quotidien ». L'impopularité de la pénurie retombe sur le régime de Vichy qui instaure le rationnement tandis qu'il prône la collaboration. C'est, nous semble-t-il, d'abord sur le terrain du quotidien que Vichy perd la confiance des Français.

Si le régime est entraîné dans le discrédit, c'est parce qu'il gère la pénurie et qu'il tente d'expliquer, contre une « évidence » aussi visible que les prélèvements allemands, qu'elle trouve son origine dans le blocus anglais, réalité lointaine et inacceptable par les occupés¹⁰⁹. Le préfet du Doubs a bien vu, en avril 1942, le piège qui s'est refermé sur l'administration, pour l'opinion, les difficultés du ravitaillement ne peuvent avoir que deux causes : « La mauvaise organisation du Service du Ravitaillement et les prélèvements massifs des autorités d'occupation. » Il en tire la leçon : « Toutes les campagnes qui peuvent être faites par la presse ou par la radio sur ces différents sujets laissent simplement l'impression dans le public que l'administration française cherche à couvrir d'explications fallacieuses les concessions qu'elle a dû faire à l'autorité occupante. »

Lorsque la population se replie sur les seuls problèmes de la vie quotidienne, comme se plaisent à le répéter les rapports des préfets de Franche-Comté et de France, cela ne signifie pas pour autant qu'elle se place en dehors du champ des réalités « politiques ». C'est ce qu'exprime le préfet du Jura non occupé, en juin 1942 : « C'est d'après les résultats en la matière [le ravitaillement] qu'est jugée l'action des pouvoirs publics. »

¹⁰⁸ On observera que, pour être "imprudente", cette attaque du "juif Weil" n'est pas en elle-même antisémite. C'est en tant que patron qu'il est attaqué, comme les patrons catholiques ou protestants, mais nullement en tant que juif.

¹⁰⁹ Mais bien admise par les historiens, cf. SAUVY (Alfred), *La vie économique des Français de 1939 à 1945*, Flammarion, 1978

Pourtant, sur le terrain, ils doivent laisser les citoyens se débrouiller : le marché s'établit en grande part en dehors des circuits officiels, par le troc ou les achats de gré à gré, le « marché gris. » Il est difficile de connaître la proportion de ce qui échappe à la réglementation car les transactions ne laissent pas de traces ; sauf l'abattage clandestin, si l'on est perspicace comme cet inspecteur du Ravitaillement du Jura qui a eu l'idée de mettre en relation le volume du cuir provenant de l'abattage officiel et celui récupéré par les tanneurs. Pour le premier semestre 1943, il estime que l'abattage clandestin est au moins équivalent à l'officiel.

Voilà qui donne une idée de l'ampleur de la désobéissance civique : complicité du vendeur et de l'acheteur, du maire qui délivre de faux certificats, des gendarmes peu enclins à s'aliéner la population et suspectés par l'autorité de se ravitailler eux-mêmes directement... Tout le monde fraude et assume fièrement. L'autorité de l'État, sa légitimité morale sont ainsi mises en cause. Les Français discréditent l'État quand ils trouvent du ravitaillement et le rendent responsable de la pénurie quand ils n'en trouvent pas. Le régime a très tôt perdu la bataille du quotidien auprès de l'opinion publique. Antoine Lefébure, dans l'ouvrage qu'il a consacré à l'étude de la correspondance et des écoutes téléphoniques, arrive à la même conclusion : « Depuis le milieu de l'année 1941, une bonne partie de l'opinion publique rend le gouvernement de Vichy et son administration responsables de la dégradation constante de ses conditions de vie. »¹¹⁰

La synthèse des rapports des préfets de zone libre de février 1942 s'étonne que les milieux ouvriers « souffrent le plus et protestent le moins ». Si, contrairement aux autres, ils ne récriminent pas, c'est probablement parce qu'ils n'attendent rien de l'administration ou du gouvernement. Leur hostilité n'est certes pas encore récupérée politiquement par la Résistance, mais elle ravive un ancestral sentiment de haine du « petit » contre le « gros ». La dureté des temps suscite un profond sentiment d'injustice.

Tous signalent la violence de l'opposition des villes aux campagnes, comme le sous-préfet de Dole en novembre 1941 : « La population des villes nourrit à l'égard des paysans une animosité qui ne tarderait pas à s'exprimer dangereusement si ces derniers ne sont pas bientôt contraints à renoncer à un égoïsme cultivé à plaisir, grâce auquel le marché noir est alimenté intensément. » Le préfet de Haute-Saône opère, en mai 1942, la même constatation : « Aussi ne faut-il pas se dissimuler une animosité croissante, dans les milieux ouvriers, tant contre les classes bourgeoises et commerçantes qui souffrent peu

¹¹⁰ LEFÉBURE (Antoine), *Les conversations secrètes des Français sous l'Occupation*, Plon, 1993 (p. 315)

des restrictions que contre les paysans, qui, pour leurs achats, leur demandent souvent le prix fort.»¹¹¹ Quelques rares incidents sont mêmes signalés. Au printemps 1941, le commissaire de police de Montbéliard relève que : « Les habitants des villes se répandaient dans les campagnes... certains ouvriers allaient jusqu'à menacer les cultivateurs quand ils n'obtenaient pas ce qu'ils voulaient. »

Ce sentiment d'injustice engendre un puissant courant égalitaire. Il s'exprime avec aigreur dans les lettres anonymes¹¹² sous le masque hideux de la délation personnelle ou les cris de douleur des marginaux de la faim : leurs pitoyables protestations contre ceux qui « mangent des gâteaux », « donnent de la farine à leur cochon » ou « boivent du vin bouché » en disent long sur la rancœur accumulée contre les « riches ».

Le patronat a souvent paré aux dangers d'un futur règlement de comptes en finançant les comités sociaux et les restaurants d'entreprises (pratique très développée dans le Haut-Jura). C'est Peugeot qui va sans doute le plus loin dans la gestion de la solidarité : repas servis aux ouvriers (environ 100 000 par mois), transformation du terrain de golf de la maison en jardins ouvriers, envoi de colis aux prisonniers et travailleurs de l'entreprise en Allemagne, achat de denrées (pommes de terre...) revendues avec perte aux employés à qui l'on fait bien savoir que l'Administration n'est pour rien dans l'attribution de ces secours. Vichy doit assumer seul la responsabilité de la pénurie.

C'est dans ce contexte que la propagande communiste abandonne la lutte des classes mais poursuit le combat revendicatif. Elle trouve un terrain particulièrement propice en ce début d'année 1942 : *Du Charbon, du pain, des pommes de terre*, tel est le titre du tract signé « Un groupe de ménagères » qui, en mars 1942, appelle à manifester : « Ménagères, mères de famille, unissons-nous, manifestons devant les queues, allons en délégation dans les mairies. Exigeons que les produits français restent en France. » Les manifestations de ménagères se multiplient. On en a repéré à L'Isle-sur-le-Doubs, Béthoncourt, Seloncourt, Audincourt, Pont-de-Roide, Dampierre-les-Bois, Vieux-Charmont dans le Doubs, à Belfort, Beaucourt et Delle dans le Territoire de Belfort où le préfet note dans son rapport de mars-avril 1942 : « L'hiver très rigoureux est douloureusement ressenti, surtout par la classe ouvrière... Toutes les questions de politique intérieure cèdent le pas au tragique problème du ravitaillement. »

¹¹¹ Arch. dép. de Haute Saône [24 M 21]

¹¹² Selon une étude inédite que nous avons menée sur les lettres de dénonciation.

Cette action revendicatrice est constamment liée au combat antinazi et antivichyssois : « C'est le Boche pillard, aidé d'un gouvernement complice, qui nous vole tout et qui nous affame » assure le tract *Femmes de Franche-Comté, en avant !* en juin 1942. Le patronat, responsable potentiel de la faiblesse des rémunérations, n'est jamais désigné en tant que tel. Aucun tract, communiste ou non communiste, ne le désigne comme responsable de la misère. Aucun tract et, à notre connaissance, aucune manifestation ne réclame une augmentation de salaire. Si des pétitions circulent dans les Usines Peugeot, en décembre 1943, avec menace de grève, celle-ci n'aboutit pas, elle n'est pas relayée par la Résistance et nous paraît purement spontanée¹¹³. On dénonce le pillage mais rarement la faiblesse des rémunérations. Quand elle est évoquée, c'est Vichy qui est accusé mais pas le patronat ou alors sous une forme très impersonnelle, comme dans l'article *Au combat contre les boches et les traîtres de Vichy* de *L'Est Libre* de juillet 1943 : « Exigez l'augmentation de vos salaires, luttiez pour de meilleures conditions de travail. Sans trêve, sans répit, sabotez la production. Faites la grève patriote le jour de notre Fête nationale. » Il n'est désormais plus question de la responsabilité des patrons ou des « riches ».

Ces appels à la prise de conscience réservent une place toute particulière aux femmes. Leur rôle, important dès le début, devient essentiel à partir de 1942. Elles sont les actrices principales de la lutte pour un meilleur ravitaillement et s'engagent pour certaines plus directement encore dans la Résistance en servant d'agents de liaison, en transportant des tracts et des armes, en abritant au domicile conjugal le matériel des imprimeries clandestines (comme Aline Lana à Montbéliard ou Marguerite Socié à Valentigney). Nous verrons qu'en 1943, elles seront convoquées à lutter contre le STO.

La lutte armée est la seconde forme d'action des communistes en cette année 1942. Elle est conduite en Franche-Comté occupée par Pierre Georges¹¹⁴, *Fabien*, l'ancien secrétaire des Jeunesses communistes, volontaire des Brigades internationales, auteur de l'attentat qui a coûté la vie à l'aspirant Moser, le 21 août 1941, à la station de métro Barbès à Paris. « Grillé » à Paris, il se réfugie en Franche-Comté, en avril 1942, où, sous le pseudonyme de *Capitaine Henri*, il crée le groupe FTP Valmy qui multiplie les actions militaires.

¹¹³ Cf. notre communication *Les ouvriers de Peugeot, le patronat et l'État*

¹¹⁴ Cf. DURAND (Pierre), *Mais qui a tué Fabien ?* Messidor, 1985

Mais, curieusement, durant toute l'année 1942, la propagande communiste rédigée sous la direction des deux responsables successifs du Front national, Marcel Loeffel et Michel Sicre¹¹⁵, ne dit rien des actions militaires entreprises en Franche-Comté ! Situation d'autant plus paradoxale que, pendant ce temps, *L'Humanité* évoque à deux reprises les actions des FTP comtois¹¹⁶. Nous avons émis l'hypothèse que pareille omission ne pouvait être fortuite et qu'elle exprimait des réticences vis-à-vis de la lutte armée. Albert Ouzoulias, dirigeant des Bataillons de la Jeunesse, puis commissaire aux opérations au sein du Comité militaire national des FTP, n'a pas caché les difficultés mentales rencontrées lors du passage à la lutte armée : « Pendant trois longues années, mais plus particulièrement à ses débuts, le combat armé posera des problèmes multiples et complexes. On ne passe pas sans difficultés d'activités ordinaires de distribution de tracts, de journaux, d'arrêts de travail, de grèves, de manifestations les plus diverses, à la forme nouvelle du combat armé. »¹¹⁷

Le Franc-Comtois de juin 1942, le seul tract qui fasse allusion à l'action des FTP comtois (en termes très généraux d'ailleurs : « Dans notre région, comme dans toute la France, les groupes Francs-Tireurs portent des coups à l'ennemi ») lance un appel qui mérite qu'on s'y arrête : « De suite, rompons avec l'attentisme qui n'est qu'une marque d'égoïsme et un recul de la victoire... Prenons la résolution inébranlable d'engager la lutte armée sans cesse plus grande contre les Boches. » A quel niveau se situent les réticences : responsables locaux du Front national¹¹⁸ ? Militants ? Sympathisants communistes ? Nous croyons plutôt à cette dernière hypothèse. Notre supposition est fondée sur le fait qu'en Franche-Comté *Fabien* recrute essentiellement ses combattants FTP chez les non-communistes (son adjoint Pierre Villeminot et les autres¹¹⁹). Qui peut être directement concerné sinon les militants communistes comtois si peu engagés dans la lutte armée ? Il semble qu'il y ait eu des discussions au sein même de l'équipe communiste et *Fabien* n'a pas dû manquer de faire quelques observations sur le silence de la propagande communiste comtoise sur ses exploits, alors qu'il était habitué à davantage de « publicité ». Ajoutons que depuis la publication de notre ouvrage divers témoignages oraux nous ont confirmé l'existence des réticences des militants communistes comtois.

¹¹⁵ Cf *Les Voix de la Résistance, op. cit.* (p. 19)

¹¹⁶ 8 septembre et 16 octobre 1942

¹¹⁷ OUZOULIAS (Albert), *Les Fils de la nuit*, Grasset, 1975 (p. 202)

¹¹⁸ Marcel Loeffel et Michel Sicre, Interrégionaux Front national, viennent tous deux du syndicalisme (CGT Métaux), ce qui en soi ne prouve rien, mais ne va pas à l'encontre de l'hypothèse qu'ils aient privilégié la ligne revendicatrice de masse au détriment de la lutte armée.

¹¹⁹ Cf. VILLEMENOT (Pierre et Yvonne), *Si je reviens. Chroniques de guerre 1939-1945*, Labergement, L'Amitié par le livre, 1985

Trois thèmes abordés par la presse clandestine en cette année 1942 nous paraissent devoir être relevés. Le premier concerne le 150^{ème} anniversaire de la victoire de Valmy dont la célébration ressort de cette « commémorationnite » aigüe que nous avons évoquée. Les appels à manifester lancés par *L'Humanité* et relayés par les tracts comtois mettant l'accent sur la tradition de lutte de la terre comtoise en exhumant ses héros connus et inconnus (Victor Hugo ou le caporal Joliclerc) se soldent par un échec total attesté par les rapports des polices française et allemande, évidemment sur le qui-vive. Ce sont les forces de répression qui remportent la victoire : une cinquantaine de résistants arrêtés d'août à octobre 1942. Cela montre les limites de la capacité de mobilisation de la Résistance. Elle ne remporte du succès que dans la mesure où elle répond à un véritable besoin. L'urgence ne se décrète pas. En 1942, elle fonctionne à deux reprises : manifestations de ménagères réclamant une amélioration du ravitaillement en zone nord en février-mars et manifestations pour le 14-Juillet en zone sud. Ces dernières, auxquelles toute la presse de zone sud a appelé, connaissent dans le Jura un succès éclatant¹²⁰, particulièrement celle de Lons-le-Saunier, où une foule nombreuse chante *La Marseillaise*, dont elle ne connaît que le premier couplet, ce qui oblige l'un des participants à lire les suivants gravés sur la plaque en bronze ornant le monument consacré à l'auteur de l'hymne national. Signe d'une absence de familiarité avec un chant patriotique qui acquiert une tout autre valeur dès lors qu'il est interdit.

Une place particulière doit être réservée à l'article de *La Franc-Comtoise* du 7 août 1942 : il dénonce les arrestations de Juifs dans la nuit du 12 au 13 juillet, sous le titre « Les barbares de l'ordre nouveau à l'œuvre ». Reprenant l'habituelle rhétorique communiste, il dénonce les rafles de familles entières effectuées par « la police française exécutant servilement les ordres de la gestapo... Des scènes atroces se sont déroulées », il rappelle les manifestations de femmes puis convie à de nouvelles actions pour empêcher que de telles scènes ne se reproduisent.

On fera deux observations à ce sujet. La première concerne les résistants qui, visiblement, ignorent la spécificité du sort réservé aux Juifs : « Déportées dans l'Allemagne maudite, elles seront contraintes à toutes les besognes, y compris celle de chair à plaisir pour les soldats teutons. » On sait qu'elles seront purement et simplement exterminées dans le cadre de la solution finale. Mais les résistants, dans l'ignorance de cette réalité, confondent leur sort avec celui de toutes les victimes de la répression et

¹²⁰ *La Résistance dans le Jura, op. cit.* (p. 54)

appellent à une réponse globale : « Si elles ne s'unissent pas pour empêcher de pareilles horreurs, toutes, *Juives ou pas Juives*, seront exposées à ce sort affreux. »¹²¹

La deuxième remarque touche à l'analyse que font les Allemands des réactions de l'opinion publique. Des manifestations en faveur des Juifs ont bien eu lieu comme en témoigne un rapport allemand du 5 mars 1942¹²² : « Lors du transport de prisonniers juifs et communistes par la F.G. [Feldgendarmerie] de la F.K. 560, le 5 mars 1942, par le train partant de Besançon à 15 heures 19, il s'est produit, devant le train et à la gare de Besançon des scènes d'émeutes organisées par les familles de prisonniers. » Un second rapport du 6 mars 1942 revient sur l'attitude de la population :

« Un fait à signaler : la population française s'est tout à fait impliquée dans le transport des Juifs. La préfecture de Besançon et le sous-préfet de Dole ont fait parvenir plusieurs requêtes.[...] Toutes les démarches effectuées ont montré que la population française, de même que les autorités, n'a montré aucune compréhension pour les mesures prises. C'est une question de mentalité. » Il en tire les conséquences pour les futurs transports qui devront être effectués : « de nuit, quand la population n'est pas dans les rues », et pour l'organisation de la solution finale qui devra être entourée du plus grand secret : « Veillez surtout à ce que toute information diffusée aux services sur cette question le soit avec la mention "secret". »

On voit qu'en Franche-Comté, comme ailleurs, l'attitude de la Résistance face à la question juive doit être abordée dans toute sa complexité, en tenant compte de la visibilité des arrestations et de ce que savent et peuvent savoir les uns et les autres. C'est évidemment un grave anachronisme que de considérer comme « centrale » une question qui, certes, l'est devenue de nos jours, mais qui à l'époque ne l'était pas. Nous avons vu que la Résistance a ignoré la spécificité et la réalité de la solution finale. Celle-ci n'apparaît que comme une pratique parmi d'autres de la « répression », mais une pratique - et là est la vraie question - qui ne suscite que peu de protestations. Ce tract est le seul à évoquer le sort des Juifs, avec le *Message aux catholiques* de décembre 1941, qui se place, lui, nous l'avons vu, du point de vue des principes.

¹²¹ Souligné dans le texte

¹²² Cf. *Les Voix de la Résistance*, op. cit. (p 92)

Face à la persécution des Juifs, la Résistance comtoise, comme la Résistance française¹²³, ne prend donc pas une position claire. Sans doute moins par insensibilité à ce problème que par ignorance de son ampleur. Pour deux raisons : d'une part en raison du secret qui les entoure (précisément lié à la peur qu'ont les Allemands des réactions de l'opinion publique) et d'autre part parce que leur « visibilité » est peu apparente en dehors des rafles spectaculaires, et particulièrement en Franche-Comté où les victimes de la solution finale ne représentent « que » le dixième du nombre total des déportés. Cet aveuglement, réel, de la Résistance ne nous semble donc pas devoir être imputé à de l'indifférence, mais à ce que nous, qui savons, avons du mal à imaginer : l'ignorance de la spécificité de la solution finale. C'est ce qu'explique Claude Bourdet lors de son intervention au colloque organisé par le CDJC en 1979 :

« A l'époque, nous n'avions pas le sentiment que les Juifs étaient plus menacés que les autres ennemis du nazisme, et ce sentiment de communauté entre ceux-là, Juifs et non-Juifs, est un élément fondamental de l'époque. »¹²⁴

Faut-il aller plus loin ? Nous souscrivons à la prudence d'André Kaspi qui conclut en ces termes la présentation qu'il a faite du débat survenu entre résistants « Juifs » et « non-Juifs » lors du colloque cité : « Il est difficile de pénétrer jusqu'au fond des âmes et l'historien doit reconnaître que bien des aspects d'une réalité infiniment complexe lui échappent. »¹²⁵

Un troisième aspect de la propagande résistante de cette année 1942 doit être retenu, la dénonciation de l'envoi de travailleurs français en Allemagne. Elle devient à partir du printemps 1942 l'un des thèmes majeurs de la presse clandestine, qui en l'occurrence a bien su anticiper sur ce qui allait devenir la préoccupation essentielle des Français en 1943. Écrits, faut-il le répéter, par des résistants qui ne sont pas une catégorie à part de Français, mais des citoyens comme tous les autres, ils réagissent avec violence au discours de Pierre Laval du 22 juin 1942. Il annonce la Relève en opposant les ouvriers aux paysans et en se situant dans une perspective de victoire allemande : « Je souhaite la

¹²³ Cf. COURTOIS (Stéphane), RAYSKI (Adam), *Qui savait quoi ? L'extermination des Juifs 1941-1945*, La Découverte, 1987

¹²⁴ Cf. KASPI (André), WELLERS (Georges) [dir.], *La France et la question juive*, Sylvie Messinger, 1981 (p. 375)

¹²⁵ KASPI (André), *Les Juifs pendant l'Occupation*, Le Seuil, 1991 (p. 301)

victoire de l'Allemagne car, sans elle, bientôt le communisme demain s'installera partout en Europe. »

Les réactions de l'opinion publique mesurées par les rapports des services des renseignements généraux, des sous-préfets et préfets des quatre départements ne laissent aucune doute. A Dole le discours « a suscité une vive émotion et de très nombreux commentaires » ; à Besançon : « Il a heurté les préférences d'une majorité qui aime mieux cultiver ses espoirs et ses illusions que de se placer courageusement devant la réalité » ; à Belfort : « Les déclarations si nettes du chef du gouvernement [...] n'ont certes pas obtenu toutes les adhésions mais ont eu le mérite de dissiper les équivoques. »¹²⁶ La dénonciation de l'envoi des travailleurs en Allemagne devient dès lors le thème majeur de la BBC comme de la Résistance. En Franche-Comté, elle est le fait de la propagande communiste en zone occupée et, en zone sud, des militants de Combat qui rédigent à nouveau des tracts régionaux, comme celui d'octobre 1942, *Ouvriers ne partez pas* qui propose ironiquement aux légionnaires, au service des « traîtres de Vichy » de prendre leur place.

Réfugié à Saint-Amour, aux confins du Jura et de la Saône-et-Loire, Léon Werth a consigné dans son journal les impressions ressenties à l'audition du discours :

« Laval propose aux ouvriers un troc sublime dont la générosité de Hitler déterminera les conditions. Il tente auprès d'eux un chantage à la libération des prisonniers. Les arguments sont répétés, insistants, comme une plaidoirie. On ne peut nier que ce discours soit clair. Trop clair pour l'effet attendu. Car il viole le sentiment de tout un peuple. Collaboration, ordre nouveau, ce n'étaient que des termes abstraits, vocabulaire politique. [...] “Je souhaite la victoire de l'Allemagne” : on n'avait jamais entendu cela. Car l'antipatriote abstrait du passé se mettait au-dessus des patries. Il était neutre, il ne souhaitait rien. Le discours de Laval est trop gros pour la finesse moyenne du peuple français. »¹²⁷

¹²⁶ Rapports cités in *Les Voix de la Résistance*, op. cit. (p. 86)

¹²⁷ WERTH (Léon), *Déposition. Journal, 1940-1944*, Viviane Hamy, 1992 (pp. 314-315)

L'effet de la propagande de la Résistance, qui ne peut évidemment pas être dissocié de celui de la radio de Londres et des conversations quotidiennes, est on ne peut plus clairement mesuré par le délégué départemental pour le Doubs du ministère de l'Information et de la propagande de Vichy, dans son rapport d'octobre 1942 :

« En contrepartie de la propagande intense faite en faveur de la Relève, une contre-propagande sournoise, par tous les moyens y compris les menaces, est faite par les éléments communistes, troubles ou gaullistes. Il en résulte un profond trouble dans la masse de la population qui, excédée par la présence de l'occupant, se raccroche à n'importe quel son de cloche. Seuls les éléments sains résistent et suivent le gouvernement. Hélas, ils sont peu nombreux ! [...] Le mécontentement et la révolte grondent partout. Nous sommes à deux pas d'une révolution, tout court, qui n'aura aucun rapport avec la Révolution nationale. »

*

* *

En cette fin d'année 1942, les relations entre la Résistance et la population commencent à évoluer. L'occupation, dont on s'accommode à ses débuts parce qu'on n'entrevoit aucune autre perspective et parce qu'on veut sortir du traumatisme de la défaite et de l'exode, finit par engendrer des phénomènes de rejet car ses conséquences deviennent insupportables : honneur national bafoué, conditions de vie désastreuses et menaces d'envoi des travailleurs en Allemagne.

Le ton de la Résistance s'est profondément transformé. Désormais elle analyse la situation, elle propose des actions, les communistes d'abord, mais ils ne sont plus les seuls. Combat du Jura a réussi à mobiliser pour la Fête nationale du 14-Juillet. Le 29 juillet, date anniversaire de la création de la Légion, le Groupe Franc de Combat de Lons-le-Saunier fait sauter la vitrine du Service d'Ordre Légionnaire. Le lendemain, les légionnaires placardent une affiche à l'humour involontaire, qui amusa fortement les Lédoniens : « Français, voici l'œuvre de communo-gaullistes, adhérez au SOL. » La manifestation organisée le 31 août 1942 pour commémorer l'anniversaire de la Légion témoigne de la désaffection d'un mouvement qui a recruté jusqu'à 8 000 adhérents en 1941. Un an plus tard, selon le rapport du commissaire aux renseignements généraux, il

n'y a qu' « une maigre cohorte composée pour la plupart de 250 personnes âgées précédées de 70 SOL. L'effet sur le public fut considérable et les inspecteurs de mon service, que j'avais dissimulés dans la foule, si l'on peut appeler foule quelques centaines de curieux, me rapportèrent des réflexions qui laissèrent bien comprendre le peu de popularité du mouvement légionnaire. »

Avant même l'instauration du STO, le régime de Vichy paraît bien discrédité aux yeux de la population. Sans doute plus en raison de ses pratiques que de la force de persuasion de la Résistance ! Pourtant, un constat s'impose : la Résistance est désormais capable d'entraîner au moins une partie, fût-elle faible, de la population. Faute d'être encore capable de la mobiliser en masse, elle traduit tout à la fois ses inquiétudes et ses espérances. Les pionniers ne sont plus seuls, et à défaut d'être suivis, leurs voix sont écoutées.

Troisième partie

La Résistance à la conquête de la légitimité

1943

I - La lutte contre le travail en Allemagne

Le début de 1943 marque un tournant dans l'histoire des relations entre la Résistance et la population : pour la première fois depuis sa naissance, la Résistance est en mesure d'apporter quelque chose de concret à la population dans sa lutte contre la « déportation des travailleurs en Allemagne » pour reprendre la formule du temps.

L'argumentation de la Résistance

L'envoi des travailleurs français en Allemagne est la grande affaire de l'année 1943, pour les Français, comme pour la Résistance. Elle prédomine dans la presse clandestine comtoise. Ce thème est abordé par 54% des ses tracts et journaux : 68% pour les communistes et 40% pour la presse des Mouvements. Car c'est bien ainsi qu'il faut nommer désormais les écrits des premiers résistants non communistes qui ont rallié des Mouvements. Roger Robbe qui adhère au début de 1943 aux Mouvements Unis de Résistance du Jura rédige et diffuse, à Salins et à Pontarlier, des tracts signés la plupart du temps « courage et confiance » invitant les Français à refuser le travail en Allemagne. Yves Barbier, responsable de Défense de la France en Haute-Saône, publie *Le Tocsin*.

Le colloque organisé en 1990 par l'IHTP, *Le régime de Vichy et les Français*¹²⁸, a bien montré qu'il fallait remonter à 1941 pour rencontrer les premières lignes de rupture entre Vichy et les Français. Cet enrichissement dans notre connaissance du régime ne doit pas dissimuler que la fracture principale intervient en 1943 avec le STO, tout simplement parce qu'il concerne directement la masse de la population et qu'il introduit une urgence qui n'existait pas auparavant. Jusqu'alors, les Français expriment une opinion, plus ou moins clairement formulée. Avec le travail en Allemagne, ils doivent le plus souvent choisir non pas seulement entre une « bonne » et une « mauvaise » opinion sur le régime,

¹²⁸ AZÉMA (Jean-Pierre), BÉDARIDA (François) [dir.], *Le régime de Vichy et les Français*, Fayard, 1992

mais entre un comportement d'obéissance ou de désobéissance. Ce qui est tout autre chose.

La presse clandestine reflète bien ce profond changement. Elle ne cherche plus seulement à convaincre les Français de la nécessité de réviser leur jugement sur la nature du régime mais aussi de la possibilité de « faire quelque chose » et de changer d'attitude. La Résistance a désormais quelque chose à proposer qui va plus loin qu'une simple insoumission à l'occupant : la désobéissance à l'État français dont les lois organisent l'envoi des travailleurs en Allemagne.

Quelle est l'argumentation de la Résistance ? Elle rappelle tout d'abord que les promesses faites à l'occasion de la Relève n'ont pas été tenues : « Pétain et Laval ont promis 500 000 travailleurs français à Hitler, avec la promesse mensongère du retour de cultivateurs prisonniers. »¹²⁹ Point de vue largement partagé par la population ouvrière qui, si l'on en croit le préfet de Belfort, estime qu'il s'agit de « déportation » et « se refuse à croire à la Relève »¹³⁰. La Résistance met en garde contre les conditions de vie et les périls encourus en Allemagne : « 15 heures de travail par jour, la sous-alimentation et la mort. »¹³¹ La propagande fait vibrer la corde sentimentale en insistant sur la séparation des familles et en appelle aux mères, sœurs, épouses, fiancées pour qu'elles se mobilisent afin de préserver leur foyer : « Jeune fille, n'oublie pas que la déportation dans le bagne hitlérien de celui que tu aimes te laisse sans avenir et sans espoir de créer un foyer heureux ! »¹³²

L'argument est évidemment d'un grand poids, mais, reposant sur des intérêts personnels, il n'est pas dominant dans la propagande de la Résistance qui lui préfère l'argumentation patriotique. L'appel au « devoir patriotique » est sans cesse martelé par la Résistance : « Un ouvrier français partant en Allemagne, c'est un soldat boche qui part pour le front. » La notion de devoir est une notion-clé, reprise par toute la presse clandestine : « Devoir de tous les patriotes... devoir des paysans..., devoir des ouvriers..., devoir des policiers. » Si résister à la déportation est un devoir, s'y soumettre devient une trahison : « [Les jeunes] savent que partir en Allemagne, c'est servir l'ennemi et *se couvrir de la plus grande honte.* »¹³³

¹²⁹ *Offre d'emploi*, région belfortaine du PCF, février 1943

¹³⁰ Rapport du 3 février 1943

¹³¹ *L'Est-Libre* du 14 juillet 1943

¹³² *Jeune Franc-Comtois*, juin 1943

¹³³ *Quand-même*, septembre 1943, souligné dans le texte

Comment qualifier ceux qui organisent la déportation des travailleurs français en Allemagne ? Les épithètes les plus injurieuses sont désormais accolées au régime de Vichy, à ses représentants et à ses dirigeants : « valet de Hitler », « infâme », « félon », « négrier », « boche », « esclavagiste » et par-dessus tout « traîtres ». Si, en moyenne, 36% des tracts de toute la période accusent explicitement Vichy de mener une politique de collaboration au profit de l'Allemagne, le taux maximum est atteint en 1943 avec 57% d'entre eux (dont 73% des tracts communistes de cette année-là).

On a compris que la Résistance a engagé le combat pour la conquête de la légitimité, non seulement en faisant valoir que le devoir patriotique conduit à la désobéissance¹³⁴, mais en voulant faire accroire que cette désobéissance est majoritaire, ce qui, nous allons le voir, n'est pas immédiatement vrai.

Le comportement de la population face à la réquisition des travailleurs pour l'Allemagne

Il importe d'analyser, dans son évolution, le comportement de la population franco-comtoise face à la réquisition des travailleurs. Nous renvoyons à la présentation que nous en avons faite, en utilisant essentiellement les sources allemandes¹³⁵.

La première opération Sauckel (juin-décembre 1942) se déroule en deux temps. Le premier, fondé sur le volontariat, la Relève, se solde par un échec total : « L'action lancée au début par recensement volontaire n'a donné aucun résultat » constate le Feldkommandant de Besançon¹³⁶. Par contre, le recours aux désignations autoritaires effectuées par les autorités allemandes et françaises (en vertu de la loi du 4 septembre 1942) donne d'excellents résultats : 4 367 départs entre le 1er octobre et le 18 décembre 1942.

La deuxième opération Sauckel n'est réalisée que de façon incomplète, et seulement grâce à des rafles, qui, elles, nous allons le voir, suscitent grèves et manifestations. Le contingent fixé à 4 620 travailleurs n'est pas atteint à la date prévue

¹³⁴ Sans se priver de l'argumentation chrétienne, l'Archevêque de Besançon ayant fait connaître son désaccord, sinon avec le principe de l'envoi de travailleurs en Allemagne, du moins avec sa pratique (cf. *Les voix de la Résistance*, op. cit. pp. 123-5).

¹³⁵ In : *Les Voix de la Résistance*, op. cit. (p. 129 sq.)

¹³⁶ Rapport du 18 décembre 1942

(3 578 départs au 15 mars), ni même fin avril (4 211 départs). Le Feldkommandant écrit à son supérieur, sans enthousiasme cette fois : « La deuxième action Sauckel peut être considérée comme accomplie d'une manière satisfaisante. »

Quant à la troisième opération Sauckel, qui doit livrer 2 625 nouveaux travailleurs avant le 30 juin 1943, elle suscite les appréhensions du Feldkommandant : « Un tableau effrayant est présenté par les chiffres fournis par les services français. »¹³⁷ De fait, le 23 septembre 1943, seulement 839 départs sont enregistrés. La quatrième opération Sauckel obtient des résultats encore plus catastrophiques avec quelque 500 départs entre octobre 1943 et novembre 1944.

Revenons aux comportements de la population et de la Résistance durant cette période. Dans un premier temps, d'octobre à décembre 1942, la Résistance paraît totalement inefficace et la population ouvrière inerte. On ne signale aucun incident notoire, ce dont se réjouit le Feldkommandant de Besançon, le 18 décembre 1942 :

« L'épuisement interne du peuple français s'exprime clairement à propos de l'envoi des ouvriers en Allemagne. Sans résistance, sans la tentative d'une moindre manifestation, ils se sont laissé embarquer vers l'Allemagne. Le gouvernement Pétain-Laval a définitivement perdu la confiance de la population. Ce gouvernement de l'avis général, n'est pas apte à changer la situation du peuple [...] Depuis l'envoi des travailleurs, les cercles de la population favorables à la collaboration nous sont maintenant, eux aussi, devenus hostiles. »

Les Allemands ne se font donc aucune illusion sur le prix à payer : le discrédit du régime de Vichy qui survient, rappelons-le, au moment du débarquement en Afrique du nord et de l'invasion de la zone sud. Le préfet de Haute-Saône effectue la même constatation le 31 janvier 1943 : « L'inquiétude règne parmi les ouvriers qui appréhendent à une plus ou moins brève échéance une désignation pour l'Allemagne qu'ils ne pensent pas pouvoir éviter. Il n'est pas douteux que la propagande étrangère - et notamment la propagande communiste - ne profite de ce malaise pour gagner du terrain de jour en jour parmi eux. »

Consciente du danger qu'elle a dénoncé dès l'été 1942, la Résistance est incapable, dans un premier temps, d'y faire face. Puis, au début de 1943, elle réagit en invitant à faire

¹³⁷ Rapport du 21 juin 1943

grève et à manifester devant les usines ou les gares pour empêcher les ouvriers de partir : « A la force, répondez par la force. Armez-vous de tout ce qui peut être projectile ou arme, ferraille, barres de fer, etc... »¹³⁸ Ces consignes témoignent de l'impréparation de la Résistance comme d'une évidente ignorance de la vraie nature des forces de répression allemandes et des règles de la guérilla. Mais elles traduisent la volonté de faire quelque chose.

La première forme de riposte à laquelle invite la Résistance est celle de la manifestation et de la grève, comme le tract de février 1943, *Métallo de l'Alsthom, de Peugeot et Japy* : « A Besançon, à Belfort, les rues, les cafés, les autocars et tramways, les cinémas ont été fouillés, les réfractaires découverts ont été emmenés comme du bétail et expédiés. [...] Les 40 millions de Français doivent et peuvent s'opposer victorieusement aux violences de la police et de la gestapo. [...] Il faut vaincre les hésitations. Le déclenchement d'actions de quelque importance, de grèves avec occupation qui se prolongeraient seulement quelques jours aurait actuellement les mêmes conséquences que les occupations d'usines de 1936. [...] L'initiative d'un comité populaire clandestin dirigé par quelques ouvriers résolus suffit pour déclencher la grève qui entraîne la masse. »

Si les petites manifestations se multiplient dans les premiers mois de 1943 (surtout dans le Doubs où les incidents sont nombreux, notamment au départ des trains de requis), c'est la grève des Usines Peugeot qui traduit la première l'existence d'un ample mouvement de lutte contre la déportation des ouvriers français. La relation qu'en donne le tract du Front national *Tous à l'action contre la déportation* est en tout point corroborée par les archives allemandes¹³⁹. A une rafle de la Feldgendarmerie opérée le samedi 27 février 1943 répond une grève massive le lundi 1er mars (4 690 absents sur 6 700 ouvriers), les ouvriers ne reprendront le travail qu'après que le sous-préfet de Montbéliard s'est engagé à ce qu'il n'y ait pas de nouvelles rafles.

La Résistance propose deux formes de luttes permettant de mettre en échec la déportation des travailleurs. La première n'engage qu'elle-même, c'est le sabotage de l'appareil administratif de recensement avec la destruction des fichiers ou des locaux (à Belfort le 21 janvier, à Vesoul le 14 mars, puis à Dole le 5 novembre 1943). La seconde engage les requis et la population tout entière. Dès février 1943, *La Franche-Comté Libre* s'adresse aux paysans pour leur demander d'héberger des réfractaires : « Paysans patriotes,

¹³⁸ *Tous à l'action contre les déportations*, mars 1943

¹³⁹ Cf. *Les Voix de la Résistance*, op. cit. (p. 125)

aidez les jeunes et les ouvriers à échapper à la déportation. Donnez-leur asile, ravitaillez-les. »

Cet appel est régulièrement répété tout au long de l'année 1943. Que nous apprend-il ? Tout simplement que l'issue de la bataille contre le travail en Allemagne dépend moins de la Résistance elle-même que du comportement de la population. Dans sa forme la plus structurée, puis la plus militante, ce repli dans les campagnes et les montagnes débouche sur la constitution de maquis¹⁴⁰. Au début de 1943, la propagande de la Résistance ne conçoit pas d'autre solution que la fuite individuelle, la « planque » comme l'on disait alors, même si dès la fin de février le tract *Métallo de l'Alsthom, de Peugeot et de Japy* proclame qu'il ne faut pas laisser les jeunes « planqués » dans les bois sans activité : « Que cette résistance semi-passive passe au stade de la lutte de masse pour empêcher les départs forcés ! » Mais aucune solution concrète n'est proposée avant la fin de mars 1943.

La Résistance donne alors, dans le tract *Pour combattre et vaincre, comme les patriotes savoyards, levez-vous !*, une nouvelle consigne à ceux qui ne doivent pas partir en Allemagne : quitter les villes et se réfugier en groupes à la campagne. Si le terme maquis n'est pas employé¹⁴¹, l'idée de former un maquis est bien développée : « Des milliers de patriotes savoyards ont gagné la montagne ; à eux se sont joints des officiers démobilisés ; ils se préparent à la lutte libératrice contre l'envahisseur. » En zone sud, dans le Jura en particulier, les maquis se forment à partir de février 1943, en dehors de la Résistance qui reprend vite à son compte cette nouvelle forme d'organisation et revendique fièrement le nom de maquis¹⁴². On vérifie ainsi ce que nous avons montré dans notre communication au colloque *Maquis* de 1984, la Résistance ne crée pas les maquis, ils sont nés en dehors d'elle ; après avoir constaté leur apparition, elle récupère cette nouvelle forme d'organisation et l'intègre désormais dans sa stratégie.

Avec la lutte contre le STO, la Résistance doit et peut mobiliser pour des actions concrètes sinon la population tout entière du moins de très nombreuses personnes appartenant aux couches les plus variées. Hébergés chez des paysans ou réfugiés dans des

¹⁴⁰ Nous nous permettons de renvoyer à notre problématique, pour le colloque *Maquis*, organisé par l'Institut d'histoire des conflits contemporains : "Pour une enquête sur les maquis : quelques problèmes" in *Revue d'Histoire de la deuxième Guerre Mondiale*, n° 132, 1983 et à notre communication à ce colloque : "Les maquis dans la Résistance" in *Sur les maquis*, Institut d'Histoire des conflits contemporains, 1985.

¹⁴¹ Les communistes répugnent pendant longtemps à utiliser le terme de maquis car ils privilégient la guérilla urbaine et craignent que les maquis ne se transforment en refuges inactifs ou, s'ils se lancent dans l'action, ne soient vite repérés et disloqués.

¹⁴² Cf. *La Résistance dans le Jura*, op. cit. (p. 163 sq.)

maquis (le passage de l'un à l'autre étant très fréquent jusqu'au printemps 1944), les réfractaires ne peuvent survivre qu'à une condition : qu'ils soient protégés par la population qui les ravitaille, les héberge, ne les dénonce pas et les prévient de toute menace. Ravitaillement, hébergement, sécurité, telles sont les questions dont dépend la survie du réfractaire.

C'est la raison pour laquelle la propagande de la Résistance ne s'adresse plus à la population en général, mais à ses diverses composantes auxquelles elle assigne un rôle particulier. Aux ouvriers, bien sûr, il est inutile d'y revenir, mais aussi aux paysans, auxquels 30% des tracts de la Résistance organisée (celle qui s'exprime dans les tracts communistes et dans ceux des Mouvements) font appel en 1943 (aucun en 1940 et en 1941, 4% en 1942). Ainsi *La Franche-Comté Libre* de juin 1943 : « Le devoir de tous les patriotes est de prendre des dispositions pour ne pas laisser ces réfractaires à l'abandon, le devoir des paysans est de leur donner asile et subsistance. »

On n'en finirait pas d'énumérer les catégories sociales auxquelles s'adresse la Résistance pour qu'elles participent non seulement à la lutte contre le travail en Allemagne, qui sert de détonateur, mais pour qu'elles se battent dans leur propre intérêt et protègent la Résistance. *La Franche-Comté Libre* de juin 1943 demande encore aux femmes de se battre pour le ravitaillement : « Françaises, mamans, ménagères, femmes de toutes conditions, rassemblez-vous, allez en masse dans les mairies et les préfectures, exigez de quoi manger. » Les femmes, déjà sollicitées par 25% des tracts en 1942, le sont par 30% d'entre eux en 1943. « Mères, sœurs, fiancées. Empêchez par tous les moyens ces êtres chers de partir pour le bagne hitlérien » proclame *L'Est-Libre* de juillet 1943. *La Haute-Saône Libre* de mars 1943 exhorte les paysans à ne pas livrer leurs denrées : « Paysans ! Contre les réquisitions, à l'exemple des villages normands, sonnez le tocsin, rassemblez-vous et chassez à coup de fourche les pillards qui volent votre bien. Aidez les Francs-Tireurs, cachez-les, ravitaillez-les. » Aux ouvriers convoqués il est demandé de se soustraire au STO et à ceux qui restent de lutter pour leur pouvoir d'achat et de manifester : « Exigez l'augmentation de vos salaires, luttiez pour les meilleures conditions de travail [...] Faites la grève patriote le jour de notre Fête nationale » demande *L'Est-Libre* du 14 juillet 1943.

Tout ce que nous pouvons savoir du comportement de la population nous montre qu'elle est sortie de sa résignation. En septembre 1943, le délégué départemental du Doubs à l'Information et à la propagande ne peut que constater l'impossibilité de sa mission : « L'opinion publique [...] est bien établie partout ici, et peut se résumer ainsi : la

population est suspendue à l'écoute de la radio étrangère, croit tous les bobards et attend avec impatience le débarquement des Anglo-américains. Quant aux jeunes, ils préfèrent n'importe quoi plutôt que de travailler en Allemagne. Cette opinion est bien établie et tous les efforts pour la modifier sont absolument vains. »

Que ce revirement de l'opinion soit en partie imputable à la Résistance ne fait aucun doute pour les services allemands et français qui incriminent, il est vrai, en priorité la radio étrangère, et d'un façon générale l'étranger : les gaullistes sont réputés être à la solde des Anglo-américains, quand ils ne sont pas confondus avec les communistes, eux-mêmes agents de la Russie ou étrangers réfugiés en France. Il est vain de prétendre distinguer ce qui revient à la propagande de la BBC et à celle de la Résistance. Il est clair que les émissions de Londres, « Honneur et Patrie » ou « Les Français parlent aux Français », déclinent sur tous les tons le populaire refrain « ne va pas en Allemagne ». Il revient à la Résistance intérieure, et à a propagande régionale sur le terrain, de montrer que ce refus est non seulement nécessaire, mais encore possible. Nous avons vu que les grèves de mars 1943 sont une réponse directe aux appels des résistants qui les ont organisées. Nous verrons que les multiples manifestations du 14 juillet 1943 sont elles aussi organisées par la Résistance.

Le STO, la Résistance et la population

Tous les historiens, quel que soit le territoire de leur recherche, insistent sur l'importance du STO dans l'histoire de la Résistance. Nous voudrions, comme l'a fait Jacqueline Sainclivier, insister sur les transformations des relations entre la Résistance et la population : « On peut dire que le STO contribua à faire prendre conscience à une partie de la population des méfaits de l'occupation. Par le STO, l'opinion publique, de pétainiste ou d'indifférente, devint peu à peu favorable à la Résistance, ce qui se traduisit par un accroissement des effectifs de celle-ci et par un plus ample soutien occasionnel. L'année 1943 est, en effet, celle où les nouveaux résistants, c'est-à-dire ceux qui participent pour la première fois à un mouvement de résistance sans avoir auparavant agi isolément, furent les plus nombreux. »¹⁴³ Nous voudrions tenter ici d'approfondir cette question.

¹⁴³ SAINCLIVIER (Jacqueline), *La Résistance en Ille-et -Vilaine*, Rennes, PUR, 1993 (p. 212)

Quel est le rôle joué par la Résistance dans le refus des Français de partir en Allemagne ? La réponse ne va pas de soi. Nous avons vu que, si la Résistance invoque les nécessités du devoir patriotique, elle n'en répugne pas pour autant à mettre en avant des arguments faisant appel à des motivations beaucoup plus personnelles, comme le refus de s'expatrier, d'être séparé de sa famille, de subir des conditions de vie peu agréables et de risquer sa vie dans des régions exposées aux bombardements alliés. Quelle est la part du « patriotisme » et de l'intérêt personnel dans le refus d'aller travailler en Allemagne ? Nous sommes bien incapable de le déterminer ! Le réfractaire serait-il lui-même en mesure de le faire ? La difficulté, on le comprend, tient à ce que les deux motivations vont dans le même sens. Quel « peseur d'âmes » pourra juger de la « sincérité » du réfractaire qui déclare - ou se dit à lui-même - qu'il a d'abord été animé par un motif patriotique ? Nous croyons le problème insoluble.

Peut-être est-il plus fécond d'observer que, précisément, la Résistance fournit à tous un alibi patriotique, sincère ou pur prétexte. Car devenir réfractaire n'allait pas de soi, comme nous le montre la difficulté qu'ont éprouvée les requis à se soustraire au STO, jusqu'au début de 1943. Difficulté sans doute moins matérielle que mentale, pour ne pas dire morale.

Être réfractaire, c'est devenir un hors-la-loi, rompre avec la soumission à la loi ; désobéir à l'État, c'est, concrètement, accepter de vivre illégalement, de se cacher, d'être recherché. Le passage est difficile car il suppose une rupture avec des habitudes mentales et des critères moraux qui ne sont rien d'autre que le produit de l'éducation délivrée par la « culture républicaine », transmise par l'école et par l'apprentissage de la vie civique. Le rôle de la Résistance - et de la France Libre - consiste précisément à fournir non pas de nouveaux cadres moraux, mais une nouvelle légitimité aux cadres moraux hérités du passé. La Résistance, elle, ne considère pas le réfractaire comme un hors-la-loi, c'est la loi de Vichy qu'elle juge désormais illégitime. Les règles sont les mêmes, « tu obéiras à la loi », « tu serviras ta patrie », « tu te conformeras à un modèle social établi » ; mais celui qui a le pouvoir légitime d'édicter les règles, de dire où est le droit, où est le bien et le mal, celui-là n'est plus le même. Ce n'est plus Vichy, c'est la Résistance.

En d'autres termes, c'est elle qui est investie de la légitimité déniée à l'État Français. Ce n'est qu'à cette condition que le patriotisme peut fonctionner, au moins comme un alibi, au plus comme une sincère motivation. La rupture avec l'ordre n'est possible que parce qu'elle n'est pas solitairement assumée, pas seulement pour des raisons policières, (d'ailleurs le revirement des forces de police dont nous allons reparler atteste de

ce changement de légitimité) mais plus profondément pour des raisons psychologiques et morales. Seul, l'individu a du mal à revendiquer le droit d'avoir raison contre l'État. S'il s'inscrit dans un choix collectif, ce droit à la « désobéissance patriotique » transcende l'individu qui, en l'opérant, obéit à une autorité qui le dépasse et qui lui sert de garant. On comprend dès lors la nouvelle fonction de la Résistance et de la France Libre (perçues comme une même réalité, comme le montre la dénomination de « gaulliste ») : fournir à une masse de Français, les réfractaires, leurs familles et une grande part de la population, les cadres d'une nouvelle légitimité.

Tant qu'ils ne se lancent pas eux-mêmes dans des actions positives, ce qu'ils peuvent parfaitement refuser de faire, les réfractaires ne deviennent pas pour autant des résistants. Roger Bourderon l'observe pour le Languedoc méditerranéen : « Le refus du départ en Allemagne ne s'accompagnait pas nécessairement de la volonté d'agir ; la « planque » chez les paysans pouvait apparaître comme un moyen relativement confortable d'attendre la libération. L'attentisme était une attitude spontanée. »¹⁴⁴ Pourtant, ne peut-on admettre que tous ceux qui se réclament du patriotisme acceptent l'autorité morale de la Résistance qui lui fournit sa caution ? On voit que les relations entre la population et la Résistance ne se résument pas aux deux termes de l'alternative : être ou ne pas être résistant. Elles sont, nous y reviendrons, beaucoup plus complexes.

Jusqu'au STO, la masse de la population ne trouve guère d'utilité dans l'existence d'une résistance ; gageons même qu'une large fraction la juge nocive parce qu'elle veut réintroduire le pays dans la guerre, source de nouvelles privations et de nouvelles souffrances, et les Français sont las. Après le STO, progressivement au cours du premier semestre 1943, la Résistance apporte des solutions concrètes à un problème urgent et fournit la caution de sa légitimité à l'insoumission aux occupants comme à l'État Français, le grand perdant de l'opération. C'est d'ailleurs bien ce que nous disent les rapports de Vichy et de l'occupant.

Cela signifie-t-il que la rupture avec Vichy soit totale, que les présupposés de la Résistance soient tous admis et d'abord la nécessité d'agir, par exemple sous forme d'attentats ? Certainement pas ! Car les attitudes demeurent ambivalentes, pour reprendre une notion chère à Pierre Laborie. On peut parfaitement continuer à partager certaines analyses de Vichy (ne rien faire qui puisse aggraver le sort des Français) et les combiner avec d'autres analyses de la Résistance : refuser de partir en Allemagne. On ne donne pas

¹⁴⁴ BOURDERON (Roger), *Libération du Languedoc méditerranéen*, Hachette, 1974 (p. 74)

globalement raison soit à Vichy, soit à la Résistance, on peut partager les opinions de l'un et de l'autre. Mais la légitimité, elle, ne se partage pas, elle est reconnue ou elle ne l'est pas, et, sur ce point, la rupture avec Vichy nous paraît irrémédiable.

L'échec de la réquisition des travailleurs pour l'Allemagne n'est pas imputable au seul refus des requis, il s'explique aussi par la mauvaise volonté des forces de police et de gendarmerie, évidente à partir du printemps 1943. A la pression morale exercée par la population s'ajoutent les menaces brandies par la Résistance. Elle s'adresse désormais directement à ceux qui peuvent mettre en péril ou au contraire assurer la protection des réfractaires : gendarmes, policiers et maires. 21% des tracts de la Résistance organisée s'adressent à eux (aucun les années précédentes).

La défection des forces de l'ordre doit être interprétée comme une victoire de la Résistance qui multiplie des appels mêlant persuasion et intimidation. Ils n'émanent pas que des seuls communistes, comme le montre le tract des MUR de Salins (novembre 1943), *Maires, gendarmes, policiers, fonctionnaires* : « Ne cherchez pas à éluder une responsabilité en la faisant porter par un inférieur ou un supérieur : la justice sera pour tous. Les sanctions les plus sévères attendent les traîtres, la honte dans la disgrâce menace les faibles. » Ou encore le tract *Gendarmes*, de juillet 1943 : « Votre courage doit être réellement au service de la Patrie quelle que soit la pression dont vous êtes l'objet et cette pression s'accroîtra encore. [...] Faites ce qui est en votre pouvoir pour que les recherches qui vous sont imposées à Salins et dans notre région soient spectaculaires mais inefficaces. »

Dans ses relations avec la population, la Résistance ne se contente plus de défendre un idéal. Au nom de la France, elle donne des ordres et promet des sanctions, qu'elle met parfois à exécution et revendique hautement. Tandis que ces avertissements sont exceptionnels jusqu'alors (3 exactement en 1940 et 1941, aucun en 1942), on ne dénombre pas moins de 21 tracts comtois qui, en 1943, promettent le châtiment aux « traîtres » de toute nature. Nombreux sont d'ailleurs ceux qui cèdent à la pression, directe ou indirecte. Les démissions se multiplient dans les mouvements de collaboration et chez les maires. Le 4 décembre, le sous-préfet de Dole constate un vaste mouvement de démission des maires du Jura-Nord, « menacés par les autorités allemandes et la Résistance. »

L'échec de la seconde opération Sauckel (en avril-mai 1943) est d'ailleurs attribué par le préfet du Doubs au revirement des forces de l'ordre :

« Les services de police et de gendarmerie, bien que munis de fiches individuelles de recherche, ont fait preuve en la circonstance d'une mollesse évidente, mais difficile à prouver, encouragés d'ailleurs dans leur attitude par la population. [...] Les maires, invités à remettre les convocations et à accompagner ou à faire accompagner les jeunes gens, répugnent nettement à l'accomplissement de leur mission. [...] Certains m'ont annoncé leur démission. Il est évident que le corps municipal n'ose, dans cette affaire, braver les reproches et les menaces de ses administrés. »¹⁴⁵

L'opposition des forces de police est si patente que le Feldkommandant de Besançon songe même, le 26 septembre 1943, à procéder à leur désarmement : « La valeur de la gendarmerie française et de la police en ce qui concerne le maintien de l'ordre et la sécurité est clairement négative là où l'intérêt allemand est concerné. Gendarmes et policiers ne songent absolument pas [...] à défendre nos intérêts et nous seront résolument hostiles au cas où les choses deviendraient plus graves. [...] Il n'y a aucune raison d'armer police et gendarmerie pour des tâches de surveillance ou de lutte contre les terroristes puisqu'ils ne font pas usage de leurs armes contre leurs compatriotes lorsque seuls les intérêts allemands sont menacés. [...] Il semble donc opportun d'effectuer le désarmement des forces de l'ordre dès maintenant. »¹⁴⁶ Il ne sera pas procédé à ce désarmement car, si les Allemands ne peuvent utiliser les forces de l'ordre françaises contre les résistants, ils ont cependant besoin d'elles pour assurer un ordre public indispensable à une occupation aussi calme que possible¹⁴⁷.

L'insoumission¹⁴⁸ de la police et de la gendarmerie aux ordres de Vichy, de plus en plus fréquente à partir du printemps 1943, est une victoire de la Résistance en termes de sécurité. Elle témoigne aussi de l'évolution de la population, au sein de laquelle il faut resituer les forces de police : elles obéissent toujours à un ordre supérieur, il n'est plus incarné par Vichy, mais par la Résistance.

Reste maintenant à aborder la question du travail pour l'Allemagne comme substitut au travail en Allemagne. Le travail en France pour l'Allemagne ne commence

¹⁴⁵ Rapport du 4 juin 1943 [Arch. Nat. F1 CIII 1151]

¹⁴⁶ Rapport du 26 septembre 1943 [Arc. Nat. AJ 40 946]

¹⁴⁷ Cf. SCHLAUDRAFF (Gerhard), *La Feldkommandantur 560 et ses relations avec la Préfecture du Doubs 1940-1944*, mémoire de maîtrise, Université de Franche-Comté, 1992

¹⁴⁸ Insoumission globalement observée mais évidemment pas totale

évidemment pas en 1943 ; dès 1940 l'occupant s'efforce de faire travailler l'économie à son profit. Entre 1940 et 1943, quelle est la position des ouvriers vis-à-vis du travail pour l'Allemagne ?

Nous nous sommes efforcé de répondre à cette question dans notre étude sur les ouvriers de chez Peugeot. Pour la Direction c'est le seul moyen d'obtenir commandes, matières premières et débouchés et de relancer la production. Un seul tract, d'origine communiste, reproche à Peugeot d'avoir accepté de travailler pour l'Allemagne, *Ouvriers patriotes Francs-Comtois*, distribué à Montbéliard en avril 1941 : « Nos patrons super-patriotes hitlériens préfèrent nous exposer aux futurs bombardements aériens en mettant nos usines au service de la machine de guerre nazie. » Mais nous sommes à l'époque de la stratégie de la guerre impérialiste et de la « ligne de classe ». Par la suite, il n'en sera jamais plus question, même après le bombardement de l'usine en juillet 1943. L'union nationale exige que soient tués les critiques « de classe » et l'intérêt des ouvriers conduit à accepter les commandes allemandes qui, seules, peuvent non seulement assurer le plein emploi mais encore offrir des heures supplémentaires, bienvenues en ces temps difficiles. Le travail pour l'Allemagne est accepté par les ouvriers comme une contrainte nécessaire. En septembre 1940, la durée hebdomadaire du travail chez Peugeot n'était que de 28,5 heures ; elle atteint 43,8 heures en mai 1941 et culmine à 52,6 heures en décembre 1942.

On sait que durant l'été 1943 une controverse s'instaure chez les dirigeants nazis, Fritz Sauckel demeure favorable à la déportation des travailleurs étrangers en Allemagne, tandis que Albert Speer veut abandonner cette politique, économiquement peu rentable et catastrophique du point de vue de la sécurité dans tous les pays occupés où les réfractaires se sont multipliés. Hitler tranche en faveur d'Albert Speer qui préconise la mise au service de l'Allemagne des industries des pays occupés, leur main-d'œuvre étant « protégée » contre toute « déportation » en Allemagne : les ouvriers travailleront pour l'Allemagne, mais en restant dans leur pays¹⁴⁹. C'est le sens des accord Speer-Bichelonne (le ministre français de la Production industrielle), signés le 17 septembre 1943.

La première conséquence de cette nouvelle politique de la main-d'œuvre se traduit par un ralentissement des départs (pour toute la France : moins de 40 000 en 1944 contre 420 à 440 000 en 1943). La seconde conséquence touche les réfractaires eux-mêmes. Il leur est proposé de « régulariser » leur situation en venant s'embaucher dans les usines du

¹⁴⁹ Cf. HERBERT (Ulrich), *Fremdarbeiter : Politik und Praxis des "Ausländer-Einsatzes" in der Kriegswirtschaft des Dritten Reiches*, Berlin, Bonn, J.H.W. Dietz Verlag, 1986

secteur protégé, celui qui travaille directement pour l'Allemagne. Quelle est la réponse des travailleurs à cette proposition ? Le taux de régularisation s'avère très fort, puisqu'il s'élève à 60% dans les deux départements comtois pour lesquels nous disposons de données fiables, le Jura et la Haute-Saône. N'en concluons pas hâtivement, par une formule sommaire, que les Francs-Comtois ont refusé le travail en Allemagne mais accepté le travail pour l'Allemagne, en France. Car reste la question de savoir dans quelles conditions ils ont travaillé dans le secteur protégé.

La Résistance ne semble pas dénoncer en tant que tel le danger du travail pour l'Allemagne comme substitut au travail en Allemagne. Mais il n'en demeure pas moins qu'elle appelle clairement au sabotage de la production, comme *L'Est-Libre* du 14 juillet 1943 : « Ouvriers, cheminots... Sabotez la production, détruisez les ateliers, les dépôts, les machines, les locomotives et les wagons, gaspillez les matières premières : l'essence, le pétrole. Sabotez les postes de soudure, l'outillage de précision. [...] Sans trêve, sans répit, sabotez la production. » Il suffit de feuilleter la presse clandestine comtoise pour s'apercevoir que, dans son ensemble (mais plus particulièrement, il est vrai dans les tracts communistes), elle publie sans relâche des communiqués d'actions, d'attentats et de sabotages. Toute réponse à la question du travail en Allemagne ou du travail pour l'Allemagne passe donc par une estimation de l'ampleur du sabotage de la production.

Disons franchement que nous ne pouvons pas, à l'heure actuelle, lui fournir une réponse globale et circonstanciée. Notre étude portant sur les ouvriers des Usines Peugeot durant la guerre nous permet d'y répondre pour cette entreprise¹⁵⁰. Le bombardement par la RAF des usines de Sochaux, le 16 juillet 1943, fait 110 morts et 154 blessés graves mais ne provoque que des dégâts industriels limités. A la suite de cette opération, Harry Ree, agent SOE du réseau Buckmaster, propose à Londres le marché suivant : cessation des bombardements en échange d'un arrêt de la production d'armement par les sabotages intérieurs. Grâce à l'appui de la Direction de Peugeot, grâce à l'action des équipes de sabotage, composées de cadres et d'ouvriers, le sabotage s'intensifie. Admettons l'existence des petites opérations revendiquées par les ouvriers qui disent avoir multiplié les « loupés » et insistons sur les 16 gros sabotages qui, à partir du 5 novembre 1943, détruisent compresseurs, fours, rectifieuse de précision, tours spéciaux, moteurs, cuve de décapage, transformateurs et pylônes à haute tension.

¹⁵⁰ "Les ouvriers de Peugeot, le patronat et l'État"

Aux termes de l'étude qu'il a menée¹⁵¹, Peter Lessmann estime que la tutelle de Volkswagen sur les Usines Peugeot s'est traduite par un échec, dont il impute la responsabilité aux problèmes de main-d'œuvre, aux erreurs de planification au niveau de Volkswagen, à l'insuffisance des responsables de VW à Montbéliard, à la mauvaise volonté de la Direction Peugeot et aux sabotages. Peter Lessmann conclut ainsi son étude : « La conduite technique et le parrainage de Volkswagen sur Peugeot du 3 février 1943 au 18 novembre 1944¹⁵² a été un échec. » Dans ce cas précis, le travail pour l'Allemagne a été un fiasco.

Revenons aux réfractaires qui ont régularisé leur situation pour tenter de saisir leurs motivations en observant leur comportement. Les usines, placées à partir de février 1943 sous la « conduite » de Volkswagen, jouissent d'une protection particulière¹⁵³. Non seulement elles sont exemptes de nouveaux envois de travailleurs en Allemagne, mais encore elles bénéficient du retour en leur sein, sans sanctions, des réfractaires qui décident de « régulariser » leur situation. Est-ce le signe d'une acceptation du travail pour l'Allemagne ? Certes, beaucoup se réjouissent de pouvoir vivre moins mal grâce à la protection que leur confère le travail pour l'Allemagne et demeurent dans une prudente expectative. Mais cette considération n'épuise pas le problème.

D'abord parce qu'on peut continuer à vivre en France tout en sabotant la production. Réfractaire au STO en février 1943, Lucien Didier va se cacher dans un maquis-refuge à La Planche des Belles Filles sur les pentes du Ballon d'Alsace : « Après avoir passé trois mois dans le maquis, j'apprends que l'usine Peugeot est classée par les Allemands « usine Rüstung, catégorie S » et que la direction réembauchait tous les réfractaires qui n'étaient pas partis travailler en Allemagne. Je repris mon travail au bureau outillages, le 17 mai 1943. » Or, à l'automne 1943, Lucien Didier devient l'un des principaux saboteurs de l'équipe de destruction, donc un authentique résistant, incomparablement plus utile à l'usine que « planqué » dans son maquis-refuge. On voit dans ce cas, dont nous ne prétendons pas qu'il soit général, que le refus du travail en Allemagne peut s'accompagner d'un sabotage du travail pour l'Allemagne.

¹⁵¹ LESSMANN (Peter), "Industriebeziehungen zwischen Deutschland und Frankreich während der Deutschen Besatzung 1940-1944. Das Beispiel Peugeot-Volkswagenwerk" in *Francia*, 1990, 17/3 ; et sa version abrégée en français : "Volkswagen en France (1941-1943)" in *Histoire, Économie, Société*, n° 3, 1992

¹⁵² Dates du parrainage de Volkswagen et de la libération de Montbéliard. Profitant de la stabilisation du front en deçà de Montbéliard, les Allemands pillent totalement les usines, machines et stocks en novembre 1944.

¹⁵³ Elles sont classées le 28 juin 1943 "usines prioritaires" par le ministère de la Production industrielle.

Par ailleurs, les manifestations anti-allemandes se multiplient dans l'usine. Tout est prétexte et, en premier lieu, les fêtes nationales : rassemblements dans les rues le 14 juillet 1943, spectaculaires démonstrations dans les usines le 11 novembre 1943 avec grève des 6 400 ouvriers, défilé arborant les couleurs tricolores, chant de *La Marseillaise*, jet de pierres sur un caporal de la Wehrmacht. Le 16 décembre 1943, les ouvriers font à nouveau grève pour protester contre l'interdiction allemande de circuler à vélo, à la suite de l'exécution d'un douanier allemand, en plein jour à Montbéliard par deux personnes qui se sont enfuies à bicyclette, sans aucun témoin déclaré ! La grève éclate à 16 heures, les forces allemandes arrivent aussitôt et retiennent les ouvriers dans l'usine jusqu'à 22 heures. Des négociations s'engagent entre elles et la Direction, l'interdiction de circuler à vélo (qui gêne le déplacement des ouvriers, donc la production) est rapportée par les Allemands si les ouvriers reprennent le travail. Ce qu'ils font le lendemain.

On voit que les retombées du STO vont bien au-delà de son simple refus. Même si chaque refus de partir en Allemagne n'est pas, en lui-même, imputable à la Résistance, en termes politiques, chaque ouvrier qui se soustrait à ses obligations représente une victoire pour la Résistance. Celle-ci paraît efficace et apporter une réponse victorieuse à une agression allemande. Concrètement, chaque fois qu'un ouvrier refuse de partir, le prestige de la Résistance en est accru. Ainsi naît une dynamique de la victoire qui, seule, peut expliquer le changement d'atmosphère au sein des Usines Peugeot et la multiplication des manifestations.

Les conséquences de la lutte contre le travail en Allemagne sont donc loin d'être limitées à la création des maquis, à laquelle le STO est toujours associé. Certes, celle-ci est essentielle, car leur apparition fait naître de nouveaux problèmes et pose aussi, sur cet autre front, en termes nouveaux, les relations entre la Résistance et la population. Mais le refus du STO ne s'identifie jamais à la création des maquis. Selon nos estimations, seulement 20% des réfractaires du Jura et 5% des réfractaires du Doubs rejoignent un maquis. Par ailleurs nous avons vu, en évoquant le cas de Lucien Didier, qu'en termes d'efficacité, le maquis n'était pas obligatoirement la meilleure solution pour la Résistance.

L'élément décisif tient au changement d'attitude de toute la population et pas seulement des ouvriers. Le comportement de la Direction des Usines Peugeot est, en lui-même, caractéristique du profond changement du patronat. Nous avons montré¹⁵⁴ le soin que prend la Direction à se dédouaner de toute responsabilité en matière de

¹⁵⁴ Dans notre communication "Les ouvriers de Peugeot, le patronat et l'État"

« déportation » des ouvriers. Le lundi 1er mars 1943 alors que l'inquiétude règne à Sochaux et que 680 des 6 700 ouvriers de l'usine ne se présentent pas au travail, à 9h30 la commission franco-allemande pénètre dans l'usine et réquisitionne 150 ouvriers. Les premiers convoqués quittent précipitamment l'usine et, à 11 heures, la Direction fait placarder un avis qui dégage sa responsabilité : « La Direction a été priée de porter à la connaissance du personnel la communication suivante. [...] Les autorités allemandes compétentes font savoir à la Direction que, à 14 heures, une descente de police se produira au cas où les ouvriers concernés ne donneraient pas suite à cette sommation. » La Direction ne veut pas endosser la responsabilité des réquisitions. Le journal de l'entreprise, *Communications*, fait cette mise au point le 15 mars 1943 : « La Direction des Usines ne désigne personne pour partir en Allemagne. Chaque direction a dû fournir la liste complète de son personnel et les désignations ont été faites par les Autorités au vu de ces listes. » La Direction a en effet conscience que les ouvriers l'accusent d'être compromise dans le processus de désignation, comme le signale le rapport de la Direction des fabrications et des services techniques des Usines Peugeot de mars 1943 : « L'opinion publique ouvrière imagine trop facilement que les dirigeants des sociétés sont responsables des départs pour l'Allemagne. Il faut constamment que nous remettions les choses au point. »

Observons que sous l'Occupation, animées par leur souci de préserver l'unité nationale (et éventuellement par le respect de la vérité !), ni la propagande communiste, ni celle de la Résistance dans son ensemble ne mettent en cause la responsabilité de la Direction¹⁵⁵. La presse communiste elle-même convoque les patrons au combat commun : « Français, Françaises, qui que vous soyez, paysans, ouvriers, artisans, intellectuels, commerçants, industriels, jeunes ou vieux, rassemblez-vous en masse dans vos comités de Front national pour l'indépendance de la France. » (*La Franche-Comté Libre*, février 1943) « Patrons, fonctionnaires, sabotez les mesures administratives, fournissez les tickets d'alimentation aux fugitifs. » (*Tous à l'action contre les déportations*, mars 1943)

La principale transformation induite par la réquisition des travailleurs pour l'Allemagne concerne les relations entre le monde paysan et la Résistance. Tous les

¹⁵⁵ Pourtant, à la Libération, les communistes et les socialistes vont mener une violente campagne contre Peugeot et son comportement sous l'Occupation, portant alors contre la Direction des accusations qu'ils n'avaient jamais formulées sous la clandestinité : travail au profit des Allemands, désignation des ouvriers syndicalistes pour le STO... Les exigences de la "lutte des classes" et la volonté de forger une "mémoire ouvrière" amènent à une surprenante reconstruction du passé (cf. "Les ouvriers de Peugeot, le patronat et l'État").

historiens l'ont observé, la Résistance est d'abord un fait urbain : c'est dans les villes que se forment les premiers noyaux qui constitueront les organisations de Résistance.

Les recherches sociologiques sur la composition de la Résistance de 1940 à 1944 mettent en valeur une sous-représentation des paysans. Jacqueline Sainclivier, dans son étude minutieuse des composantes sociales de la Résistance en Ille-et-Vilaine, département rural, définit en ces termes ses caractéristiques : « Celle-ci est dominée par les ouvriers, les commerçants et artisans et les employés du secteur public, c'est-à-dire qu'elle ne reflète guère la structure bourgeoise des villes du département où le caractère ouvrier des villes est peu développé... Cette originalité sociale est encore renforcée par la faiblesse du monde agricole dans la population résistante par rapport à leur importance numérique dans le département. »¹⁵⁶ Quels facteurs peuvent expliquer l'entrée tardive des paysans dans la Résistance ? On peut en repérer une série. D'abord, la fidélité à Vichy. Si le mythe Pétain fonctionne si bien dans les campagnes, il le doit à la personnalité de Pétain, le plus célèbre des fils de paysans. Sa volonté de rester en France pour défendre la patrie rencontre spontanément un accueil plus favorable que les appels du général de Gaulle. Celui-ci fait figure de citadin, de déraciné : il défend les intérêts de la France en s'expatriant et prétend que le sort de la France est à envisager dans une perspective mondiale, alors que le milieu paysan, plus que tout autre, est frappé, selon l'expression de Pierre Laborie, de « myopie hexagonale », pour ne pas dire villageoise. Il est peu probable, toutefois, que la doctrine de la Révolution nationale ait profondément pénétré dans les campagnes. En observateur avisé des mentalités paysannes, Léon Werth, réfugié à Saint-Amour (Jura), note le 5 décembre 1940 : « Les paysans d'ici, s'il ne s'agit de restrictions ou de réquisitions, sont absolument indifférents à tout ce que dit et fait le gouvernement. Ils ne lisent même pas « la journée à Vichy ». Ils s'intéressent au duel entre l'Angleterre et l'Allemagne. [...] Si bien que tous les actes, mesures, réformes ou projets de Vichy passent inaperçus. »¹⁵⁷

Par contre, le régime rencontre un terrain favorable à la réception d'un sentiment ruraliste et agrarien qui flatte la vanité de paysans touchés par la crise économique et aigris par leur marginalisation. Pétain est garant d'un ordre rural. Ceux qui se sentaient en marge dans la France de l'entre-deux-guerres redécouvrent leur pouvoir social et jouissent avec ostentation de leurs privilèges de citoyens repus et de producteurs indispensables à la collectivité nationale. Ce qui ne va pas sans une solide animosité contre ceux des villes,

¹⁵⁶ SAINCLIVIER (Jacqueline), *La Résistance en Ille-et-Vilaine, 1940-1944*, Rennes, PUR, 1993 (p. 182)

¹⁵⁷ WERTH (Léon), *Déposition. Journal, 1940-1944*, Viviane Hamy, 1992 (p. 123)

comme l'observe fréquemment dans son journal Léon Werth, par exemple le 7 décembre 1941 : « Il y en a beaucoup, me dit Laurent, qui préféreraient que l'Allemagne gagne plutôt que la Russie... à cause du communisme. [...] Les paysans détestent les ouvriers et même tous ceux de la ville. Pas tous, mais beaucoup. Il n'y a pas longtemps, nous étions jaloux de ceux de la ville. Maintenant c'est eux qui sont jaloux de nous. »¹⁵⁸ Gardons-nous d'«expliquer» l'attentisme du monde rural et son maréchalisme par les seuls avantages matériels et contentons-nous d'observer que, dans une situation privilégiée par rapport à d'autres, le monde paysan n'a pas trouvé de quoi alimenter une rancœur propice à faciliter une rébellion contre l'état des choses et l'ordre établi, comme d'autres groupes sociaux, les ouvriers par exemple.

A ces aspects matériels viennent s'ajouter des considérations d'ordre moral. Le cléricisme de Vichy flatte les campagnes de l'Est au catholicisme fervent. Le mythe du double jeu du vainqueur de Verdun y rencontre une adhésion spontanée. Pour beaucoup, la défaite de 1940 est celle de la France des villes, sentiment renforcé par le spectacle des misérables cohortes de citoyens qui, en traversant les campagnes au cours de l'exode, a rendu visible la débâcle de la société urbaine. Autant la Première Guerre pouvait apparaître comme une guerre de paysans combattant dans l'infanterie, autant la guerre de 1940 fait figure de guerre mécanique. Une guerre de citoyens, perdue par eux. C'est ce qu'exprime Charles Gaillet, paysan, maire de Beaujeu (Haute-Saône), qui décrit l'armée française comme celle d'une société industrielle : « Quelle armée ! L'indiscipline, les officiers l'expliquaient et l'excusaient par les nécessités de la mécanisation de l'armée. Nous ne sommes plus, disaient-ils, devant un bloc cohérent, bien en main ; mais devant des spécialistes ayant chacun leur tâche, la diversité des tâches empêche l'unité dans les groupes. Un sous-officier, chef de convoi, qui ne sait ni réparer ni conduire un moteur, est à la merci du soldat-conducteur qui peut en cours de route créer une panne ou la prolonger, son autorité en souffre. »¹⁵⁹

L'absence de structures traditionnelles d'encadrement constitue un autre facteur permettant de comprendre un engagement moins précoce du monde rural. Le milieu urbain a bénéficié de la tradition de l'action collective et de l'ancrage des multiples associations, partis, syndicats, groupes de pression... Elles ont fourni l'outillage mental qui facilite le travail en commun et l'organisation. Ajoutons que, plus que le monde urbain, le monde rural est cloisonné, privé d'informations, on y lit peu les journaux, on y

¹⁵⁸ *op. cit.* p. 254

¹⁵⁹ GAILLET (Charles), *L'avalanche de juin sur les rives de la Saône*, Gray, Imp. Roux, 1962 (pp. 16-17)

écoute moins la radio. Enfin, en zone nord, l'occupation est, dans ce qu'elle a de plus visible, un fait urbain : les Kommandanturs sont installées dans les villes. Les Allemands ne sont certes pas absents des campagnes où ils réglementent le rythme du travail et tentent d'implanter la propreté et l'ordre allemands en interdisant par exemple la présence du traditionnel tas de fumier devant les maisons¹⁶⁰. Tous ordres apportés par les conseillers agricoles allemands mais, plus souvent, transmis depuis la ville par des décrets mis en application par les maires des communes rurales. C'est également par leur intermédiaire que sont opérées, le plus souvent, les réquisitions allemandes.

Les paysans ne sont évidemment pas absents des débuts de la Résistance. Bien souvent, les auteurs des premiers actes spontanés (sabotages de lignes téléphoniques ou attentats contre les soldats allemands) appartiennent au monde rural. Cette forme de résistance, purement individuelle, traduit un refus instinctif de la défaite mais ne fonde pas une réponse organisée et collective à l'occupation. Nous y voyons une révolte individuelle contre la défaite, un geste spontané qui appartient davantage à la guerre de 40 qu'elle n'ouvre de perspective concrète de résistance organisée. Ces actes traduisent bien le patriotisme meurtri des paysans et leur réponse individuelle, « pré-politique », à la défaite et à l'occupation. Ils se livrent à diverses manifestations patriotiques, comme à Montussaint (Doubs) où, à l'instigation du marquis de Moustier, député du Doubs et président du Conseil Général, les conscrits hissent le drapeau tricolore. Ce dont ils rendent compte dans une surprenante lettre le 4 mai 1942 : « Nous avons l'honneur, Monsieur le Marquis de Moustier, de vous faire savoir que, conformément à ce que vous nous aviez demandé, nous avons dressé notre sapin avec le drapeau tricolore. Il a flotté sur le village vendredi et samedi matin. [...] Nous avons été moins heureux que nos aînés, mais nous espérons malgré tout que la récompense sera la même et que nous pourrons fêter le Premier Mai de nos 20 ans. Veuillez agréer, Monsieur le Marquis de Moustier, l'hommage de notre profond respect. »¹⁶¹

Le passage clandestin de la ligne de démarcation et de la frontière suisse est une activité dans laquelle on retrouve le milieu paysan largement impliqué. C'est une des formes d'action dominante de la résistance des débuts en raison de la situation géostratégique de la Franche-Comté. Le Doubs et le Jura sont frontaliers de la Suisse, et le Jura le seul département français où la zone interdite est directement en contact avec la

¹⁶⁰ ANTOINE (Pierre), *Lure libéré*, 205 p. (dact), s.d. (p. 96)

¹⁶¹ Arch. Musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon. Le marquis de Moustier est l'un des 80 parlementaires à avoir refusé les pleins pouvoirs à Pétain. Résistant, il est déporté (non rentré).

zone libre. Or, si les réseaux d'évasion empruntent depuis le nord-est de la France un cheminement essentiellement urbain, il en va tout autrement à proximité de la frontière ou de la ligne de démarcation. Dans les villages situés près de la ligne, les fugitifs de la zone nord trouvent des relais : à Parcey et dans le Val d'Amour, il est peu d'habitants qui n'aient, à un moment ou à un autre, accepté d'héberger, de ravitailler ou de « passer » eux-mêmes les candidats au franchissement de la ligne¹⁶². On peut repérer tout un réseau de complicité où les tenanciers de cafés-restaurants, les cheminots et les postiers jouent le rôle de plaques tournantes orientant les fugitifs vers les passeurs professionnels et vers des paysans pour l'hébergement dans l'attente du passage. Cette forme d'engagement des paysans est sans doute l'expression d'un sentiment patriotique. Elle exprime surtout une très forte solidarité à l'égard de victimes placées dans une situation de détresse. Elle ne suppose, en elle-même, aucune contestation du caractère inéluctable de la défaite. Interrogés sur leurs motivations, les paysans invoquent leur désir de « narguer les boches », d'« aider ces pauvres gens ». Le passage clandestin de la ligne est, non seulement toléré, mais encore organisé par Vichy, il recèle toutes les ambiguïtés que peut contenir la résistance de solidarité ».

On retrouve aussi, mais plus rarement, des paysans enrôlés très tôt dans des formes plus élaborées de résistance, action qui se situe le plus souvent dans le prolongement d'engagements préexistants. Tel est le cas des jeunes agriculteurs de Larnod (Doubs) qui créent dès juillet 1940 un groupe de résistance autonome¹⁶³. Ils ramassent des armes, les dissimulent et s'entraînent pendant deux ans à leur maniement. Ils opèrent leur premier sabotage le 10 septembre 1942 avant de rallier les FTP et de constituer le groupe *Guy Mocquet* en février 1943. Sur 31 membres du groupe, 16 sont des paysans, y compris son chef, Marcel Simon, secrétaire de la JAC qui recrute d'abord dans la mouvance de cette organisation. Dans la Bresse jurassienne, à partir de l'automne 1940, des militants paysans communistes reconstituent l'organisation du Parti : Paul Buatois à Frangy, André et Raymonde Guipet à Pierre-en-Bresse, Louis Richard à Saint-Germain-du-Bois¹⁶⁴. Ils distribuent la propagande communiste avant de se lancer dans l'action immédiate à partir de février 1943. On voit ici le rôle joué par des réseaux de sociabilité et des structures mentales contestataires qui font si souvent défaut en milieu rural.

¹⁶² Cf. BESSON (André), *Une poignée de braves*, Poligny, Les Nouvelles Éditions jurassiennes, 1965 (pp. 43-59)

¹⁶³ TOURRAIN (Raymond), *L'histoire du groupe Guy Mocquet*, Besançon, Imp. Éblé, 1974

¹⁶⁴ MARCOT (François), *La Résistance dans le Jura*, Besançon, Cêtre, 1985 (p. 104)

Abordons maintenant, vue de la Résistance, la question de ses relations avec les paysans. Ceci nous oblige à revenir sur la notion de résistance : un combat volontaire clandestin contre l'occupant ou ses collaborateurs afin de libérer le pays. Insistons sur le fait que résister, c'est *réagir*. On ne peut qualifier de résistance un sentiment ou une réflexion intellectuelle. On ne résiste pas « dans sa tête », la résistance est une action. Or toute action suppose un terrain, des objectifs et des moyens. La Résistance ne recrute pas totalement à l'aveugle. En théorie, tout le monde peut faire de la résistance. En pratique, la Résistance recrute dans des cercles privilégiés qui correspondent aux besoins de l'action. Ceci explique que, d'un bout à l'autre de l'hexagone, certains milieux soient plus sollicités que d'autres et certaines professions davantage représentées : commerçants et voyageurs de commerce en raison de la multiplicité de leurs relations et de leur facilité de circulation ; professions intellectuelles, journalistes, enseignants, militants syndicaux du fait de leurs capacités organisationnelles et de leur compétence à rédiger des tracts ; cadres de l'industrie, de l'armée, de l'administration plus à même que d'autres de fournir des renseignements ; ouvriers, postiers, cheminots plus aptes au sabotage etc...

Que peuvent offrir les paysans à la Résistance ? Peu de choses durant les deux premières années. Le monde rural est d'une bien faible utilité pour le renseignement. N'étant pas un milieu de « l'écrit », il n'est que faiblement concerné par la presse clandestine dont les tirages parviennent tout juste à satisfaire les besoins des villes, où la distribution est plus aisée. Comme tous les contacts : on passe plus facilement inaperçu en ville qu'à la campagne où tout « étranger » est immédiatement repéré. La Résistance a-t-elle cherché, jusqu'en 1942, à recruter dans le monde agricole ? S'est-elle seulement adressée à lui ? On peut en douter. Nous disposons d'un indicateur fourni par l'étude des 169 tracts et journaux clandestins comtois que nous avons retrouvés¹⁶⁵. La Résistance organisée ne s'adresse jamais aux paysans en 1940 et 1941, elle le fait dans 4% des tracts de 1942, 30% de ceux de 1943 et 22% de ceux de 1944. On peut évidemment observer que le caractère urbain de la Résistance des débuts pousse les premiers résistants à recruter dans les milieux qui leur sont « spontanément » les plus familiers. Mais cela n'épuise pas la question de savoir pourquoi ils ont si peu sollicité le monde paysan. Fait qui s'explique par le moindre intérêt stratégique des campagnes.

Les paysans participent activement à la résistance à partir de l'envoi des travailleurs en Allemagne. Le premier tournant survient à l'annonce de la Relève. Tous les

¹⁶⁵ MARCOT (François), *Les voix de la Résistance. Tracts et journaux clandestins francs-comtois*, Besançon, Cêtre, 1989

rapports de préfets et sous-préfets signalent le rejet du discours de Laval. N'y revenons pas et mettons en valeur les observations de Léon Werth. Le 23 juin 1942 : « Le discours de Laval a fait l'effet d'une révélation... Après la guerre, me dit-on, il y aura des comptes à régler. » Le 21 octobre 1942 : « La résistance à la Relève est le premier fait collectif depuis la débâcle. »¹⁶⁶ La Relève ébranle le monde paysan qui éprouve des sentiments contradictoires de soulagement, parce qu'il échappe à ces mesures, et de honte ou de colère parce que le chantage de la Relève est une atteinte au patriotisme et à l'honneur des campagnes.

Dans un premier temps, les requis et la Résistance ont été pris au dépourvu par les réquisitions : la première opération Sauckel est réalisée, en décembre 1942, sans difficultés majeures. Mais, en 1943, le STO se solde par un échec. Si cet échec a plusieurs causes propres au milieu urbain, il en est une qu'il faut chercher en milieu rural : la solidarité active des paysans qui acceptent d'héberger les réfractaires en quête de « planques », puis d'aider les maquis, une fois ceux-ci constitués (dans le Jura en février 1943). C'est à partir de ce moment que la Résistance, nous l'avons vu, s'adresse aux paysans. Ainsi *La Franche-Comté Libre* de juin 1943 : « Le devoir de tous les patriotes est de prendre des dispositions pour ne pas laisser ces réfractaires à l'abandon, le devoir des paysans est de leur donner asile et subsistance. » Le rejet du STO, massif, est observé d'un bout à l'autre de la région, par exemple par le préfet de Belfort le 2 avril 1943 : « L'attitude des ouvriers, des agriculteurs, des commerçants, des industriels, des notables et de la masse tout entière a été identique. Elle a jugé sévèrement et critiqué sans réserves cette mesure logique et humaine dans son principe, mais impopulaire. »¹⁶⁷

Les relations entre les paysans et la Résistance changent donc radicalement avec la lutte contre le travail en Allemagne. Certes, les paysans ne sont pas directement frappés par le STO mais ils sont concernés parce que beaucoup de leurs proches le sont, qu'ils craignent une nouvelle concession du régime les livrant à leur tour et qu'ils n'entendent pas être les otages d'une collaboration heurtant leur patriotisme. La Résistance demande alors aux paysans ce qu'ils sont le plus disposés à accomplir : des actes personnels de solidarité ayant une portée concrète, visible et immédiatement efficace. Il est révélateur des mentalités paysannes qu'ils ont plus volontiers fourni du ravitaillement ou risqué leur vie qu'accordé leur aide financière. La participation à la résistance résulte de la rencontre, à un moment donné, des besoins de la Résistance et des facultés de tel individu ou de tel

¹⁶⁶ *op.cit.* pp. 315 et 364

¹⁶⁷ Arch. Nat., F1 C III 1142

groupe social. Ainsi, la Résistance a-t-elle pu bénéficier du réflexe de solidarité et d'entraide qui ne sont pas une vaine tradition en milieu rural.

Ceci n'exclut pas des attitudes parfois ambiguës et intéressées. Certains agriculteurs ont utilisé les réfractaires comme une main-d'œuvre bon marché. Ce que stigmatise le tract *Paysans* des MUR de Salins (novembre 1943) : « Nous savons que beaucoup d'entre vous font avec patriotisme et désintéressement leur devoir, mais quelques autres, hélas, montrent un esprit mercantile et bassement égoïste qui rejaillit sur toute la paysannerie française. Certains, en particulier, après avoir utilisé les réfractaires aux travaux des champs durant tout l'été, les ont congédiés à l'approche de l'hiver. Cette attitude est inique, elle sera sévèrement punie. » Le retournement de la population est observé par le préfet du Territoire de Belfort, pourtant tout acquis à la collaboration : « L'attitude des ouvriers, des agriculteurs, des commerçants, des industriels, des notables et de la masse tout entière a été identique. Elle a jugé sévèrement et critiqué sans réserves cette mesure logique et humaine dans son principe, mais impopulaire. » (2 avril 1943).

Observons au passage que cette « ruralisation de la Résistance » que Jean-Marie Guillon observe à partir de 1943 pour la Provence¹⁶⁸ semble attestée dans toute la France, mais ne semble pas avérée dans l'Aveyron étudié par Christian Font : « L'image du paysan choisissant l'attentisme de neutralité, mais très souvent exclusivement préoccupé par ses activités productrices, semble bien correspondre à la réalité aveyronnaise. Bien que reconnu par les résistants eux-mêmes, l'attentisme de solidarité ou de connivence semble peu répandu dans les campagnes aveyronnaises. »¹⁶⁹ Analyse que semble mettre en doute Harry Roderick Kedward¹⁷⁰ pour qui, précisément, l'entrée du monde rural dans la résistance, constitue le tournant majeur de l'histoire de la résistance à partir de la réquisition des travailleurs en Allemagne et qui, comme nous même observe que : « ...dès le moment même où les ruraux se sont rendus compte que leurs jeunes n'étaient pas à l'abri du STO [...], l'on vit évoluer soit un climat général de refus, soit des collectivités isolées d'hommes et de femmes désormais consacrées à l'idée de résistance de quelque sorte que ce fût, et qui cherchaient les moyens de l'exprimer. »¹⁷¹

¹⁶⁸ Jean-Marie Guillon, «La résistance au village», colloque de Rennes, p. 236

¹⁶⁹ Christian Font, «Les paysans et la résistance, le modèle aveyronnais ?», in colloque de Rennes, p. 188.

¹⁷⁰ KEDWARD (Harry Roderick), *In search of the maquis : rural resistance in Southern France 1942-1944*, Oxford, Oxford University Press, 1993, 340 p.

¹⁷¹ Harry Roderik Kedward : «Le monde rural face au maquis», in colloque de Besançon, p. 343

A cet égard, le refus du travail en Allemagne est un élément de reconstitution de l'unité nationale, non seulement parce qu'il unit la population dans une action solidaire contre des ennemis communs, l'occupant et Vichy, mais encore parce qu'il le fait contre un projet initial, celui de la Relève, qui, dans son principe et dans la présentation qu'en fait Laval, oppose vigoureusement les ouvriers, profiteurs de la République et de ses congés payés, supposés avoir en 1940 consenti de moindres sacrifices, aux paysans, enfants chéris du nouveau régime. A partir de 1943, les rapports policiers et préfectoraux n'évoquent plus que rarement l'opposition entre citadins et ruraux, signe évident selon nous que le climat a changé et que le processus de reconstruction de l'unité nationale est à l'œuvre, autour des objectifs de la Résistance.

II - Légitimité de la Résistance et solidarité de la population

La solidarité face à la répression

L'union du peuple français ne se réalise pas seulement dans la lutte contre la « déportation » des travailleurs mais aussi dans des manifestations contre la répression qui s'abat sur toute la Résistance en 1943. Le sang des martyrs est utilisé pour cimenter la nation française. Le meilleur exemple est fourni par l'immense campagne qui fait suite à l'exécution de 16 membres des groupes FTP *Guy Mocquet*, *Marius Vallet* et *Alsace* à la Citadelle de Besançon, le 26 septembre 1943. La plupart d'entre eux sont de jeunes chrétiens, membres de la JEC ou de la JAC. Le plus jeune, Henri Fertet, âgé de 16 ans, élève au lycée Victor Hugo, laisse une dernière lettre particulièrement émouvante¹⁷². Communiquée par la famille, elle a tellement frappé les esprits qu'elle est spontanément recopiée par la population. Nous en avons retrouvé une vingtaine de versions différentes, surtout manuscrites, mais aussi dactylographiées, ronéotypées ou imprimées. Le texte en est repris par de nombreux journaux clandestins nationaux comme *France d'Abord!*, *Libération-Nord*, ou *Les cahiers du Témoignage chrétien*. Au micro de la BBC, le 9

¹⁷² Cité in *Les Voix de la Résistance*, op. cit. (p. 185)

décembre 1943, Maurice Schumann rend, lui aussi, hommage aux fusillés de la Citadelle de Besançon.

Leur exécution remplit d'horreur l'ensemble de la population touchée par la jeunesse des condamnés, leur foi chrétienne, leur origine modeste, paysanne surtout. Tout les distingue des terroristes sans foi ni loi, sans patrie et sans scrupules que dépeint la propagande officielle. Les autorités, maire, recteur, préfet, archevêque interviennent, en vain, en leur faveur. Le délégué départemental à l'Information et à la propagande décrit le 8 octobre 1943, peu avant de démissionner d'une fonction dont il estime qu'elle est devenue impossible, l'état de l'opinion publique : « La sentence rendue par les tribunaux allemands contre ces dix-sept¹⁷³ jeunes gens a provoqué partout un sentiment d'horreur et on a tendance à les considérer comme des martyrs, malgré les nombreux crimes commis par eux contre des Français. Leurs tombes disparaissent sous des montagnes de fleurs¹⁷⁴. »

Avec la chasse aux réfractaires et aux résistants apparaît une figure essentielle dans les mentalités populaires, celle du traître. C'est le vocabulaire martelé par la propagande de toute la Résistance qui appelle sans ambages à son « juste châtement ». Léon Werth témoigne, à la date du 24 juillet 1943, de la place qu'occupe le traître dans l'imaginaire des Français : « Au bourg ou dans les fermes, on ne parle jamais d'une arrestation ou d'une perquisition sans la supposer provoquée par une dénonciation. Serions-nous un peuple de mouchards ? Ne rien exagérer. Il y a d'abord les paresseux qui ne prendraient pas la peine de dénoncer. D'autre part l'explication par la dénonciation est simple, commode et d'une grosse et palpable logique. Imaginer la puissance du bavardage, la propagation instantanée des bruits et nouvelles, c'est déjà plus compliqué. Il y a peut-être cent bavards pour un mouchard. C'est le centième bavard qui parle dans l'oreille du mouchard. »¹⁷⁵ Réflexion doublement pertinente, qui met en valeur l'ampleur du phénomène dans les mentalités et suggère le grossissement de sa réalité.

L'attitude de la population à l'égard des traîtres et des mouchards en dit long sur ce qu'elle considère comme relevant de l'honneur et de la légitimité. Les incidents qui surviennent à Viry (Jura) en sont une bonne illustration. La population prend parti contre le maire du village qui, en novembre 1943, dénonce deux résistants ayant « quêté » pour le maquis. Les jours suivants, le village et la maison du maire se couvrent d'inscriptions

¹⁷³ Sur 17 condamnés, 16 ont été exécutés, André Montavon, citoyen suisse, bénéficiant d'une grâce, dans le cadre d'un échange de prisonniers entre la Suisse et l'Allemagne.

¹⁷⁴ Photographie in *Les Voix de la Résistance*, *op. cit.* (photo, hors-texte, après p. 32)

¹⁷⁵ WERTH (Léon), *op. cit.* (p. 501)

vengeresses. Devant l'hostilité dont fait preuve la population à son égard, le maire, ancien combattant, démissionne, « avec amertume » selon le sous-préfet de Saint-Claude : un dénonciateur du maquis ne peut plus avoir la confiance de ses concitoyens¹⁷⁶.

La Résistance et le ravitaillement

L'union se réalise aussi dans la lutte pour un meilleur ravitaillement. Nous avons vu que, spontanément, la population impute à Vichy et aux Allemands mais aussi aux Français « riches », commerçants et plus encore paysans, la responsabilité de la pénurie. Le tissu social français menace d'être déchiré par ces rivalités d'intérêt. Or, la Résistance ne relaie jamais ces thèmes de division. Au contraire, elle prend bien soin, au prix d'une certaine démagogie, de n'imputer les difficultés du ravitaillement qu'à la mauvaise volonté de Vichy et des occupants, ne mentionnant jamais la perturbation des circuits commerciaux provoqués plus généralement par la guerre ni la responsabilité du blocus anglais (que la presse autorisée n'omet évidemment pas de mettre en valeur !).

La Résistance encourage les paysans à ne pas livrer leurs productions, feignant de croire (ou croyant sincèrement ?) que toute livraison aux services du ravitaillement français prend le chemin de l'Allemagne. Ainsi, le tract des MUR *Paysans*, d'août 1943, proclame : « Paysans, à aucun prix ne livrez en grandes quantités vos récoltes à la réquisition ; elles prendraient rapidement le chemin de l'Allemagne. [...] Il faut conserver les produits de votre travail pour fournir au ravitaillement général, après la Libération, ou vendre aujourd'hui sans esprit de lucre, en petites quantités aux citoyens. » La propagande communiste ne dit pas autre chose : « Paysans... Vous êtes pillés par les boches pendant que les citoyens crèvent de faim, vendez-leur votre blé, vos produits. Exigez du pain au village. Haut les fourches contre les réquisitionneurs. » (*L'Est-Libre* de juillet 1943)

Pourtant, la réalité est bien plus complexe. Le refus des paysans de livrer leur production au service du ravitaillement général se pare de l'alibi du patriotisme que la Résistance contribue à lui conférer. Mais il couvre bien des profits personnels, et l'on ne saurait donner tort au préfet du Jura, lorsqu'il observe en septembre 1943, à propos de la nouvelle attitude des paysans : « Cette opposition à la politique de collaboration idéalise les égoïsmes. [...] On se dérobe aux impositions de ravitaillement car on ne veut pas

¹⁷⁶ Cf. MARCOT (François), "La Résistance et la population" in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 146, 1987.

approvisionner les armées occupantes. Mais les cultivateurs et les commerçants acceptent volontiers de vendre au soldat allemand pour peu qu'il consente à ignorer les taxes. »¹⁷⁷

La propagande de la Résistance n'est pas exempte de démagogie : comment ravitailler les Français en privant de toute livraison le Ravitaillement Général, qui, malgré tous ses défauts, parvient tant bien que mal à répartir la pénurie ? Les consommateurs citadins n'ont-ils pas davantage à perdre qu'à gagner à devoir acheter leurs denrées directement aux producteurs en faveur desquels joue évidemment la loi de l'offre et de la demande ? Cette attitude n'est pas dépourvue non plus d'habileté et peut-être de machiavélisme. La lune de miel entre Vichy et le monde agricole ne dure guère au-delà de 1941 car les paysans ne sont point gens à se nourrir de bonnes paroles. Or, pour gérer la pénurie, le régime de Vichy doit user de la contrainte et les corporations agricoles se sont muées en organismes dirigistes, présidés par des syndicats qui répartissent entre paysans la charge des contingents à livrer au Ravitaillement Général, aux prix de la taxe, jugés anormalement bas, et distribuent les « bons de matières » permettant de se procurer les produits nécessaires aussi rares que chers. Cette situation amène les paysans, par nature réticents à toute intervention de l'État, à prendre leurs distances avec un régime qui ne tient pas ses promesses et qui, par la taxation, les empêche de recevoir ce qu'ils estiment être le juste fruit de leur travail. Si le prestige du Maréchal n'est pas atteint, celui du Gouvernement, et plus encore de l'Administration est sérieusement entamé, avant même le STO. Gageons que cette perte de confiance dans le régime est un élément à prendre en compte pour comprendre le revirement des campagnes en 1943.

Quand les paysans apparaissaient comme des protégés du régime et étaient d'une faible utilité pour elle-même, la Résistance ne cherchait pas à les mobiliser. Dès lors qu'elle a besoin d'eux et qu'elle veut reconstituer l'unité nationale, elle est prête à les défendre coûte que coûte. La condamnation par la Résistance des livraisons au Ravitaillement Général traduit sans doute une explication simpliste de la pénurie réduite au seul pillage de l'occupant et assimilant les impositions de Vichy aux réquisitions allemandes. Apparaissant en 1943, elle constitue alors une monnaie d'échange avec le milieu paysan. Pour gagner le soutien dont elle a besoin pour planquer les réfractaires et aider les maquisards, la Résistance conforte la légitimité patriotique du refus des livraisons... et des profits réalisés dans le « marché gris »- les abus du marché noir demeurant sévèrement condamnés.

¹⁷⁷ Sur ces problèmes, cf. "Les Français et Vichy : le poids du quotidien"

On observera que la propagande communiste trouve, à l'été 1943, d'autres responsables aux difficultés d'approvisionnement : les préfets de Vichy qui bénéficient de 30 jeux de tickets mensuels d'alimentation. Les préfets constituent la principale cible de cette campagne lancée nationalement par *L'Humanité* le 2 juillet 1943 : « Les préfets de Besançon, Belfort, Vesoul touchent 30 jeux de tickets mensuels soit 315 kg de pain par mois chacun. [...] Paysannes, Mamans comtoises, Femmes de prisonniers, allez aux mairies, aux préfectures, réclamez 500 g de pain par jour et pour tous ! » (*La Femme comtoise*, août 1943) Pourtant, de toute évidence, ce n'est pas dans les préfectures comtoises que s'organisent les réceptions les plus fastueuses ! Mais, au nom de l'union nationale, les communistes et tous les résistants renoncent à se lancer dans toute campagne qui, s'en prenant aux « riches », risquerait de ranimer la lutte des classes.

Les manifestations patriotiques de 1943

La nation est appelée à manifester son unité à l'occasion des grandes fêtes nationales du 14-Juillet et du 11-Novembre, dont la célébration est pourtant déconseillée par Vichy. Si tous les mouvements appellent à célébrer ces deux journées, de même que la radio de Londres, ce sont les communistes qui déploient le plus d'ardeur. Aux appels de *L'Humanité* s'ajoutent ceux des tracts régionaux, comme *L'Est-Libre* du 14 juillet 1943 : « Français ! Françaises ! Au combat contre les boches et les traîtres de Vichy ! [...] 14-Juillet d'union et d'action des Français qui n'ont rien abandonné de leurs luttes passées contre le despotisme et pour l'indépendance de la patrie. [...] 14-Juillet animé d'un profond souffle patriotique pour précipiter les combats d'où sortira la libération de la patrie et qui s'apparentent aux luttes héroïques des volontaires de 92 qui battaient à Valmy le duc de Brunswick, l'hitlérien de l'époque et chassaient les envahisseurs prussiens. » Par la référence à la Révolution française, est ainsi affirmée l'identification entre lutte nationale et défense des valeurs républicaines.

Le 14 juillet 1943, à l'appel de la Résistance, des manifestations se déroulent dans de nombreuses communes comtoises : inscriptions sur les murs, dépôts de gerbe, défilés de jeunes arborant les couleurs tricolores comme à Besançon, 2 000 manifestants (et plusieurs arrestations) place du 4-Septembre (référence à la République oblige !), Baumeles-Dames (300 personnes), Pontarlier (2 000 personnes), Belfort, Vesoul... Ces manifestations témoignent d'une ferveur patriotique exprimant le profond changement de climat qui intervient en 1943, rien de comparable n'ayant été observé en 1942. Désormais,

la BBC et la Résistance (qu'on ne peut dissocier) sont capables de mobiliser des foules importantes à l'occasion des fêtes patriotiques. N'est-ce pas le meilleur indice de leur légitimité ?

Le préfet du Doubs ne se trompe pas sur l'interprétation qu'il faut donner à ces manifestations :

« Les éléments les plus nombreux de la paysannerie française expriment ouvertement leur scepticisme devant l'efficacité et les promesses d'une politique de collaboration. D'une façon générale, les populations de ce département restent fidèles aux anciennes institutions et à la tradition de ce pays. La manifestation la plus expressive de ces sentiments, à l'occasion du 14-Juillet, est à souligner : dans toutes les agglomérations, et souvent dans d'humbles villages, la population a répondu, ou essayé de répondre, aux appels de la radio anglaise et du "Front National". [...] En maints endroits, la foule arbora plus ou moins discrètement des emblèmes aux couleurs nationales, voulant manifester ainsi sa fierté patriotique et son espoir en "une prochaine libération". »

Le 11 novembre 1943 est célébré avec non moins de ferveur. Dans le Jura-Sud, des manifestations ont lieu « dans toutes les communes » selon le chef départemental des MUR, et à Lons-le-Saunier en particulier où « 182 croix de Lorraine avec inscription "1918" ont été dessinées au goudron dans toute la ville [...] le drapeau français avec croix de Lorraine fut hissé sur un sapin de 32 mètres de hauteur. » A l'appel de la BBC, une grève est observée de 11 heures à midi. Elle est particulièrement suivie en zone nord. Le préfet du Doubs dresse, le 5 décembre 1943, le bilan de cette journée : « Il convient de noter encore comme représentatives de l'opinion les manifestations qui, partout dans ce département, ont marqué les fêtes du 11-Novembre par des dépôts de gerbes ou de drapeaux aux monuments aux Morts, l'arrêt de travail ou quelques défilés ; les gens des villes et des campagnes ont voulu exprimer dans le calme qu'ils ne renonçaient pas à considérer cette date comme celle de la Fête du souvenir. »

Ce qui se passe aux Usines Peugeot de Sochaux mérite tout particulièrement de retenir notre attention : spectaculaires démonstrations dans les usines où les 6 400 ouvriers sont en grève, les jeunes défilent en arborant les couleurs tricolores, en chantant *La Marseillaise* et en narguant la dizaine de Feldgendarmes qui ont pénétré dans l'usine, jetant même des pierres sur un caporal de la Wehrmacht ; événements que le

Kreiskommandant de Montbéliard attribue aux tracts distribués et aux affiches collées dans l'usine par la Résistance¹⁷⁸. La commémoration de la victoire de 1918 n'appartient pas, de toute évidence, à la tradition ouvrière. Sa célébration traduit l'ampleur du rejet de l'occupant, elle témoigne de la profondeur de la légitimité de la Résistance, en même temps qu'elle la démontre à ses militants, à la population, aux Allemands et à Vichy.

Le milieu universitaire bisontin

Notre étude du milieu universitaire bisontin sous l'Occupation nous a permis de préciser le comportement de ses membres. Contrairement à ce que l'on pouvait supposer, le monde universitaire ne constitue pas un foyer actif de résistance, loin de là¹⁷⁹. On est tout d'abord frappé par la suspicion dans laquelle les autorités allemandes et françaises tiennent le milieu étudiant. Le préfet du Doubs signale qu'en décembre 1940 : « Un léger mouvement s'était dessiné parmi les élèves des établissements scolaires et les étudiants de l'Université de Besançon à l'instigation de quelques éléments venus de l'extérieur. » Ayant demandé au recteur de faire un appel à la raison, il constate que « la manifestation projetée n'a pas eu lieu, aucun geste individuel n'a été enregistré et le calme est revenu dans les esprits. Cette agitation de surface est nettement à rattacher au mouvement étudiant qui a pris naissance à Paris. » De même, le commissaire principal de police de Besançon attribue « probablement à des étudiants écoutant la BBC » l'inscription, en mars 1941, de « V » et de croix de Lorraine sur les murs de la ville. Il recommande de surveiller « la formation de groupes de jeunes paraissant être étudiants » à l'occasion d'une conférence organisée par le RNP en avril 1941. Le Feldkommandant a, en juin 1942, une vision très pessimiste de l'état d'esprit du monde étudiant - et de la population en général : « La position des Français est maintenant fortement gaulliste, on donne la jeunesse des écoles et de l'Université pour gaulliste jusqu'à 80%. La population du pays, dans sa masse, est aussi tournée vers de Gaulle. »

Mais on est en droit de se demander si policier, préfet et Feldkommandant ne voient pas la réalité à travers leurs propres représentations. En fait, ils craignent l'agitation plus qu'ils ne l'observent. Les autorités universitaires font d'ailleurs état du calme qui

¹⁷⁸ Cf. "Les ouvriers de Peugeot, le patronat et l'État"

¹⁷⁹ Cf nos communications "L'Université de Besançon à l'époque de l'Occupation (1940-1944)", Besançon (1991) et "Entre les études et l'engagement : le monde universitaire bisontin sous l'Occupation", Clermont-Ferrand (1993)

règne à l'Université. En mai 1941, le recteur oppose l'attitude agitée des élèves des écoles à celle des étudiants : « Les étudiants des facultés ou des écoles supérieures ont travaillé dans le calme. Quelques incidents survenus en ville ont pourtant énervé l'opinion. Il est regrettable que la presse ait attaqué en bloc la jeunesse estudiantine. [...] Rien ne permet de conclure que les étudiants aient pris part aux incidents en question. » A la rentrée de 1942, le doyen Préclin témoigne avec fierté de la sagesse de ses étudiants :

« Il y a quelques mois encore, nous nous sommes porté garant de votre conduite. Aux observations [...] nous avons pu répondre qu'au temps où leurs compatriotes travaillent et souffrent, les étudiants de la Faculté des Lettres étudient dans le silence, qu'ils ne méritent point de critiques. Nous sommes convaincu que la conduite des nouveaux venus ne donnera aucun démenti à notre plaidoyer. »

Un peu plus tard, en février 1943, alors que l'envoi forcé des travailleurs en Allemagne suscite une immense émotion et une vive agitation, le préfet peut se réjouir de la sagesse de la jeunesse scolarisée (épargnée par les réquisitions) : « Tous les jeunes gens et jeunes filles dans les écoles ou les facultés gardent le plus grand calme et ne se sont pas laissé entraîner dans la moindre agitation d'ordre politique. » Passé un moment de panique, le 4 décembre 1942, lorsque, convoqués par le bureau d'embauche de la Feldkommandantur, ils ne sont pas rayés des listes comme précédemment, les étudiants sont ensuite exemptés des réquisitions, grâce, notamment, à l'intervention du recteur Bertrand. De fait, entre 1942 et 1944, sept étudiants seulement partent travailler en Allemagne. Ceci nous permet de vérifier, a contrario, l'impact du refus du STO sur les relations entre la population et la Résistance. Cette exemption des étudiants, qui fait d'eux des privilégiés, doit contribuer à expliquer le faible écho que rencontre la Résistance dans le milieu estudiantin.

D'engagements directs dans la Résistance, nous avons détectés très peu. Le principal est sans nul doute celui de Pierre Armand, président de l'Association Générale de Étudiants de Besançon. Il se manifeste par son refus de participer, en avril 1942, à la délégation de six étudiants, conduite par le professeur de géologie Louis Glangeaud qui se rend à Vichy pour, selon ses dires, « porter au maréchal Pétain l'hommage respectueux et reconnaissant de la future élite de la Nation ». Puis en mai 1942 par le chahut organisé à l'occasion de la présentation aux étudiants, par Louis Glangeaud, de l'Éducation Générale et Sportive, discipline nouvellement créée par Vichy pour remédier à la « décadence morale et physique » de la nation. Déjà en relation avec la Résistance à Lyon, où il est

étudiant, Pierre Armand s'inscrit en allemand à la Faculté des Lettres à la rentrée 1941. Il entre en novembre 1942 au groupe Les Volontaires de la Liberté et à Défense de la France, deux mouvements de résistance d'origine estudiantine dont il distribue les journaux (et bien d'autres titres comme cela arrive fréquemment : *Résistance, Les Cahiers de Témoignage Chrétien, La IVème République...*). Ce travail est rendu aisé - sinon sans risques - par ses nombreuses relations en milieu universitaire. Il dissimule les paquets de journaux clandestins au Centre d'accueil (petite structure - 25 lits - mise en place pour héberger les étudiants privés de Cité universitaire, et dont Préclin est le directeur) : « C'est là que j'avais mis dans un placard inoccupé mon dépôt de journaux et il était très simple de remettre régulièrement à chaque intéressé le petit paquet qui le concernait. Les journaux se trouvaient ainsi distribués très rapidement dans l'ensemble des quatre départements de l'Académie. »

Ces remarques confirment ce que nous vérifions par ailleurs : les journaux clandestins sont acheminés dans d'autres directions mais circulent relativement peu dans le monde universitaire bisontin où la police n'en repère pas et où les anciens ne se souviennent pas en avoir vu. L'Université est pour lui plus une structure d'accueil où il bénéficie de complicités qu'un milieu au sein duquel il peut faire pénétrer la Résistance. Après les incidents d'avril 1943, au cours desquels il affronte, en pleine ville de Besançon, des membres du parti Franciste, il est sermonné par les autorités universitaires et déploie son activité de résistance dans la région de Salins d'où il est originaire.

A notre connaissance, deux étudiants ont milité au sein des FTP. André Montavon, étudiant en philosophie né à Ceuve (Suisse) en 1919, possède la double nationalité, française et suisse. Sans être communiste lui-même, il entre à la fin de 1941 dans la Résistance communiste. Il est chargé en mars 1942 de lancer un journal en direction des étudiants, mais, constatant le faible écho qu'il rencontre dans le milieu estudiantin où il ne recrute aucun partisan, il cesse bien vite de s'y intéresser. Il est versé dans la branche armée, groupe *Alsace*, sous les ordres de *Fabien* venu se réfugier dans le Doubs. Jean Grappin, étudiant en pharmacie, appartient, lui, au groupe *Guy Mocquet*, il est recruté par ses camarades du lycée Victor Hugo où il a commencé à faire de la résistance lorsqu'il était élève. Comme André Montavon, il ne recrute aucun étudiant. Leur sort à tous les deux sera tragique : Jean Grappin est fusillé à la Citadelle de Besançon le 26 septembre 1943 avec quinze de ses camarades. André Montavon, devenu Commissaire régional FTP, est lui aussi condamné à mort, mais il est sauvé, la veille de l'exécution, les Suisses relâchant en échange de sa grâce un agent allemand qu'ils détenaient. Déporté, André Montavon reviendra des camps et enseignera la philosophie.

On doit s'interroger sur cette relative inertie du milieu étudiantin. Préfet, recteur, Allemands et résistants s'accordent à constater le calme qui règne à l'Université de Besançon. Pas d'engagements dans la collaboration, peu dans la résistance et ceux-ci, pour l'essentiel, en dehors du monde universitaire. Quel contraste avec le lycée Victor Hugo où les lycéens (Fertet, Tourrain, Glanclaude...) rivalisent d'audace et créent deux groupes FTP et un groupe de réseau de renseignements ! Seuls s'engagent nettement dans la résistance les internes de l'hôpital, étudiants d'une espèce évidemment toute différente, ne se mêlant guère aux autres. Sous la conduite des médecins, ils soignent les Juifs et les résistants cachés à l'hôpital, puis, à l'été 1944, participant à la mise en place du service de santé FFI, sont envoyés à ce titre dans divers maquis de la région.

La situation matérielle des étudiants explique en partie leur effacement relatif dans la Résistance : absence de lieu de rencontre du fait de la fermeture de la Cité Universitaire occupée par les Allemands, obsession du quotidien, logement, ravitaillement, transports (toutes choses inconnues en milieu lycéen), exemption du STO. Mais ne trouve-t-on pas plutôt dans leur élitisme social la clé de leur comportement ? Les étudiants de cette petite ville de province (l'Université de Besançon est la plus petite de France¹⁸⁰) viennent pour la plupart des couches privilégiées, les autres ne sont pas les moins ardents à vouloir s'intégrer à un milieu susceptible d'assurer une promotion sociale pour laquelle eux-mêmes et leur famille doivent consentir de lourds sacrifices. Ne partagent-ils pas avec leurs maîtres l'idée que le redressement du pays passe par la formation et la préservation de sa future élite ? Tout cela crée un monde cloisonné, replié sur ses études, mais qui n'en approuve pas pour autant l'occupation du pays. D'ailleurs, rentrés chez eux à l'été 1944, ils sont nombreux à monter au maquis ; cinq étudiants de Médecine et deux de Sciences paient de leur vie leur participation aux combats de la libération.

Parmi les enseignants, il faut opérer une distinction entre les enseignants-chercheurs des Facultés des Lettres et des Sciences qui exercent leur charge à plein temps, et les enseignants de la Faculté « libre » de Droit et de l'École de Médecine et de Pharmacie pour lesquels l'enseignement est une tâche secondaire.

Les professeurs de Lettres et de Sciences témoignent de la même réserve que leurs étudiants vis-à-vis de toute forme d'engagement : aucun dans la collaboration et un soutien éphémère de Louis Glangeaud à Vichy en 1942. Il est révélateur qu'il soit le seul aussi à

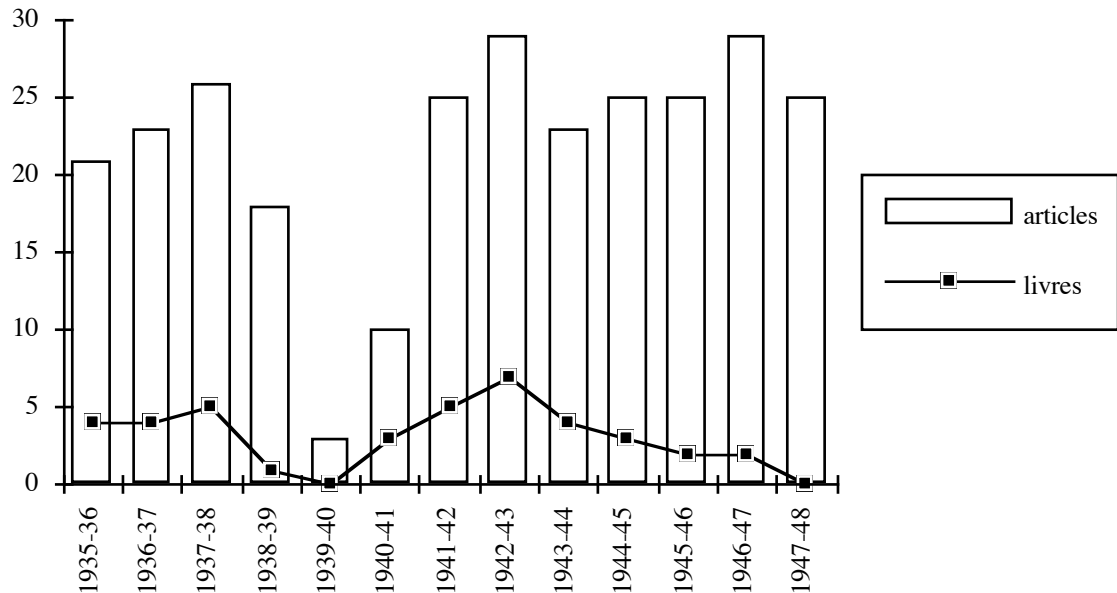
¹⁸⁰ Durant l'année 1938-39, l'Université de Besançon compte 85 enseignants dont 20 professeurs titulaires de chaire, elle accueille 586 étudiants.

rallier en 1943 la Résistance, le réseau de renseignements Vélite-Thermopyles, en liaison avec le laboratoire de géologie de la Sorbonne puis de l'École Normale Supérieure. Tous semblent se replier sur leurs études, mais avec quelle ardeur ! Ils déploient un incroyable zèle dans l'accomplissement de leurs tâches d'enseignants. Celles-ci s'accroissent du fait de la guerre qui mobilise un certain nombre d'entre eux, elles s'alourdissent encore par l'interdiction faite à ceux qui se sont réfugiés en zone sud de revenir à Besançon, situé comme la majeure partie de la Franche-Comté occupée en zone interdite¹⁸¹. La plupart des enseignants ne peuvent rejoindre leur poste qu'à la rentrée de 1941 et surtout au début de 1942, après la suppression de la zone interdite. Pourtant, presque tous les enseignements sont délivrés et l'on est frappé par le dévouement des maîtres qui se chargent lourdement en heures complémentaires, parfois assurées à titre bénévole (comme le cours de civilisation allemande du recteur Bertrand).

Ils font preuve du même acharnement au travail dans leur activité de recherche. Nous avons essayé de « mesurer » celle-ci en utilisant ces indicateurs que sont leurs publications annuelles, articles et ouvrages. Données approximatives, certes, du fait des délais normaux - et parfois anormaux en temps de guerre - entre rédaction et publication, mais, croyons-nous, révélatrices.

¹⁸¹ En décembre 1940, 6 membres du personnel de la Faculté des Sciences sont présents sur 22 et 5 sur 16 à la Faculté des Lettres.

Publications des universitaires bisontins (lettres-sciences)



Pour bien situer le temps de la guerre, nous avons pris en considération la période de 1935 à 1948. On voit que l'Occupation n'entraîne pas de diminution sensible de la production intellectuelle, contrairement à la période de mobilisation, de guerre et d'éloignement des enseignants qui va de l'année 1938-39 à la rentrée de 1941. Une fois revenus et installés, en dépit des difficultés matérielles, les enseignants publient autant ou davantage qu'avant et après la guerre, et souvent des ouvrages de qualité, tel *Le XVII^{ème} siècle* d'Edmond Préclin (en collaboration avec Victor L. Tapié), sorti en mars 1943 dans la collection Clio.

Y a-t-il eu des pressions exercées sur l'enseignement ? Rien ne permet de le penser. Au contraire tout indique que les Allemands ont souhaité que l'enseignement se déroule normalement. Ainsi, le recteur écrit-il au ministre le 2 novembre 1940 : « Les autorités d'occupation ont promis de laisser à notre enseignement supérieur une complète liberté, à la condition que nos étudiants conservent leur bonne tenue actuelle. » La condition sera remplie et l'engagement tenu. Nous n'avons trouvé aucune trace d'intervention allemande - et tout ce que nous savons de nos maîtres nous permet de penser qu'ils ne l'auraient pas acceptée. Il est strictement impossible, 50 ans après, de se faire une idée précise du contenu des enseignements délivrés à l'Université, les jugements recueillis, souvent contradictoires, en disant autant sur la perception des étudiants que sur le contenu du cours. S'il paraît assuré qu'il n'y a pas eu de références précises aux événements du temps,

plus d'un étudiant en histoire se souvient avoir interprété certains cours comme une invite à la confiance : « L'enseignement de Préclin était celui d'un résistant par l'esprit. Son cours sur la Prusse après 1806 était un hymne à la résistance, l'histoire d'un pays qui se redresse et se libère », témoigne l'un d'entre eux en 1991. Lucien Lerat, qui occupe la chaire de langue et littérature grecques, se souvient des sourires complices de ses étudiants lorsqu'il travaillait avec eux *Électre* ou *Les Philippiques* et commente : « Nous n'avons jamais autant étudié ces textes que sous l'Occupation. »

Comme celui des étudiants, le comportement des professeurs de Lettres et de Sciences se distingue de celui des enseignants « occasionnels » de Médecine ou de Droit : médecins de l'hôpital dont nous avons évoqué le rôle en parlant de leurs étudiants (citons les docteurs Gomet, Quichon et Girard) ; membres des professions juridiques enseignant à la Faculté libre de Droit, le conseiller à la Cour Pelletier (Front national), les avocats Cornet (FFI) ou Minjoz (responsable de Libération-Nord et membre du CDL clandestin).

Les professeurs des Facultés de Lettres et de Sciences de cette petite ville de province vivent dans leur monde. Leur liberté s'exerce dans les limites de leur - intense - travail intellectuel, ce qui n'est pas rien, puisque telle est leur raison d'être. Il est tout de même curieux d'observer que le seul enseignant de ces établissements à s'être engagé dans la résistance soit précisément celui-là même qui s'était signalé par son pétainisme, Louis Glangeaud. Lui au moins était ouvert au monde ! Au-delà de son aspect anecdotique, un fait illustre l'état d'esprit de ce milieu : le doyen Préclin ne possède ni téléphone, ni poste de radio. Il a traversé cette période sans éprouver le besoin d'écouter les « nouvelles ».

Du moins les professeurs préservent-ils, en pleine tourmente, l'indépendance d'esprit de l'Université. Pour eux, s'ouvrir sur le monde ne signifie pas aller à lui, mais bien plutôt l'inviter à venir à eux. Ils s'enorgueillissent de leurs conférences et cours publics qui attirent toujours un « public nombreux et régulier » venu entendre célébrer la noblesse des « lettres françaises contemporaines », la « vocation coloniale de la France », « l'AOF, chef-d'œuvre de la colonisation française », sans oublier l'originalité de la Franche-Comté. Ce faisant, ils ont eu conscience de témoigner de la « grandeur française » pour reprendre l'expression du recteur Bertrand qui se réjouit du succès de ces manifestations : « L'effet sur la population a été des plus heureux. »¹⁸² Le doyen des Sciences Tourneux, devenu recteur, exprime un sentiment général qui nous paraît

¹⁸² Lettre au ministre de l'Éducation nationale du 28.3.41 et titres de quelques cours publics de Bertrand, Vagne, Préclin et Gazier

conforme à la réalité lorsqu'il dresse le bilan de l'Université de Besançon à l'époque de l'occupation allemande :

« Nous avons été pendant les années sombres des privilégiés : l'occupant ne nous a pas demandé de collaborer ; nous avons pu continuer à enseigner et à travailler dans nos amphithéâtres et dans nos laboratoires, comme par le passé. »

Si nous reprenons nos réflexions initiales sur la notion de résistance, nous dirons d'eux qu'ils n'ont certes pas été des résistants, mais que, dans le cadre de leur travail, ils n'ont pas abandonné leur indépendance d'esprit, qu'ils ont maintenu les exigences de l'esprit et défendu la culture nationale et que, ce faisant, ils ont été dans une certaine mesure¹⁸³ des insoumis face au totalitarisme.

L'intégration des étrangers

La Résistance a-t-elle constitué un facteur d'accélération de l'intégration des étrangers dans la société française, telle est la question que nous avons abordée dans nos travaux sur les étrangers dans la Résistance¹⁸⁴. Les Italiens constituent la principale communauté étrangère installée en Franche-Comté avant l'Occupation. On en dénombre 16 000 au recensement de 1936, ils représentent alors 42,8% de la population étrangère, la majeure partie d'entre eux réside dans le Pays de Montbéliard.

Ils s'engagent soit dans des organisations françaises (CGT ou PCF) soit dans des organisations italiennes, le PCI et surtout l'Union Populaire Italienne (UPI). Dans ce cas, ils écartent évidemment toute éventualité de solliciter leur naturalisation, leur horizon est essentiellement italien. C'est en « Italiens libres », accueillis en France, qu'ils parlent au nom de leur pays, comme en témoigne ce communiqué de l'UPI du Doubs¹⁸⁵ de janvier 1939, en réponse à la campagne de presse italienne contre la France : « Les immigrés italiens libres de la région du Doubs protestent contre les provocations de la presse fasciste italienne contre le noble peuple de France. » Cet horizon italien peut s'élargir à

¹⁸³ Mesure relative car si l'environnement culturel jouait contre leur indépendance d'esprit, les pressions directes exercées sur eux ne semblent pas avoir été très fortes.

¹⁸⁴ "Les Italiens et les Espagnols dans la Résistance franc-comtoise : intégration et particularismes" et "Les étrangers dans la Résistance en France : Présentation générale"

¹⁸⁵ Dirigée par Auguste Gouda et Pietro Della Cava

une dimension internationale : ce sont les militants de l'UPI qui, selon les rapports du commissaire de police de Montbéliard, organisent le recrutement pour les Brigades internationales où les Italiens semblent sur-représentés.

Tout indique que l'intégration dans la société française des naturalisés, immigrés politiques ou économiques, s'effectue par l'action syndicale et politique. Les mêmes conditions de travail, les mêmes luttes engendrent un processus d'intégration marqué par le changement d'horizon : on se bat pour le pain et la liberté en France d'abord, dans un contexte immédiat et une urgence qui ne sont plus ceux de la lutte contre le régime fasciste en Italie. Pierre Lana, communiste italien réfugié en 1924, milite d'abord avec les antifascistes italiens, puis, quand il obtient sa naturalisation en 1936, ne milite plus qu'au PCF et au syndicat CGT du bâtiment. Oreste Pintucci, ouvrier Peugeot, né en Italie d'un antifasciste émigré en France en 1924, milite à la CGT de Sochaux et devient secrétaire des Jeunesses communistes de Béthoncourt puis trésorier départemental. S'il fréquente des Italiens c'est parce que dans sa famille on se marie encore beaucoup entre compatriotes. Certes, il n'y a pas de rupture brutale avec la mère-patrie (d'où l'angoisse d'être mobilisé sur le front italien), mais Oreste Pintucci ne milite absolument pas avec les Italiens car il se sent Français et totalement intégré, à « la France des travailleurs » tout au moins.

Chose curieuse, il semble qu'une grande partie des militants des organisations italiennes « disparaît » durant l'occupation. Sollicités par nous, les Italiens restés dans le Pays de Montbéliard ne sont pas parvenus à retrouver dans leur mémoire la trace de la plupart d'entre eux : n'est-ce pas parce que leurs deux mondes se sont éloignés ? Quelle hypothèse peut-on formuler sur leur devenir ? Certains, nous l'avons vu, partent dans les Brigades internationales, d'autres fuient au moment de la débâcle et ne reviennent pas, d'autres enfin font figure de proies toutes désignées aux yeux des Allemands ou des préfets qui, dans le climat xénophobe de la France de Vichy, prononcent à leur endroit de multiples mesures d'internement administratif en 1941 et 1942. Auguste Bouda, arrêté par les Allemands le 22 juin 1941, est remis aux autorités italiennes et interné à Lipari ; après la guerre, il devient membre du Comité Central du PCI. Voilà un itinéraire qui témoigne jusqu'à son terme du sens du combat de cet Italien provisoirement réfugié en France.

La Résistance révèle l'ardeur du patriotisme français des Italiens et des Espagnols installés en Franche-Comté. Citons deux exemples. Pierre Mosini, fils d'un émigré piémontais installé près de Besançon en 1897, n'entretient aucun lien avec l'Italie. Son père, déjà, avait totalement coupé ses racines italiennes, refusant de fréquenter des Italiens et, entrepreneur de maçonnerie, s'abstient de les héberger. Pierre Mosini se réclame d'une

société d'ordre et témoigne toujours d'un nationalisme intransigeant, celui d'une famille fière d'avoir été plus patriote que d'autres : sur six fils Mosini, deux sont prisonniers de guerre et quatre se lancent dans la résistance. On observe des réactions similaires chez Angelo Moreno (né à Dole en 1925), fils d'un immigré espagnol qui s'installe en France en 1920. Adolescent en 1939, il se bagarre avec les Français contre les enfants de réfugiés espagnols qui envahissent sa maison où ils viennent demander assistance. Et nous pourrions évidemment multiplier les exemples de ceux pour lesquels le rapport entre mère-patrie et nation adoptive n'est pas qu'une question de profondeur de champ : pour eux, l'horizon est limité à la seule France.

Il ne suffit pas de dire qu'un certain nombre d'immigrés rejoignent les rangs de la CGT ou du PCF, encore faut-il observer qu'ils y jouent parfois un rôle prépondérant. A l'ardeur du patriotisme des uns répond la fougue du militantisme des autres. Revenons sur le cas de Pierre Lana. Avec sa femme Aline (elle-même fille d'un émigré italien) il tient le « Café des Arts », qui sert de permanence aux communistes d'Audincourt (Pays de Montbéliard) ; s'y retrouvent aussi, en habitués, les Italiens non militants — mais sympathisants. C'est notamment chez Pierre Lana que sont dactylographiés et tirés les premiers tracts clandestins communistes de 1940 et 1941. Cette activité est repérée par la police française qui saisit le matériel à son domicile en mars 1941, ce qui n'empêche pas la famille de continuer le tirage clandestin jusqu'en juin 1941 ! Un simple énoncé des noms des premiers résistants communistes du Doubs montre le rôle essentiel joué par l'immigration italienne dans la reconstitution du parti communiste français : Lana, Bencetti, Gualdi, Caverzacio, Pintucci, Socié-Lorenzini, Piova, Minazzi dans le Pays de Montbéliard, Fabrizi à Besançon...

Plus souvent que les autres, les Italiens entrent par familles entières dans la résistance. Nous avons déjà évoqué le cas de la patriotique famille Mosini. Celui des Lana n'est pas moins exemplaire. Si la famille d'origine d'Aline Lana ne s'engage ni dans le militantisme des années 30 ni dans Résistance, au contraire la famille qu'elle a fondée s'y lance à corps perdu à l'instigation de Pierre, son mari, finalement arrêté le 22 juin 1941, déporté à Auschwitz (convoi des 45 000) dont il ne reviendra pas. Le fils Serge est arrêté en avril 1942 à l'âge de 14 ans, pour distribution de tracts, puis le 1er juillet il est envoyé en maison de redressement par la section spéciale de la Cour d'Appel de Besançon. Aline Lana est elle-même victime d'un internement administratif qui, en septembre 1942, la conduit à Écrouves.

Nous n'avons peut-être pas assez insisté jusqu'à présent sur l'importance de ce qui est non seulement une idée, mais un sentiment, un instinct, l'antifascisme. C'est lui qui a fait s'expatrier des militants qui l'ont transmis à leurs enfants. Fils d'un émigré antifasciste décédé en 1933, Oreste Pintucci se déclare « imprégné par toutes ces histoires même si je ne les ai pas vécues. Dans ma famille, des bastonnades et de l'huile de ricin, il y en a eu. Ça marque. » C'est la vigueur même de l'antifascisme qui explique tant de glissements vers le communisme : Manuel Esposito dans l'Espagne de 1936 passe du socialisme au communisme, comme le font, en France, Émile Bencetti, fils d'un émigré socialiste et Oreste Pintucci, fils d'un émigré catholique modéré. Chez ces militants antifascistes, patriotes et internationalistes, l'engagement dans le communisme est alimenté par la certitude qu'il est l'ennemi le plus résolu du fascisme.

En Franche-Comté, les Italiens et les Espagnols s'intègrent totalement à la Résistance. Ils ne développent pas d'actions particulières. Ils ne créent pas d'organisations spécifiques. Ils se retrouvent parfois entre eux, mais jamais exclusivement et sans que cela ne sorte du cadre bien connu des rencontres et regroupements qui, dans la Résistance, obéissent aux affinités personnelles et reprennent souvent les fils d'un tissu de sociabilité plus ancien. Ces liens peuvent être ceux de l'engagement politique ou syndical, des pratiques religieuses, de l'appartenance à un club de sport ou à une société de chasse. Évidemment, ils peuvent être aussi ceux de la langue et de la nationalité, parmi d'autres. C'est notre regard historique qui les extrait de leur milieu et les isole.

Un seul cas s'écarte de ce schéma général, celui de dix républicains espagnols qui, après un périple en France dans les chantiers de l'organisation Todt, s'installent à Dole en mars 1943, travaillent et vivent ensemble et résistent en commun dans un groupe FTP. Mais s'ils se regroupent, ils ne fondent pas pour autant une organisation qui leur soit propre, ils sont pleinement intégrés aux Francs-Tireurs et Partisans Français. La preuve en est donnée par le fait que l'un d'entre eux, Manuel de Castro, prend le commandement du secteur Jura-Nord des FTPF en mai 1944.

Dans le vécu de la Résistance comtoise, les étrangers font corps avec elle. Les tracts communistes - ou les discours du général de Gaulle ! - que distribuent Oreste Pintucci, Émile Bencetti et les autres n'ont rien à voir avec l'Italie, pas plus que *Combat* ou *Défense de la France* distribués par les frères Zanada ou Mosini. Les tracts que tape et ronéotype Pierre Lana n'évoquent même pas la mère-patrie.

Il est vrai qu'il n'en va pas de même dans toute la France. Dans notre présentation générale des rencontres universitaires « Les étrangers dans la Résistance en France », nous avons relevé trois types d'engagement des étrangers.

D'abord la *Résistance des étrangers en France*, elle se déroule sur le territoire français parce qu'ils s'y trouvent malgré eux ; leur préoccupation n'est pas française et la libération de la France ne les concerne que dans la mesure où elle peut hâter la défaite des puissances de l'Axe et la libération de leur propre pays qui commande tout. Ils ont créé leurs organisations propres et développent souvent une stratégie autonome, comme les guérilleros espagnols de l'UNE, les Polonais du POWN (un tract retrouvé par Janine Ponty ne proclame-t-il pas : « Tout pour la Pologne, rien que pour la Pologne » ?) et les Italiens des formations Garibaldi et de la brigade de *Giustizia e Libertà*.

Au contraire, pour d'autres étrangers, la participation à la lutte contre l'occupant prend figure de ralliement à la France. Pour eux, il ne s'agit pas simplement de résistance en France, mais d'une pleine adhésion à la Résistance française au sein de laquelle rien ne les distingue particulièrement. Ils sont bien des *étrangers dans la Résistance française*, cas fréquent chez les Italiens, les Belges et les Polonais.

Enfin, dans une situation intermédiaire, se trouvent les étrangers qui conservent un double horizon, celui de la France et celui de leur pays d'origine. Ils appartiennent à ce que nous pourrions appeler la *Résistance franco-étrangère*. La référence à leur pays d'origine demeure présente dans leurs préoccupations et souvent dans leur langue. Loin d'opposer un refus à l'intégration dans la Résistance française, ils militent dans ses rangs mais tout en conservant un certain degré d'autonomie. On les retrouve dans diverses organisations, principalement au sein de la FTP-MOI, mais aussi dans le réseau franco-polonais F2, ou le Front national arménien.

Si nous revenons au cas franc-comtois, on peut dire qu'Italiens et Espagnols obéissent à la double loi de l'intégration et du particularisme. L'intégration l'emporte nettement dans le dispositif de la Résistance. Elle est en quelque sorte naturelle pour les militants antifascistes italiens comme pour les réfugiés économiques et se situe dans le strict prolongement d'une intégration déjà entamée dans les années 30 et parfois bien avant. S'il y a particularisme, il est sans doute à rechercher dans la précocité et la force de leur engagement ; finalement leur résistance sanctionne et consolide leur adhésion aux valeurs démocratiques et patriotiques de leur nation d'adoption. Pour les Républicains espagnols, on serait tenté de dire que c'est leur militantisme au sein de la Résistance

française qui contribue à fonder une adhésion, au départ non souhaitée, à une nation qui, même insuffisamment selon leur cœur, les a aidés contre l'ennemi franquiste. Sur le souvenir de cette lutte commune peut s'édifier une mémoire partagée entre la vieille nation et les jeunes combattants. A l'automne de leur vie, l'Espagne devenue démocratique, ils sont restés fidèles à leur nation adoptive, sinon pleinement adoptée par eux-mêmes ; c'est en tout cas celle de leur femme et de leurs enfants.

Quatrième partie

La Résistance, l'ordre et le mouvement 1943-1944

I - La Résistance parti de l'ordre ?

La Résistance et le terrorisme

A partir de 1943, nous l'avons vu, la Résistance estime symboliser le devoir patriotique. Celui-ci n'est pas à sens unique. Il impose aux résistants eux-mêmes le devoir d'agir conformément à leur idéal, c'est-à-dire honnêtement. Assimilée par la propagande allemande et vichyssoise à une organisation terroriste, la Résistance entend se défendre. Elle retourne d'abord cette accusation contre ses auteurs systématiquement qualifiés de « pillards », de « terroristes » et de « barbares », ce que les prélèvements et les exactions allemandes peuvent aisément accrédi-ter. Elle rejette sur l'occupant la responsabilité de la violence qui règne alors en France en invoquant les horreurs de la guerre, qu'elle est contrainte de mener, sans l'avoir voulue, et surtout sans l'aimer. C'est l'idée exprimée par l'éditorial de *La Libre Comté* du 15 août 1944, précisément intitulé *La guerre, cette chose ignoble* : « Faut-il trembler de peur, fuir en courbant l'échine sous l'averse de feu ? Ne vaut-il pas mieux, frémissant d'une noble indignation, saisir les armes avec virilité, faire front à la sauvagerie et rétablir le règne de la justice et de la fraternité ? [...] Tous debout pour bouter l'ennemi hors de France et tuer la guerre, cette chose ignoble ! »

La Résistance est aussi assimilée, singulièrement par Philippe Henriot, à une entreprise de banditisme. Nous avons tout lieu de croire que cet argument a eu davantage de portée. En effet pour survivre, les clandestins et surtout les maquisards doivent effectuer des réquisitions. Ce problème d'intendance revêt une urgence constante car si l'on ne se bat pas quotidiennement, l'on mange plusieurs fois par jour. D'où la prolifération des opérations de réquisition. Nous en avons dénombré 388 pour le seul département du Jura, où elles sont les plus nombreuses du fait de la précocité de l'installation des maquis. Or, de vrais bandits exploitent parfois la situation en faisant passer leurs méfaits pour des actes patriotiques s'assurant ainsi la docilité de leurs victimes et la prudence des forces de l'ordre, soucieuses de ne pas s'engager dans un combat anti-résistant.

Entre les deux extrêmes, réquisition nécessaire à la survie du maquis et vol crapuleux, se situe le cas ambigu d'opérations menées par des maquis régulièrement constitués au départ, mais dont les membres se laissent griser par la situation et effectuent des réquisitions allant bien au-delà de la satisfaction des besoins essentiels et alimentent de rentables trafics.

C'est d'ailleurs pour lutter contre ces risques que la Résistance veut, dès leur apparition, contrôler les maquis spontanément constitués par les réfractaires. Les premiers qui apparaissent dans le Haut-Jura, en février 1943, sont contraints de se soumettre aux ordres de la Résistance ou de se disperser au début de 1943. Alban Vistel signale que cette politique d'encadrement forcé des premiers maquis a été menée dans tout le sud-est : « Quelques groupes très rares échapperont au contrôle, pourront, un temps, se livrer à quelques rapines ou brigandage. Ils seront vite récupérés ou anéantis par notre organisation. »¹⁸⁶ Ajoutons que le contrôle des hommes armés, jeunes pour la plupart, a été un souci permanent des responsables de la Résistance. Ils ont eu tendance à couvrir leurs débordements dès lors qu'ils restaient dans des limites « raisonnables » et en fonction de leurs propres exigences morales et de leur autorité. Depuis la Libération, ce n'est pas leur sujet de conversation favori, et les liens de solidarité forgés dans l'épreuve leur dictent un devoir de réserve, ou l'imposent à l'historien auquel ils se confient.

Lorsqu'une dérive importante est constatée, elle est sévèrement punie. Ainsi les responsables du maquis de Château-Chalon (Jura) sont-ils condamnés et exécutés par la Résistance en juillet 1944. Un autre maquis de Haute-Saône, le groupe Sauvins, a été à la même époque dissous par ordre du colonel Maurin, et ses responsables exécutés le 30 juillet. Le chef de cette équipe d'exécution, Painchaux, sera ultérieurement poursuivi en justice par le colonel Maurin qui estime qu'il a, dans d'autres circonstances, procédé à des exécutions sommaires injustifiées. D'autres situations litigieuses ont existé, mais elles sont peu nombreuses et ne concernent que quelques dizaines d'hommes sur plusieurs milliers de maquisards.

Certaines opérations menées sous le couvert de la Résistance, et parfois par des groupes résistants, ne tardent pas à soulever une réelle indignation, comme le montre l'évolution du comportement de la population en Haute-Saône¹⁸⁷, telle qu'elle est décrite par le préfet du département. Celui-ci présente, dans son rapport du 30 septembre 1943, la

¹⁸⁶ ALBAN VISTEL, *op. cit.* (p. 322)

¹⁸⁷ Rapports du préfet de Haute-Saône [Arch. dép. de Haute-Saône, 24 M 21]

population comme soumise à la crainte des « terroristes ». Les actions menées principalement par des groupes rattachés à Lorraine et aux FTP bénéficient alors du soutien complice de la population : « Il paraît nécessaire, en tout état de cause de distinguer entre les opposants à la politique de collaboration, qui enregistrent chaque coup porté à la puissance occupante avec satisfaction et les terroristes, pêcheurs en eau trouble, qui n'ont pour objectif que de jeter la confusion dans les esprits. Leur action, sans semer la panique, a néanmoins eu pour conséquence de créer un certain état de crainte. On doit enregistrer que trop souvent les victimes d'attentats, de vols ou d'actes de sabotage n'osent pas porter plainte à la justice, redoutant des conséquences graves pour leurs biens ou leurs personnes. Les terroristes d'ailleurs ont soin, généralement, d'intimider leurs victimes. »

Le préfet signale, le 31 janvier 1944, un revirement d'attitude que nous devons prendre en compte : « L'excès de terrorisme, la nature même des méfaits commis ont créé dans les campagnes une psychose de peur qui a contribué pour une très large part à la diminution du nombre des attentats. Les terroristes bénéficient de moins en moins de la complicité des populations rurales. [...] La réticence enregistrée au cours des mois précédents a fait place à une confiance retrouvée dans l'action des forces de maintien de l'ordre. Celles-ci peuvent désormais obtenir de précieux renseignements pour orienter leurs recherches. »

Effectivement, les opérations douteuses, et disons-le franchement le plus souvent crapuleuses, se sont multipliées en Haute-Saône. Pour la seule période du 1er octobre 1943 au 31 janvier 1944, on ne dénombre pas moins de 12 exécutions, 25 attentats contre les biens de particuliers (des incendies volontaires pour la plupart) et 49 vols. Les coupables sont arrêtés : 18 arrestations sont opérées par la section de gendarmerie de Lure entre novembre et février 1944, 6 autres sont effectuées par la section de Vesoul, elles sont permises par une série de dénonciations¹⁸⁸. A notre sens, plus qu'aux opinions prêtées par les uns et les autres à la population - jugements construits qui sont pour une large part le produit des structures mentales des observateurs eux-mêmes - nous devons accorder la plus grande attention aux comportements, indicateurs privilégiés de ce qu'il y a « dans les têtes »¹⁸⁹. Or, le retrait de la complicité offerte par la population haut-saônoise exprime indiscutablement un revirement d'attitude qui traduit des formes de rejet que l'on ne peut

¹⁸⁸ Rapports des sections de gendarmerie de Lure et de Vesoul [Arch. dép. de Haute-Saône, versement 647, non inventorié]. Copies de ses rapports et informations complémentaires nous ont été fournis par Jean-Claude Grandhay, correspondant de l'IHTP de Haute-Saône, que nous remercions.

¹⁸⁹ Pour reprendre l'expression de Pierre Laborie dans sa communication "Histoire politique et histoire des représentations mentales", *Les Cahiers de l'IHTP*, n° 18, juin 1991

expliquer ici que par les vols et les exactions commis par d'authentiques bandits et par des résistants peu scrupuleux.

Ce phénomène de rejet semble pourtant s'estomper quelque temps après comme le constate le préfet dans son rapport du 31 mars 1944 : « Les nombreuses arrestations opérées par les Autorités allemandes ont néanmoins inspiré un certain sentiment de pitié. Dans ce domaine, l'opinion publique n'a donc pas fait des progrès aussi importants qu'on pourrait le croire de prime abord. » Si le revirement passager est certain, son ampleur et sa nature sont difficiles à estimer. Il est malaisé de savoir si la population, comme le préfet dans ses rapports, confond dans une même réprobation bandits et résistants indéclicats avec la Résistance elle-même.

Ajoutons que les comportements de la population sont contradictoires, et qu'incendies et « réquisitions », évidemment qualifiées de « pillages » ou de « vols » par ceux qui y sont opposés, ne soulèvent pas que des sentiments de peur. Ces actes sont aussi bien souvent interprétés pour ce qu'ils sont la plupart du temps : des actions nécessaires à la survie des maquis et des clandestins. C'est ainsi que Henri Chazelle note, le 3 janvier 1944 : « Il ne fait aucun doute que tous ces incendies sont l'œuvre de résistants qui "punissent" les fermiers et toutes personnes qui refusent de les aider, lorsque souvent ils vendent leurs denrées au marché noir ou aux Allemands. »¹⁹⁰

Quoi qu'il en soit, la Résistance a vu dans ces pratiques peu scrupuleuses, d'où qu'elles viennent, un danger pour son honneur et pour sa crédibilité. Dès la fin de 1943, la propagande clandestine comtoise dénonce les actes de banditisme commis sous le couvert de la Résistance : trois fois en novembre et décembre 1943, puis à dix reprises en 1944. Elle le fait toujours en des termes qui tendent à la présenter comme garante de l'ordre : « La Résistance veut l'ordre et non pas le gâchis, la justice et non pas le régime des crapules. » (*Franche-Comté Libération*, janvier 1944) *La Libre-Comté* du 1er août 1944 publie un communiqué du chef départemental FFI, *Louis* : « Des réquisitions injustifiées, des actes de banditisme sont accomplis par des éléments troubles de la Résistance. Le chef départemental réproouve ces actes. Des ordres sont donnés pour que soient jugés et fusillés les responsables. » Dans certains cas, la Résistance n'hésite pas à se réjouir des succès des forces de police : « Très bien, Monsieur le commissaire. Trois sinistres individus qui viennent d'être mis en état d'arrestation, à Pontarlier, sont de vulgaires bandits qui n'ont rien à voir avec la Résistance. Nous nous félicitons que la police ait pu mettre fin à leurs

¹⁹⁰ CHAZELLE (Henri), *Dole sous la botte*, Dole, Imp. Chazelle, 1973 (p. 219)

agissements. La parole est maintenant aux juges... à qui nous demandons une sanction exemplaire. » (*Franche-Comté Libération*, février 1944)

De leur côté, les responsables FFI et FTP se sont efforcés de discipliner et de réglementer la pratique des réquisitions, par nature difficiles à surveiller, car chaque opération ne peut être décidée et entreprise qu'au niveau local, par chaque chef de maquis. Dans ce domaine plus que dans tout autre, le comportement des hommes dépend de l'intégrité du chef de maquis et de sa capacité à se faire obéir. La menace s'exerce aussi envers les paysans eux-mêmes.

Des paysans sont accusés d'utiliser à bon compte la main-d'œuvre fournie par les réfractaires désemparés. A leur endroit, le tract *Paysans* des MUR de Salins (novembre 1943) n'hésite pas à brandir la menace : « Nous savons que beaucoup d'entre vous font avec patriotisme et désintéressement leur devoir, mais quelques autres, hélas, montrent un esprit mercantile et bassement égoïste qui rejaillit sur toute la paysannerie française. Certains, en particulier, après avoir utilisé les réfractaires aux travaux des champs durant tout l'été, les ont congédiés à l'approche de l'hiver. Cette attitude est inique, elle sera sévèrement punie. Nous espérons qu'elle sera une exception. »

La Résistance ne se contente pas de vouloir faire régner l'ordre en luttant contre le banditisme ; elle prétend aussi intervenir pour réglementer les prix et lutter contre le marché noir. A 15 occasions, dont 13 en 1944, elle en dénonce la pratique et menace ses responsables, comme *Franche-Comté Libération* en février 1944 : « Les cupides qui se seront rendus coupables de cette trahison larvée qui affame, qui fait grelotter, qui ronge les santés et aigrit les cœurs, ceux-là auront leur châtiment. »

La Résistance va plus loin, elle impose en diverses régions, principalement dans le Jura, seule région comtoise où elle puisse effectivement imposer son ordre, des tarifs maxima. Au nom du Comité départemental de Libération, *La Libre-Comté* du 15 août 1944 publie un tarif des denrées de base à respecter dans toutes les communes, les maires sont chargés de son application « sous leur responsabilité et sous peine de sanctions ». A cette époque, la Résistance franchit un pas décisif et s'arroge la responsabilité du contrôle du ravitaillement de la population, normalement dévolu à l'État.

Globalement, le ravitaillement des maquis est assuré grâce à l'aide de la population. Reste à déterminer la part spontanée de cette aide, car les livraisons volontaires côtoient les réquisitions armées ou forcées. Entre l'enthousiasme des uns et la réprobation des autres, toute une gamme d'attitudes se rencontre. Car les réquisitions

s'effectuent le plus souvent armées, autant pour protéger le requis en le plaçant en position de victime, et non de complice, que pour intimider les récalcitrants. Dans ces conditions les « victimes » n'ont pas le temps de s'interroger sur la profondeur de leur sentiment patriotique.

D'ailleurs les réticents sont punis, et cela se sait. Lorsque le paysan ou le commerçant prétend ne rien avoir, sa maison est systématiquement fouillée ; si des denrées sont trouvées, elles sont confisquées et sans ces « bons de réquisition » dont on a la promesse qu'ils seront honorés à la Libération. On a vite fait de comprendre que l'intérêt personnel et le patriotisme se confondent aisément, et l'historien est bien en peine de dire lequel des deux l'a emporté. Aux policiers, sous l'Occupation, le « réquisitionné » se présente comme une victime impuissante pour ne pas être soupçonné de complicité ; puis au bureau de liquidation FFI, à la Libération, comme un patriote consentant afin d'accroître ses chances d'être dédommagé.

Pourtant, l'impression générale qui prévaut est celle de la complicité. Léon Werth, toujours à l'affût des réactions des paysans dont il a longuement stigmatisé les préoccupations égoïstes, enregistre, avec une évidente surprise, l'évolution des réactions à Saint-Amour à partir de l'automne 1943. Il a conscience que rien ne prédispose les propriétaires de biens à accepter facilement ce type d'opérations que le patriotisme des résistants nomme « réquisitions » mais que tout, dans leur mentalité de travailleurs de la terre, devrait pousser à qualifier de « vols » suscitant des phénomènes de peur et de rejet. Pourtant, il note, le 10 décembre 1943 :

« Laurent, qui est allé à la foire de Gigny, a appris que des hommes armés et masqués ont contraint la buraliste de Montagna à leur livrer sa provision de tabac. “Ceux du maquis ont besoin de tabac...”, ont-ils dit. L'étonnant ici, c'est que Laurent, paysan prudent (et ami du buraliste) juge avec indulgence et sympathie les hommes masqués de Montagna. Son sourire, qui ne désapprouve pas, est un signe. »¹⁹¹

Il observe quelques jours plus tard, le 30 décembre, toujours à propos de Laurent : « Il devrait avoir peur pour ses vaches, son blé. Il devrait maudire les bandits communistes.

¹⁹¹ WERTH (Léon), *op. cit.* (p 548)

Mais il me conte cela comme une bonne blague. Cette mise en place paysanne est un signe. »¹⁹²

Une explication à ce revirement est fournie par cette observation du 27 décembre 1943 (peu de temps avant que Léon Werth ne regagne Paris) ; elle atteste de la profondeur de l'évolution des mentalités paysannes à l'égard du maquis :

« L'idée que se font du maquis les paysans est plus forte que toutes les idées que tente de leur imposer la propagande allemande ou hitléro-vichyssoise. On peut, sans rien forcer, dire que le maquis se confond avec la France, avec leur liberté (au sens le plus gros, le plus matériel). Quel que soit le maquis, il est leur maquis. S'ils en parlent, c'est d'un ton affectueux. »¹⁹³

Notation capitale de ce fin observateur du monde paysan, mieux à même de rendre compte des mentalités de la population que les policiers, les gendarmes ou les préfets davantage soucieux de plaire aux destinataires de leurs rapports et davantage prisonniers de leurs représentations en termes de sécurité et d'ordre, catégories qui, justement, connaissent de profondes mutations. Le jugement du sous-préfet de Saint-Claude, en janvier 1944, doit être interprété en ce sens :

« Ceux dont la sympathie ne va pas vers les jeunes redoutent ces derniers et constatent que les autorités administratives sont impuissantes à empêcher leurs coups de main¹⁹⁴ et à réprimer efficacement les actes de terrorisme. Ce sentiment d'insécurité est tel que, si la population n'est pas poussée par ses propres sentiments à l'égard des tenants du maquis, elle l'est forcément par prudence et par raison. Résultat : les jeunes continuent à se promener impunément par groupes de 10 ou 20 dans les villages sans prendre même la peine de cacher les armes dont ils sont porteurs. »¹⁹⁵

En décrivant ces rapports de force qui justifient l'impossible « retour à l'ordre », qui le sous-préfet veut-il protéger contre des sanctions venues d'en haut : la population, les forces de l'ordre, lui-même ? Peut-être bien les trois !

¹⁹² *Id.* (p. 554)

¹⁹³ *Id.* (p. 553)

¹⁹⁴ A cette époque, essentiellement des réquisitions mais aussi quelques actions contre des collaborateurs.

¹⁹⁵ Cf. *La Résistance dans le Jura, op. cit.* (p. 203)

La Résistance et l'épuration

L'ordre pour lequel combat la Résistance est aussi celui de la justice. Elle exige le châtement des traîtres. La Résistance donne le nom d'épuration à des mesures inspirées par une morale très simple, qui oppose le « traître » au « patriote ». Quasi absent de la presse clandestine comtoise jusqu'en 1942 (elle n'en parle qu'à trois reprises), le thème de l'épuration apparaît au contraire 47 fois à partir de cette date, et dans des proportions importantes puisqu'il s'agit de 39% des tracts de 1943 et de 46% de ceux de 1944. Il est vrai que la propagande communiste accorde une place privilégiée à l'épuration (52% de ses tracts des années 1943-44), mais la propagande des mouvements (avec 35% de ses tracts) est loin de la négliger.

La véritable différence n'est pas d'ordre quantitatif, elle réside dans le fait que seule la propagande des mouvements, et ce à six reprises en 1944, invite au respect des formes légales de l'épuration. Ainsi, *Libération du Pays de Montbéliard* proclame-t-il, le 31 août 1944, son attachement au respect de la procédure judiciaire : « Il y aura des juges sous la IV^{ème} République ; il ne faut pas [...] se substituer aux autorités régulières pour juger, condamner et exécuter. » *La Libre Comté* du 1er juillet 1944 adresse aux résistants eux-mêmes une sévère mise en garde : « Les exécutions sommaires sont absolument interdites. Ceux qui s'en rendront coupables seront immédiatement traduits devant un tribunal spécial. »

En revanche, la propagande communiste ne formule aucun conseil de prudence. On peut s'étonner de certaines formules qui n'ont pas dû manquer d'inquiéter les esprits attachés au respect de la légalité républicaine ou plus simplement de la vie humaine, comme celles qu'emploient le tract du Front national de Haute-Saône, *14 juillet 1944, tous au combat* : « Chaque patriote doit, par tous les moyens, abattre un boche, un milicien, un traître », ou, le 19 août 1944, *La Vérité* (« organe du parti communiste du Haut-Jura ») : « Un milicien doit être abattu sans jugement : c'est un traître qui poignarde sa patrie. » De telles formules sont de nature à justifier, au nom du patriotisme, bien des excès, et dénotent une attitude irresponsable dans le climat passionnel de l'été 1944. Fort heureusement, ces consignes n'ont guère été appliquées, et l'épuration en Franche-Comté est relativement modérée.

Utilisant les enquêtes des correspondants du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, nous avons pu dénombrer 474 exécutions extrajudiciaires commises par la Résistance, ou en son nom, dont 102 avant 1944 (ou à une date indéterminée), 343 en

1944 dans les mois qui ont précédé la libération et 29 après la libération du territoire. Si l'on compare ce chiffre de 474 exécutions par la Résistance en Franche-Comté à celui des 3 719 déportés (dont 1 753 non rentrés) et des 1 339 fusillés, on a une idée du climat de violence qui règne alors en France - et l'on est mieux à même de comprendre ce que le vocabulaire de haine à l'encontre des « traîtres » accusés de complicité avec le régime nazi peut recouvrir de larmes et de sang, ce qui n'excuse par ailleurs aucun crime, aucun meurtre n'en justifiant un autre. Reste que, globalement, les exécutions de traîtres avérés opérées par la Résistance sont approuvées par la population, surtout celles qui visent des collaborateurs ou des dénonciateurs connus en tant que tels, comme l'observe le préfet du Jura dans son rapport du 31 janvier 1944 :

« Depuis le mois d'août cinq miliciens ont été assassinés dans le département sans que la population ait accepté de plaindre les victimes. On a fait courir le bruit qu'elles s'étaient faites les informateurs des Allemands. Et ce crime est accepté comme l'exécution d'une juste sentence. »¹⁹⁶

La Résistance et de Gaulle

En proclamant sa reconnaissance de l'autorité du général de Gaulle, ainsi que du Comité Français de Libération Nationale puis du gouvernement provisoire, la Résistance comtoise se présente encore comme un « parti de l'ordre ». Par son passé, son entourage, son grade, ses propos, le général de Gaulle symbolise l'ordre, tout autant qu'il le garantit. Pour beaucoup, il fait figure de rempart contre le communisme. Il ne cesse de rappeler la double exigence de l'unité de la France et de la discipline des Français. Ainsi dans son allocution du 4 avril 1944 : « L'unité nationale exige que tous les Français suivent leur gouvernement. [...] Pour les Français, il n'y a pas et ne peut y avoir d'ordre public que celui qu'il fait assurer, de justice que celle qu'il fait rendre, d'engagements internationaux que ceux qu'il conclut. »

Le Général occupe une place croissante dans la presse clandestine comtoise. Si au total, son nom est cité dans 30% des tracts, il l'est dans 32% des cas en 1943 et dans 51% en 1944. La proportion de ceux qui reconnaissent implicitement son autorité sur la Résistance suit le même mouvement : 17% des tracts de 1943 et 42% en 1944. Il est

¹⁹⁶ Cité dans notre article "La Résistance et la population" *op. cit.*

révélateur qu'en 1944 tous les tracts des mouvements qui font allusion à de Gaulle (45% d'entre eux) reconnaissent son autorité.

Un seul journal le fait systématiquement, *La Libre-Comté*, qui reprend en exergue de toutes ses éditions la devise de *Combat* : « Un seul chef : de Gaulle ; une seule lutte : pour nos libertés. » Les périodiques du mouvement Libération, au nord, se montrent plus discrets. Ainsi, *Franche-Comté Libération*, en janvier 1944, dans son premier numéro, précise-t-il dans l'article « Pourquoi nous sommes gaullistes »¹⁹⁷, le sens de son ralliement et émet des réserves, peut-être destinées à rassurer ses lecteurs socialistes : « Non pas par amour pour le général de Gaulle, ni pour les militaires qui l'entourent, ni même pour certains membres du Comité d'Alger. Mais parce que le général de Gaulle a personnifié et représenté dès le début tous ceux qui se refusaient à croire que la France pouvait être définitivement vaincue. [...] Parce qu'enfin le général de Gaulle a vraiment exprimé les sentiments des démocrates sincères que nous sommes en définissant les bases d'un régime républicain de demain. » La discrétion de *Libération* s'explique certainement par sa volonté de ne pas verser dans « l'idolâtrie » de ce chef « respecté », comme les pétainistes ont sombré dans le culte du Maréchal, pour reprendre les formulations de *Franche-Comté Libération* de février 1944.

La propagande communiste, de son côté, se réfère de deux manières différentes à de Gaulle. Le premier type de référence est en quelque sorte utilitaire. Dans 20% des tracts de 1944, le nom du Général est simplement cité, sans allusion à une subordination implicite à son autorité, ordinairement par la répétition de sa formule : « La libération nationale est inséparable de l'insurrection nationale », destinée à appuyer la propagande du parti en faveur de l'action immédiate. Mais on peut être surpris de constater que les tracts communistes qui reconnaissent l'autorité du général de Gaulle sur la Résistance sont aussi nombreux que ceux des mouvements, sinon en 1943 (3%), du moins à partir de 1944 (44%). Ils ne font que suivre l'évolution de *L'Humanité*, qui elle aussi reconnaît l'autorité du Général, tandis que les communistes mènent de longs pourparlers pour entrer au CFLN (ce qui survient en avril 1944). L'affirmation solennelle de la légitimité du pouvoir du Général correspond à la ligne affichée par le parti. Cache-t-elle ou non une « stratégie de la rupture », comme la nomme Philippe Buton, « une prise du pouvoir au nom de la

¹⁹⁷ Article signé *Grandet*, pseudonyme de Jean Minjoz, candidat socialiste à la députation en 1936, futur député-maire de Besançon et ministre de la Quatrième République

Résistance »¹⁹⁸ ? En tout cas, elle ne peut que renforcer sa propre légitimité auprès du peuple français et probablement rassurer sur son futur respect de la légalité républicaine.

Si les communistes affichent leur allégeance à de Gaulle aussi souvent que les résistants des mouvements, ce n'est sans doute pas tout à fait dans la même perspective. Les communistes, en 1944, ont d'autant plus besoin d'affirmer leur reconnaissance de l'autorité du Général qu'elle ne va pas de soi et que, jusqu'à cette date, ils se sont montrés fort discrets à son endroit (un seul de leurs écrits clandestins avait reconnu cette autorité entre 1940 et 1943). Outre leur soutien à un gouvernement auquel ils participent désormais, ils cherchent dans cette reconnaissance une plus large légitimation de leur action. Comment expliquer la relative discrétion des rédacteurs des Mouvements ? Nous avancerons deux hypothèses.

La première réside dans le fait que cette reconnaissance n'a pas besoin d'être ostentatoire car elle va de soi pour leurs lecteurs (sinon les socialistes du moins les autres, ceux qui sont issus de la composante chrétienne, CFTC ou démocrates-chrétiens qui se sont joints aux socialistes au sein de Libération-Nord comme de Combat). La seconde, qui n'est pas en contradiction avec la première et suppose même sa validité, met en valeur la volonté des responsables des mouvements de prendre leur distance vis-à-vis du Général en indiquant, dans une perspective de reconstruction de la France à la Libération, que leur allégeance au Général n'est pas inconditionnelle, mais s'accompagne d'une exigence de participation des forces vives de la Résistance (en clair des résistants des mouvements) à l'instauration d'une véritable démocratie accompagnée de profondes réformes politiques et sociales. Les horizons des uns et des autres ne seraient donc pas les mêmes. Les communistes viennent de positions antigauillistes et ont besoin d'affirmer leur soumission à de Gaulle pour légitimer leur activisme présent. Les Mouvements, dont les responsables sont plus politisés et moins gauillistes que la base (ou en tout cas de façon moins sentimentale), regardent déjà vers l'avenir et pensent à la reconstruction.

¹⁹⁸ BUTON (Philippe), *Les lendemains qui déchantent. Le Parti communiste français à la Libération*, PFNSP, 1993 (p. 123)

II - La Résistance « parti du mouvement » ?

La Résistance et la lutte armée

Les conceptions de la Résistance

L'union que la Résistance veut organiser doit-elle ou non, jusqu'au Jour J du débarquement tant attendu, sortir du simple cadre de la défense des réfractaires, de la solidarité avec les martyrs, de la lutte pour un meilleur ravitaillement et des manifestations patriotiques ? Doit-elle être civile et défensive ou au contraire armée et offensive ? Voilà un grand débat qui partage la Résistance, débat dont les termes sont radicalement modifiés par l'apparition des maquis qui posent concrètement le problème de l'encadrement et de l'utilisation d'hommes dont chacun se demande s'ils peuvent demeurer de simples « planqués » ou s'ils doivent devenir des combattants.

Le problème de la lutte armée nous semble devoir être subdivisé en trois questions : Quels sont les rapports entre politiques et militaires ? Quels doivent être le type et l'ampleur des actions militaires ? Dans quelle mesure la population doit-elle y être associée ? A ces questions, les communistes d'une part et les mouvements de l'autre (avec de fortes différences entre ceux de zone nord et de zone sud) apportent des réponses diverses.

En 1943, seule la propagande communiste appelle à l'action armée. Les réticences que nous avons observées en 1942 ont totalement disparu. Tous les tracts communistes de 1943 font référence à l'action en général et plus des deux tiers appellent à la lutte armée. Obéissant à la rhétorique communiste que nous avons décrite, ils exaltent, le plus souvent sous forme de communiqués, les actions entreprises. Ils s'emparent malicieusement de la formule du général de Gaulle qui apparaît dès février 1943 dans *La Franche-Comté libre* : « C'est l'heure de l'union, c'est l'heure d'organiser tous les Français pour le combat de la Libération, c'est l'heure de préparer l'insurrection nationale qui, comme le dit le général de Gaulle, est inséparable de la libération nationale. » Nous avons vu que les ouvriers et les

cheminots sont appelés à saboter la production et les transports. Les militaires sont conviés à prendre le commandement des maquis comme les y invite le tract de mai 1943 *Sous-officiers ! Soldats de l'armée d'armistice !* : « Prenons le commandement des nombreux Français qui se sont soustraits aux déportations en Allemagne ; par petits groupes solidement appuyés par nos paysans patriotes qui assureront notre gîte et notre subsistance, détruisons les moyens de communication de l'ennemi : chemins de fer, canaux, routes, ponts. Attaquons les groupes boches isolés, menons la guerre des bois, des champs, des montagnes. » *La Femme Comtoise* de juillet 1943 appelle les femmes à soutenir directement les résistants : « De nombreuses femmes se posent cette question, que faire pour aider les Francs-Tireurs ? C'est simple : en parrainant collectivement nos combattants sans uniforme. Pour eux, il faut de l'argent, du ravitaillement, des vêtements, des pansements et des produits pharmaceutiques. [...] Voilà notre devoir de mères, d'épouses et de Françaises. »

La propagande communiste est celle qui articule le mieux, jusqu'au printemps 1944 en tout cas, lutte armée et mobilisation populaire. Elle voit dans le soutien de la population aux combattants non seulement un indispensable élément de sécurité mais encore une manifestation concrète du sursaut national, face au pays lui-même, face aux Allemands et, si nécessaire, face aux Alliés. Rien de plus révélateur que les protestations soulevées par les imprudentes déclarations du maréchal Smuts qui ont indigné toute la Résistance et notamment *La Haute-Saône Libre* de décembre 1943 : « L'heure est venue de prouver au monde entier que la France est toujours ce peuple libre et fier qui a su se redresser même dans les situations les plus critiques. L'heure est venue de prouver au monde entier que cette “France morte qui ne pourra revivre qu'après un très long effort de redressement”, comme l'a déclaré solennellement le maréchal Smuts dans son discours du 25 novembre, que cette France n'a jamais cessé de vivre et qu'elle se relève, toujours plus forte et plus unie, des plus graves désastres. »

Pour les communistes, la lutte armée doit être l'affaire de tous. Jamais ils ne demandent aux résistants ou à la population de modérer en quoi que ce soit la lutte armée à laquelle convient 18% de leurs tracts en 1942, 68% en 1943 et 80% en 1944. Ils sont évidemment les seuls à évoquer l'idée d'une insurrection nationale. Ils utilisent pour ce faire aussi souvent que possible des citations du général de Gaulle, notamment celle sur « la libération nationale inséparable de l'insurrection générale », ou d'autres comme le tract *Henriot est mort Vive le France* (Haute-Saône, juin 1944) : « Le devoir est simple et sacré, a dit le général de Gaulle, c'est de “combattre par tous les moyens ». Ainsi, d'un bout à l'autre du pays, les fils et les filles de France doivent : s'unir, s'organiser, s'armer, se

battre. » L'appel à l'action est, pour les communistes, une véritable obsession. Elle occulte presque tous les autres thèmes qui pourraient en altérer la pureté, y compris, nous le verrons, les considérations sur la France d'après la libération.

Sur cette question de la lutte armée, on peut opposer globalement la propagande des mouvements à celle des communistes, car ce qui, de 1943 à l'été 1944, distingue le plus clairement les deux propagandes, c'est bien la place qu'elles accordent à l'action immédiate. Les mouvements, considérant que ces actions relèvent de spécialistes, ne lui consacrent qu'une place limitée. Ils ne publient pas, comme les communistes, des communiqués célébrant leurs succès et appelant à les imiter. *Franche-Comté Libération* justifie l'attentisme dans son premier numéro de janvier 1944 : « Nous savons que la guerre recommencera contre l'Allemagne et qu'il faut la préparer. Nous ne sommes pas partisans des coups d'épingle qui font plus de mal aux Français qu'à l'ennemi. » *La Libre-Comté* de mai 1944 est encore plus explicite sur le rôle de chacun, Résistance et population : « Aux sympathisants, et à vous autres qui ne participez pas directement à l'action quelle qu'en soit la raison (âge, situation de famille ou manque de courage) : vous devez tout ignorer, la Résistance ça ne vous regarde pas, c'est notre affaire. » Certes, cette observation est faite dans le cadre de consignes de prudence prodiguées pour protéger la Résistance contre les bavardages, mais elle n'en est pas moins révélatrice d'une conception dans laquelle la lutte armée est affaire de spécialistes.

Aux appels à la mobilisation que les communistes adressent à la population répondent les appels au silence et à la discrétion des tracts des Mouvements. En 1943-44, dans la propagande des mouvements, 8 tracts recommandent une certaine modération dans l'action tandis que 6 seulement se déclarent nettement en faveur du développement de la lutte armée (soit seulement 15% d'entre eux).

Il ne faut toutefois pas opposer trop brutalement ceux qui prônent l'attentisme (attente du Jour J) aux activistes favorables à « l'action immédiate », la lutte armée par sabotages et attentats contre les moyens de communication, l'appareil de production et les collaborateurs. Dans la pratique, Combat dans le Jura-Sud se lance dans l'action immédiate à partir d'août 1942 avec la lutte contre les biens des collaborateurs (permanences de leurs organisations, ou domiciles de leurs militants) puis, plus nettement encore, à partir de l'automne 1943 lorsque commencent les exécutions de miliciens, les premières actions des maquis, les coups de main visant à assurer leur ravitaillement et les premiers sabotages ferroviaires. En zone nord, l'attentisme n'est pas total non plus. Il le demeure jusqu'au printemps 1944 dans la zone d'influence directe de l'ORA du colonel

Maurin qui s'étend approximativement sur les arrondissements de Besançon et de Pontarlier. Le colonel Maurin est totalement rallié à l'attentisme et ne souhaite ni dévoiler « prématurément » les forces de la Résistance, ni exposer la population à des représailles. Mais, à partir de l'automne 1943, l'attentisme ne règne pas dans les zones où l'union s'est faite avec d'autres mouvements, qui, tout en reconnaissant leur subordination à l'ORA, n'en développent pas moins une stratégie différente incluant une lutte contre les collaborateurs et surtout une pratique du sabotage ferroviaire et industriel (par exemple aux Usines Peugeot). C'est le cas de l'OCM dans le Pays de Montbéliard, de Lorraine et de Défense de la France en Haute-Saône et dans le Territoire de Belfort.

On ne saurait donc qualifier de purement « attentistes » des mouvements qui mènent des actions dont le nombre est certes inférieur à celui des opérations FTP, mais sans être négligeable à partir de l'automne 1943. Il est vrai que, sur un point au moins, l'action immédiate des mouvements et des FFI se distingue de celle des communistes et des FTP : ils récusent la pratique de l'exécution isolée de soldats allemands et, jusqu'à la période des combats de la libération, répugnent à s'engager contre eux. Mais ce débat, qui a soulevé beaucoup de passion sous l'Occupation (et surtout après), se réduit dans les faits à une question d'école, en Franche-Comté tout au moins, car on ne relève que deux exécutions de soldats allemands par les FTP. Sur le terrain, à partir du débarquement, la combativité des maquis FFI ou FTP dépend davantage de la personnalité de leurs chefs que de leur affiliation à l'une ou à l'autre de ces organisations.

Les mouvements de zone nord se distinguent radicalement de ceux de zone sud du point de vue de la liaison entre « militaires » et « politiques ». L'action militaire est clairement conçue comme devant être, au moins jusqu'au débarquement, l'œuvre de spécialistes effectuant discrètement quelques missions ponctuelles, destinées à gêner les Allemands ou à punir les collaborateurs plus qu'à mobiliser la population à laquelle on peut demander une aide occasionnelle, mais dont, au fond, on attend principalement le silence. C'est ce qui explique que les mouvements implantés dans la partie de la Franche-Comté relevant de la zone nord, Libération, Défense de la France, CDLR soient totalement distincts de l'organisation militaire vers laquelle ils orientent ceux qui veulent mener la lutte armée. Ils ne prétendent exercer aucun contrôle sur les FFI. Au sein du Comité départemental de libération, les représentants des mouvements, partis et syndicats ne s'immiscent jamais dans les affaires militaires. *Libération du Pays de Montbéliard* proclame même, le 20 août 1944, son attachement à la séparation du « politique » et du « militaire » : « Libération [...] a recruté et recrute des volontaires qui sont versés aux

FFI. Pour le reste (armement, ordre de départ) ces hommes dépendent du commandement militaire, qui est seul qualifié pour en disposer. »

La situation est très différente dans le Jura-Sud. Les civils qui ont créé les mouvements confient certes de plus en plus le commandement des maquis ou des secteurs AS puis FFI à des militaires de profession (ou du corps de réserve), mais ils conservent un droit de regard sur les nominations des responsables et l'emploi des hommes ; ils imposent le commandant *Louis* comme chef départemental FFI et, au sein du CDL, discutent avec les chefs FFI de la stratégie à suivre pour la libération¹⁹⁹. Ils publient régulièrement, en 1944, dans *La Libre-Comté*, l'organe départemental des MUR, les récits d'opérations militaires et les communiqués des FFI. En 1944, en effet, renaît une presse clandestine locale qui avait disparu en 1943 dans le Jura-Sud. Son absence ne traduit pas un désintérêt quelconque vis-à-vis de la propagande.

Née à la fin de 1941, encore présente en 1942, la propagande jurassienne cède la place en 1943 à une distribution massive de journaux clandestins de zone sud, *Franc-Tireur*, *Libération* et surtout *Combat*. Ce dernier journal est diffusé à 1 030 exemplaires en octobre 1942 (d'après les décomptes précis, secteur par secteur, du responsable de la diffusion du journal²⁰⁰), puis à plus de 5 000 exemplaires à partir de 1943. Or, *Combat* appelle sans ambiguïté à l'action, en tout cas à partir de l'été 1943. Citons par exemple quelques extraits de l'éditorial du numéro 46, du 1er août 1943, intitulé *La résistance totale* :

« Vous connaissez cette racaille qui crie : “si vous agissez, vous augmenterez notre misère!” Et vous savez mieux que quiconque par quels “non” la Résistance ne cesse de leur répondre. [...] Longtemps, ici même, nous avons donné des conseils de prudence. [...] Une certaine prudence et non la peur. L'heure de la résistance totale est enfin venue. [...] Chaque retard apporté aux communications ennemies est un début de paralysie qui frappe la Pieuvre. Chaque fois qu'un véhicule ennemi est détruit, c'est une chance d'échapper au châtement qui est retirée aux Boches [...] L'heure de l'action totale de la Résistance totale a enfin sonné. Aidez-nous. Tous sur la brèche! »

¹⁹⁹ cf. *La Résistance dans le Jura*, op. cit. (p. 80 sq.)

²⁰⁰ cf. *La Résistance dans le Jura*, op. cit. (p. 79)

Si les Jurassiens, en 1943, ont cessé de rédiger leur propre presse clandestine, c'est qu'un ample matériel de propagande leur est fourni par *Combat* et qu'il répond, pour l'essentiel, à ce qu'ils en attendent : expliquer l'orientation de leur action et mener le combat contre le STO, montrer que la résistance est un fait national. D'ailleurs si les résistants des MUR de Salins, autour de Roger Robbe, rédigent et distribuent leurs propres tracts (signés « courage et confiance »), c'est parce qu'ils ne reçoivent pas *Combat* en quantité suffisante.

Mais l'abondance de la presse nationale est-elle la seule raison qui explique l'absence d'un relais régional ? On ne peut l'admettre si l'on se souvient qu'en zone nord les communistes qui reçoivent de Paris une impressionnante quantité de matériel de propagande n'en négligent pas pour autant les tracts régionaux. Il nous semble que cette différence de comportement ne peut s'expliquer que par des considérations touchant à la place de la population dans la stratégie des deux organisations, en tout cas en Franche-Comté. Pour les communistes, l'action armée et la lutte revendicative sont placées sous le sceau de l'urgence (comme en témoigne la formule rituelle « à l'heure actuelle » que nous avons plusieurs fois citée). L'existence d'une presse clandestine régionale permet d'insister sur la nécessité du *hic et nunc*.

Les résistants de *Combat* se sont bien ralliés à l'action, ils ont très vite encadré les maquis nés spontanément dans leur région, mais sans leur assigner systématiquement des tâches offensives. Ainsi le maquis de Lamoura, constitué en novembre 1942, ne se livre à aucune action militaire avant d'être attaqué et dispersé par les forces allemandes en octobre et décembre 1943²⁰¹. Le maquis du Haut-Jura, qui se forme au-dessus de Saint-Claude en mars 1943, ne se lance pas spontanément dans l'action militaire, il y est contraint lorsqu'il est attaqué par les GMR le 15 mars 1944. Pendant un an, il a fonctionné comme maquis-refuge pour les réfractaires et comme maquis-école pour la formation des cadres des maquis, rattaché au service Périclès de Robert Soulage²⁰². Seuls quelques maquis bien particuliers (comme le groupe *Jean Guérin* de Jean-Paul Guyot) opèrent en tant que groupes francs. Toutes les forces, loin de là, ne sont donc pas mises au service de l'action.

²⁰¹ Cf. *La Résistance dans le Jura, op. cit.* (p. 174-181)

²⁰² Cf. MARCOT (François) "Le maquis du Haut-Jura", in Société d'émulation du Jura, *Travaux présentés en 1983 et 1984*, Lons-le-Saunier, 1985

On voit que la question de l'attentisme ou de l'activisme ne se résume pas à un choix binaire entre action à outrance et attente du Jour J. Les Jurassiens le montrent bien, qui ont constitué d'une part des groupes francs et d'autre part des maquis-refuges et des « soldats » de réserve, en attente du Jour J (comme les groupes de l'AS qui n'existent que sur le papier²⁰³). Jusqu'au printemps 1944, l'action armée n'a pas vocation consciente à entraîner la population, ce qui ne l'empêche pas d'avoir, en elle-même, un effet d'entraînement dynamique sur cette dernière, et ce qui ne signifie pas qu'elle puisse se passer de son appui, nous y reviendrons.

En avril 1944, Combat édite à nouveau une presse clandestine proprement jurassienne, le journal *La Libre-Comté*, dont 8 numéros sont publiés sous la clandestinité. Apparaît alors le besoin de mobiliser la population en vue des combats libérateurs dont une simple écoute des informations annonce la prochaine échéance. Pendant un temps, les appels à se battre ne sont formulés qu'en termes généraux. Il faut attendre le débarquement pour que *La Libre-Comté* exhorte clairement tous les Jurassiens à la lutte armée, dans le numéro de juin et, plus encore, dans celui de juillet : « Une partie de la France métropolitaine a été effectivement libérée par les Alliés avec la coopération des Forces Françaises de l'Intérieur [...] Partout, en Franche-Comté, les ordres de « guérilla » et de destruction des voies de communications ont été exécutés avec un enthousiasme qui gagnait les plus tièdes. [...] Le jour J est un mythe. Et les Jurassiens l'ont bien compris car ils sont entrés dans la bagarre sans plus attendre. » *La Libre-Comté* fixe alors les objectifs de la lutte, non seulement la libération du territoire, mais aussi la construction d'un monde meilleur, « d'une société harmonieuse à laquelle tous les peuples aspirent et qui leur fera oublier le cauchemar dans lequel ils sont plongés depuis des années. » Les FFI sont qualifiés d'« armée d'élite parce qu'armée de volontaires animés d'un grand idéal », évoquant « ces soldats de l'an II, ces sans-culottes misérables et sublimes, ces va-nu-pieds de la grande épopée révolutionnaire [...] à la conquête de la Liberté et de la Justice. »²⁰⁴ Pareilles envolées lyriques sont inconcevables dans les périodiques édités par Libération en zone nord.

Au contraire de la Résistance non communiste de la Franche-Comté de zone nord, celle de zone sud agit et se présente comme un tout, associant étroitement actions militaire et politique. Cette différence ne saurait s'expliquer par l'origine politique et sociale des

²⁰³ Ce qui interdit toute comparaison simplement raisonnable entre les effectifs de l'AS et ceux des FTP, puisqu'on ne comptabilise pas des forces de même nature.

²⁰⁴ *La Libre-Comté*, n° 5, 15 juillet 1944.

hommes (en tout cas pour Libération-Nord et Combat : dans les deux cas, ce sont des militants chrétiens, socialistes ou syndicalistes avec, parmi les principaux rédacteurs, des instituteurs). Elle tient sans doute à l'histoire de la Résistance du Jura-Sud. En zone non occupée, pendant deux ans, l'unique ennemi à combattre n'est pas l'Allemand, mais Vichy. Les résistants y ont appris une forme de désobéissance civique qui les a amenés, rapidement pour les uns, progressivement pour les autres, à penser en termes globaux, politiques, une opposition au régime parfois purement instinctive au départ. Leurs organisations sont beaucoup plus précocement structurées, dès l'été 1942, en une série de services conformes à ce que Henri Frenay a imaginé.

Cela tient aussi aux choix stratégiques de Combat qui, dès août 1942, se lance dans l'action immédiate, habituant très vite les politiques à penser en termes militaires, au lieu de se décharger sur les militaires de cette forme de résistance. Cet activisme de Combat, même s'il est moins intense que celui des organisations communistes de zone nord, a permis d'attirer au sein du mouvement des militants communistes jurassiens qui lui demeureront le plus souvent fidèles²⁰⁵. C'est d'ailleurs ce qui contribue à expliquer la place relativement faible des organisations communistes dans le Jura-Sud, alors qu'en zone nord, elles sont, en termes d'actions politique et militaire, prédominantes de 1941 à 1943.

La population et la lutte armée

Comment la population réagit-elle à la lutte armée menée par la Résistance ? Celle-ci commence, nous l'avons vu, au printemps 1942, puis s'intensifie à l'automne 1943, sous forme de sabotages ferroviaires principalement. Nous en avons dénombré 698 pour toute le Franche-Comté (dont 207 déraillements et 69 sabotages de grosses installations (grues, ponts tournants...). Disons d'abord que la violence constitue un sujet d'inquiétude majeur pour les Français au fur et à mesure que la guerre avance. Interrogeons le journal que tient consciencieusement Henri Chazelle, imprimeur à Dole. Il y note ses préoccupations personnelles, les bobards et on-dit qu'il entend quotidiennement. La place qu'y tiennent les bombardements et les actions armées de la Résistance (vraies ou fantasmées) ne cesse de croître dans des proportions révélatrices, comme le montre le tableau ci-dessous.

²⁰⁵ Fidèles (avec des exceptions) soit à Combat, soit au réseau SOE qui naît d'une scission au sein de Combat du Jura (cf. *La Résistance dans le Jura, op. cit.* p. 90)

	1941	1942	1943	1944 (jusqu'au 6 juin)	1944 (après le 6 juin)	total
bombardement	1%	7%	12%	20%	23%	11%
sabotage attentats		1%	26%	27%	48%	17%
nombre de jours où le journal est tenu	153	165	176	101	94	689

Dans l'édition qu'il a publiée de son journal, Henri Chazelle fait part des conversations qu'il a entendues mais sans que soient clairement formulés des opinions ou des jugements sur les faits rapportés. Toutefois, il est certain que les actions de la Résistance sont systématiquement amplifiées. Elles peuvent l'être d'autant mieux que la population est travaillée par des rumeurs, faute d'informations précises du fait de la censure, qui de toute manière a fait perdre à la presse autorisée toute crédibilité. Pour ne prendre que ce cas, Henri Chazelle note, le 24 octobre 1943 : « On me confirme qu'un de ces déraillements a eu lieu près de Dole, à Rochefort, et qu'il y aurait 400 morts »²⁰⁶ alors qu'en réalité, ce sabotage ferroviaire n'a fait, dans ce train de permissionnaires allemands, « que » 37 victimes. Cette constante tendance à l'exagération, dont nous pourrions multiplier les exemples, témoigne de la place qu'occupent les violences de toute nature dans les préoccupations et l'imaginaire des Français.

Comment la population a-t-elle accueilli ces actions ? Il faut opérer une distinction entre les actions qui la mettent directement en cause, la présence d'un maquis, l'existence de réquisitions et les autres.

Les sabotages ferroviaires semblent accueillis par des sentiments qui oscillent entre la fatalité et le muet contentement. Étienne Cattin, sous-chef du dépôt SNCF de Belfort, témoigne dans ses mémoires du sentiment de fatalité qui prédomine chez les cheminots, pourtant exposés plus que tous autres aux déraillements qui évitent avec succès les trains de voyageurs français, mais s'attaquent de manière privilégiée aux trains de permissionnaires allemands : « Il faut les avoir vu partir à la tombée de la nuit, en tête de ces fameux trains de permissionnaires de l'Est, dont mathématiquement, les possibilités de déraillement étaient de un à cinq ou six entre Lyon et la nouvelle frontière franco-allemande. Les sédentaires leur souhaitaient bonne chance. »²⁰⁷ Les cheminots apprennent à « faire le saut », c'est-à-dire à dérailler : « Le fait peut sembler paradoxal, mais ces

²⁰⁶ CHAZELLE (Henri), *Dole sous la botte*, Dole, Imp. Chazelle, 1973 (p. 208)

²⁰⁷ CATTIN (Étienne), *Trains en détresse*, Julliard, 1954 (p. 17)

hommes paraissaient heureux quand ils avaient fait un saut. Pour eux, c'était un peu comme leur baptême du feu. On en sortait soulagé, mieux armé pour l'avenir. Avec la tournure que prenaient les événements, ils se disaient que tous y passeraient les uns après les autres. Puisque le saut devenait inévitable, mieux valait le faire tout de suite. »²⁰⁸

A l'autre extrémité de la Franche-Comté, dans son bourg du Jura, Léon Werth fait les mêmes observations, le 7 août 1943 : « Déraillement près de Louhans. Un train d'essence serait en feu près de Chalon. Un train attend en gare, depuis trois heures, que la ligne soit réparée. Les voyageurs vont en ville chercher du pain. « Ce n'est pas une vie pour celui qu'il faut qu'il mange », me dit Mme Marie. Mais quelque chose de Catane, d'Orel a pénétré dans la buvette. Il y a quelques semaines, les déraillements, les sabotages, Mme Marie n'y aurait vu que l'effet de maladroites colères. Aujourd'hui, elle me dit : “C'est un mot d'ordre.” Comme si on préparait l'horaire des déraillements et que ce fût aussi l'horaire de la paix. »²⁰⁹

Cela n'exclut pas l'apparition de véritables phénomènes de peur lorsque la population est exposée à des risques directs du fait des représailles allemandes. Les sabotages en eux-mêmes n'attirent que rarement des représailles violentes mais exposent la population au risque d'être affectée à la garde nocturne des « points sensibles », notamment des installations ferroviaires. Le préfet de Haute-Saône relève qu'à la suite d'un sabotage ferroviaire, le 11 janvier 1944, la garde permanente des voies ferrées, sur une section de 20 km, à raison d'un homme tous les 20 mètres, suscite de « graves difficultés sociales » dans douze communes rurales d'une région qui comporte quelques usines, car les ouvriers, astreints à une présence de huit heures par jour, ne touchent aucun salaire et perdent le bénéfice de leurs allocations familiales.

Nous ne sommes pas en mesure d'apprécier la profondeur des sentiments de la population, mais l'inquiétude qui prévaut dans certaines couches de la population, notamment dans l'hiver 1943-1944, alors que l'espoir d'une libération promise par Churchill à l'automne 1943 s'est révélé sans fondement et a engendré une profonde désillusion, ne fait guère de doute. Ajoutons que ces phénomènes de rejet sont d'autant plus avérés que la population est touchée dans sa vie quotidienne. Dès l'instant où des représailles tuent et frappent les résistants ou la population civile, on assiste plutôt à un rejet de l'occupant et une solidarité instinctive envers les victimes. Nous l'avons vu à

²⁰⁸ *Id.* (p. 17)

²⁰⁹ WERTH (Léon), *op. cit.* (p. 505)

propos des jeunes fusillés de la Citadelle de Besançon. L'exécution du maire de Montferrand, à l'occasion d'une réquisition de tickets de ravitaillement, le 27 avril 1943, (à laquelle le rapport du délégué départemental à l'Information et à la propagande que nous avons cité faisait allusion) a été mal accueillie, mais l'exécution des jeunes résistants a soulevé une réprobation générale et, loin de freiner la Résistance, en accélère le développement.

Une même solidarité se noue dans le Haut-Jura, après les représailles d'avril 1944. Le tract *Pâques de sang à Saint-Claude* n'exagère pas hélas ! dans sa description d'une opération d'intimidation d'une incroyable sauvagerie et dont nous nous bornerons à rappeler sobrement le bilan : 69 communes touchées sur les 72 de l'arrondissement, 110 maisons ou chalets incendiés, 444 victimes (tuées ou déportées - dont 307 personnes rafles, le jour de Pâques à Saint-Claude)²¹⁰. L'article *Les Huns sont passés par là*, publié dans le numéro 2 de *La Libre Comté* a raison d'affirmer : « Le but de ces opérations soi-disant militaires : réduire les maquis. En réalité il s'agit de terroriser une population de plus en plus hostile, d'autant plus facile à mater qu'elle est sans armes. » Mais c'est bien l'effet contraire qui se produit, comme le constatent les maquisards terrés dans les bois, le 19 avril, jour de la levée de l'état de siège : « Des paysans, ayant appris qu'il se trouvait deux isolés dans la montagne, sont montés avec des sacs pleins de ravitaillement et de pâtisseries, du vin et tout ce qu'il faut pour remonter. »²¹¹

Le sous-préfet de Saint-Claude constate, le 24 avril 1944 : « On sent grandir contre l'occupant l'indignation et même la haine » ; et le 16 mai 1944 : « Les mesures prises par les troupes d'occupation [...] ont été unanimement réprouvées et, si une partie de la population reste dominée par la crainte, par contre l'autre manifeste, sous une forme à peine voilée, un ressentiment exaspéré contre l'occupant. » Comment le maquis règle-t-il le problème de son ravitaillement dès lors que toutes les succursales de La Fraternelle, la coopérative de consommation du Haut-Jura qui ravitaillait le maquis, ont été pillées et incendiées ? Maurice Guêpe, nouveau chef du maquis du Haut-Jura, nous l'a expliqué : « A partir de la rafle de Saint-Claude et des opérations d'avril, je n'ai plus eu de problèmes de ravitaillement, les paysans nous donnaient ce que nous leur demandions. »²¹²

²¹⁰ Cf. *La Résistance dans le Jura*, op. cit. (p. 131)

²¹¹ *Id.* (p. 131)

²¹² Cf. "Le maquis du Haut-Jura" (op. cit.)

Cela n'a jamais signifié que la population ait unanimement soutenu le maquis. Car c'est une chose d'approuver ses objectifs (libérer le pays), c'est est une autre d'accepter les combats et de consentir aux sacrifices qu'ils impliquent. Le commissaire de police de Saint-Claude montre bien, le 18 janvier 1944, que la population ouvrière de la ville est partagée : « Les uns persistent dans leur opinion gaulliste, approuvent vivement la Résistance dans tout ce qu'elle fait et l'aident au besoin. [...] Les autres se taisent, les hommes d'un certain âge, notamment les combattants de 14-18. Ils estiment que les chefs de la Résistance sont trop jeunes, qu'ils agissent sans discernement et avec une brutalité qui dévoile un cynisme inquiétant. Ils leur reprochent de n'avoir pas le respect de la vie humaine et de tuer froidement. »²¹³

A Belfort, la perspective du débarquement suscite ces sentiments contradictoires décrits par le préfet le 5 février 1944 : « La population attend avec anxiété les mois et même les semaines à venir. La plus grande majorité est persuadée que le débarquement anglo-américain est imminent. Mais alors que ce débarquement, il y a quelques mois, était impatientement désiré, il semble qu'actuellement une partie de la population soit très inquiète des conséquences mêmes que pourraient avoir des opérations sur le territoire français. Le souvenir de la guerre, des bombardements, de l'exode, qui s'était fortement estompé, redevient vivace. »²¹⁴

A l'approche de la Libération, la peur des combats est évidente. Bien des gens éprouvent des sentiments éminemment contradictoires : ils souhaitent être libérés, mais en même temps, ils aimeraient tant que la victoire soit remportée ailleurs, loin de chez eux ! Le commissaire de police de Lons-le-Saunier exprime en ces termes les sentiments de la population, le 22 mai 1944 :

« L'état d'esprit de la population lédonienne peut être considéré comme étant angoissé. [...] Tous pensent qu'une attaque brusquée est imminente, tous espèrent qu'en raison de son éloignement des points prévisibles du débarquement le département du Jura n'aura pas à subir les effets immédiats de la lutte, tous espèrent qu'en raison même de ces événements, les troupes d'occupation seront retirées de la région pour aller combattre ailleurs. »²¹⁵

²¹³ Arch. dép. du Jura [304 W 137]

²¹⁴ Arch. dép. du Territoire de Belfort [W 6132] cité par VACELET (Marie-Antoinette), *Le Territoire de Belfort dans la tourmente 1939-1944*, Conseil Général du Territoire de Belfort, 1993 (tome 1 p. 156)

²¹⁵ Arch. dép. du Jura [304 W 137]

La peur des combats de la libération est également attestée par le commissaire aux renseignements généraux de Lons-le-Saunier qui évoque la crainte de nouvelles représailles allemandes le 9 juin 1944 : « Le bruit court que la Résistance veut occuper de nouvelles localités du département²¹⁶, notamment Lons-le-Saunier. Ce bruit a suscité dans la journée de vendredi une véritable panique, d'où de nombreux achats en ville et, dans les premières heures de l'après-midi, les boulangers n'avaient plus de pain. »²¹⁷ Une semblable panique s'empare à nouveau de la ville le 12 juin. Cela n'empêchera pas la population d'aider les maquisards lors des combats des 24 et 25 août 1944 et d'endurer stoïquement la mort de 21 civils et de 6 FFI²¹⁸. Notons que ces mouvements de panique sont observés à une certaine distance du principal lieu de répression nazie, le Haut-Jura, mais n'apparaissent pas avec ce niveau d'acuité dans le Haut-Jura sinistré, où la haine de l'occupant est très forte, ni dans des régions plus éloignées, où la distance et l'absence de témoins directs ont rendu le danger moins oppressant.

Partout on observe des sentiments mêlés d'espoir et de peur. Pierre Laborie a justement mis en valeur cette ambivalence des réactions. Il réserve à la peur une place particulière, en s'appuyant principalement sur les bilans statistiques des divers services des « contrôles techniques » des Postes qui ouvrent la correspondance pour dresser des bilans de l'état de l'opinion publique. Voyons comment il interprète ces résultats :

« Les réactions à l'égard des maquis sont en majorité défavorables. Les approbations, jamais supérieures à 20%, ne dépassent 30% qu'après le 15 août. En revanche, les attitudes de réprobation et d'hostilité cumulées sont majoritaires et restent importantes jusqu'au début du mois de juillet, elles représentent encore, en pourcentage, la part des opinions les plus nombreuses. Complémentairement aux problèmes déjà évoqués, le poids de cette attitude doit être mis en relation avec le climat de terreur et la peur des représailles. Assez curieusement, la réprobation des “actions terroristes” est partout inférieure à l'hostilité exprimée à l'égard des maquis. Si l'on ne trouve qu'une infime minorité pour les approuver, le nombre des “neutres” est en revanche, extrêmement important, ouvrant ainsi diverses possibilités d'interprétation. Au total, ces réactions, mêlées aux peurs que l'on voit se profiler dans les anticipations sur le danger de la guerre civile, montrent,

²¹⁶ Plusieurs communes du Haut-Jura ont été "libérées"

²¹⁷ Rapport du 11 juin 1944 [Arch. dép. du Jura 304 W 133]

²¹⁸ Cf. *La Résistance dans le Jura, op. cit.* (pp. 241-251)

comme l'expriment également les échantillons d'un vocabulaire significatif, une sensibilité inquiète, incertaine, annihilée par les épreuves et prise de panique à l'idée d'en voir surgir de nouvelles. Le caractère des sources et leur destination imposent de faire la part des choses et de relativiser une tendance à la dramatisation, sur laquelle le régime de Vichy moribond tente encore de jouer dans les dernières semaines de son existence. Ces atténuations, sans doute nécessaires, ne remettent pas en cause l'image d'une opinion moralement épuisée, à la disponibilité émoussée et partagée entre les effets inhibiteurs de tout imaginaire de la peur et la poussée d'une vague profonde de solidarité avec le mouvement de libération. »²¹⁹

Tout en prenant en compte la subtilité de la pensée de Pierre Laborie et les nuances qu'il apporte lui-même à ses propres jugements nous ne pouvons que marquer notre désaccord avec son orientation principale qui nous paraît bien trop « pessimiste » en ce qui concerne la population et la place qu'il réserve à la peur.

Nous contestons tout d'abord la validité de sa source, le contrôle postal. Pour l'année 1944, Antoine Lefébure constate que : « Les lettres demeurent quasiment introuvables. La confusion régnant dans le pays n'était pas propice aux échanges de courrier. » Il évoque « la réduction de l'activité des censeurs. [...] Ceux-ci ne recopient plus que des extraits de lettres, aussi n'ai-je trouvé, sur cette période, que les synthèses du courrier saisi. »²²⁰ Deux biais sont donc introduits par ce type de sources, dont Pierre Laborie reconnaît la fragilité, tout en assurant qu'elle ne modifie pas la vision d'ensemble, ce dont nous doutons.

Le premier tient à la personnalité des censeurs, restés peu nombreux, acquis au régime qui les rétribue et dont le travail est beaucoup moins fiable que durant les années précédentes car ils effectuent leurs synthèses sans communiquer les documents de base qui ont servi à leur élaboration. Le second concerne les auteurs de la correspondance et leur représentativité de l'ensemble de la population. Qui peut alors ignorer, sinon le détail de l'organisation de la censure, du moins son existence même ? Harry R. Kedward fait justement remarquer que les synthèses du contrôle postal doivent être utilisées avec précaution parce que des inspecteurs de police ou du service du ravitaillement ont eux-mêmes alerté la population sur son existence en exhibant des lettres interceptées pour

²¹⁹ LABORIE (Pierre), *op. cit.* (p. 313)

²²⁰ LEFÉBURE (Antoine), *op. cit.* (p. 350)

placer des témoins en contradiction avec leur déposition : « De façon très claire, cela a conduit à une conscience croissante de l'existence des interceptions, bien que l'étendue du système soit encore largement demeurée ignorée des années après la guerre. »²²¹ Pour tous ceux dont la sympathie, bienveillante ou agissante, va au maquis ou à la Résistance dans son ensemble, comment croire qu'ils ont massivement commis l'imprudence de manifester leur sentiment par écrit, au risque d'en être sanctionnés ?

Il faut, par ailleurs, revenir sur ce que dit - et surtout sur ce que ne dit pas - le sentiment de peur, dont nous ne nions en rien qu'il ait été largement éprouvé, mais dont nous contestons l'interprétation qu'en donne Pierre Laborie. Avoir peur qu'un maquis s'installant près de chez soi puisse attirer des représailles allemandes, voilà non seulement un sentiment naturel, mais un jugement somme toute raisonnable. Le problème n'est pas là. La question est de savoir dans quelle mesure cette peur légitime - que bien des combattants ont eux-mêmes éprouvée - se combine avec l'espoir d'une libération. Cette peur empêche-t-elle la solidarité de se manifester ? Voilà la vraie question.

Or notre réponse serait plutôt négative. Citons deux exemples.

Le 8 juin 1944, *Cara*, maquisard du Haut-Jura, arrive avec son groupe à Vulvoz pour y installer un barrage routier, il y est accueilli avec rien moins que de l'enthousiasme : « Les habitants nous dévisageaient avec inquiétude, tandis que nous déambulions, la mitraillette à l'épaule. L'un d'eux en particulier, demi-vieillard maigre, nous reçut mal. Quelles calamités n'allions-nous pas attirer sur le village, si nous nous installions si près ? Pourquoi sortions-nous de nos bois ? Jamais nous ne pourrions tenir contre les Allemands. Lui-même avait failli être fusillé en avril. On l'avait collé au mur et mis en joue et il était encore tout secoué de ce souvenir terrible. [...] Souvent, désormais, quand je passerai dans un village de la vallée, je rencontrerai les mêmes craintes, le même désir de nous voir partir au plus vite. »²²² Mais ces sentiments extrêmes, et nullement unanimes, n'ont pas empêché que se manifeste une véritable solidarité avec les résistants dans la zone libérée du Haut-Jura, car aucun schéma simple n'enfermera la multiplicité des sentiments passionnels qui traversent alors la population. Un peu plus tard, au début de juillet 1944, à Viry, *Cara* et ses camarades reçoivent un accueil tout différent : « Les habitants nous attendaient à l'entrée du bourg autour d'un arc de triomphe dressé entre

²²¹ KEDWARD (Harry Roderick), *In search of the maquis : rural resistance in Southern France 1942-1944*, Oxford, Oxford University Press, 1993 (p. 112)

²²² *Id.* pp. 204-205

deux sapins. Ils nous acclament, agitent des drapeaux alliés... Vivent les maquis ! Vive de Gaulle ! Vivent nos libérateurs ! [...] La nouvelle municipalité vient à notre rencontre. [...] Puis, c'est le défilé impeccable à travers les rues pavées. » Quel qu'ait été l'accueil initial, l'essentiel est le comportement final ; or il joue en faveur de la Résistance. Les Allemands se dirigeant sur Saint-Claude, le 17 juin 1944, une postière prévient de la composition du convoi. Les maquisards doivent décrocher : « Les paysans savent que nous partons, ils se doutent que nous ne pourrions tenir plus longtemps et que bientôt les Allemands seront là. Pourtant, je suis bien accueilli partout. La boulangerie accepte mes bons de réquisition en ayant encore l'air d'y croire. » Le groupe de *Cara* doit se réfugier plus loin dans la montagne, à la Simard : il y est à nouveau ravitaillé et des paysans acceptent d'héberger quelques malades dans une grange. Renseignement, ravitaillement, hébergement, *Cara* illustre sa chronique des exemples de cette solidarité active qui démontre que les maquisards ne sont jamais des hommes seuls dans la forêt, mais protégés par la population²²³.

Monsieur et Madame Fouret, qui tiennent la ferme du Mont-Poupet dans le Bas-Jura, ne cachent pas leur peur à l'annonce, le 28 juillet 1944, de l'installation d'un maquis FTP à proximité de chez eux. Ils tentent, comme Madame Fouret et Joanny Mathieu, le chef FTP, nous l'ont confirmé, de dissuader le maquis de s'installer là. Les maquisards, après avoir prononcé des propos rassurants, passent outre ces réticences et implantent leur maquis au Mont-Poupet. Où l'état-major est-il hébergé ? Chez les Fouret ! Qui fournit du ravitaillement ? Les Fouret ! Le 8 août 1944, les Allemands attaquent le maquis puis incendient la ferme des Fouret, suspectée d'avoir servi de base au maquis et arrêtent le couple de cultivateurs. Qui conduit Jules Didier, membre de l'état-major FTP, blessé au cours des combats à l'hôpital de Salins ? La fille de Monsieur et Madame Fouret !²²⁴

On voit que la peur n'empêche pas la solidarité. C'est qu'on ne doit pas rester au niveau des représentations. Savoir quelle image les Français ont de la Résistance en général est une chose. Prendre en compte leur comportement concret face à la Résistance lorsqu'ils sont directement confrontés au passage à l'acte, solidarité ou rejet, en est une autre. Les sentiments que l'on éprouve avant d'être confronté à un événement ne disent rien du comportement que l'on adoptera quand on sera entraîné au cœur de l'action. C'est alors, et alors seulement, que l'on peut juger de « l'état de l'opinion ». La peur des maquis et des combats nous dit que les hommes ne sont pas nés héros. Leur comportement durant

²²³ CARA, *Des hommes dans la forêt*, dact., sans date (pp. 108, 110, 126)

²²⁴ Cf. *La Résistance dans le Jura*, op. cit. (p. 209)

l'action, lorsqu'ils sont contraints de choisir, nous révèle que la légitimité des buts de la Résistance est assez forte pour vaincre la peur et permettre la solidarité.

Jouant sur la peur, la peur sociale cette fois, la propagande de Vichy assimile la Résistance à une entreprise révolutionnaire et l'accuse de préparer la guerre civile. Cette vision, ces sentiments de peur ne sont-ils pas ceux de certains groupes de la société ? Dans le Haut-Jura, l'arrivée en mars 1944 d'un détachement de GMR suscite, selon le sous-préfet de Saint-Claude, des « réactions diverses » : « Le milieu bourgeois se sentant davantage protégé l'a accueillie avec une vive satisfaction ; en revanche, le milieu ouvrier et tous les gens qui ont des parents ou amis réfractaires au STO se sont montrés réservés. » Le commissaire principal des renseignements généraux du Jura, le 23 mars 1944, va même plus loin en évoquant la guerre civile : « De nombreuses personnes considèrent la lutte qui s'est engagée comme le prélude d'une guerre civile. » C'est que, et tel a été l'objet de notre communication *Les Français et Vichy : le poids du quotidien*, certaines catégories sociales profitant de l'occupation sont inquiètes du sort qui leur sera réservé. Pour tous ceux qui ont quelque chose à vendre, la pénurie est source d'enrichissement comme l'atteste l'évolution des comptes de la Banque Populaire du Jura (voir tableau ci-dessous).

exercice	comptes débiteurs	comptes créditeurs
1937	14,5 M F	27,5 M F
1941	7,6 M F	89,3 M F
1943	6,2 M F	125,4 M F

Le vrai problème qui se pose à ceux qui disposent de liquidités est de savoir comment les utiliser, et surtout, ne pas les perdre. D'où la flambée des prix fonciers et immobiliers - placements traditionnels s'il en est ! - mais aussi un empressement à payer ses impôts qu'on n'avait jamais vu de mémoire de Trésorier-payeur général : dès avril 1942, 170 des 174 contribuables du Jura susceptibles d'effectuer des versements anticipés de leurs impôts l'ont fait, ce qui révèle aux yeux du TPG « l'aisance de la trésorerie des gros contribuables en forte majorité commerçants ou industriels et leur souci de se conformer aux lois fiscales. » Ces contribuables achètent aussi des bons du Trésor et souscrivent aux placements de toute nature garantis par l'État, ce qu'observe, un brin ironique, le préfet du Doubs le 3 février 1944 : « La classe capitalisatrice, paysans, commerçants, industriels, accorde assez bien sa confiance au gouvernement en matière

financière tout en ne partageant pas ses opinions politiques [...] s'appuyant sur le fait qu'en France jamais un gouvernement n'a renié les dettes du précédent. »

En effet, la défection politique des notables ne fait alors plus de doute, ils ont démissionné en bloc des mouvements de collaboration²²⁵ et, en mai 1943, refusent au Conseil départemental de voter une motion de confiance ou même de dévouement au Maréchal. Longtemps fidèles au régime et fiers de décorer leur magasin pour l'anniversaire de la Légion, les boutiquiers du Jura tirent le rideau sur leurs convictions : « Les commerçants évitent le plus possible de montrer leur opinion. Comme tous les gens qui possèdent, ils font montre de prudence et de discrétion, sinon d'indifférence » note le commissaire de police de Saint-Claude, le 18 janvier 1944.

Il semblerait même que « nombre d'entre eux souhaitent une prolongation de la guerre, sans toutefois oser le faire savoir ouvertement » avance le commissaire des Renseignements Généraux du Jura le 22 mars 1944. Ils ont eu l'occasion d'en vérifier les avantages pécuniaires, à l'automne 1943, quand l'espoir d'un débarquement fait croire à une prochaine libération : « une baisse est constatée sur le prix de certains objets [...] certains stocks commencent à sortir des magasins » (rapport du commissaire de police de Lons-le-Saunier du 24 septembre 1943).

Le discrédit du régime devenu évident, il faut s'en démarquer afin de n'être pas entraîné dans son inévitable chute, les lendemains doivent continuer à chanter. Se retirant des organismes les plus compromettants, les notables demeurent présents dans les comités économiques et groupes de répartition où l'on constate dans « tous les groupements professionnels [une] propension naturelle à soutenir leurs intérêts personnels » selon le rapport du directeur des Services agricoles du Jura. On fait la grève des cérémonies et des motions, pas celle des comités, ni des placements.

Aussi s'inquiète-t-on parfois des projets de la Résistance. Sans doute n'est-elle pas perçue par tous comme un bloc. Léon Werth et son fils Claude, par exemple, remarquent les solidarités « bourgeoises » en faveur de Giraud et contre de Gaulle : « Voici Claude (chaque jour, je constate qu'en politique il en sait autant que les sages vieillards), voici Claude qui me dit : “Les bourgeois sont pour Giraud, le peuple pour de Gaulle.” En août

²²⁵ Cf. MARCOT (François) et MASSONIE (Jean-Philippe) *Les collaborateurs dans le Doubs* in Revue d'histoire de la 2^e Guerre Mondiale, juillet 1979

ou septembre 1940, quelques-uns de mes amis lyonnais souhaitaient la victoire anglaise. Mais ils rejettent de Gaulle, parce qu'il avait insulté Pétain, ce grand vieillard. »²²⁶

Toutefois, si la crainte des communistes ne fait guère de doute, elle ne semble pas, en Franche-Comté en tout cas, être de nature à éloigner de la Résistance la plupart des secteurs de l'opinion. Ainsi le préfet du Doubs dit-il, le 4 décembre 1942, à propos du « danger bolchevique » que : « La majorité des gens n'en perçoivent pas le danger. » Mais il ne faut pas exclure que l'intensification de la lutte armée en France ait réveillé les inquiétudes comme le relève le préfet du Doubs le 3 février 1944 : « Son extension [celle du terrorisme] inquiète les milieux bourgeois et paysans qui y voient le prodrome de temps anarchiques. »

Pourtant la Résistance, dans sa propagande, se montre particulièrement discrète sur cette question de la « guerre civile » et de l'« opposition de classes ». Les communistes ne se départent pas d'un langage unitaire et patriotique. Les Mouvements, en tout cas au niveau régional, se gardent bien de développer des propos qui puissent laisser croire à l'existence d'un anticommunisme susceptible de diviser la Résistance. Ils en laissent le soin à leurs organes nationaux, qui le font d'ailleurs avec modération. Ils veulent faire croire à l'image d'une Résistance unie. La réalité est certes différente, comme le montre le refus des militaires d'armer et d'aider les FTP (l'union entre les FTP et les FFI n'intervenant nulle part en Franche-Comté avant l'été 1944) et la place négligeable réservée aux communistes dans les Comités départementaux de libération des quatre départements comtois. Mais le combat se déroule en coulisse.

La Résistance et la Libération

Quelle est la place des projets de reconstruction et de transformation de la société française dans la propagande de la Résistance comtoise ? Curieusement, les projets pour la Libération n'émanent que de la propagande des mouvements. On est d'abord surpris de constater que le programme du CNR de mars 1944, qui deviendra la référence obligée des résistants après la libération, est loin de constituer, à l'époque de la clandestinité, la charte de référence du grand dessein de la Résistance.

²²⁶ WERTH (Léon), *op. cit.*, à la date du 23 août 1943 (p. 513)

Certes la deuxième partie du programme qui porte sur « les mesures à appliquer dès la libération du territoire » est publiée à deux reprises²²⁷, mais aucune mention n'est faite du programme du CNR en dehors de ces deux citations. Il est vrai que de grands journaux nationaux, diffusés en Franche-Comté, en ont publié des extraits (*Libération-Sud*, *Combat*, *Franc-Tireur*), mais il n'empêche qu'il n'a pas alors la valeur symbolique qu'il acquiert aux lendemains de la libération.

Toutefois, les allusions à la nécessité du changement et aux lendemains qui chantent constituent l'un des thèmes caractéristiques de la propagande des Mouvements. Elle appelle à « faire du neuf »²²⁸ et condamne la III^{ème} République parce qu'elle était « le règne des 200 familles » et que son écroulement a été celui de la France : « L'organisation de la défaite a été une des formes de défense d'une fraction du grand capitalisme, qui a délibérément pactisé avec les nazis pour sauver ses privilèges. »²²⁹ *Franche-Comté Libération*, dans son numéro du 15 janvier 1944, appelle de ses vœux : « une République sociale, populaire, démocratique, progressiste et fraternelle. » Au sud, *La Libre Comté* souhaite une « révolution économique, politique et sociale conforme aux aspirations du peuple », elle évoque « la splendeur de notre idéal révolutionnaire » (mai 1944). Autant de mots qui expriment la ferveur sans doute sincère des espérances, qui se réfèrent à une phraséologie révolutionnaire alors à la mode, mais qui dissimulent mal l'inconsistance de projets dont l'avenir révélera le caractère velléitaire.

En revanche, les communistes ne font qu'à une seule reprise allusion à un projet de réformes pour la Libération, et de manière tardive, dans *La Vérité* du 26 août 1944. Ce journal justifie le principe des nationalisations, sans se référer au programme du CNR, mais en citant un discours de De Gaulle du 3 novembre 1943. On peut penser que les communistes ne veulent ni effaroucher les Français ni donner prise aux attaques de ceux qui dénoncent le péril révolutionnaire communiste. Claire Andrieu a longuement démontré que dans les négociations du programme de la Résistance, les représentants communistes poursuivent un objectif unique : faire adopter l'action immédiate, et qu'ils se montrent modérés, voire réservés sur les projets de réformes : « L'évolution vers la gauche du programme économique et social du CNR résulte ainsi de l'action du MLN et du PS.

²²⁷ *La Libre-Comté* de mai 1944 et *Libération du Pays de Montbéliard* du 2 août 1944

²²⁸ *La Libre-Comté* n° 2 de mai 1944

²²⁹ *Libération du Pays de Montbéliard* n° 2, 22 juillet 1944

La gauche communiste exerça à cet égard un rôle modérateur, tandis que les droites parlementaires n'opposaient qu'une résistance passive en tardant à donner leur accord. »²³⁰

Claire Andrieu montre aussi que c'est précisément parce que l'action immédiate constitue leur objectif principal que les communistes se montrent réservés dans le débat sur les réformes et cite à l'appui de sa thèse les propos d'un représentant de la droite, Joseph Laniel. Commentant son attitude et celle des communistes, Joseph Laniel écrit qu'il « s'était toujours opposé à ce genre de discussion politique, le CNR devant être un organisme de combat et non de discussions. Il avait été suivi dans cette vue par le délégué du parti communiste, le parti ayant à ce moment-là peur d'effaroucher l'opinion modérée ; par contre les socialistes et les républicains populaires avaient peur de ne pas paraître assez à gauche. »²³¹

La propagande comtoise reproduit exactement le même clivage : socialistes et républicains populaires qui animent *La Libre Comté*, *Franche-Comté Libération* et *Libération du Pays de Montbéliard* exaltent les projets de réformes et se montrent réservés sur l'action immédiate tandis que les communistes appellent à la lutte et se taisent sur les projets pour la Libération.

La propagande communiste se contente à peu près de marteler des appels à la lutte armée, reprenant le slogan FTP, « S'unir, s'armer, se battre », qui, à lui seul, tient lieu de programme. L'alliance sociale avec la « bourgeoisie patriote » et politique avec de Gaulle, la volonté de ne donner aucune prise supplémentaire à l'anticommunisme, considéré comme un fourrier de l'attentisme, alors que leur objectif principal est d'intensifier la lutte armée, tout pousse les communistes à ne pas évoquer publiquement la question des réformes à entreprendre. Sans doute, peuvent-ils d'autant mieux se permettre de le faire vis-à-vis de leur base populaire que leurs projets sociaux sont évidents, consubstantiels à l'image du Parti qui n'a pas besoin de les affirmer pour qu'ils soient implicitement admis. D'ailleurs dès la Libération, le programme du CNR est hautement revendiqué, et le texte, que les lecteurs de la propagande communiste n'ont pas eu la possibilité de lire sous la clandestinité, est publié par le premier numéro légal de *La Haute-Saône Libre*, en novembre 1944, sous le titre « le programme de la Résistance ».

²³⁰ ANDRIEU (Claire), *Le programme commun de la Résistance*, Les Éditions de l'Érudit, 1984 (p. 80)

²³¹ *Id.* (p. 78)

Le silence des communistes sur ce qui se fera, donc sur ce qu'ils feront eux-mêmes à la Libération, a du avoir des effets pervers. Il a probablement alimenté, chez certains, le sentiment d'inquiétude qu'il prétendait apaiser, tant il est vrai que les représentations mentales des lecteurs pèsent plus lourd que les propos des locuteurs. Ceux qui voient dans le Parti une menace révolutionnaire s'alarment du flou qui entoure la nature de son projet : que feront-ils lorsqu'eux-mêmes, les troupes qui se sont enrôlées dans les FTP et le « peuple » qu'ils invitent à s'armer, seront libérés ? Quelle est la signification de leurs appels à une « insurrection nationale » ? Tout dépend de l'interprétation que l'on donne à cette expression. Exprime-t-elle une vision stratégique : une libération précédant une éventuelle prise du pouvoir par le « peuple » et son représentant naturel, le Parti ? Ou constitue-t-elle une invocation symbolique destinée à accélérer le passage à la lutte armée et à faire le lien entre lutte des partisans et ligne de masse ?

Nous inclinons plutôt pour la deuxième interprétation. D'abord parce qu'il faut toujours prendre en compte cette réalité essentielle que la lutte armée n'appartient pas alors à la culture communiste et que le Parti, qui a eu du mal à imposer à ses propres militants le passage à la lutte armée, n'a jamais renoncé à la ligne de masse (40% des tracts communistes comtois appellent à des manifestations, soit à l'occasion de journées patriotiques, soit sur la question du ravitaillement).

Cette fonction symbolique de l'invocation de l'insurrection nationale est d'ailleurs présente dans le discours gaulliste, au sein duquel elle joue sans doute un autre rôle, celui de la légitimation du pouvoir de la France combattante. A cet égard, il nous semble révélateur que les communistes fassent un usage intensif de la formule du Général, « la libération nationale ne peut être séparée de l'insurrection nationale », prononcée le 18 avril 1942 dans le contexte du retour de Laval au pouvoir, mais reprise sous d'autres formes, par exemple le 6 juin 1944 : « Pour les fils de France, où qu'ils soient, quels qu'ils soient, le devoir simple et sacré est de combattre par tous les moyens dont ils disposent. Il s'agit de détruire l'ennemi, l'ennemi qui écrase et souille la patrie, l'ennemi détesté, l'ennemi déshonoré. » Ou encore le 7 août 1944 : « Il n'est pas un seul Français qui ne sente et qui ne sache que le devoir simple et sacré est de prendre part immédiatement à ce suprême effort guerrier du pays. Chacun peut combattre. Chacun le doit. » Ces invocations nous semblent avoir pour fonction première de fonder le mythe d'une nation combattante et d'un pays libéré par lui-même. Il prend forme le jour même de la libération de Paris, dans le discours que prononce le Général, le 25 août, à l'Hôtel de ville : « Paris ! Paris outragé ! Paris brisé ! mais Paris libéré ! libéré par lui-même, libéré par son peuple avec le

concours des armées de la France, avec l'appui et le concours de la France tout entière, de la France qui se bat, de la seule France, de la vraie France, de la France éternelle. »

Nous ne percevons pas de différence de nature dans l'utilisation que de Gaulle et les communistes font de la notion d'insurrection nationale. Il est vrai que Philippe Buton développe un autre point de vue. Il pense que cette notion n'a qu'une valeur symbolique pour de Gaulle mais qu'elle revêt une dimension stratégique pour les communistes. S'il ne croit pas que les communistes aient songé à un coup de force sur le modèle russe de 1917, il estime qu'ils ont tenté « la prise du pouvoir au nom de la Résistance »²³². Philippe Buton présente la stratégie communiste d'accession au pouvoir comme reposant sur « trois piliers » : « conquérir la direction de la Résistance intérieure, rendre celle-ci indépendante du gouvernement d'Alger et assurer la réussite de l'insurrection nationale. »²³³ Nous avouons notre scepticisme.

Chacun, et pas seulement les communistes, aspirant alors à obtenir « du » pouvoir, le problème est de savoir s'ils ont tenté de prendre « le » pouvoir en sortant du cadre démocratique. Pour nous limiter à ce que dit la propagande communiste (comtoise et nationale), si la stratégie que Philippe Buton prête aux communistes était vraiment à l'œuvre, on ne voit pas très bien pourquoi, dans leur propagande, les communistes minimisent le rôle du CNR²³⁴, pourquoi ils restent silencieux à propos des réformes économiques et sociales dont ils pourraient se présenter comme les meilleurs garants et pourquoi ils ne cessent de proclamer leur reconnaissance de la légitimité du pouvoir du général de Gaulle. Ce n'est vraiment pas la meilleure tactique pour préparer l'opinion publique (et d'abord la frange somme toute limitée de leurs sympathisants, les lecteurs de leur presse clandestine) à un coup de force conforme à la stratégie que décrit Philippe Buton.

Nous suivons plus volontiers les historiens, qui, comme Maurice Agulhon, insistent sur le « relativisme stratégique »²³⁵ du parti communiste qui subordonne alors tout au maintien de l'unité nationale et à la victoire contre l'hitlérisme. Pour des raisons

²³² BUTON (Philippe), *op. cit.* (p. 123)

²³³ *Id.* (p. 82)

²³⁴ S'il est "noyauté" par les communistes, comme le suggèrent certains témoins et certains historiens on se demande pourquoi, dans la Résistance, les communistes ne se servent pas du CNR comme d'un instrument politique. S'il ne l'est pas, comme le démontre Claire Andrieu, on comprend mieux pourquoi ils ne le font pas !

²³⁵ AGULHON (Maurice), "Les communistes et la Libération de la France" in *La Libération de la France, Actes du colloque international tenu à Paris du 28 au 31 octobre 1974*, CNRS, 1976 (p. 68)

intérieures tout d'abord, l'évidente impossibilité d'engager dans une lutte « révolutionnaire » des troupes mobilisées pour un idéal patriotique. Maurice Agulhon le rappelle : « Le langage de l'union nationale est incontestablement le plus caractéristique ; il est le thème central du message communiste de l'été 44. Même les trusts, quand ils sont nommés, paraissent relever davantage de la catégorie des traîtres (ou étrangers) à la Patrie que de la catégorie des exploiters capitalistes. [...] Les communistes n'avaient pas d'arrière-pensées subversives pour leur part. »²³⁶ Enfin, pour des raisons liées au devoir « internationaliste » de solidarité avec l'Union soviétique. Celle-ci a besoin de l'aide des Alliés occidentaux pour écraser le nazisme, afin de survivre et d'étendre son influence en Europe de l'Est. Argument décisif selon Maurice Agulhon :

« Les communistes justifiaient-ils ces craintes ? On sait bien aujourd'hui que non ! En août 1944, Hitler était loin d'être abattu, et l'une de ses dernières chances [...] eût consisté en un retournement d'alliance des Occidentaux, qui eussent fait front avec l'Allemagne pour “sauver l'Europe du bolchevisme”. [...] N'y aurait-il eu que cette raison, le PCF devait être loyal à la France libre et à la Résistance unie. C'est ce qu'il proclamait, du reste, mais bien des gens ne le croyaient pas, tant était accréditée l'idée que “communiste” égale “révolutionnaire” et qu'un révolutionnaire cherche à faire la révolution. »²³⁷

Pour en terminer avec la notion d'insurrection nationale, observons qu'elle n'est en réalité que rarement mise en pratique en France, pour diverses raisons, certaines relevant de la situation tactique et des forces en présence, mais la plus importante tenant à la relative inertie des masses, davantage prêtes à soutenir les libérateurs qu'à participer elles-mêmes aux combats de la libération.

On retrouve bien une incitation communiste à « l'insurrection nationale » à la veille de la libération de Besançon, mais sous la forme d'un appel à la grève générale des ouvrières, lancé par un tract de l'Union des Femmes Françaises²³⁸. En l'absence de formations armées (les groupes FTP, victimes de la répression, ont totalement disparu de Besançon, à l'exception du groupe *Marceau* tardivement constitué), l'UFF en est réduite à reprendre un slogan dont on voit bien la fonction incantatoire. L'UFF, dont les forces

²³⁶ *Id.* (p. 77 et 79)

²³⁷ AGULHON (Maurice), *La République .1880 à nos jours*, Hachette, 1990 (pp. 338-339)

²³⁸ *Ouvrières de Besançon*, début septembre 1944

insignifiantes, ignorant toutes les réalités politiques, est bien incapable de déclencher la moindre grève ; méprisant les plus élémentaires réalités militaires, elle ne propose, face à l'armée allemande, que des formes de lutte dérisoires : « S'ils se présentent, recevez les boches à coups de pierres, de briques, de tuiles, de projectiles en tous genres. Ils sont maintenant peu nombreux et désorganisés. »

En Franche-Comté, les combats de quelque ampleur se déroulent dans le Jura. Ils mobilisent les seules forces constituées de la Résistance, et il est piquant d'observer qu'ils n'ont été menés que par les FFI et le SOE à Lons-le-Saunier, attaqué par eux le 24 août 1944 et évacué par les Allemands le lendemain (8 jours avant l'arrivée des troupes américaines), que les zones libérées du Haut-Jura l'ont été par les seuls FFI et que les combats qui se déroulent dans la région de Dole, du 4 au 9 septembre 1944, le sont par les FTP, le SOE et les FFI, mais sous le commandement de ces derniers²³⁹.

²³⁹ Cf. *La Résistance dans le Jura, op. cit.* (pp. 211-258)

Conclusion

I - Quelques facteurs du comportement de la population

Les rapports de police, les journaux personnels, les témoignages de résistants renvoient une image confuse des comportements de la population. Ils ne suivent pas une progression linéaire qui irait d'une moindre vers une plus grande solidarité envers la Résistance. Les variables locales, l'évolution de la situation internationale, le poids de la répression, l'évolution de la perception du régime de Vichy, la diversité des pratiques des résistants eux-mêmes constituent autant de paramètres qu'il importe de mettre en valeur.

La situation internationale

L'évolution de la situation internationale exerce une influence évidente, mais qui n'est pas linéaire. Dans un premier temps, la certitude du caractère définitif de la victoire allemande éloigne la population de la Résistance. Son projet même de réintroduire la France dans la guerre se heurte à un refus engendré par la lassitude et les espoirs placés dans la capacité de Vichy à régler les problèmes urgents, évidemment davantage en zone sud qu'en zone occupée où prévaut parfois un certain sentiment d'abandon. La

mondialisation de la guerre, en 1941, ranime l'espoir d'une éventuelle victoire sans légitimer pour autant la possibilité d'une action en France.

Par contre, les succès de la fin de 1942 puis de 1943 suscitent un optimisme croissant : débarquement en Afrique du nord, victoire de Stalingrad, reconquête de l'Afrique, effondrement du régime de Mussolini et espoirs d'un débarquement en France à l'automne 1943. Associés à la lutte contre le STO, ces événements induisent une tolérance plus grande envers les actions de la Résistance et les risques de représailles qui en découlent. L'hiver 1943-44 se révèle, par contre, être une période difficile, parce qu'aux difficultés matérielles engendrées par la saison froide s'ajoutent la profonde déception de voir le conflit s'éterniser et que la désillusion engendrée par l'absence du débarquement espéré conduit à une chute du moral et à un repli des gens sur eux-mêmes.

A partir d'avril 1944, l'espoir renaît avec les succès rencontrés par l'offensive soviétique, lancée le 15 mars, et la reprise de la progression des Alliés en Italie qui conduit à la chute de Rome le 4 juin. Dès avant le débarquement, l'espoir d'une libération proche renaît, favorisant l'acceptation de sacrifices en même temps qu'elle accroît la peur des conséquences des combats, peur accompagnée de résignation plus que du refus d'aider la Résistance, tant le rejet et parfois la haine de l'occupant et de ses atrocités sont vifs.

Le débarquement du 6 juin 1944 ouvre de nouvelles perspectives, et pas seulement à la Résistance. Bien sûr, il fait entrer la Résistance dans une nouvelle phase de son histoire. Le déclenchement des plans vert et rouge (sabotages ferroviaires et guérilla, ce dernier rapporté dès le 10 juin par le général Koenig) est interprété par les résistants comme un signal de mobilisation générale. Mais ce qui compte le plus c'est la réponse de la population qui surprend les états-majors de la Résistance et dépasse leurs espérances comme leurs prévisions. On assiste partout en France à une véritable « montée au maquis ». En quelques jours, la France se couvre de milliers de maquis dont les chefs sont littéralement pris au dépourvu par l'irruption d'une masse de volontaires, mal préparés au combat et qu'ils se trouvent bien incapables d'armer, de former et d'encadrer. Ce phénomène se manifeste d'un bout à l'autre de l'hexagone.

Le Jura ne compte que 500 maquisards à la veille du débarquement et près de 8 000 à la veille de la Libération. Dans le Doubs, les effectifs passent d'une centaine à 5 000 (dont 3 000, en quelques jours, pour le seul maquis du Lomont après le 15 août 1944). En Bretagne, Marcel Baudot observe que : « Pas même au temps des volontaires de 1793 on n'avait assisté à pareille levée en masse de patriotes accourant vers le maquis. Les

effectifs de ceux-ci s'accrurent en quelques heures.»²⁴⁰ Eugène Martres montre qu'en Auvergne, les cadres du Mont-Mouchet ont été débordés par la base : « Il est également indéniable que les consignes de “prudence” furent ignorées des responsables locaux, cantonaux et communaux. L'émulation, l'enthousiasme, l'exemple des voisins l'emportèrent le plus souvent. Le rassemblement quantifié voulu par les responsables régionaux leur échappa et se transforma en “levée en masse”, ce dont certains s'inquiétèrent sur le champ.»²⁴¹

Pour le Var, Jean-Marie Guillon parle même de « soulèvement » : « Le soulèvement déborde le cadre des organisations clandestines. Il est multiforme, prudent et discret ici, massif et tranquille ailleurs. La police, elle-même, peut constater que les mots d'ordre « de Londres » sont, non seulement suivis, mais que l'affluence est telle que leur application en est gênée. C'est un soulèvement très juvénile, à l'image de ce qu'est devenue la Résistance dans son ensemble.»²⁴²

On sait bien que cet afflux de volontaires a souvent été interprété avec une ironie railleuse à l'égard de ces combattants de la dernière heure. N'est-ce pas tout d'abord commettre une erreur de perspective : si nous savons, nous, que la Libération devait survenir quelque trois mois après, les volontaires, eux, ne le savent pas encore quand ils s'engagent ? Ajoutons que trois mois de la vie d'un historien passent sans doute plus vite que trois mois de la vie d'un maquisard. Ne faut-il pas, surtout, approcher cette question d'un autre point de vue ? Cette mobilisation ne sert-elle pas de révélateur ? Elle atteste de la représentativité de la Résistance, de sa capacité à mobiliser de nouveaux militants, le moment venu. Car, de toute évidence, le 6 juin 1944 marque une rupture stratégique de nature à justifier un changement d'ampleur du recrutement. Recrutement qui s'effectue le plus souvent dans la mouvance de ceux qui reconnaissaient depuis longtemps sa légitimité et qui avaient déjà eu l'occasion d'en témoigner par des actes de complicité et de solidarité.

La Résistance ne mobilise directement qu'une minorité de la population, mais elle engage infiniment plus que ses propres militants : leurs familles et leurs villages. De la même manière les quelques exemples d'engagement réel de la population dans les combats urbains de la libération (Paris, Lille, Marseille, pour n'évoquer que des plus

²⁴⁰ BAUDOT (Marcel), *La libération de la Bretagne*, Hachette, 1974 (p. 21)

²⁴¹ MARTRES (Eugène), *op. cit.* (p. 381)

²⁴² GUILLON (Jean-Marie), *op. cit.* (p. 638)

importants), tributaires de considérations stratégiques globales autant que des seules forces de la Résistance, nous paraissent révéler la réalité d'une volonté de lutte d'une large fraction de la population et la solidarité active de la majeure partie.

Cette irruption des masses ne débouche pas sur une insurrection nationale, elle n'a certes pas l'ampleur de l'engagement des peuples polonais et grec, par exemple. Mais, émanant d'une nation traumatisée par la défaite de 40, en proie depuis les années 30 à une « crise d'identité nationale »²⁴³, elle révèle la profondeur du sursaut patriotique, d'autant plus symptomatique qu'il est souvent plus symbolique que militairement efficace. Pour ne parler que des acteurs parisiens de la libération, si les barricades ont eu une moins grande efficacité que les groupes francs, elles n'en revêtent pas moins une lourde signification que relève Henri Denis : « Les barricades ont surtout eu une portée psychologique et politique. Psychologiquement, les Parisiens qui participèrent à leur édification, et parfois à leur défense, eurent l'impression renforcée de se libérer eux-mêmes. »²⁴⁴

La réalité de cette participation, en dehors de son efficacité militaire, permet seule de comprendre que le mythe d'une France libérée par elle-même ait pu avoir quelque crédit après la libération. Ajoutons, nous y reviendrons, qu'il traduit le changement d'attitude de l'opinion publique dans les représentations, vraies ou fausses, qu'elle se fait de la cohésion de la communauté nationale et de la potentialité de la nation à prendre en charge son destin.

La population et le régime de Vichy

Très vite, quels qu'aient été, à l'égard du Maréchal, les sentiments de résistants comme Henri Frenay ou Philippe Viannay, la question essentielle de la Résistance, celle de sa légitimité populaire, se heurte à la légitimité réelle, à défaut d'être profonde²⁴⁵, du régime de Vichy. Le colloque *Le régime de Vichy et les Français* a bien mis en valeur que partout les premiers craquements apparaissent en 1941²⁴⁶ et plus encore en zone occupée

²⁴³ LABORIE (Pierre), *op. cit.*

²⁴⁴ DENIS (Henri), *Le Comité Parisien de Libération*, PUF, 1963, (p. 117)

²⁴⁵ Pierre Laborie a bien montré les "ambivalences", la "force et la fragilité du maréchalisme" *op. cit.* (p. 232)

²⁴⁶ AZÉMA (Jean-Pierre), BÉDARIDA (François) [dir.], *Le régime de Vichy et les Français*, Fayard, 1992. Cf. notamment la communication de Jean-Marie Flonneau, "L'évolution de l'opinion publique de 1940 à 1944"

qu'en zone sud. Mais la perte de confiance dans le régime de Vichy ne se traduit pas automatiquement, comme en vertu du principe des vases communicants, par une crédibilité accrue de la Résistance.

La période de l'été 1941 au printemps 1942 constitue sans doute, pour la majeure partie des Français, la période la plus noire de l'Occupation. La synthèse des rapports des préfets de la zone occupée exprime bien, en décembre 1941, le sentiment de lassitude et l'absence de points de repères précis pour la population : « Si les problèmes matériels d'intérêt immédiat restent au premier plan des préoccupations générales, les nouveaux aspects du conflit mondial font renaître les passions, sans que celles-ci ne dépassent jamais, par crainte des représailles de l'occupant, le cadre des préoccupations particulières. L'immense majorité de l'opinion persiste dans sa haine de l'occupant et se refuse entièrement à suivre la politique gouvernementale de collaboration. »²⁴⁷

En avril 1942, avec le retour aux affaires de Pierre Laval, qui depuis 1940 symbolise la politique honnie de collaboration, Vichy paraît non seulement incapable de régler les problèmes urgents des Français (ravitaillement, retour des prisonniers de guerre, assouplissement du passage de la ligne de démarcation, sortie honorable de l'état de guerre), mais encore directement responsable de l'accroissement des souffrances : envoi de travailleurs français en Allemagne, établissement d'un régime policier, engagement contre les Alliés en Afrique du nord. C'est alors que se déroulent les premières manifestations patriotiques, comme la cérémonie du 14 juillet 1942 à Lons-le-Saunier. Elles témoignent de la profondeur de la rupture entre Vichy et les Français comme de la capacité de la Résistance de zone sud d'influencer, et ponctuellement de mobiliser, une bonne partie de la population. Le préfet du Jura a bien saisi la portée de ces manifestations, évidemment plus spectaculaires en zone libre qu'en zone occupée par les Allemands :

« L'opinion publique paraît avoir été particulièrement surexcitée par les appels à la rébellion et les invitations au désordre intérieur, sans cesse renouvelés par la radio anglo-gaulliste. Les manifestations du 14-Juillet ont eu pour beaucoup le caractère de manifestations patriotiques alors qu'elles n'étaient en réalité que le résultat d'un mot d'ordre. La propagande par tracts s'est faite de plus en plus active et les publications clandestines les plus diverses ont été saisies par les services de police de mon département. Elles

²⁴⁷ Arch. Nat. [72 AJ 257]

promettent en général aux Français leur “libération prochaine”. Ces faits conjugués, liés à ce qu'on pourrait appeler “la psychose du deuxième front”, ont fini par persuader bon nombre de nos compatriotes qu'à la faveur d'un débarquement anglais en France un soulèvement de la population civile serait possible. »

En zone occupée, les manifestations contre les insuffisances du ravitaillement montrent que la population commence à sortir de sa passivité : « Une certaine nervosité commence à remplacer le calme et la résignation dont avaient fait preuve jusqu'à présent les Francs-Comtois » note le préfet du Doubs le 3 février 1942²⁴⁸, tandis que quelques mois plus tard, le délégué départemental du ministère de l'Information et de la Propagande met en valeur la traduction politique de cette évolution : « En raison de la stagnation apparente des fronts, la plupart se rallie tout au moins de cœur à la propagande gaulliste, et ce n'est pas à la campagne que ce mouvement serait le moins accusé. »²⁴⁹ Pourtant, en dehors de ces manifestations, la résignation l'emporte encore et le préfet du Doubs peut justement observer, le 14 octobre 1942, que « persuadé du succès des Anglo-américains » mais annihilé par « le découragement et l'amertume », « au fond, le pays voudrait rester à l'écart de la guerre et de ses conséquences. »²⁵⁰ La population du Doubs apprend avec indifférence l'arrestation des communistes et des FTP - dont celle de *Fabien* - en septembre et octobre 1942. Elle réagira tout autrement un an après.

C'est l'envoi des travailleurs français en Allemagne, nous en avons amplement parlé, qui marque la cassure et qui investit la Résistance d'une légitimité perdue depuis longtemps par Vichy. Le phénomène est général, il transcende toutes les classes sociales et concerne les deux zones. Dès le 2 février 1943, évoquant l'échec de la propagande officielle, le préfet du Doubs l'exprime à sa manière : « L'action demeure plus ingrate que jamais, les arguments de raison n'ayant aucun poids contre les entraînements du sentiment. Toute organisation officielle se heurtera d'ailleurs à une méfiance générale. [...] Le public ayant l'impression que tout ce que l'on affirme publiquement est sujet à caution alors que les nouvelles ou les consignes qui sont données sous le manteau, et pour ainsi dire en fraude, sont sûres de bénéficier d'une faveur immédiate. »

²⁴⁸ Arch. Nat. [AJ 41 370]

²⁴⁹ Rapport du 10 juin 1942, Arch. dép. du Doubs [M 3705]

²⁵⁰ Arch. Nat. [AJ 41 370]

Le préfet du Jura, où la Résistance, il est vrai, est beaucoup plus développée, l'exprime de manière plus tranchée en septembre 1943 : « La population attend la défaite allemande et le départ de l'occupant. Elle n'accepte pas de voir le péril communiste, les menaces de désordre ou même de guerre civile. Elle ne veut pas suivre le gouvernement dans sa politique de collaboration dont elle ne croît même plus à l'opportunité et dont elle rejette avec plus de force que jamais les sacrifices. Le Jura exprime une résistance passive que les événements ne peuvent que généraliser. [...] Un état d'aigreur s'est introduit lentement dans le Jura. »²⁵¹

Dans l'état actuel de nos connaissances, il est plus difficile d'apprécier l'évolution de l'opinion publique dans le Territoire de Belfort, où les deux préfets successifs défendent la politique de collaboration avec un zèle qui leur vaut les compliments des Allemands. Il en va de même en Haute-Saône où le préfet Paul Théry (arrêté par les Allemands le 17 mai 1944 en raison de sa politique d'obstruction) ne formule pratiquement jamais de jugement sur l'état de l'opinion publique²⁵².

Nous ne pouvons souscrire à l'interprétation que Robert Paxton propose de l'attitude de la population française lorsqu'il écrit :

« Même les récalcitrants, parce qu'ils ne mettent pas en doute la légitimité du régime et ne font pas d'opposition active, viennent sans le vouloir grossir le flot des partisans. Tous ces groupes, des tièdes aux fervents, sont des "collaborateurs" au sens fonctionnel du terme, car ils créent ce large courant d'opinion qui, reconnaissant d'abord la légalité du gouvernement, va ensuite y participer plus activement. »²⁵³

La meilleure réponse lui est apportée par un autre historien américain, John Sweets, qui a étudié de près les réalités, dans la région de Clermont-Ferrand :

²⁵¹ Arch. Nat. [F 1 CIII 1159]

²⁵² Dans le maniement de la langue de bois, son successeur, le secrétaire général, Raymond Etellin, faisant fonction de préfet, atteint des sommets insurpassables. Le 31 juillet 1944 il écrit benoîtement : « Il va sans dire que les opérations de débarquement des troupes anglo-américaines ont fortement retenu l'attention de la population. [...] Les événements de politique intérieure sont trop peu connus de l'opinion publique pour provoquer une réaction de quelque importance. »

²⁵³ PAXTON (Robert O.), *La France de Vichy 1940-1944*, Le Seuil, 1973, (p. 225) Rappelons que pour écrire son grand ouvrage, Robert Paxton n'a pas eu la possibilité de consulter les rapports des préfets, et moins encore ceux de la police et de la gendarmerie. Il voit l'opinion publique française "d'en haut", de Vichy et de Paris.

« La majorité de la population avait abandonné sinon tout du moins une grande partie de sa sympathie pour le régime de Vichy longtemps *avant* ce qui devait être l'acte le plus impopulaire du régime, l'introduction du travail obligatoire. Par conséquent, insister sur l'attentisme de la plupart des Français, leur apparente indifférence, leur apathie, leur résignation sous le régime de Vichy et les décrire comme des “collaborateurs au sens fonctionnel” (Paxton), étant donné la valeur émotionnelle et idéologique du mot *collaboration*, ne rend pas compte de la distinction nécessaire entre opinion et action et pervertit l'usage habituel du langage. Est-ce que l'indifférence et l'apathie ne devraient pas être plutôt interprétées comme *opposition* plutôt que comme *support* à un régime, particulièrement à un régime s'engageant sur tous les fronts pour soulever un enthousiasme pour son programme et ses chefs ? Si l'on devait choisir une formule pour décrire les sentiments de la plupart des Français sous Vichy, *résistants fonctionnels* serait plus valable que *collaborateurs fonctionnels*, mais aucune des deux ne serait appropriée. »²⁵⁴

La répression

La répression constitue le troisième facteur qui détermine le comportement de l'opinion publique. Il va sans dire que la solidarité de la population opère une distinction entre les personnes arrêtées par les forces de police ou de gendarmerie françaises et celles qui le sont par les Allemands. Les victimes de la répression allemande se voient presque automatiquement auréolées du prestige des martyrs, tant est brutal le rejet de l'occupant. Par son ampleur, la répression allemande rend la présence de l'occupant moins tolérable, moralement et physiquement si l'on ose dire. Elle accentue les lignes de clivage et précipite le régime de Vichy dans le discrédit.

Les grandes opérations, les arrestations, les déportations, les exécutions ont un retentissement aisément mesurable. Émotionnellement, les représailles sanguinaires, les exécutions de résistants à la Citadelle de Besançon le 26 septembre 1943 ou les colonnes de représailles allemandes qui mettent le Haut-Jura à feu et à sang en avril 1944 suscitent

²⁵⁴ SWEETS (John F.), *op. cit.* (pp. 168-9)

une adhésion à la cause de la Résistance qui transcende très vite la peur que, momentanément, elles suscitent.

En revanche, on peut se demander si, dans une certaine mesure, l'avancée du couvre-feu, les interdictions de circuler, la garde des points sensibles en repréailles d'actions dont les gens mesurent mal l'intérêt immédiat, n'ont pas contribué, en ajoutant aux difficultés matérielles de la vie quotidienne, à éloigner la population de la Résistance. Ce qui est d'ailleurs tout à fait compréhensible, puisque la guérilla n'obtient pas de résultats tangibles et ne remporte pas de victoires clairement identifiables.

Cette guerre d'usure n'use pas que l'ennemi, d'autant que, sentimentalement, il est plus aisé de s'émouvoir pour un jeune fusillé que d'accepter de faire des gardes de nuit pendant une semaine parce qu'un train a déraillé. On pourrait avancer une hypothèse plus « basse », en observant que les gens sont plus directement concernés par un couvre-feu qui les empêche de sortir de chez eux que par la mort de leurs compatriotes. Cette interprétation, toute célinienne, des réactions humaines, nous paraît se heurter à la réalité des représentations et des comportements. Dans l'imaginaire des Français, les victimes ont toujours été très proches d'eux. La Résistance s'est à cet égard bien battue en montrant que ses « héros » étaient des êtres avec lesquels la population pouvait aisément s'identifier : médecins, prêtres, paysans, ouvriers, communistes ou chrétiens. Ajoutons que, placés devant l'urgence de l'aide, pourvu qu'ils soient directement sollicités, nombreux sont ceux qui ont franchi le pas et l'on ne connaît guère de cas où des résistants aient été finalement abandonnés, sans renseignements, sans soins ou sans ravitaillement.

Les formes d'action de la Résistance

La nature et la forme des actions de la Résistance constituent un autre élément déterminant de l'attitude de la population. Parce qu'elle est immédiatement efficace, la lutte contre le STO, sous toutes ses formes, apparaît pleinement justifiée et attire une forte solidarité. C'est indiscutablement à cette occasion que l'opinion publique bascule en faveur de la Résistance. Grèves, manifestations, attentats contre les officines de réquisition provoquent une sympathie évidente de même que les maquis-refuges où se cachent, aussi discrètement que possible, les réfractaires.

Dès 1942, mais surtout à partir de 1943, les actions contre les collaborateurs notoires, qu'elles visent leurs biens ou leurs personnes, sont également accueillies avec

une sympathie à la hauteur du rejet du principe même de la collaboration. Partout on refuse de fournir le moindre indice permettant d'identifier leurs auteurs. Il faut vigoureusement opposer le comportement des Français à la suite de deux événements : l'exécution par la Résistance de M., chef du PPF de Montbéliard, et l'exécution des résistants à la Citadelle de Besançon. Le 8 août 1943, les obsèques du collaborateur donnent lieu à des incidents avec la foule, notamment avec un ancien combattant qui n'accepte pas de se découvrir au passage du convoi funèbre. Après les exécutions du 26 septembre 1943, les tombes communes des fusillés de Besançon deviennent un lieu de pèlerinage, fleuri par la population pendant plusieurs semaines.

Du point de vue historique, on ne peut qualifier de guerre civile la lutte entre les résistants et les collaborateurs. Elle n'a jamais opposé deux fractions de la nation. Les collaborateurs ne constituent qu'une poignée d'individus méprisés par une population regardant avec indifférence, quand ce n'est pas avec joie, les coups que leur portent les résistants qui bénéficient ensuite de son soutien. Ceci, soit dit en passant, doit conduire à relativiser la portée de la fameuse formule de Stanley Hoffmann sur la « guerre franco-française ». Notion tout à fait opératoire pour rendre compte des enjeux politiques de la France sous l'Occupation, mais dont le sens ne peut en aucun cas être étendu à l'atmosphère qui règne dans le pays à l'époque des combats, à partir de l'automne 1943. Jamais la population ne s'est impliquée en faveur des mouvements de collaboration ou de la milice. A quelles obsèques de collaborateurs abattus par la Résistance a-t-on jamais vu de foules venir pleurer la « victime » ? A contrario, dans quelles régions de France ne trouve-t-on pas de manifestations émues de solidarité pour les résistants fusillés ?

Les sabotages qui visent les installations et les usines travaillant pour les Allemands attirent également la sympathie, d'autant que parfois, ils sont visiblement susceptibles d'économiser des vies humaines. C'est évidemment le cas des sabotages effectués chez Peugeot, dont tout le monde comprend à l'époque qu'ils sont seuls de nature à prévenir un nouveau bombardement meurtrier, comme l'a été celui du 13 juillet 1943²⁵⁵. Il en est de même des sabotages ferroviaires, car il devient vite évident que leurs auteurs évitent de s'en prendre aux trains de civils français ; à notre connaissance, les 698 sabotages ferroviaires effectués en Franche-Comté n'ont tué « que » deux Français, deux cheminots (à Rochefort-sur-Nenon, le 24 octobre 1943).

²⁵⁵ Un accord a d'ailleurs été explicitement conclu en ce sens entre les résistants de Montbéliard et la RAF (cf. notre communication "Les ouvriers de Peugeot, le patronat et l'État").

Les vrais problèmes entre la Résistance et la population surviennent d'une part avec l'entrée en action des maquis, lorsque ceux-ci cessent d'être des maquis-refuges pour devenir des unités combattantes, attirant par là-même les risques de répression. Ils auraient sans nul doute pu survenir en Franche-Comté si les communistes y avaient pratiqué l'exécution de soldats allemands. Mais, nous l'avons vu, ils ne se sont pas décidés à franchir le pas. Les problèmes apparaissent d'autre part quand la population est directement confrontée aux résistants à l'occasion des réquisitions (ou des destructions de récoltes et de machines agricoles réduisant un ravitaillement déjà insuffisant).

Nous avons vu que la résolution des contradictions engendrées par ces formes d'action ne va pas de soi : la Résistance a dû imposer un véritable rapport de force. Celui-ci est globalement bien toléré parce que le but ultime de la Résistance apparaît légitime aux yeux de la population. Mais il n'est plus toléré quand les résistants sortent de leur rôle, quand leurs imprudences compromettent inutilement la population et, plus vivement encore, lorsque leurs motivations paraissent troubles et relèvent du banditisme. La loi du silence qui protège les résistants ne saurait se résumer au constat d'un simple rapport de force car celui-ci doit être toléré, et il ne peut l'être qu'à condition d'être exercé au nom d'une légitimité supérieure, reconnue comme telle. Elle ne l'est plus en Haute-Saône entre octobre 1943 et février 1944.

II - La population, ses représentations et ses comportements

Partout, des sentiments de peur ont été éprouvés par une population qui souhaite la victoire de ceux qui combattent pour sa libération. Mais, nous l'avons vu, il faut bien distinguer, d'une part les sentiments de peur ou de lassitude, les représentations d'un événement à venir en termes de catastrophe éventuelle - surtout lorsqu'ils sont raisonnablement légitimes ! - et d'autre part les comportements. La solidarité, dûment observée, lorsque le passage à l'action oblige à trancher, révèle la réalité de l'état de la population. C'est la raison principale pour laquelle nous avons étudié les relations de la Résistance non pas avec « l'opinion publique » mais avec la « population »²⁵⁶. L'opinion

²⁵⁶ Nous avons évité l'usage des termes de "peuple" ou de "masses" dont la connotation marxiste est chargée de pré-supposés "héroïsans" que nous ne partageons pas.

publique, « phénomène collectif, reflet et affirmation d'une opinion dominante à l'intérieur d'un groupe social » nous dit Pierre Laborie, est une réalité construite. Elle s'appuie principalement sur l'étude de ses représentations : « C'est par le biais des représentations que l'historien peut accéder le plus efficacement à l'analyse du fonctionnement de l'opinion et à ses prolongements. »²⁵⁷

L'étude de la population, qui doit évidemment intégrer celle de ses représentations, accorde une place au moins aussi grande à celle de ses comportements²⁵⁸. Toutes remarques qui ne visent en rien l'œuvre profondément novatrice, la pensée complexe (comme le réel) et jamais réductrice de Pierre Laborie. Celui-ci précise clairement la place respective du « réel » et du « symbolique » : « Étudier l'opinion au cours de cette période, c'est, à partir du contrepoint permanent entre le réel et le symbolique, tenter de déceler la part mouvante que tient l'imaginaire dans les comportements. »²⁵⁹ Mais, il est vrai que, dans l'étude de la population française sous l'Occupation, nous n'arrivons pas aux mêmes conclusions que lui. Pour partie, sans doute, parce que nous n'accordons pas le même poids aux représentations et aux comportements et, en tout cas, parce que nous ne combinons pas de la même manière les enseignements souvent ambivalents, pour ne pas dire ambigus, que l'on peut tirer de leur étude. La Résistance, dont nous avons dit qu'elle était une action et non pas l'expression d'une idée, vise certes à donner d'elle-même une image favorable, mais ce n'est qu'un objectif secondaire par rapport au seul qui soit déterminant pour elle : entraîner la population dans l'action et dans des gestes de solidarité. Là se mesure véritablement la nature du lien entre la Résistance et la population.

Ceci ne nous autorise pas pour autant à sombrer dans l'image d'Épinal d'une grande communion entre l'élite et la masse. D'une manière sans doute plus brutale que son propre journal ne l'exprimait sous l'Occupation, Philippe Viannay, dans ses mémoires, nous met en garde contre une vision trop lyrique des relations entre la Résistance et la population :

« La France était l'objet de nos efforts, non en tant que masse, mais comme terrain de chasse, de recrutement et aussi comme prétexte, en même temps

²⁵⁷ LABORIE (Pierre), "De l'opinion publique à l'imaginaire social", in *Vingtième siècle. Revue d'Histoire*, 1988, n° 18 (pp. 103 et 117)

²⁵⁸ Réalité construite elle aussi, nous n'avons pas la naïveté de croire que les comportements sont des faits objectifs qu'il suffit d'observer !

²⁵⁹ LABORIE (Pierre), *L'opinion française sous Vichy, op. cit.* (p. 25). Le sous-titre de son ouvrage sur le Lot sous l'Occupation est d'ailleurs sans ambiguïté : "L'évolution de l'opinion et des comportements dans le Lot de 1939 à 1945".

que l'occupant, à notre propre accomplissement. Vision élitiste ? Peut-être. Nous étions à la recherche de nos semblables beaucoup plus que nous ne tentions de convaincre le nombre. [...] Ce peuple, qui de ma génération ne se rappelle son état, avili par la peur, par le marché noir, par la pauvreté et souvent par la faim ? [...] L'expérience des semaines qui précédèrent le débarquement, le triomphe fait à Pétain lors de sa venue à Paris, les ralliements obséquieux de tant de gens qui reniflaient l'odeur des nouveaux maîtres, tout me fit penser que le peuple est souvent une notion mythique, invoquée par des minorités agissantes, comme le chœur dans la tragédie antique. [...] Consensus spontané surgi des masses, rédemption lyrique dans le sang, ferveur révolutionnaire sacrée, non. La masse reste la masse, se reconnaissant dans la dominante du moment : peur, violence, joie, pitié, jeu. Populace qui suit les porteurs de têtes au bout des piques ou qui se rue au petit matin au spectacle de la guillotine ; public qui siffle ou applaudit ses champions ou ses stars ; foule pour acclamer ceux qui la protègent, Daladier, Pétain, puis de Gaulle et qui couvre de fleurs et de baisers ses guerriers. »²⁶⁰

L'image que nous avons des liens entre la Résistance et la population dépend pour une large part du point de vue d'où nous les observons. Si l'on se place, quasi topographiquement, du point de vue d'un idéal-type d'une « résistance du peuple » popularisée par l'historiographie marxiste qui décrit un peuple se soulevant pour chasser l'envahisseur, on ne peut qu'opposer à cette vision celle d'une résistance minoritaire ne parvenant que ponctuellement à sortir la masse de son attentisme.

Si l'on se place d'un point de vue plus modeste, pour ne pas dire moins élevé, qui considère que l'inertie est un mode normal (au sens de la statistique) du comportement humain, si l'on admet avec Stanley Hoffmann que : « L'autoconservation n'est pas le plus noble des buts, mais c'est le plus élémentaire »²⁶¹, alors, on ne peut qu'être surpris de constater que tant de Français se mêlent des affaires de l'État et de la société, que tant de gens, humbles ou non, politisés ou non, sortent de leur inertie naturelle. Sur ce point nous rejoignons totalement les remarques de Jean-Marie Guillon sur les forces de la Résistance :

²⁶⁰ VIANNAY (Philippe), *Du bon usage de la France*, Ramsay, 1988 (p. 105-107)

²⁶¹ Dans ses réflexions sur le film *Le Chagrin et la pitié* in HOFFMANN (Stanley), *Essais sur la France. Déclin ou renouveau ?*, Seuil, 1974 (p. 81)

« Si l'on compare ses effectifs à ceux des militants politiques pendant des temps plus sereins et moins risqués, on n'est pas tant frappé par leur maigreur que par leur nombre. Elle est devenue un phénomène de masse (ce qui ne veut pas dire majoritaire) après l'occupation, au point que jamais autant de Français peut-être ne se sont sentis concernés par les affaires publiques et ne se sont engagés, même si c'est de façon modeste (voir les effectifs syndicaux). »²⁶²

En dépit de certaines « estimations » avancées ici ou là, nous ne dénombrerons jamais les résistants, car cela est impossible. Sur ce point encore, nous sommes d'accord avec John Sweets :

« Après plus de 15 ans de recherches dans ce domaine, j'ai la conviction (à moins d'un recensement dans l'au-delà) que l'on n'aura jamais une analyse statistique des forces de la Résistance française. [...] On doit dépasser le problème insoluble du dénombrement, pour formuler une appréciation générale de l'atmosphère, du climat dans lequel opérait la Résistance durant les deux dernières années de l'occupation allemande. »²⁶³.

Nous partageons les réticences de Jean-Marie Guillon sur les dénombrements : « Aussi n'accordons-nous aucune valeur au prétendu pourcentage de résistants rapporté à la population totale d'un département que certaines études fournissent à partir des dossiers CVR. [...] De grâce, n'en faisons pas l'instrument de mesure de la Résistance ! »²⁶⁴

La nature même de la Résistance est de ne pas avoir de limites claires. Tout le monde comprend que le maquisard est résistant. Et le maire qui accueille les maquisards ? Et les policiers de Saint-Claude qui communiquent à la Résistance leurs horaires de patrouille pour la laisser librement circuler dans la ville ? Et les paysans de Cosges (Jura) qui, le 8 février 1944, viennent porter assistance à l'avion de Lucie Aubrac qui s'est embourbé et le tirent de là avec l'aide de leurs boeufs et de leurs chevaux, puis rentrent tranquillement se coucher, pendant que les gendarmes gardent les routes ?²⁶⁵ Et la famille Fouret qui héberge, nourrit puis guide les maquisards blessés du Mont-Poupet après avoir

²⁶² GUILLON (Jean-Marie), *op. cit.* (p. 902)

²⁶³ SWEETS (John), *op. cit.* (p. 228)

²⁶⁴ GUILLON (Jean-Marie), *op. cit.* (p. 336)

²⁶⁵ AUBRAC (Lucie), *Ils partiront dans l'ivresse (Lyon mai 1943-Londres février 1944)*, Le Seuil, 1984 (p. 243)

tenté de les dissuader de s'installer près de chez eux ? Et les habitants de Viry qui poussent leur maire à la démission parce qu'ils le soupçonnent d'avoir dénoncé des sympathisants du maquis ? Tous ceux-là ne sont pas au cœur de la Résistance, mais ils ne sont pas à sa périphérie non plus, car, sans eux, la Résistance organisée ne pouvait ni se développer ni même survivre.

Que le groupe de l'AS de Saint-Claude soit composé de 150 ou de 80 membres, qu'il y ait eu 500 ou 200 maquisards au Mont-Poupet, que l'équipe du Service Atterrissage Parachutage du Jura compte 50 membres au lieu de 25, quelle importance ? Statistiquement ils sont plus nombreux, mais leur dénombrement ne dit pas grand chose de la Résistance, de sa nature et de sa représentativité. Pour l'efficacité de la Résistance, pour sa sécurité, pour le moral de ses combattants fondé sur la perception que leur combat *pour* la nation pouvait être aussi le combat *de* la nation, seules comptent les formes concrètes de solidarité de la population. Ce qui fait la force de la Résistance, plus que le nombre de ses combattants, c'est l'appui que lui donne la population quand elle en a besoin. Non pas toute la population, ni tout le temps, mais certains de ses membres qui manifestent leur solidarité non pas en permanence, mais ponctuellement, quand la Résistance en a besoin. L'ampleur de ce soutien ne se mesure pas en termes d'effectifs, mais par le fait qu'au sein de la population les ennemis de la Résistance sont peu nombreux et que celle-ci peut toujours trouver des soutiens nécessaires.

Nous sommes donc amené à distinguer une Résistance-organisation, qui ne comprend de toute évidence qu'une toute petite minorité, aux contours d'ailleurs difficilement discernables, et une Résistance-mouvement, phénomène politique n'hésitons pas à dire phénomène social beaucoup plus vaste. Elle englobe tous ceux dont les actes de solidarité ont été essentiels à la Résistance organisée. Essentiels, non seulement parce que la solidarité a été un apport important, mais parce qu'elle constitue l'essence de la Résistance des Mouvements (opposée à celle des réseaux).

Ce mouvement social, que Jean-Marie Guillon qualifie de « mouvement de masse », nous ne saurions comme lui le qualifier de « résistance passive »²⁶⁶. D'abord, car au niveau de l'analyse historique, ce qui distingue ceux qui ont aidé la Résistance organisée d'une part, des attentistes d'autre part, c'est précisément l'existence d'*actes* de solidarité. Ensuite, parce que, au niveau des hommes eux-mêmes, se manifeste une forte conscience que leur action signifiait prise de risque, engagement. Leur solidarité avec la

²⁶⁶ GUILLON (Jean-Marie), *op. cit.* (p. 905)

Résistance organisée ne s'éteint pas une fois l'acte accompli, elle les a durablement engagés, sous une forme qui peut se formuler d'une manière simple, mais forte : le sentiment d'avoir été *avec* la Résistance.

III - La population dans la Résistance

L'une des approches de l'histoire de la Résistance consiste à étudier la présence des divers groupes sociaux en évaluant leurs effectifs et en les comparant à ceux de la société. Cette démarche, classique dans l'étude des organisations, a produit des résultats que nous exposerons²⁶⁷ et qui constituent un important apport à notre connaissance de la Résistance française. Toutefois, nous souhaitons revenir sur les interprétations qui peuvent être faites des données chiffrées ainsi construites et livrer quelques réflexions sur les problèmes d'une histoire sociale de la Résistance. Comment penser les relations entre la Résistance et la société ? Nous proposons deux approches, l'une par le principe d'intentionnalité, l'autre par le principe de fonctionnalité, envisagés d'abord séparément puis dans leur interdépendance.

Pour étudier l'engagement des divers groupes sociaux, plaçons-nous à deux points de vue différents : celui des acteurs et de leurs intentions subjectives ; celui de la Résistance et de son fonctionnement objectif. Ceci nous conduit à dégager deux principes explicatifs, le principe d'intentionnalité et le principe de fonctionnalité dont nous verrons qu'ils ne sont pas indépendants mais complémentaires et liés²⁶⁸.

Du point de vue des acteurs, on doit s'interroger sur les intentions qui les poussent à faire de la résistance. Intentions comprises comme décrivant les valeurs fondant l'action, les objectifs à atteindre, les stratégies à mettre en œuvre. L'acteur, cet être humain singulier, fait de la résistance parce qu'il le veut. Essayons de voir, au niveau du groupe social, ce que le principe d'intentionnalité peut expliquer de ses comportements. Le principe d'intentionnalité permet, comme nous l'avons vu, de rendre compte du moindre

²⁶⁷ Notamment dans les tableaux publiés en annexe.

²⁶⁸ Notre usage du "principe de fonctionnalité" ne renvoie nullement aux concepts de la sociologie du fonctionnalisme, mais se réfère pour une bonne part à la critique qu'en a fait Robert K. MERTON *Éléments de théorie et de méthode sociologique*, Plon, 1965 (pp. 65-139)

engagement des paysans dans la Résistance-organisation et de son retard. De la même manière, il permet aussi de comprendre pourquoi, dans les villes, certains groupes s'engagent par fidélité à leurs valeurs : des instituteurs, défenseurs de la laïcité et de la culture républicaine²⁶⁹ ; des officiers très tôt engagés, par patriotisme, dans les réseaux de renseignements ; des ouvriers, surtout ceux appartenant aux secteurs traditionnellement les plus impliqués dans les luttes sociales et le combat politique : les ouvriers qualifiés plus que les manœuvres et ceux du secteur public davantage que ceux du privé²⁷⁰.

Si nous nous plaçons du point de vue de la Résistance, il faut recourir à un autre principe pour expliquer ses sphères de recrutement. Si la résistance était l'expression d'une idée, on pourrait étudier l'engagement des groupes sociaux en les plaçant sur un pied d'égalité, en estimant que tous ont une représentation de la réalité et sont porteurs de jugements. Si l'on définit la résistance comme une action contre l'occupant, on change les termes de la question. Elle n'est plus : « qui partage les idées de la Résistance ? » elle devient « qui agit ? » On est alors contraint de soulever le problème de l'efficacité et, tout simplement, de la possibilité de l'action, de son terrain, de ses objectifs et de ses moyens. En théorie tout le monde peut faire de la résistance parce que tout le monde peut en avoir l'intention et inventer ses propres formes d'action. Mais, en pratique, tous les acteurs sociaux ne sont pas sollicités de la même manière ou/et ne trouvent pas les mêmes possibilités d'agir. Le développement historique de la résistance fait que toutes les formes d'action n'apparaissent pas au même moment, ni avec la même intensité. L'action a son terrain : grandes villes, petites villes et campagne ; elle a ses formes : renseignement, propagande, organisation, lutte armée (elle-même divisée en sabotages industriels, attentats de toute nature, maquis...). Tous les groupes sociaux n'ont pas les mêmes aptitudes (du point de vue de l'acteur) ou la même utilité (du point de vue du système). La Résistance recrute en vertu de ses besoins propres et les acteurs remplissent des fonctions qui ne peuvent pas être accomplies par des éléments interchangeables de la société : ce que nous appelons le principe de fonctionnalité.

La fonctionnalité spécifique décrit les mécanismes qui conditionnent les champs d'action de la résistance. Elle permet de comprendre pourquoi la Résistance est d'abord

²⁶⁹ Cf. par exemple : CORDESSE (Henri), *Histoire de la Résistance en Lozère 1940-1944*, Les Presses du Languedoc/Max Chaleil Éditeur, 1989 ; MARTINET (Jean-Claude), *Histoire de l'occupation et de la Résistance dans la Nièvre 1940-1944*, La Charité-sur-Loire, Ed. Delayance, 1978 ; MARTRES (Eugène), *Le Cantal de 1939 à 1945*, Cournon d'Auvergne, Éditions de Borée, 1993.

²⁷⁰ Cf. les travaux de J. Sainclivier et J.-M. Guillon, (*op. cit.*) pour l'Ille-et-Vilaine et le Var ou de Éric Mathieu, "Sociologie de la Résistance dans le Puy-de-Dôme" in GUESLIN (André), *De Vichy au mont Mouchet*, Université Blaise Pascal de Clermont-Ferrand, 1991.

un phénomène urbain. Relevons d'emblée une caractéristique valable pour toutes les organisations, toutes les formes d'action et toutes les périodes : la Résistance recrute ceux qui se déplacent facilement et qui exercent des professions de contact : voyageurs de commerce, commerçants, artisans, postiers, cheminots... Pour le renseignement, on cherche les informations militaires, politiques et économiques sur le dispositif, les moyens et la stratégie de l'occupant ou de Vichy là où elles sont : dans les villes. On les trouve par ceux qui y ont accès : les militaires, les cadres de l'industrie et des services publics (administration, SNCF, PTT) et l'on ne s'étonnera pas de voir ces groupes sociaux sur-représentés dans la sociologie des réseaux²⁷¹. La création d'un périodique clandestin, nécessitant la continuité de l'action, la production d'analyses diversifiées, la division du travail, oblige à inventer des formes d'organisation toujours plus élaborées. Ainsi naissent la plupart des mouvements, comme l'a démontré Laurent Douzou²⁷². Cette presse clandestine apparaît dans les villes, où les problèmes matériels (papier, reproduction, argent) sont plus facilement résolus, où la diffusion de la presse clandestine est plus aisée du fait de la concentration de la population et de l'anonymat des relations. C'est là, enfin, que se trouvent les compétences intellectuelles, nous y reviendrons. Rien n'est sans doute plus révélateur du pouvoir explicatif du principe de fonctionnalité que les conditions d'entrée des paysans dans la Résistance. Celle-ci survient presque partout, à des degrés divers il est vrai²⁷³, à partir de la réquisition des travailleurs pour l'Allemagne. C'est alors seulement que la Résistance, déjà organisée depuis longtemps, s'adresse aux paysans.

La fonctionnalité sociale décrit des mécanismes inhérents à tout mouvement social et qui ne sont pas spécifiques de la Résistance. La sur-représentation dans la Résistance des couches moyennes et supérieures peut s'expliquer par des facteurs structurels de la société française : ce sont elles qui, en tous temps, dans toutes les organisations, de quelque nature qu'elles soient, fournissent le plus grand nombre de militants et plus encore de dirigeants. Les tableaux de la répartition socioprofessionnelle des résistants au niveau départemental ou au niveau des mouvements attestent tous de cette sur-représentation des cadres supérieurs, des cadres moyens, des professions indépendantes et souvent des employés. Elle est encore plus sensible lorsqu'on examine la proportion des

²⁷¹ Cf. Tableau en annexe

²⁷² Cf. DOUZOU (Laurent), *La désobéissance. Histoire d'un mouvement et d'un journal clandestins : Libération-Sud (1940-1943)*, Odile Jacob, 1995, p. 48

²⁷³ Christian Font met en valeur le très faible engagement des paysans dans la Résistance en Aveyron dans "Les paysans et la Résistance, le modèle aveyronnais ?" in SAINCLIVIER (Jacqueline), BOUGEARD (Christian), *La Résistance et les Français. Enjeux stratégiques et environnement social*, (op. cit.)

cadres de la Résistance d'un département, comme l'a fait Jean-Marie Guillon pour le Var²⁷⁴ : les couches supérieures et moyennes y exercent une domination écrasante et évacuent les milieux populaires, paysans et ouvriers, pourtant bien présents à la base. Elle est encore plus spectaculaire, quand, à un niveau supérieur, avec Jacqueline Sainclivier, on observe la prédominance absolue des élites au sein des dirigeants de la Résistance intérieure²⁷⁵ : 88% sont recrutés dans les élites dirigeantes de la société, rajeunies certes, mais qui se perpétuent fort efficacement. Pourquoi s'en étonner ? L'administration d'une entreprise humaine requiert une aptitude à concevoir des structures, à formuler des analyses, à gérer des budgets, à administrer les choses et à diriger les hommes. Compétences qui se trouvent de façon privilégiée dans certains milieux. Ainsi fonctionne la vie associative, avant comme après la guerre, comme le confirment diverses enquêtes. La participation à des associations (de toute nature) est étroitement liée au niveau culturel des individus, comme le révèle une enquête de 1974 du Secrétariat d'État à la Culture : 18% des personnes sans diplôme participent à une association contre 48,5% des titulaires d'un diplôme d'études supérieures ; l'écart s'accroît chez ceux qui exercent une responsabilité : respectivement 4,7 et 22,4%²⁷⁶. Ce même savoir-faire, organiser et dire se retrouve, il est vrai, dans d'autres milieux, comme celui des groupes de la mouvance communiste. Ils recrutent, dès 1940, dans le vivier des militants du parti, de la jeunesse communiste et des syndicats (surtout chez les métallurgistes), comme le montrent Joël Clesse et Sylvie Zaidman pour la banlieue parisienne²⁷⁷. Dans le Var, Jean-Marie Guillon a calculé que plus du tiers des élites de la Résistance communiste appartenait à la classe ouvrière, ce qui, nous rappelle-t-il, fait jouer à la Résistance, sous l'Occupation, le rôle tenu par le PCF en temps de paix : celui d'agent de la promotion des élites ouvrières²⁷⁸.

Dans un premier temps, nous avons abordé séparément les principes d'intentionnalité et de fonctionnalité, il faut maintenant insister sur les liens intimes qui les font s'entrecroiser. Fonctionnalité et intentionnalité appartiennent au même système et se nourrissent l'une l'autre. L'on peut étendre à toute la Résistance ce qu'Olivier Wieviorka dit de Défense de la France : « Modes d'action, idéologie et sociologie sont à

²⁷⁴ *op. cit.* cf. tableau en annexe

²⁷⁵ SAINCLIVIER (Jacqueline), "Essai de prosopographie comparée des dirigeants de la Résistance intérieure et extérieure française" in DOUZOU (Laurent), FRANK (Robert), PESCHANSKI (Denis), VEILLON (Dominique), *La Résistance et les Français : Villes, centres et logiques de décision*, Institut d'histoire du temps présent (CNRS), 1995. cf. tableau en annexe

²⁷⁶ Secrétariat d'État à la Culture, "Pratiques culturelles des Français", 1974, in REYNAUD (Jean-Daniel), GRAFMEYER (Yves) [dir.], *Français qui êtes-vous ?*, La documentation Française, 1981, p. 404

²⁷⁷ CLESSE (Joël), Z Aidman (Sylvie), *La Résistance en Seine-Saint-Denis 1940-1944*, Syros, 1994

²⁷⁸ GUILLON (Jean-Marie), *op. cit.* p. 350

DF étroitement corrélés. »²⁷⁹ La Résistance recrute en fonction des formes d'action qui sont les siennes. Mais qu'est-ce qui ordonne la chronologie et l'importance de ces formes ? Certes, le contexte historique global, mais celui-ci ne saurait être considéré isolément, en dehors de la représentation qu'en ont les citoyens. Pourquoi la lutte armée n'apparaît-elle véritablement qu'en 1942, bien après la lutte politique ? Le contexte n'explique pas tout et la cause de ce retard doit aussi être cherchée dans la difficulté à intégrer la légitimité de la guérilla et l'exercice de la violence par les citoyens, en dehors de l'État, voire contre lui comme l'ont montré Serge Berstein, Renée Bédarida, Serge Wolikow, Roger Bourderon, et Christian Bachelier dans leurs travaux sur les cultures républicaine, catholique, communiste et militaire face à la lutte armée²⁸⁰. Les formes de l'action et les besoins qu'elles commandent ne sont pas indépendantes de la volonté des hommes. Nous dirons ici que la culture républicaine dominante (de même que les cultures des catholiques, des communistes et des militaires) explique ce retard, donc que le principe d'intentionnalité, conditionnant les formes de l'action, détermine les conditions d'exercice du principe de fonctionnalité. Par ailleurs, certaines formes de culture « prédisposent » davantage à certaines formes d'action. On peut supposer que la pratique de la violence a été plus aisée pour les ouvriers, car moins éloignée de leurs horizons, que pour les classes moyennes ou supérieures, plus porteuses des valeurs du consensus social. De même, la grève et la manifestation de rue appartenant à l'horizon politique de la classe ouvrière sont largement utilisées par elle dans la Résistance²⁸¹. Comment s'étonner de rencontrer davantage de paysans dans des actes de solidarité concrets, d'homme à homme, qui renvoient aux représentations de l'entraide personnelle : aide aux réseaux d'évasion, aux réfractaires, aux maquis par le ravitaillement, l'hébergement, le renseignement.

On peut s'interroger sur la signification que l'on prête aux nombres de résistants recensés. Si l'on raisonne en termes de sous et de sur-représentation est-on fondé à placer tous les groupes sociaux sur le même plan ? Peut-on arithmétiquement mettre en relation leurs proportions dans la Résistance et dans la société ? Ce serait, nous semble-t-il, les réduire à l'état de pures essences et les exclure du champ social. Les groupes sociaux exercent dans la société des responsabilités différentes. Les militaires, tout spécifiquement

²⁷⁹ WIEVIORKA (Olivier), *Une certaine idée de la France : Défense de la France 1940-1949*, Le Seuil, 1995, p. 192

²⁸⁰ Cf. les communications de Serge Berstein, Renée Bédarida, Serge Wolikow, Roger Bourderon, Christian Bachelier dans : MARCOT François [dir.] *La Résistance et les Français. Lutte armée et Maquis*, Besançon, Annales littéraires de l'Université de Franche-Comté, 1996

²⁸¹ Cf. TARTAKOWSKI (Danielle), "Géographie des manifestations de rue" in DOUZOU (Laurent), FRANK (Robert), PESCHANSKI (Denis), VEILLON (Dominique), *La Résistance et les Français : Villes, centres et logiques de décision*, Institut d'histoire du temps présent (CNRS), 1995

dévoués à la défense de la nation, possèdent des aptitudes à la lutte armée et au commandement qui les situent à un autre niveau de responsabilité sociale que les manœuvres. On peut dire la même chose, pour ce qui les concerne, des policiers, des intellectuels ou des notables républicains.

IV - Les Français et la Résistance

Toutes les nuances que les historiens peuvent apporter après coup en faisant justement valoir qu'être *avec* la Résistance, ce n'est pas la même chose que d'avoir été *dans* la résistance et de l'avoir faite, tous les sarcasmes d'une opinion publique devenue dans les années 70 beaucoup plus sceptique sur le comportement de la collectivité nationale ne changeront rien à la force et à la réalité de ce sentiment. Léon Werth, que nous avons cité, l'observe dès la fin de 1943 : pour beaucoup de villageois, le maquis installé près de chez eux, c'est *leur* maquis. Au niveau de l'analyse de la structure de la Résistance, pareille assimilation est évidemment insoutenable. Il faut bien que certains aient un rôle d'entraîneurs et l'on ne saurait confondre, quel que soit le vocabulaire employé, l'avant-garde avec les masses ou les combattants de première ligne avec ceux de l'arrière. Mais au niveau de la représentation que les gens peuvent se faire de leur relation avec la Résistance, pendant et surtout après, le processus d'identification est un fait qu'il faut constater, une réalité dont on ne voit pas au nom de quoi l'on contesterait sa légitimité. Ils ont appartenu à la Résistance-mouvement.

Que la population ait peur de l'imprudence de certains résistants, qu'elle ait peur de la Résistance elle-même et surtout des risques de représailles qu'elle peut attirer, qu'importe pourvu qu'elle ne retire pas son appui lorsqu'il est indispensable ! Que la Résistance doive parfois créer un rapport de force pour imposer sa présence, pour assurer ses réquisitions, pour dissuader les dénonciateurs, cela ne lui aliène pas pour autant la population. La milice du Jura, dont les membres sont exécutés par la Résistance à partir d'octobre 1943 sans que la population ne fournisse le moindre renseignement, le parti Franciste qui à Besançon, en avril 1943, se heurte à la population ont, eux aussi, tenté d'imposer leur volonté. Dans un cas la population accepte le rapport de force, dans un autre elle refuse de s'y soumettre.

Ces deux minorités que sont les résistants et les collaborateurs ne représentent pas des forces du même ordre de grandeur : 254 collaborateurs dans le Doubs pour 5 000 résistants organisés, 200 miliciens dans le Jura pour 8 000 résistants organisés. Elles entretiennent avec la population des rapports radicalement différents qui interdisent de penser que la France ait été en proie à une quelconque guerre civile. La nature des relations entre la population française d'une part et les résistants et les collaborateurs d'autre part, est différente parce que, fondamentalement, la population reconnaît la légitimité de la Résistance, jamais celle des collaborateurs ni à partir de 1942 celle de Vichy.

Dans toute démocratie, aussi légitime soit-elle, l'État, par son appareil policier, impose bien à la population l'ordre démocratique qui assure la perception de l'impôt et le respect de l'ordre public, des biens et des personnes. Pourquoi s'étonner que la Résistance, ce contre-État qui défend une certaine conception de l'honneur de la nation et des devoirs des citoyens dans des circonstances troublées, doive, elle aussi, imposer son ordre ? La seule question qui compte est de savoir si cet ordre est, en dernier ressort, accepté ou s'il ne l'est pas. Selon nous il l'est. La Résistance a largement su créer autour d'elle la solidarité dont elle a besoin, une solidarité faite d'actes plus que d'idées ou de sentiments. Comme le dit Jean-Marie Guillon : « Le problème n'est pas tant au niveau des sentiments qui, finalement, sont assez vite partagés par une grande partie de la population, que dans le passage à l'action. »²⁸²

Lorsque Pierre Laborie écrit : « Depuis l'été 1943, avec des nuances et des lenteurs parfois accusées, l'opinion est passée d'un attentisme d'opposition à Vichy à un attentisme de solidarité complice avec la Résistance »²⁸³, nous ne pouvons qu'approuver le sens du glissement qu'il décrit, mais non les termes qu'il emploie pour le faire. L'ampleur et la nature même de l'évolution nous paraissent plus grandes qu'à lui.

L'attentisme envers Vichy exprime, comme Pierre Laborie l'a brillamment démontré, la « crise d'identité nationale » que traverse la France depuis les années 30. Cet attentisme est fait de complicité envers un régime qui prône la démission du citoyen, la culpabilité collective de la nation, un régime qui joue sur la peur et prône le repli sur soi. La solidarité envers la Résistance suppose une prise de risque, une responsabilité individuelle du citoyen qui pense et surtout agit par lui-même au lieu de s'en remettre à

²⁸² GUILLON (Jean-Marie), *op. cit.* (p. 905)

²⁸³ LABORIE (Pierre), *op. cit.* (p. 311)

l'État et à son chef, elle est rupture avec un ordre établi, enfin, elle exprime une confiance renouvelée en la nation et en son destin. Serait-ce forcer le trait que de dire que Vichy joue sur des effets d'opinion tandis que la Résistance mise sur l'action ?

En effet, la solidarité avec la Résistance, comme la Résistance elle-même, s'exprime par des actes et non par des sentiments ou des opinions hors de tout contexte. A cet égard, sa manifestation nous paraît traduire un tournant dans l'histoire de l'opinion publique. Ceux qui, sollicités par le choix entre être solidaires ou non de la Résistance (choix qui ne s'impose pas en permanence et pas à tout le monde), traduisent le profond changement qui intervient dans l'opinion publique en 1943. C'est à cette époque que s'achève selon nous le processus de crise d'identité nationale décrit par Pierre Laborie comme caractérisant la France des années 30 et de Vichy.

Nous ne voulons pas dire par là que la rupture soit brutale et que la France soit reconstruite en 1943, mais que le processus inverse est engagé, qu'en 1944 la France n'est plus la nation dont l'opinion est « moralement épuisée, à la disponibilité émoussée » dont parle Pierre Laborie. Le renversement de l'opinion publique en 1943 se traduit, à long terme, par un autre comportement de la société française vis-à-vis de la nation : ardeur au travail pour la reconstruction de la France qui ne se démentira pas jusqu'à la fin des années 60, forte natalité témoignant d'une juvénilité retrouvée, sentiment d'unité nationale reconstituée (« en dehors de quelques traîtres ») et sentiment de confiance et de fierté du Pays qui alimente le mythe d'une France globalement résistante.

Que ce mythe soit pour une large part une mystification, tout le monde en conviendra aisément. Raison de plus pour s'interroger sur sa fonction et pour l'opposer à cet autre mythe des années 30, qui en exprime si bien l'esprit : celui de la décadence. Après avoir décrit « le mythe qui proclame qu'à l'exception d'une poignée de collaborateurs et d'une petite clique de réactionnaires, la grande masse des Français a rejoint, ou du moins soutenu, la Résistance », Stanley Hoffmann s'interroge sur la fonction de cette « version officielle » :

« On ne peut lui refuser sommairement toute valeur. Le problème le plus grave auquel la France a été confrontée, pendant les années 30 et la guerre, fut la perte de sa confiance en elle-même, la crise de l'amour-propre national. De Gaulle s'est institué l'infirmier de la dignité française. [...] Les collaborateurs et les assassins étaient une petite minorité, les vichystes se firent de plus en plus rares à mesure que la guerre avançait ; le soutien

populaire à Pétain se réduisit constamment et finit par n'être plus qu'un mélange de pitié, de consternation et de dégoût. Point n'était donc besoin de se vautrer dans la contemplation de ses mauvaises actions, de s'hypnotiser sur sa culpabilité, de se purger de ses mensonges et de ses péchés pour être bien sûr de ne pas les commettre à nouveau et pour pouvoir regarder les autres dans les yeux. La contrition publique n'est pas une condition indispensable au respect de soi-même. [...] Vichy, en cherchant à se ménager un petit coin tranquille dans le domaine de l'ennemi victorieux, avait plongé les Français dans une orgie de *mea culpa* qui, inévitablement, avait tourné au spectacle peu ragoûtant de la chasse au bouc émissaire. Il ne fallait pas recommencer en 1945. »²⁸⁴

Le mythe exprime une autre réalité, celle de la reconstruction de l'unité de la nation, dont nous avons vu tout au long de notre étude qu'elle a constitué un objectif majeur de la Résistance. Pierre Laborie l'exprime en des termes dont nous ne saurions dépasser la justesse :

« C'est en dehors de Vichy et en grande partie contre lui, à travers le refus de ses valeurs et des compromissions sans fin de la collaboration, que l'unité nationale s'est reconstituée, autour de l'héritage jacobin et des valeurs démocratiques de la tradition républicaine. La Résistance, lieu symbolique de rassemblement et de réintégration des exclus au sein de la nation, en a été le moteur avant d'en devenir une des références fondatrices majeures. »²⁸⁵

Si nous reprenons les quatre mythes repérés par Raoul Girardet²⁸⁶ comme structurant l'imaginaire politique français, nous pouvons les voir fonctionner dès 1943 jusqu'au tournant des années 70. Ils s'insinuent par substitution aux mythes de la France de Pétain. Au mythe de la conspiration des Juifs, des communistes, des francs-maçons succède le mythe de l'existence d'une poignée de traîtres ; à celui de Pétain, « sauveur Cincinnatus », celui de De Gaulle « sauveur-Moïse » ; à l'âge d'or d'une France d'avant la Révolution se substitue celui d'une France républicaine et généreuse ; au mythe d'une unité conçue comme une purification des éléments allogènes, celui d'une unité nationale

²⁸⁴ HOFFMANN (Stanley), *op. cit.* (pp. 71, 74 et 75)

²⁸⁵ LABORIE (Pierre), *op. cit.* (pp. 333-4)

²⁸⁶ GIRARDET (Raoul), *Mythes et mythologies politiques*, Le Seuil, 1990

fortement intégratrice et solidaire. En définitive l'histoire de la Résistance n'est peut-être rien d'autre que cette conquête de l'imaginaire des Français. Elle n'a pu s'enraciner dans leur esprit que dans la mesure où, dans la pratique, les liens entre la Résistance et la population la rendaient crédible aux yeux du plus grand nombre.

Table des matières

Liste des travaux présentés	2
Introduction	3
Première partie Réflexions sur la notion de résistance	9
I - Quel est l'adversaire ?	10
II - Résister, c'est agir	15
III - Quelles sont les valeurs qui fondent la résistance ?	20
Les patriotes intransigeants	24
Les réactionnaires patriotes	25
Les défenseurs du modèle républicain	28
Les résistants chrétiens	31
Les résistants communistes	33
La place spécifique du patriotisme	33
La défense de l'homme	37
Deuxième partie Les résistants à la recherche d'une légitimité 1940-1942.....	41
I - Les premiers actes de résistance	43
Les réseaux d'évasion, une résistance de solidarité ?.....	43
Qu'est-ce que la résistance militaire des débuts ?	46
Les premiers tracts clandestins et les débuts de la résistance civile	47
II - Une poignée d'hommes qui affirment leur foi (1940-1941).....	49
III - Une minorité qui affirme son existence (1942)	55
Troisième partie La Résistance à la conquête de la légitimité	69
1943	70
I - La lutte contre le travail en Allemagne	71
L'argumentation de la Résistance	71
Le comportement de la population face à la réquisition des travailleurs pour l'Allemagne	73
Le STO, la Résistance et la population	78
II - Légitimité de la Résistance et solidarité de la population	95
La solidarité face à la répression.....	95

La Résistance et le ravitaillement	97
Les manifestations patriotiques de 1943	99
Le milieu universitaire bisontin	101
L'intégration des étrangers	108
Quatrième partie La Résistance, l'ordre et le mouvement 1943-1944.....	114
I - La Résistance parti de l'ordre ?.....	115
La Résistance et le terrorisme	115
La Résistance et l'épuration	122
La Résistance et de Gaulle	123
II - La Résistance « parti du mouvement » ?.....	126
La Résistance et la lutte armée	126
La Résistance et la Libération	144
Conclusion	151
I - Quelques facteurs du comportement de la population	151
La situation internationale	151
La population et le régime de Vichy	154
La répression	158
Les formes d'action de la Résistance	159
II - La population, ses représentations et ses comportements	161
III - La population dans la Résistance	166
IV - Les Français et la Résistance	171